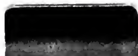



201
3 E
10





COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE



IMPRIMERIE FOURNIER-DAVIE ET Ce, RUE DU BAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME DIXIÈME



SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR





PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1866

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

VI. INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE (SUITE)

3. — LA NOUVELLE-ESPAGNE

Indépendance du Mexique et de l'Amérique centrale.

Le régime républicain sur les bords du rio de la Plata et en Colombie se trouvait déjà complétement assuré, lorsqu'on reprit les projets monarchiques encore une fois dans les deux vice-royautés primitives, au Pérou et au Mexique. On les reprit aussi bien sur l'un que sur l'autre de ces deux points d'une double manière qui ramena cependant le mouvement, sous un double rapport, vers la république, bien que les chefs influents, dans ces pays comme dans la Plata, eussent voulu l'éviter. Comme c'était arrivé au Buenos-Ayres, on compta d'abord conserver la monarchie par des voies légitimes; mais cette proposition fut rejetée, dans la métropole,



par la monarchie elle-même, qui était frappée d'aveuglement. Ensuite deux parvenus, sortis des rangs de l'armée, essayèrent de fonder d'autres empires et des dynasties nouvelles; si quelque chose pouvait entièrement dégoûter les habitants du régime monarchique. c'étaient précisément ces dernières tentatives désespérées. On pouvait, à la vérité, prévoir que le régime démocratique, peu consolidé dans les nouveaux États qui venaient de conquérir l'indépendance, amènerait nécessairement des dictatures accablantes et le régime impitoyable du sabre; mais chacune de ces tyrannies, qui ne pouvaient être que passagères, par la seule raison que la forme républicaine y existait, était infiniment plus supportable que la fondation d'une usurpation monarchique qui aurait été durable.

Au Pérou, qui jusque-là n'avait été guère atteint par la révolution, il fallut conquérir l'indépendance dans des luttes de plusieurs années, à partir du moment où éclata le soulèvement espagnol de 1820. Dans la Nouvelle-Espagne (1), qui avait déjà éprouvé les horreurs d'une longue guerre révolutionnaire, il fallut réparer, par des voies pacifiques, ce que la guerre n'avait pu faire pour la cause de l'indépendance. Nous avons dit plus haut (Cf. t. VI, p. 184) que, pendant l'époque même de la paix où la révolution était réprimée au Mexique, les tendances patriotiques commencèrent de nouveau à gagner du terrain dans ce pays. Ceux des patriotes à qui l'on avait fait grâce pénétrèrent dans l'armée et y infec-

(1) A côté des sources mexicaines citées plus haut, nous avons comparé, pour cette période, surtout Poinsett : *Notes on Mexico*. Phil., 1824, et : *A statement of some of the principal events in the public life of Ag. de Iturbide*. London, 1824.

tèrent les créoles restés jusqu'alors fidèles; les femmes qui, au Mexique comme partout ailleurs, comptaient parmi les partisans les plus zélés de l'indépendance, exercèrent leurs arts de séduction. C'était ainsi qu'on vécut dans un état de tranquillité artificielle jusqu'au moment où les événements de 1820 vinrent troubler ce calme. Dans les premiers temps, le gouvernement chercha à défigurer et à cacher les nouvelles relatives à la révolte dans l'Ile-de-Leon, à l'insuccès de l'armement de Cadix et à la défection de l'armée espagnole. Lorsque ces nouvelles se confirmèrent, une consternation terrible saisit tous les Espagnols, tous ceux qui possédaient et tous ceux qui « vivent de la crédulité et de l'ignorance du peuple. »

Les hommes clairvoyants qui, désespérant du maintien de l'ancien état de choses, avaient cherché des moyens de salut pacifiques, même avant le premier mouvement dans la Nouvelle-Espagne et pendant qu'il durait encore, ces hommes crurent cette nouvelle crise favorable pour la réalisation d'un projet d'indépendance pareille à celle dont le Brésil devait jouir : ils voulaient, par des moyens pacifiques, détacher le Mexique de la métropole et le placer sous le sceptre d'un prince espagnol. Les élections des députés pour les cortès espagnoles, qu'on fit à cette époque comme en 1812, eurent pour résultat le choix d'hommes qui, en partie, professaient ces idées. On vit se reproduire les mêmes faits qui s'étaient présentés à cette époque antérieure : on commença à discuter vivement les affaires publiques dans la presse; les Européens se divisèrent en royalistes et en constitutionnels, et les amis de l'indépendance en monarchistes et en républicains; une nouvelle confusion saisit

tous les esprits; tout le monde sentait qu'une catastrophe était imminente.

Néanmoins, dans ces contrées si peu favorables à la révolution, cet état incertain continua pendant toute l'année 1820; l'exemple donné par les autres colonies, l'attaque contre le Pérou, les progrès du mouvement en Colombie ne suffirent pas pour pousser les patriotes à des actes décisifs. Il fallut d'abord que les conséquences de la révolution espagnole se fissent sentir encore plus profondément et que les résolutions des cortès au sujet de la suppression des couvents excitassent le clergé et le rendissent favorable à la révolution contre la métropole, c'est-à-dire à une contre-révolution hostile aux cortès. Il fallut auparavant que le régime constitutionnel irritât les absolutistes les plus tenaces et les déterminât à s'allier aux rancunes du clergé; il fallut enfin que la folie du gouvernement espagnol lui-même fît naître les occasions par suite desquelles on vit éclater le mécontentement qui jusque-là avait fermenté dans les esprits.

Le vice-roi Apodaca, homme d'un caractère irrésolu, et paralysé, comme Morillo et comme Pezuela, par la seule atmosphère politique dans laquelle il vivait, n'était nullement maître de la position; de plus, le roi rendit encore plus difficile le rôle qu'il avait à jouer. A l'époque où il s'impatientait de voir l'inaction de ses augustes alliés, de mauvais conseillers suggéraient au monarque l'idée de s'enfuir secrètement au Mexique. Le roi Ferdinand écrivit (24 déc. 1820) à Apodaca (1) qu'il se sen-

(1) La lettre se trouve chez Presas, p. 83 sq. Plus tard, le gouvernement espagnol a fait nier toute cette affaire par ses créatures, telles que Miñano; mais, d'après Vadillo (p. 298), elle est au-dessus de tout doute, parce que Presas lui-même était le porteur de cette lettre.

tait comme en prison, succombant sous un traitement qu'il ne souffrirait pas s'il ne redoutait pas le sort de Louis XVI. Il chargea le vice-roi de conserver la Nouvelle-Espagne pure de toute Constitution ; en attendant, ajouta-t-il, il considérerait de quelle manière et par quels moyens il pourrait effectuer une fuite secrète. Après avoir reçu ces ordres, Apodaca réunit autour de lui un petit cercle de familiers avec lesquels il convint d'abolir de nouveau la Constitution proclamée, et de prendre cette mesure à la suite d'un soulèvement provoqué par des moyens artificieux, afin de pouvoir se justifier ainsi devant les cortès. Pour préparer ces démarches, il enleva le commandement des troupes placées entre Mexico et Acapulco au général Armigo, qu'il savait dévoué à la Constitution. A sa place, il mit Agustin Iturbide, occupé en ce moment à combattre Guerrero, le dernier chef des insurgés, dont les bandes entretenaient le feu de la révolution et qui avait réveillé en elles une plus grande énergie depuis que la nouvelle de 1820 était arrivée dans le pays.

Iturbide s'était recommandé au pieux vice-roi en suivant, peu de temps auparavant, tous les exercices d'une retraite de pénitence rigoureuse dans un collége de la congrégation de saint Philippe de Néri; sous ces dehors d'une grande dévotion, cet homme cachait des projets qu'il avait nourris depuis que la révolution espagnole avait éclaté. La gloire qui entourait les noms des San Martin et des Bolivar ne lui laissait pas de repos. Il ressemblait à ces hommes par son ambition, et encore en ce que son esprit et son caractère n'étaient pas à la hauteur de cette dernière. Il partageait avec eux la réserve prudente, le langage équivoque et l'art de dissi-

muler qui, chez ces peuples, entrent nécessairement dans tous les rôles de héros. Il avait de commun avec Bolivar des manières séduisantes et même l'habitude peu franche de détourner les yeux pendant la conversation ou de les fixer à terre. Sans posséder le talent ni l'instruction de Bolivar, Iturbide était moins modeste dans le but qu'il poursuivait et moins scrupuleux dans le choix de ses moyens. Fier et d'un tempérament ambitieux et dominateur, il avait souvent montré, comme Bolivar, qu'il ne pouvait souffrir à côté de lui des hommes qui lui étaient supérieurs ou égaux.

S'il se comparait aux personnes dont il était entouré, il était naturel qu'Iturbide, aussi bien que Bolivar, conçût des projets ambitieux. Il appartenait à une famille considérée de Valladolid et il se trouvait dans une position de fortune indépendante ; il jouissait d'une constitution robuste et capable de supporter toutes les fatigues ; de plus, c'était un soldat bien exercé et toujours heureux qui n'avait échoué dans aucune entreprise, si ce n'est dans une attaque contre Coporo en 1815. La petite guerre lui avait fait connaître toutes les parties de ce vaste pays ; il avait servi dans les deux camps, chez les Espagnols et chez les patriotes, c'est pourquoi il pouvait embrasser d'un seul coup d'œil et calculer non-seulement tout ce que les deux partis étaient capables de faire, mais encore la capacité de leurs chefs et le nombre et les proportions des troupes espagnoles et créoles. Depuis 1809 il avait été, dans sa province natale, en relations avec les patriotes ; mais, d'après ce qu'il prétendait lui-même, leurs projets lui avaient inspiré du dégoût, bien qu'Hidalgo lui eût offert le rang de lieutenant général. Les patriotes disent, au contraire, qu'il

avait lui-même posé comme condition la nomination à ce grade, ce qui lui aurait été refusé, puisque, à cette époque, il était encore un personnage inconnu.

Ensuite, Iturbide avait passé du côté des Espagnols et il était devenu un des persécuteurs les plus sanguinaires des indépendants. Pendant le temps où il commandait au Bajio, il y avait commis de détestables cruautés contre les prisonniers; on connaît une de ses dépêches adressées au vice-roi, dans laquelle il lui communique qu'en l'honneur du Vendredi-Saint (1814) il avait fait fusiller trois cents malheureux excommuniés. Plus tard (1816), sur l'accusation portée contre lui par plusieurs familles de Queretaro et de Guanajuato à cause de sa rapacité et de ses exactions, il fut appelé à Mexico pour s'y soumettre à une enquête; ensuite, profondément blessé, comme il le disait lui-même, par l'ingratitude des hommes, il renonça à ses fonctions et à ses appointements. Depuis ce moment il fréquentait, ce qu'il ne disait pas, ceux des cercles de la capitale qui n'étaient pas célèbres par la vertu de leurs membres, et même il s'y distinguait par son immoralité, jusqu'à ce qu'il finit par trouver des motifs pour se montrer au public comme pénitent. Aussitôt qu'il eut gagné la confiance du vice-roi, il tourna contre lui les armes par lesquelles ce dernier voulait combattre la Constitution. Il commença par écrire à Guerrero une lettre équivoque dans laquelle il l'engageait à fraterniser avec lui, mais qu'on pouvait considérer aussi comme une offre d'*indulto*. Lorsque Guerrero lui répondit en l'engageant, de son côté, à prendre parti pour la cause nationale et à se mettre à la tête des patriotes, il était arrivé au but qu'il voulait atteindre. Il eut (fin de janvier 1821) une entrevue avec

Guerrero dans un village de la province de Mexico, et, après être tombé d'accord avec lui, il informa le vice-roi de ses résolutions.

Iturbide se rendit à Iguala, à quarante leguas au sud de Mexico, et y publia (24 février) ce qu'il appela son Plan d'Iguala, dont le contenu montrait qu'il avait été préparé de longue main et avec une grande prudence. D'après ce projet, la Nouvelle-Espagne devait se rendre indépendante et se transformer en monarchie limitée dont la couronne « impériale » serait offerte d'abord au roi Ferdinand et à ses frères, et, dans le cas où ils la refuseraient, à quelque autre prince d'une des familles régnantes. Les distinctions civiles entre Européens et Américains, entre les blancs et les gens de caste devaient cesser d'exister; tous ceux qui se déclareraient en faveur de l'indépendance devaient, sans distinction de nationalité, conserver leurs places et leurs dignités; la religion catholique devait être la religion d'État exclusive et on promettait de maintenir les droits de l'Église. L'indépendance, la religion et l'union (entre Espagnols et Américains) étaient indiquées comme les garanties que l'armée dite « des trois garanties » serait avant tout appelée à défendre désormais. Les vastes bases de ce projet, les moyens propres à mettre le pays à l'abri de toute révolution violente, les ménagements dont on voulait user à l'égard des Espagnols, les faveurs accordées au clergé en ce qu'on écartait toutes les innovations dans l'Église, la médiation entre les monarchistes et les républicains, tout cela avait été calculé au mieux pour concilier promptement à ce projet un grand nombre de partisans. On les trouva même parmi les propriétaires, parmi les fonctionnaires, les privilégiés et les légitimistes de toute espèce,

qui étaient tous convaincus que l'Espagne finirait par périr à cause de la désorganisation qui avait été l'œuvre des partis dans l'intérieur de ce pays.

Le succès universel, obtenu par cette heureuse manœuvre, prouva jusqu'à quel point toute la population était favorablement disposée pour l'indépendance, pourvu qu'on pût la garantir de la guerre de bandits et de l'anarchie. La révolution, qui avait tant de fois succombé sur les champs de bataille, remporta tout à coup une victoire complète sans la moindre effusion de sang. La terrible soif de persécution se trouva remplacée par la modération et par le désir de conciliation; on changea d'une manière pacifique, et presque sans verser une seule goutte de sang, toute la colonie en un empire indépendant; Iturbide put se vanter d'avoir défait d'une manière heureuse le nœud embrouillé de cette affaire, sans avoir rompu les liens qui unissaient la colonie à la métropole. L'opinion publique, que le clergé n'empêchait plus de se manifester, fit triompher cette transformation dans le pays tout entier, sans qu'il y eût presque de lutte. Iturbide se rendit d'Iguala au Bajio, où plusieurs officiers et gouverneurs s'unirent à lui; Victoria, qui ressuscita comme par un coup de baguette magique dans la retraite où il s'était enseveli, vint le rejoindre à San-Juan-del-Rio. L'armée, portant les couleurs *trigarantes*, forma trois divisions, après avoir occupé Queretaro, la clef des provinces de l'intérieur : par un mouvement rapide, Iturbide s'empara de Puebla; Victoria s'avança vers la capitale; bientôt (juillet), à l'exception de Mexico et de Vera-Cruz, tout le pays reconnut l'autorité d'Iturbide qui fut accueilli partout comme le libérateur du pays, comme le Bolivar du Mexique.

Dans la capitale, tout était confusion. Le vice-roi, qui avait perdu la tête, subit le sort d'Iturrigaraï : les Espagnols le destituèrent et le remplacèrent par un officier d'artillerie du nom de Novella. Lorsque Iturbide resserra de plus en plus le cercle dans lequel il enferma la capitale, un nouveau vice-roi constitutionnel, don Juan O'donoju arriva à Vera-Cruz (juillet). Les circonstances dans lesquelles il avait été choisi et envoyé au Mexique jettent un jour tout particulier sur son court règne. Il formait, pour ainsi dire, le pendant d'O'donnel Abisbal, en ce qu'il était un des personnages les plus équivoques de cette époque révolutionnaire et qu'il servait fort mal les deux parties en lutte. Dès 1816 (Cf. t. III, p. 260), il avait été accusé de complicité dans une conspiration; puis il avait su recouvrer la confiance du gouvernement; en 1819, il s'était de nouveau lié aux conspirateurs andalous à Séville; mais, au moment où éclata l'insurection, il se trouva néanmoins du côté du gouvernement qui, profitant de la jalousie envieuse que ce général nourrissait à l'égard de Riego et de Quiroga, le mit à la tête de l'armée de San-Fernando.

Cependant tous ces changements n'avaient pas suffi pour perdre O'donoju aux yeux des libéraux. Au sein des cortès, ce furent surtout les députés américains qui appuyèrent, auprès du gouvernement constitutionnel, l'envoi du général au Mexique. Du moins, le prêtre Miguel Ramos de Arispe, homme fort versé dans les intrigues, se vanta (1) d'avoir, pendant cinq mois, travaillé en faveur d'O'donoju qui avait été le compagnon de sa bonne et de sa mauvaise fortune. Il disait qu'il avait fini

(1) Cf. Presas, p. 93.

par atteindre son but, qui était de remplacer Apodaca par O'donoju, parce qu'il avait constamment tenu entre ses mains le fil des affaires américaines, et parce qu'il avait sans cesse travaillé, dans ce sens, les ministres qui, de 1814 à 1820, avaient partagé sa captivité. Après que le nouveau vice-roi eut débarqué à Vera-Cruz, il s'enferma dans le château de San-Juan-de-Ulua (Ulloa), au lieu de se rendre immédiatement à la capitale où il était toujours attendu par un corps considérable de vétérans espagnols. Ensuite il entra en négociation avec Iturbide; il s'entendit avec lui au sujet d'une entrevue personnelle à Cordova, au pied du cône neigeux de l'Orizava, et y signa (24 août) un traité (1), en vertu duquel il accepta tout simplement, au nom de son gouvernement, le Plan d'Iguala. Puis, il entra dans une junte provisoire de trente-six membres qui, jusqu'à la convocation d'une assemblée nationale, devait remplacer le pouvoir législatif et nommer, pour l'intérim, une régence comme pouvoir exécutif, jusqu'au moment où l'on recevrait d'Espagne une réponse au sujet de la couronne qui avait été offerte au roi ou aux princes. En attendant, la Constitution espagnole devait rester en vigueur.

Les Américains représentent ces démarches d'O'donoju comme une conséquence de la conviction à laquelle il était arrivé promptement, à savoir que le pays était perdu pour la métropole; les royalistes parmi les Espagnols y voyaient l'œuvre d'une trahison ourdie d'avance; mais il ressort de ce que donnent à entendre les auteurs constitutionnels (2), que les ministres avaient autorisé O'donoju à

(1) Dans Hall, t. II.
(2) Cf. Vadillo.

faire les concessions auxquelles il consentit ou du moins des concessions qui n'en différaient guère. Il écrivit lui-même (26 août) au général Davila, qu'avant son départ, dans un comité des cortès en Espagne et en présence des ministres, on avait proposé et approuvé les bases de l'indépendance du Mexique. Ce qui est un fait certain, c'est qu'au ministère et au Conseil d'État les voix étaient du moins partagées, à cette époque, au sujet de l'opportunité d'une mesure par laquelle on aurait reconnu cette indépendance. On ne fit pas l'expérience qui aurait démontré si O'donoju était homme à concentrer entre ses mains la direction des affaires à ce moment où tout était si compliqué. Le courant de l'époque passa sur toutes ces tentatives d'une conciliation artificielle. O'donoju mourut de la fièvre jaune, peu de temps après que, grâce au traité de Cordova, Iturbide eut obtenu l'avantage inestimable de pouvoir entrer dans la capitale (27 septembre) et d'y enlever aux Espagnols leurs dernières espérances.

A l'exception de la forteresse de San-Juan-de-Ulua, où le général Davila se voyait enfermé, tout le pays se trouvait dès lors détaché de l'Espagne. Au Yucatan et au Guatemala aussi, l'indépendance fut établie sans peine. Il y avait eu déjà, à une époque antérieure, des mouvements isolés dans l'Isthme, comme vers 1811 et 1815 au Leon et au San-Salvador. Parmi les Yucatèques, quelques indépendants avaient eu à souffrir des persécutions dès 1814 et jusqu'en 1820; à l'époque actuelle, ils déclarèrent unanimement (septembre) au capitaine général Echavarri qu'ils voulaient partager le sort de la Nouvelle-Espagne. Il n'y avait pas de troupes espagnoles dans le pays; les soldats créoles se prononcèrent en fa-

veur de l'indépendance; les Indiens, qui formaient les trois cinquièmes de la population dans cette province écartée, avaient été de tout temps habitués à se soumettre au règne du sabre; Echavarri dut céder et se rendit à la Havane. Au Guatemala, le commissaire de la paix, Gaïnza, qui y avait été envoyé par le gouvernement espagnol, passa, comme O'donoju, du côté des patriotes et il proclama (15 décembre) l'indépendance du pays et son union avec la Nouvelle-Espagne. Puis il forma, sous sa présidence, un gouvernement provisoire auquel se rallia aussi l'archevêque, en voyant l'unanimité complète avec laquelle la population s'était prononcée pour ce soulèvement qui n'avait coûté ni un grain de poudre, ni une goutte de sang (1).

Il s'agissait, dès lors, de savoir quel accueil on ferait, en Espagne, au Plan d'Iguala et au traité de Cordova.

Attitude des cortès en face de la question américaine.

Le gouvernement constitutionnel et les cortès des trois législatures de 1820 à 1822 auraient toujours eu le pouvoir de maintenir le régime monarchique au moins dans quelques-unes des colonies et de conserver une union, fort relâchée il est vrai, avec la métropole, s'ils avaient voulu s'occuper sérieusement de la solution de ces grandes questions et y employer leurs loisirs. La détresse dont l'Espagne souffrait à tant d'égards, la désunion qui régnait entre les divers pouvoirs de l'État, l'éloignement des colonies et les différences dans leur situation, l'imprudence et l'hostilité des cortès firent, au contraire, qu'on négligea et qu'on perdit étourdiment encore cette dernière occasion favorable. Le gouvernement ne trouva

(1) H. Dunn : *Guatemala*. London, 1829.

ni le temps de prendre des mesures radicales, ni les ressources nécessaires pour les exécuter avec vigueur, comme il n'avait pas non plus le goût de faire des démarches conciliantes, ni celui d'entrer dans des négociations pour amener un accommodement. Au Conseil d'État, les affaires américaines étaient ensevelies dans l'oubli. Et, chose étrange ! les cortès des premières législatures, de la session ordinaire et de la session extraordinaire ne s'en occupèrent presque pas du tout. La raison en était peut-être que même les champions les plus ardents de l'omnipotence des cortès craignaient d'assumer une responsabilité dans cette question qui était la plus difficile entre toutes. Mais il se peut aussi, comme c'était le cas de beaucoup de gens aux espérances ardentes dans toute l'Europe, que les députés espagnols aient été dominés par l'espérance que la Constitution, qui donnait la liberté à tous, aplanirait aussi les anciens différends avec l'Amérique, qu'elle viderait toute la question de l'indépendance, qu'elle rétablirait la réconciliation et la concorde, et qu'elle réunirait en une seule et même famille heureuse les Espagnols de l'ancien et du nouveau monde.

Il fallut des mois entiers avant qu'on parvînt seulement à décréter (17 septembre 1820) une amnistie étendue pour l'Amérique dans la première session des cortès où les colonies étaient fort imparfaitement représentées. Cédant à la pression de l'époque et des circonstances, la junte provisoire, établie au commencement de l'ère constitutionnelle, avait élu (22 mars 1820) trente remplaçants qui devaient occuper les siéges des délégués américains jusqu'à l'arrivée des représentants véritables dont l'élection fut décrétée. Pendant le cours de la première législature, les Américains à Londres et à Paris se

plaignirent violemment de cette représentation arbitraire et restreinte qui, en dehors de toute proportion équitable, avait été réduite de manière à ne plus former que le tiers de ce qu'elle avait été pendant les dernières cortès. Quelques-uns des délégués pour l'Amérique protestèrent à plusieurs reprises, au sein des cortès, contre cette mesure et firent d'autres propositions : mais tout fut en vain. Les Espagnols les tranquillisaient en disant « qu'eux aussi représentaient l'Amérique et qu'ils ne se préoccupaient pas moins que les Américains du salut de ces beaux pays » ; mais ils rejetèrent les propositions relatives à une extension de la représentation dérisoire, ou ils ne les admirent même pas à la discussion. Toutes les réclamations des Américains eurent le même insuccès, quand ils disaient qu'on ne pourrait pas gagner les colonies par des mesures partielles de conciliation, qu'il fallait, au contraire, recourir à des moyens énergiques et radicaux. Lorsque le comité pour les affaires commerciales présenta son rapport (31 août) sur les principes du nouveau tarif des douanes, on y trouva la déclaration précise qu'il ne fallait pas songer à la liberté du commerce avec l'Amérique.

A côté de cette hostilité des cortès à l'égard des colonies, elles montraient la velléité impuissante d'employer la vive force, bien que tous les moyens d'y donner suite d'une manière continue leur manquassent complétement. On fit construire des vaisseaux et on en fit réparer d'autres pour les envoyer au Pérou, où ils ne parvinrent jamais; plus tard, on envoya des renforts à la division de la flotte que commandait Laborde sur la Costafirme, mais on ne fit rien pour l'entretenir dans un état qui lui eût permis de tenir tête à la flotte colombienne ; on for-

tifia la Havane et Puerto-Rico (Portorico), sans pouvoir en faire le quartier général pour des opérations actives et pour des entreprises continues et reliées entre elles. Le gouvernement constitutionnel ne fit pas mieux que le roi absolu ; il sentit qu'il ne pouvait éviter de céder et de faire des concessions, mais il retira les mains avant de les avoir levées pour les tendre aux colonies.

Galiano avoua ouvertement « que, par rapport à « l'Amérique, les libéraux obéissaient aux passions et « aux préjugés que leur avaient légués les guerres de « l'indépendance ; que la conduite des Américains faisait « naître en eux des susceptibilités qu'une sage politique « aurait conseillé d'étouffer, puisque, dans les affaires « d'État, il valait mieux chercher des remèdes pour les « maux que punir ceux qui les avaient causés » (1). Lorsque, pour exécuter le traité de Trujillo, conclu entre Morillo et Bolivar, les ambassadeurs colombiens Revenga et Echevarria arrivèrent en Espagne (14 mars 1821), les prétentions à l'indépendance qu'ils firent valoir blessèrent tout cœur espagnol. On chercha par tous les moyens à indisposer le public contre les Américains ; on essaya d'impliquer les ambassadeurs dans les différends qui, en automne, brouillèrent Morillo avec les partisans de Riego (Cf. T. IX, p. 18), puis on leur remit leurs passe-ports.

A l'époque où l'on renouvela ainsi la rupture avec la Colombie, on avait reçu depuis longtemps la nouvelle que San Martin et lord Cochrane serraient de très-près le Pérou ; cependant on n'admit pas même à la discussion une motion de Magariño, dans laquelle il avait pro-

(1) Cf. Galiano, t. VII, p. 162.

posé de nommer un comité qu'on chargerait d'indiquer les mesures propres à terminer cette terrible guerre. On avait reçu également les nouvelles de la révolution au Mexique (30 mars), sans qu'elles produisissent cependant un autre effet que de déterminer les cortès à nommer enfin, sur la proposition de Toreno, un comité (3 mai) composé d'Américains et d'Espagnols et chargé d'examiner la question d'Amérique. Mais ce comité n'arriva pas non plus à présenter des motions précises ; il abandonna, au contraire, au gouvernement le soin de faire des propositions utiles et convenables pour la session suivante.

Sous la direction des Mexicains Molinos del Campo, Navarrete et Zavala (l'historien), les députés américains qui, depuis la dernière tournure prise par les affaires au Pérou et au Mexique, ces antiques boulevards de la domination coloniale, avaient montré soudain une vigueur toute nouvelle, ces députés, disons-nous, au nombre de quarante-cinq, présentèrent aux cortès (24 juin) une requête fort digne et conciliante, mais très-précise et très-énergique. Ils y disaient que la simple application de la Constitution à l'Amérique était chose impossible ; qu'il était impossible aussi que les cortès, assemblées en Espagne, donnassent des lois propres à être introduites en Amérique ; que, de fait, les colonies ne jouissaient pas du tout des bienfaits de la Constitution et ne connaissaient pas même la responsabilité des fonctionnaires qui, en ce moment, disposaient avec la même brutalité qu'autrefois des hommes qu'on prétendait être libres. A cette requête se rattachaient des propositions nettement déterminées qui contenaient à peu près le Plan d'Iguala ; elles y ajoutaient seulement quelques clauses favorables

pour la métropole, telles que, six mois plus tard environ, le conseil municipal de Rio-de-Janeiro en proposa, avant la rupture avec le Portugal, dans le dessein de maintenir un lien national entre le Brésil et la métropole. On proposa de former, en Amérique, trois sections législatives pour la Nouvelle-Espagne, pour la Colombie et pour le Pérou (y compris le Buenos-Ayres et le Chili). Dans chacune de ces provinces, une *délégation*, nommée par le souverain sans en exclure les princes de la maison royale, devait remplacer le roi et posséder un ministère, un conseil d'État et un tribunal suprême propres ; les mêmes lois qui régissaient le commerce entre l'Amérique et l'Espagne devaient s'appliquer au trafic intérieur entre les différentes provinces.

De même qu'on l'avait fait pendant les cortès de 1810 à 1812, les délégués américains, en faisant ces démarches, ne voulaient que donner des signaux à leurs commettants en Amérique ; car ils prévoyaient bien qu'ils ne feraient pas triompher ces propositions. Au contraire, à mesure que les malheurs augmentèrent, l'irritation que les affaires d'Amérique faisaient naître chez les députés espagnols s'accrut de plus en plus. Pendant la session extraordinaire de 1821, ils mirent à dessein la question d'Amérique sur le tapis. Comme le délai nécessaire pour l'arrivée des représentants réguliers s'était écoulé depuis longtemps, et après une discussion fort animée, dans laquelle on fit les sorties les plus violentes contre « les rebelles », les cortès exclurent (23 septembre) de leurs séances les suppléants qui représentaient les districts dans lesquels on ne pouvait ou ne voulait pas faire les élections. Lorsqu'on fit ensuite de nouvelles motions (26 octobre) pour satisfaire l'Amérique, Toreno

contesta aux cortès extraordinaires même le pouvoir de s'occuper de semblables sujets.

Pendant que les cortès étaient dans de pareilles dispositions, on reçut la nouvelle qui annonça la conclusion du traité de Cordova. Il y eut alors des absolutistes conséquents avec eux-mêmes qui se réjouissaient des propositions contenues dans cette convention, rien que parce qu'elles devaient importuner l'Amérique du Nord, qui ne pouvait pas voir avec satisfaction l'établissement d'un Empire sur ses frontières. Il y eut aussi quelques constitutionnels isolés qui auraient approuvé le traité. Le gouvernement, au sein duquel la division avait régné déjà auparavant, put dès lors se convaincre de plus en plus qu'il y avait urgence de faire des concessions plus marquées. Il présenta aux cortès des motions d'après lesquelles il voulait accorder la liberté du commerce et abroger pour l'Amérique divers articles de la Constitution et les résolutions relatives aux couvents et à tout le régime ecclésiastique, résolutions qui formaient le grief principal du clergé dans la Nouvelle-Espagne ; enfin, il se déclara disposé à accepter la médiation d'une puissance étrangère pour entrer en négociations avec les colonies.

Mais les cortès seules étaient incorrigibles. Le rapport de leur comité ne jugea même pas dignes d'une discussion ces propositions du gouvernement, et conclut seulement à l'envoi d'une commission en Amérique (24 janvier 1822). Golfin fit alors une contre-proposition (27 janvier) qui se fondait sur une représentation écrite par Miguel Cabrera de Nevares (1). Ce dernier avait

(1) *Memoria sobre el estado actual de las Americas*. Madrid, 1821.

prouvé, dans cet écrit, l'inefficacité d'une semblable mission, si ses membres n'étaient pas autorisés à reconnaître l'indépendance des colonies, et il y avait donné un projet de traité, tel que les commissaires devraient l'emporter avec eux en Amérique. D'après ce traité, l'indépendance devait être reconnue partout où elle avait été conquise de fait ; mais, à côté de cela, l'auteur voulait maintenir une alliance hispano-américaine sur les intérêts de laquelle on délibérerait chaque année dans un congrès dont Madrid serait le siége ; pour garantir l'exécution de ce traité, quelques places fortes devaient rester entre les mains du gouvernement espagnol.

Même à cette époque, les Américains continuèrent encore à faire des signaux à leurs compatriotes : ils s'opposèrent à cet expédient et ils aidèrent à faire triompher la proposition du comité. Cependant, comme on allait le voir bientôt, les commissaires, nommés par suite de ce vote, durent revenir en Espagne sans avoir obtenu de résultats, ou, comme c'était arrivé déjà, ils allaient être convertis, en Amérique, à la cause de l'indépendance. De cette manière, on serait donc arrivé à n'opposer au traité, conclu par O'donoju avec Iturbide, presque rien que ces décisions impuissantes qui en auraient au moins favorisé l'exécution par les retards qu'elles auraient occasionnés, si Toreno, qui se trouvait toujours parmi les ennemis les plus jaloux de l'indépendance américaine, n'était pas resté fidèle à son rôle. En effet, il rappela aux députés quel effet nuisible ils produiraient nécessairement s'ils passaient le traité entièrement sous silence, et s'ils permettaient ainsi qu'on conclût de ce silence qu'ils étaient tout disposés à reconnaître l'indépendance des colonies. Les cortès adoptèrent donc

(13 février), outre la mesure relative à l'envoi de commissaires de la paix, encore les points principaux des propositions faites par Toreno, dans lesquelles il avait demandé : qu'on déclarât nul et non avenu le traité de Cordova ; qu'on imposât au gouvernement le devoir de recourir aux mesures les plus énergiques pour maintenir et pour fortifier ceux des centres coloniaux qui étaient restés fidèles, et que le cabinet fît comprendre aux autres puissances qu'il considérerait comme une violation des traités toute reconnaissance partielle ou complète de l'indépendance des colonies.

Ces fatales résolutions furent prises au milieu des graves désordres à l'intérieur qui troublaient profondément les derniers jours des cortès modérées et la fin du second ministère *moderado* qui s'écroulait. Ces résolutions étaient insensées et funestes, mais elles étaient du moins l'acte le plus énergique des cortès par rapport à l'Amérique. On envoya, en même temps, au chef militaire de la Costafirme des instructions qui répondaient à ces résolutions ; nous avons vu déjà que le zèle belliqueux se ranima pendant quelque temps dans ce pays, et nous aurons encore occasion de raconter que la solidité momentanée du régime constitutionnel en Espagne inspira, durant cette époque, une vigueur et une confiance nouvelles à l'armée dans le Pérou. De plus, Martinez de la Rosa envoya (10 mai) aux puissances la Note prescrite, après que l'agent colombien (Zea) en Angleterre l'eut devancé, il est vrai, par une circulaire adressée à tous les cabinets (8 avril), dans laquelle il déclara que l'ouverture des marchés en Colombie dépendait de la reconnaissance de ce pays comme État indépendant.

Mais ce furent là les derniers efforts que fit l'Espagne

pour combattre l'Amérique avec ses propres ressources. Les cortès exaltées de 1822, qui s'opposèrent avec une très-grande énergie à la contre-révolution dans leur propre pays, se tinrent fort tranquilles dans tout ce qui concernait l'Amérique et montrèrent une grande circonspection à cet égard. Dans les deux parties du monde, on semblait croire que la guerre civile et les continuels changements révolutionnaires amèneraient dans les deux camps la ruine et une satiété complète ; mais les calculs des Américains étaient les plus justes à cet égard. Vers le milieu de l'année (25 juin), on entendit, pour la première fois, la voix d'hommes plus libéraux, tels que Ibarra, Galiano et Isturiz, qui osèrent conseiller ouvertement, bien que sans succès, d'accorder aux colonies l'indépendance qui était devenue nécessaire. Et cependant, c'étaient là les mêmes hommes qui craignaient de risquer toute la popularité des cortès, en acceptant l'offre que la Fayette leur fit faire par Pepe (Cf. T. IX, p. 165), à savoir, de reconnaître l'indépendance de la Colombie et du Mexique pour la somme de 100 millions de francs que ces deux États devraient payer à l'Espagne, et pour l'assistance de leurs forces de terre et de mer dans la lutte contre la France.

Les partis se forment au Mexique.

Pendant ce temps où l'on attendait, au Mexique, une réponse au Plan d'Iguala qui avait été présenté aux cortès, la nouvelle vie politique de cette colonie s'était déjà développée de la manière la plus vive. Ceux des Espagnols dans ce pays qui s'attachaient le plus opiniâtrément à l'union de la colonie avec la métropole, firent ce qu'ils purent pour provoquer des divisions intestines parmi les Mexicains et pour faire renverser le nouvel ordre de

choses par des influences étrangères. Ils entretenaient des relations avec Davila à Ulua (Ulloa), d'où partaient continuellement des excitations à la réaction à laquelle on invitait la capitale. Ils poussaient le général Cruz à Guadalupe (près de Mexico) à se mettre à la tête d'une contre-révolution, et, dans quelques endroits, il y eut des mouvements passagers parmi les troupes espagnoles qui, par suite de la capitulation conclue par elles, n'avaient pas encore quitté le pays. En face de ce parti, l'autre extrême était représenté par les républicains. Leur nombre était encore extrêmement petit à cette époque ; excités par les États-Unis, ils demandaient une Constitution fédéraliste ; ils croyaient que le Plan d'Iguala ne pouvait pas être exécuté ; en tout cas, ils étaient persuadés qu'il serait rejeté à Madrid ; c'est pourquoi ils considéraient comme inévitable et comme souffrant tout au plus quelque retard la victoire de leur cause, que personne n'aurait osé appeler, à cette époque, par son véritable nom.

Au milieu de ce parti, les députés Ignacio Godoï et Fr. Garcia se distinguèrent, plus tard, parmi les gens de la classe bourgeoise, par leurs lumières et par leur intégrité ; parmi les guerilleros, les républicains pouvaient compter sur Victoria et sur Guerrero, qui rêvaient pour eux un rôle pareil à celui de Bolivar. Entre ces deux petits partis, on vit s'élever, au sein de la *Junte souveraine*, un troisième parti intermédiaire qui bientôt semblait avoir les sympathies des personnes les plus influentes dans le pays tout entier, et qui paraissait s'emparer exclusivement de toute l'influence. A sa tête se trouvait José-Maria Fagoaga, homme considéré et appartenant à une famille qui était devenue immensément riche par suite d'heureuses opérations dans les mines ; ses

propriétés foncières s'étendaient depuis Mexico jusqu'à bien au delà de Guatitlan ; homme honorable, d'une réputation irréprochable et d'opinions libérales, il avait travaillé en faveur de la Constitution espagnole pour laquelle il avait eu à souffrir. Ce parti trouvait son principal appui dans une loge de francs-maçons du rite écossais (*Escosesa*), fondée par des membres de ce parti dans la capitale, et à laquelle affluaient les grands propriétaires fonciers, une partie de la noblesse et tous les hommes d'opinions modérées qui, de leur côté, avaient comme instruments parmi les soldats, dans les deux camps autrefois hostiles, un Nicolao Bravo et un Barrayan.

La profession de foi honnête et franche de ces *Écossais* était l'exécution loyale et entière du Plan d'Iguala. Ils voulaient conserver la Nouvelle-Espagne à leur maison souveraine, et épargner à la colonie les horreurs de l'anarchie par des lois électorales et par des principes constitutionnels appropriés aux besoins du pays. Ils auraient pu facilement garder d'une manière durable leur prépondérance, qui n'était guère contestée, s'ils n'avaient eu dans la bien-aimée maison de leur souverain même l'adversaire le plus redoutable, fait sur lequel leurs adversaires, les républicains, fondaient tous leurs projets. Le parti modéré dominait, dès le principe, la junte, de même que le congrès qui en sortit ; grâce à ses sentiments monarchiques et « bourboniens », il ne se trouvait pas dans une opposition irréconciliable à l'égard des Espagnols ; il se montrait également conciliant aux républicains, auxquels il permettait de défendre librement leurs idées dans la presse. C'était ainsi que les *igualistes*, ou les Écossais, tenaient pour ainsi dire le milieu entre trois partis passablement unis, en face des-

quels se trouvait Iturbide. Celui-ci s'appuyait sur une partie des officiers supérieurs, tels que Santana, Cortaza et Echavarri, sur une partie de l'armée et du clergé, entre lesquels il avait préparé la funeste ligue qui devait causer tant de malheurs au Mexique, et enfin sur la populace, parmi laquelle il eut, à cette époque, le mérite de maintenir la discipline et l'ordre.

Puisant une grande force dans l'appui que lui prêtaient ces partisans, Iturbide avait commencé par jouer, dès le principe même, le rôle de maître absolu et exclusif. Il avait nommé lui-même les trente-six membres de la junte: il s'était placé comme président à la tête de la régence, composée de cinq membres. A ce pouvoir civil suprême il joignit les fonctions de généralissime et de grand amiral; il s'entoura de tout le luxe d'un vice-roi qui était un grand scandale en face de la misère publique. Il conçut aussitôt le projet de s'emparer de la dictature; mais il se laissa arrêter par la pensée qu'il atteindrait le même but d'une manière bien plus légale et bien plus simple s'il restait fidèle à son Plan d'Iguala, jusqu'au moment où l'on en apprendrait le rejet à Madrid, rejet sur lequel il comptait avec autant de certitude que les républicains. C'était ainsi que les Écossais trouvaient aussitôt en lui un dictateur militaire, et qu'ils commençaient à redouter les projets dangereux d'un usurpateur. Mais il ne leur était pas difficile de former contre lui une phalange serrée, composée d'Espagnols, de propriétaires fonciers et de soldats de toutes les couleurs, parmi lesquels se trouvaient un Espagnol, le général Negrete, et tous les anciens chefs d'insurgés. Ces derniers surtout ne voyaient pas de bon œil que ce favori de la fortune, cet ennemi de leurs exploits qui, de plus, par un orgueil

imprudent, leur faisait sentir à tout moment sa supériorité et son dédain, que cet homme-là, disons-nous, dût recueillir les fruits de leur mérite, en profitant habilement de la faveur des circonstances.

Même avant que le congrès des cortès mexicaines pût se réunir, on conspirait presque publiquement, dans les loges écossaises, contre Iturbide. On accusa de conspiration les généraux Bravo et Victoria, et on les retint prisonniers pendant quelque temps. La junte, nommée par Iturbide, était néanmoins en opposition ouverte avec lui. Il lui avait présenté un projet relatif à la convocation des cortès en deux Chambres, dont la première devait être composée d'une manière tout à fait féodale. La junte rejeta le système des deux Chambres, mais, ce qui était fort bizarre, elle maintint la disposition féodale du projet, d'après laquelle les députés devaient être choisis dans les différentes classes des commerçants, des propriétaires de mines, des propriétaires fonciers, des ecclésiastiques, etc. Or, grâce à la grande influence que cette loi électorale accordait aux conseils municipaux, l'Opposition obtint que la plupart des villes considérables fissent des élections conformes à ses désirs. Par conséquent, lorsque le congrès se réunit de nouveau (24 février 1822), la plupart des membres de la junte y reparurent, et l'esprit qui avait régné dans cette assemblée dominait aussi au sein des cortès. La maison d'Espagne aurait très-facilement pu conserver le pays, à cette époque, au prix d'une *secundogéniture ;* c'est ce qui ressort des motions mêmes qui furent présentées dans la première séance, et dont le but était de jeter les bases d'une monarchie limitée. Les bourboniens sous Fagoaga avaient la grande majorité des voix ; on n'entendit pas même prononcer les mots

de république et de fédération. Le dictateur redouté fut accueilli par une insulte, lorsque, pour lire son message, il alla se placer à la droite du président, le conseiller d'audience Odoardo, un de ses principaux adversaires, et qu'on l'obligea à se mettre à sa gauche.

Peu de temps après, les collisions devinrent plus graves encore. Des troupes royales à Toluca avaient ourdi des projets contre-révolutionnaires qui fournirent à Iturbide un prétexte pour faire sortir de la capitale tous les soldats qui étaient favorables aux cortès ; puis, au nom de la régence, il publia une proclamation qui déclara le pays en danger et qui convoqua les cortès, en séance extraordinaire, pour le lendemain matin (3 avril). Au grand étonnement de tous les députés, ils virent se lever, dans cette séance, Yañez, un des membres de la régence qui était censé avoir publié cette proclamation ; il demanda quel était le but de cette convocation inquiétante qui, en réalité, avait eu Iturbide pour seul auteur ; Yañez protesta aussitôt contre une pareille présomption. Iturbide, de son côté, l'accusa de même que Fagoaga et ses partisans comme suspects d'*hispanisme.* Une enquête à laquelle se livrèrent les cortès démontra au grand jour la fausseté complète de cette accusation. Mais le scandale, causé ainsi, et les soupçons plus violents que fit naître l'ambition d'Iturbide, furent cause qu'on proposa, en premier lieu (11 avril), une modification de la régence, et qu'on remplaça par d'autres personnes les quatre collègues d'Iturbide, à l'exception du seul Yañez qui était son adversaire déclaré.

On poussa encore plus loin cette violation de formes déjà établies, lorsqu'on déclara incompatible avec le salut de l'État la réunion des pouvoirs civils et militaires

entre les seules mains d'Iturbide. L'insulte qu'on fit à dessein à ce dernier devint encore plus offensante, lorsqu'on présenta la motion d'élever des monuments à Hidalgo et aux autres chefs révolutionnaires contre lesquels Iturbide avait autrefois dirigé des persécutions si sanglantes, et de célébrer des cérémonies funèbres en l'honneur de ceux qui étaient tombés dans la lutte. Si, de cette façon, Iturbide avait assez de motifs personnels pour en venir à une rupture ouverte avec le congrès, il s'y ajouta de plus des différends et des causes d'une nature publique et générale pour lui suggérer avec plus de force encore l'idée de former des projets violents contre les cortès. Déjà, du temps de la junte, le principal sujet de ses différends avec elle avaient été ses continuelles demandes d'argent. La nouvelle bureaucratie constitutionnelle exigeait une dépense plus forte pour payer les appointements des fonctionnaires : le président seul recevait 120,000 *pesos*, son père 10,000, chaque ministre 8,000, et chaque député aux cortès 3,000. L'armée, qui devait être entretenue sur un pied plus considérable, demanda, sur l'instigation d'Iturbide, qu'on lui payât sa solde. La junte, au contraire, cherchait à faire des économies, et, afin de bien disposer le peuple en sa faveur et en faveur du nouvel ordre de choses, elle désirait pouvoir diminuer les impôts. Le congrès voulait suivre la même voie ; il cherchait à réduire à vingt mille hommes l'armée permanente (dont Iturbide essayait de porter le chiffre à trente-cinq mille), et à combler le déficit par des miliciens.

Dans un message (1) relatif à ce point en litige, Itur-

(1) Dans Poinsett, p. 289.

bide fit les sorties les plus indignes contre les « charlatans » qui voulaient détruire « l'œuvre de *ses* mains » et anéantir l'armée, au moment du péril général, en suivant les inspirations « de la plus noire ingratitude et de l'ignorance la plus bestiale », et c'étaient là, disait-il, les gens « qui n'existaient que parce que l'armée voulait bien qu'ils vécussent! » Lorsque toutes ces invectives ne produisirent aucun résultat, Iturbide, de concert avec ses partisans parmi les troupes, résolut (mai) de ne souffrir à aucun prix cette transformation de l'armée. Il ne put trouver ni une occasion plus opportune, ni un moment plus favorable pour exécuter les projets qu'il avait nourris en secret. En effet, il n'y avait pas longtemps qu'on venait de recevoir d'Espagne la nouvelle que le gouvernement avait rejeté le traité de Cordova. Le grand parti qui dominait au Mexique avait ainsi perdu tout appui et toute influence. Le moment était venu où, d'après le Plan d'Iguala, les Mexicains rentraient dans la jouissance de leurs droits souverains et où ils devaient chercher ailleurs un monarque, tandis que les Espagnols de la vieille roche songeaient de nouveau à rétablir les anciens rapports entre la colonie et la métropole; les républicains, au contraire, voyaient arriver à maturité leurs projets à eux, tandis qu'Iturbide croyait que le moment était propice pour exécuter ses propres plans.

L'empereur Augustin.

Il est facile de railler et de mépriser, à cause de leurs projets étranges et même puérils qu'ils conçurent quelquefois, toute une série d'hommes entre les mains desquels la destinée plaça l'organisation du nouvel état de choses en Amérique. Mais, quand on se reporte par la pensée au milieu de leur position hérissée de difficultés

indicibles, et qu'on se représente les problèmes presque insolubles qu'ils avaient à résoudre, on ne peut s'empêcher de se sentir quelque compassion pour eux. L'état dans lequel s'était trouvée, sous l'ancien régime, la culture intellectuelle des Mexicains, explique suffisamment pourquoi on ne trouva presque nulle part, parmi les chefs des patriotes, ces intelligences et ces caractères indépendants qui, dans le milieu où ils se trouvent placés, vont librement et d'après leur propre jugement chercher et se frayer les chemins qu'il leur faut suivre. Faiblement doués comme ils l'étaient, sous le rapport de l'intelligence, ils partageaient le sort de tous les esprits médiocres, en cherchant des modèles pour les imiter. Or, tous avaient sous les yeux la carrière de Washington qui s'offrait directement et d'une manière naturelle à leur imitation; il n'y aura guère eu un seul parmi eux qui ait été complétement insensible à la gloire de ce grand homme. Mais, quand ils regardaient ensuite les peuples indiens, avec le concours desquels et pour lesquels il fallait chercher à obtenir et fonder l'indépendance et le nouvel ordre politique, tous ces hommes, on le conçoit aisément, devaient reculer d'effroi devant l'idée d'avoir à imiter les institutions politiques de l'Amérique du Nord avec cette espèce de républicains qu'ils avaient à diriger.

On ne pouvait imposer à ces enfants de la nature et leur inspirer du respect qu'avec le cérémonial et avec les pompes éclatantes d'une brillante souveraineté : cette réflexion fit naître toute une série de projets les plus étranges dont le but était l'établissement de dynasties et de monarchies légitimes ou usurpatrices, indigènes ou étrangères. Ainsi, dès 1808, l'aventurier Burr (Edwards de son véritable nom) avait considéré (Cf. t. VIII, p. 13)

comme chose très-facile de s'ériger en empereur au Mexique. Cette pensée suggéra aux Belgrano, à Buenos-Ayres, l'idée de rétablir la dignité des Incas; on dit même que Victoria, au Mexique, avait été, pour cette raison, disposé à couronner un créole à qui l'on ferait épouser une Indienne. Pour le même motif, on offrit, dans d'autres cercles au Mexique, à Joseph Bonaparte, comme compensation des deux couronnes qu'il venait de perdre, une troisième qu'il refusa (1). Les Andrade, au Brésil, firent également tous leurs efforts pour maintenir un fort pouvoir monarchique. San Martin et Pueyrredon aussi furent amenés, par la même pensée, à songer sérieusement à jouer le rôle de Monk, afin de fermer l'ère révolutionnaire par le rétablissement d'un trône légitime. Enfin, cette réflexion suggéra à Iturbide le projet de faire semblant de jouer un rôle analogue et de se faire, sous ce masque, lui-même le fondateur d'une nouvelle dynastie princière, dans le cas où, comme il le supposait, la maison d'Espagne dédaignerait d'accepter le trône de la Nouvelle-Espagne et pousserait ainsi les Mexicains à choisir librement leur souverain.

Même ces hardis projets étaient fort naturellement inspirés par l'exemple du grand parvenu en France dont la gloire avait actuellement obscurci le nom d'un Washington; si ce modèle effrayait peut-être les Américains par sa grandeur gigantesque et s'il leur inspirait une certaine réserve modeste, ils avaient cependant, dans leur voisinage immédiat, l'exemple de l'élévation au trône des empereurs ou des rois pygmées d'Haïti, à la hauteur desquels l'homme le plus modeste ne devait pas

(1) Cf. Du Casse : *Mémoires du roi Joseph*, t. X, p. 109 sq.

désespérer d'atteindre. Ce qui, dans le voisinage immédiat des chefs du mouvement révolutionnaire en Amérique, augmentait encore l'influence séductrice de tous ces exemples, c'étaient ces parasites rampants qui d'ordinaire s'attachaient à eux comme autant de vampires et leur enlevaient leurs sentiments les meilleurs, gens qui ne manquèrent pas non plus à Iturbide. Déjà, lors de son séjour à Puebla, Joaquin Perez, l'évêque de cette ville, qui reflétait toutes les couleurs politiques du moment, lui avait conseillé de se faire couronner; dans les rues aussi, on avait entendu le cri de: « Vive l'Empereur! » cri qui s'était renouvelé lors de l'entrée d'Iturbide à Mexico et qui avait été répété encore lorsque, plus tard, il jura fidélité à la Constitution (octobre).

Parmi les ministres d'Iturbide se trouvait le prêtre José-Manuel de Herrera, homme sans caractère, incapable et d'une nature astucieuse, qui avait déjà voulu faire un souverain de Morelos (Cf. t. VI, p. 161) et qui, à ce moment encore, contribua le plus à nourrir dans l'esprit du dictateur la pensée d'un trône à élever. Ce dernier avait été assez prudent pour repousser ces premières tentations, pour respecter encore les anciens sentiments monarchiques des Mexicains et pour suivre loyalement la voie tracée par le Plan d'Iguala. Mais, après que ce plan eut avorté, lui et ses amis comprirent cependant que les différends avec le congrès lui fournissaient la meilleure occasion pour s'élever au trône par des moyens violents, occasion qui était, en même temps, la *dernière*, si l'on voulait empêcher les mérites d'Iturbide de tomber dans l'oubli.

Un sergent du nom de Pio Marcha gagna les sous-officiers de trois régiments qui réunirent (18 mai) leurs

partisans parmi les troupes et qui, renforcés par une bande de *leperos*, les conduisirent devant la maison d'Iturbide, afin de le proclamer empereur sous le nom de Augustin Ier. Iturbide résista, il est vrai, au premier abord, mais il se laissa convaincre par Herrera que le peuple considérerait son refus comme une offense. Il rassembla la régence, qui lui conseilla de se soumettre au vœu général. Il appela auprès de lui ses officiers, qui lui dirent « que, puisqu'il avait consacré sa vie à la « patrie, il n'était même pas libre d'agir suivant ses « vœux personnels ». Il convoqua en séance extraordinaire (19 mai) les cortès; mais, des cent soixante-deux députés, il n'y en eut que quatre-vingt-quatorze qui parurent et que la populace, dans les galeries, maintint sous le coup de la terreur. Invité à paraître à la séance, Iturbide refusa d'abord d'exercer par sa présence une pression quelconque sur la délibération; mais, en vérité, il n'y eut pas moyen de résister au peuple, qui le traîna dans sa voiture au congrès. Au sein de l'assemblée, quelques députés déclarèrent qu'ils n'avaient pas pouvoir pour s'associer à un acte que les généraux leur avaient demandé de faire dans une requête qu'ils venaient de présenter au congrès. Iturbide appuya libéralement l'opinion de ces députés francs et loyaux. Mais que pouvait faire à la fin cet homme modeste contre l'arrêt de soixante-dix-sept voix qui, contre une minorité de quinze voix, le proclamaient empereur? Dans une déclaration publique (1), le congrès annonça (21 mai) au pays cet événement, qui avait décidé des destinées de l'empire d'Anahuac, en mettant sur le trône Iturbide « le Grand ». Les pro-

(1) Cf. *Statement*, p. 111 sq.

vinces exprimèrent, sans exception, leur adhésion à cet acte.

Dissolution du congrès.

La merveilleuse force qui réside dans la dignité et dans la consécration d'un souverain, force qui éblouit les yeux des hommes et qu'on ne peut créer à coups de décrets, cette force-là fit cependant défaut, dès le premier jour, à l'empereur nouvellement élu. Le congrès décida l'hérédité de la couronne. Le père de l'empereur, âgé de quatre-vingts ans, fut nommé prince de l'Union, lui et sa fille, qui était habituée à une grande simplicité, reçurent le titre d'altesses impériales. Le sacre, les titres, le faste de la cour et le luxe ne manquèrent pas non plus au nouvel empire. Le maintien du clergé et d'une forte armée devait garantir la puissance de l'empereur à l'intérieur et au dehors : néanmoins, tout cela n'était qu'une farce ridicule et l'empire était sans autorité et sans respect. Les États-Unis refusèrent de le reconnaître. Dans la maison de l'ambassadeur de Colombie, il y eut une conspiration dont le but était de proclamer la république. Au sein du congrès, profondément humilié par l'élection qu'on lui avait arrachée de vive force, et qu'Iturbide ne daigna pas même dissoudre, on vit se réveiller, malgré toute attente, l'opposition d'autrefois qui se manifesta bientôt dans toute son ancienne force. Ce fut au moment où, pour s'assurer le pouvoir et les ressources nécessaires, l'empereur continua, suivant ses anciennes habitudes, à demander des lois empreintes d'absolutisme, à refuser de donner des renseignements exacts sur l'état des finances et à maintenir l'armée au chiffre élevé qu'on avait attaqué avec tant de vivacité.

Lorsque le souverain prétendit au droit non-seulement de nommer, de son autorité exclusive, les juges du tribunal suprême, mais encore de les destituer et d'opposer son *veto* à toutes les lois qui lui répugnaient, fussent-elles même des lois constitutionnelles, les cortès refusèrent, avec une grande fermeté, d'accéder à cette exigence.

Elles rejetèrent à l'unanimité une loi présentée par le ministre de la justice, d'après laquelle on devait : instituer des tribunaux militaires dans tous les chefs-lieux de province et suspendre les articles de la Constitution qui formaient une loi de *habeas-corpus.* Cet acte d'hostilité provoqua, de la part de l'empereur, une répétition des attentats violents du 3 avril. Informé des intrigues qui s'ourdissaient dans la maison de l'ambassadeur de Colombie, il saisit cette occasion pour enfermer dans un couvent quatorze députés qui lui étaient hostiles (26 août). Le congrès demanda inutilement justice et une justification ; l'empereur s'enquit en vain des preuves qui pussent établir la culpabilité des accusés.

Mais ce qui, plus que tous ces différends entre les pouvoirs du gouvernement, produisit, à cette époque comme auparavant, une tension insupportable dans cet état de choses, ce fut la prodigalité insensée avec laquelle l'empereur gaspillait les deniers publics au moment où la situation financière du pays était des plus déplorables. Les manufactures étaient arrêtées ou marchaient vers la ruine. L'exploitation des mines était dans une stagnation complète : la production annuelle d'argent à Guanajuato qui, de 1801 à 1810, avait oscillé entre 342,000 et 755,000 marcs, et qui, en 1817, s'était maintenue encore à 200,000, tomba, de 1821 à 1823, à 74,000, à

95,000, à 96,000 (1). Les affaires de la Monnaie qui, en 1819, avaient fait remonter à 12 millions le montant de l'argent monnayé, qui avant la révolution avait dépassé 26 millions, étaient de nouveau tombées à la moitié de cette somme réduite.

A mesure que le chiffre de cet article le plus important de l'exportation baissait de plus en plus, l'importation se ralentissait dans les mêmes proportions. Le commerce languissait, en outre, par un grand nombre d'autres raisons de la nature la plus diverse : beaucoup d'Espagnols quittaient le pays avec leurs capitaux; les navires espagnols n'entraient plus dans les ports mexicains, et les relations avec les pays étrangers n'étaient pas encore réglées. Les droits d'entrée les plus absurdes pesaient sur l'importation de tous les articles et même sur l'exportation de l'argent comptant qui servait à les payer et qui, de plus, avait à craindre les dangers dont le menaçaient les brigands sur les grandes routes et même les voleurs au sein du gouvernement. Des négociants de Mexico demandèrent la permission d'exporter une somme d'argent comptant; sous le prétexte que les routes n'offraient pas de sécurité, le gouvernement ajourna cette autorisation jusqu'au moment où l'on avait réuni une somme plus forte. Ensuite, l'empereur fit saisir le convoi (octobre) par le commandant de Perote, en donnant comme raison que cet argent était envoyé au gouvernement espagnol ou appartenait à des Européens qui quittaient le pays. Iturbide lui-même affirma avoir été autorisé par le congrès non-seulement à saisir tous les

(1) Cf. Burkart : *Aufenthalt und Reisen in Mexico.* Stuttgard, 1836, t. II, p. 360.

autres fonds dans les caisses publiques (1), mais encore à faire ce tour de brigand que les garanties, données par lui-même dans son Plan d'Iguala, auraient dû rendre impossible. Effectivement, il fit main basse sur les fonds de l'École des Mines et de l'Académie des Arts, comme sur les sommes déposées à la Monnaie et destinées à payer immédiatement aux propriétaires des mines la valeur de l'argent apporté par eux.

Mais tout cela ne couvrit point les besoins de l'empereur. Sous tous les autres rapports, on laissait liberté entière aux quarante mille miliciens et soldats qui étaient l'appui du trône impérial et dont le dévouement dépendait du traitement qu'ils recevaient ; on leur passait tous les excès, mais les ressources du Trésor ne suffisaient pas pour leur payer leur solde intégralement et d'une manière régulière; encore moins pouvait-on s'acquitter envers les fonctionnaires et les députés aux cortès qui souvent manquaient de l'argent nécessaire pour payer le port de leurs lettres. Les dépenses dépassaient les revenus de 5 millions de *pesos*. La tentative qu'on avait faite pour se tirer d'affaire par un emprunt en Angleterre venait d'échouer (juillet). Par suite de ces circonstances, le mécontentement commençait à fermenter dans le pays tout entier. Au Sud, dans l'Isthme, la province de San-Salvador se souleva contre le gouvernement impérial. Au Nord-Est, où la population était républicaine, le brigadier Garza se déclara (octobre) contre le gouvernement à Soto-la-Marina, mais il n'osa pas opposer une résistance ouverte aux troupes qui, de San-Luis, marchèrent contre lui. Il était évident que le pouvoir exé-

(1) Cf. *Statement*, p. 81.

cutif, de même que le pouvoir législatif, perdait tous les jours de plus en plus sa force morale.

L'empereur, plus que les autres, s'était promptement résolu à profiter personnellement de cette situation. Il délibéra avec une junte, composée de ministres, d'officiers et de députés dévoués à sa personne, sur la dissolution du congrès. Il l'accusa de n'avoir rien fait, pendant huit mois, pour la Constitution, pour les finances et pour l'armée, mais d'avoir tout mis en œuvre pour représenter lui, l'empereur, aux yeux du peuple comme un tyran et pour l'abreuver d'humiliations. Il proposa de réduire le nombre des cent cinquante députés à celui de soixante-dix qui seraient spécialement chargés de délibérer sur une Constitution. Cette proposition fut présentée au congrès lui-même (18 octobre). Un comité fit des contre-propositions conciliantes d'après lesquelles on devait garder la Constitution espagnole, tandis qu'on accorderait à l'empereur le *veto* si longtemps disputé même pour des articles de la Constitution, et, de plus, le droit de nommer les juges suprêmes. Le gouvernement insista sur la diminution du congrès, et fit de nouvelles demandes que les cortès rejetèrent même dans cette position désespérée. Aussitôt Iturbide fit informer le congrès, par le brigadier Cortazar, qu'il avait à se dissoudre dans dix minutes (31 octobre). Puis il créa lui-même provisoirement le congrès diminué, tel qu'il l'avait voulu; il établit (2 novembre) une *Junte instituante* dont il choisit lui-même les membres parmi les anciens représentants, en tenant toutefois compte de toutes les provinces du pays. Cette junte fut chargée d'élaborer une nouvelle loi électorale et de n'expédier, en attendant, que les travaux législatifs les plus urgents.

Chute et bannissement de l'empereur.

A l'époque où se passèrent ces événements, les Espagnols à San-Juan-de-Ulua firent une attaque contre les fortifications de Vera-Cruz. La junte résolut ensuite d'interrompre toutes les communications avec ce château fort, de prohiber tout commerce avec l'Espagne et d'interdire toute exportation de biens appartenant à des Espagnols. Cependant Iturbide, négociant encore avec Davila, le commandant du fort, lui proposa une entrevue personnelle. Dans cette intention, il quitta la capitale (9 novembre) ; il fut reçu avec des démonstrations de dévouement à Puebla dont l'évêque lui appartenait corps et âme ; de là il se rendit à Jalapa, ville célèbre par son site enchanteur. Les négociations avec le commandant espagnol n'amenèrent aucun résultat, tandis qu'une autre affaire, traitée par Iturbide dans ce même endroit avec le général Santana, allait avoir une issue d'autant plus fatale. Cet homme qui, comme Iturbide, avait autrefois servi le gouvernement espagnol en combattant les insurgés, avait été un des premiers et des plus dévoués parmi les partisans de l'empereur; lors de son élévation au trône, il avait pris des mesures pour proclamer Iturbide, en cas de besoin, même sans le congrès et malgré la volonté de ce dernier.

Ceux qui ont connu Santana à cette époque lui ont trouvé l'air intelligent et des traits pleins d'expression; il était d'une activité instinctive mais sans principes bien arrêtés, et toujours disposé à se jeter dans des entreprises téméraires, puisqu'il ne savait pas peser d'avance la nature et les conséquences de ses actes. Il commandait à ce moment à Vera-Cruz, sous le capitaine-général Echavarri, avec lequel il était tellement brouillé par suite

de jalousies mutuelles, qu'à l'occasion d'une sortie faite par les Espagnols du fort (1), il fit faire contre lui une tentative d'assassinat qui n'échoua que grâce à une terreur panique dont furent saisis les meurtriers soudoyés. Iturbide le fit mander à Jalapa, pour qu'il s'y justifiât à cet égard et pour qu'il se défendit au sujet d'autres accusations qui avaient été portées contre lui. Traité sur un ton sévère et privé de son commandement, Santana se sépara brusquement de l'empereur ; de retour à Vera-Cruz, il rassembla ses troupes autour de lui et arbora (2 décembre) le drapeau de la république. Victoria, qui avait été offensé et persécuté, se joignit sur-le-champ à Santana ; il occupa le Pont-National, il arrêta une partie des troupes envoyées contre Santana et se vit même forcé de relever le courage fléchissant du hardi rebelle, bien qu'il fût d'une intelligence plus médiocre et d'opinions plus modérées que lui et qu'il eût souvent fait preuve d'irrésolution.

Santana, effrayé du peu de succès qu'obtint au premier abord son pronunciamiento, avait déjà fait embarquer tout son avoir et il engagea Victoria à se rendre avec lui aux États-Unis. Alors ce dernier lui fit dire « que, tant qu'il vivrait, son honneur demandait de combattre avec lui pour la cause de la liberté, et qu'il aurait à se maintenir dans sa position jusqu'au moment où on lui enverrait sa tête (2) ». Cependant, il y eut des retards dans les opérations des troupes sous les ordres d'Echavarri qui devaient attaquer Santana à Vera-Cruz ; c'est pourquoi Bravo et Guerrero quittèrent (5 janvier 1823) la

(1) D'après Iturbide.
(2) Cf. Zavala, t. Ier, p. 208.

capitale, et, se voyant poursuivis, ils se jetèrent dans les montagnes et dans les forêts du Sud, théâtre de leurs exploits antérieurs. L'ensemble de l'armée, qui jusqu'alors avait seule décidé de tout, appartenait même à ce moment encore à l'empereur; avec ces forces qui lui étaient restées fidèles, il aurait pu facilement écraser les révoltés; mais il n'osa pas se montrer en personne.

Ces hésitations lui devinrent funestes. Pendant tout le temps où se produisirent ces événements extérieurs, les menées à l'intérieur étaient devenues de plus en plus insensées. La junte, instrument servile de l'empereur, avait approuvé le vol d'argent scandaleux de Perote; ensuite elle avait voté un emprunt forcé de deux millions et demi; elle avait autorisé l'empereur (1er janvier) à émettre une masse de papier-monnaie. Dépassant ses pouvoirs, elle s'était arrogé les droits d'un congrès, en faisant des lois financières et militaires, et en créant d'autres institutions organiques; elle avait même fini par entrer dans un projet de l'empereur, d'après lequel il voulait octroyer une loi constitutionnelle. Cependant, aussi au sein de cette junte, nommée par Iturbide lui-même, il s'était formé une nouvelle opposition contre les folles menées de cet homme qui s'était fait le serviteur de la révolution, mais qui travaillait à enlever peu à peu au peuple les droits de liberté et de sécurité que ce dernier avait conquis par cette même révolution. En dehors de la junte, les Espagnols, les républicains et les bourboniens formaient contre lui une conspiration universelle et spontanée, et la loge écossaise résolut enfin d'agir.

Les directeurs de cette loge s'entendirent avec quelques généraux espagnols et créoles qu'ils savaient hos-

tiles à la cause de l'indépendance. Parmi eux se trouvait Negrete, qui toutes les nuits, il est vrai, s'asseyait avec Iturbide à la table de jeu, Cortazar, qui s'était fait une gloire d'avoir dissous le congrès, et Echavarri que, dans l'espace d'une année, l'empereur avait promu du grade de capitaine à celui de brigadier, d'aide-de-camp et de capitaine-général. Iturbide, cet homme déloyal, qui avait trahi les Espagnols par lesquels il avait été comblé d'honneurs, allait voir à son tour, par la conduite de ses favoris, ce que c'était que la fidélité américaine. Tout à coup on se racontait à Mexico (commencement de février) que les généraux Echavarri, Cortazar et Lobati, destinés à marcher contre Vera-Cruz, s'étaient entendus avec Santana. En effet, ils étaient tombés d'accord (1er février) sur une convention (1), « près de Casa-Mata », dans laquelle ils proclamèrent le rétablissement du congrès, en apparence cependant sans rien entreprendre contre la personne de l'empereur. Ils le payèrent en même monnaie, en traitant Iturbide comme il avait traité l'Espagne avec son Plan d'Iguala : ils savaient que la puissante impulsion qu'ils donnaient au pays ferait venir au grand jour tout ce qu'ils taisaient. En même temps ils envoyèrent à l'empereur copie de leur résolution et la communiquèrent à Santana, qui se joignit sur-le-champ à eux. Victoria, Bravo et Guerrero, au contraire, n'eurent rien de commun avec des demi-mesures secrètes prises par ces amis équivoques de toutes les causes, parmi lesquels Echavarri noua, dès cette époque, des négociations avec Davila, en même temps qu'il tendit la main à son ennemi mortel, Santana.

---

(1) Cf. *Statement*, p. 146.

Même en ce moment l'empereur ne fit encore rien, bien qu'au commencement, à la nouvelle des événements de Vera-Cruz, il eût montré, au sein de la junte, un grand héroïsme en paroles. Les révoltés entrèrent dans la province de Puebla qui était toute dévouée à l'empereur; mais le gouverneur les rejoignit aussitôt. Lorsqu'ils se rapprochèrent de Mexico, l'empereur envoya au-devant d'eux comme négociateur le général Negrete; mais ce dernier aussi, son compagnon de jeu, s'unit aux rebelles, et son conseiller Herrera disparut de la capitale. L'usurpateur eut à subir, coup sur coup, les mêmes disgrâces qu'il avait lui-même préparées dans le temps au gouvernement espagnol. Si auparavant il s'était vanté d'avoir pour lui les voix de la nation qui s'étaient spontanément déclarées en sa faveur, il avait actuellement à se plaindre que ce peuple versatile l'abandonnait sans la moindre contrainte. Avec une espèce de résignation pleine de fatalisme, il se porta avec ses troupes près de Tacubaya, où il resta dans une inaction complète. Pendant sa chute il ne voulait pas verser de sang, pas plus qu'il ne l'avait voulu auparavant lorsque sa fortune était à l'ascendant. S'il n'avait pas été capable de se décider à régner avec justice, comme il l'avait prouvé par son attitude dépourvue de tout système, durant l'époque calme de sa domination, il montra, à ce moment critique, qu'il n'était pas homme à maintenir son pouvoir par la force. Il permit à ses commissaires d'accéder à la convention de Casa-Mata, comme O'donoju avait accédé à son Plan d'Iguala, soit qu'Iturbide fût déjà tout résigné à son sort, soit qu'il ne devinât pas qu'il se trouvait à la fin de son règne.

La facilité avec laquelle ce souverain cédait à ses en-

nemis enhardit les révoltés de plus en plus; ils ne se servaient des négociations que pour gagner du temps et pour soulever les provinces dans lesquelles la révolte s'était propagée dès la défection même d'Echavarri. Iturbide se décida à une dernière démarche fort étrange : il convoqua le congrès qu'il avait dissous lui-même. Il l'ouvrit dans la plus grande confusion, avec un embarras extrême et dans une perplexité complète (7 mars). Quelques jours après, son ministre de la justice, Navarrete, parut au sein du congrès et lui présenta (19 mars) l'abdication de l'empereur, qui cependant, dans cet acte, passait sous silence les droits de sa famille à la succession à la couronne. Il y avoua qu'en montant sur le trône il avait perdu l'affection du peuple qu'il avait gagnée en l'affranchissant du joug des Espagnols. Le congrès profita du moment où il n'avait plus à craindre l'empereur et où il n'avait pas encore à redouter les officiers révoltés qui se trouvaient loin de la capitale pour faire deux déclarations audacieuses. Il n'accepta pas (8 avril) l'abdication qui impliquait le droit légal de l'empereur au trône, et il déclara nulle et non avenue l'élection d'Iturbide, arrachée aux députés par la force, et par conséquent il refusa de reconnaître aucun des droits qui découlent de la possession de la couronne. En même temps, une résolution séparée écarta du trône les Bourbons qui y avaient été appelés aussi bien par le Plan d'Iguala que par le traité de Cordova.

Il y eut encore quelques députés qui exprimèrent des doutes au sujet de leur pouvoir de faire une telle démarche, puisqu'ils avaient été élus en vertu de ces actes. Mais rien ne put arrêter la marche vers la république: les bourboniens furent entraînés dans ce mouvement

malgré eux et même sans y résister. Les généraux aussi qui étaient pour la monarchie et qui avaient renversé la nouvelle monarchie nationale, n'osèrent plus, en face de ce mouvement, revenir à l'ancien régime et à une dynastie étrangère ; la victoire remportée sur ces deux monarchies fut complète. Iturbide fut exilé en Italie. Il demanda que Bravo l'accompagnât jusqu'à la côte : il fut traité par ce général avec dureté, bien qu'Iturbide l'eût toujours distingué parmi les anciens guerilleros, tandis que Victoria, qu'il avait offensé, lui montra le plus profond respect lors de son embarquement. Malgré tout ce que disaient des rumeurs calomnieuses, Iturbide quitta le pays sans s'être enrichi et se rendit à Livourne. Jamais il ne détourna cependant les regards de sa patrie, où ses adhérents, bien que le plus grand nombre passât au camp des républicains, continuaient à exister comme parti et le tenaient toujours au fait de tout ce qui se passait au Mexique.

Retour et mort d'Iturbide.

On aurait dit que les Mexicains avaient recours à une mesure destinée à effectuer la fusion des partis, lorsqu'ils instituèrent, comme pouvoir exécutif, un triumvirat composé de Bravo, de Victoria et de Negrete, les représentants des trois principales factions, des bourboniens, des républicains et des Espagnols. Mais, en réalité, ce moment de tranquillité fit pénétrer au sein des partis une confusion, une décomposition et une séparation générales, en même temps que des inimitiés plus violentes, plus odieuses et plus impitoyables que jamais. Les mêmes oppositions entre le *centralisme* et le *fédéralisme*, qui déchiraient le Buenos-Ayres, se produisirent également au Mexique. La domination et la dynastie espagnoles

avaient tellement perdu toute chance d'une restauration future que les bourboniens se transformèrent aussitôt en centralistes au camp desquels affluèrent, dès lors, tous ceux qui appartenaient aux classes privilégiées et qui penchaient vers les idées conservatrices, les Espagnols, les ecclésiastiques, les nobles, ceux qui d'abord avaient été pour le système colonial, ceux qui ensuite avaient été les défenseurs du Plan d'Iguala et ceux qui, plus tard, se déclarèrent en faveur du système militaire qui gouverna le pays sous des formes fédératives. En opposition avec ce parti nouvellement organisé, les républicains qui, dès le principe, avaient puisé leur plus grande force dans les campagnes, se montrèrent favorables au fédéralisme. Ce système qui promettait, dans les provinces, la création d'un grand nombre de fonctions lucratives, se concilia rapidement les sympathies de la plupart des habitants, bien que la majeure partie d'entre eux ne comprissent pas ce nom et ne sussent quelle en était la portée.

A Guadalajara, où il se forma une espèce de centre du fédéralisme, et au Yucatan, les députations provinciales commencèrent à s'ériger en corps législatifs et à proclamer leurs provinces États souverains et indépendants. Les autres provinces suivirent cet exemple; mais le Guatémala se sépara d'elles, comme république indépendante, sous le nom d'Amérique Centrale, à l'exception cependant de la province de Chiapas qui, à cause de ses relations commerciales, maintint de plein gré son union avec le Mexique. L'armée se trouvait partagée entre les deux factions : Bravo, Negrete et Moran étaient centralistes; Guerrero, Santana, Barragan et autres étaient fédéralistes. Mais bientôt la voix populaire se

prononça avec une telle force en faveur des fédéralistes que ceux-ci purent même écarter le congrès, bien qu'après le départ d'Iturbide il se fût rendu utile par plusieurs mesures salutaires dans le domaine de l'administration et des finances. Les fédéralistes, qui ne reconnaissaient au congrès que le pouvoir de « convoquer » les députés et non le caractère d'une assemblée constituante, lui contestèrent toute autre autorité que celle d'élaborer une loi électorale. Il fallut délibérer sur cette question ; à ce moment, un grand nombre de ces politiques capricieux qui autrefois, faute de pleins pouvoirs, avaient eu des scrupules au sujet de l'établissement de l'empire et de la république, se crurent, il est vrai, obligés par leur conscience de donner une Constitution à la nation ; le congrès se vit pourtant forcé de suivre la volonté universelle.

Cette assemblée promulgua une loi électorale qui, semblable en cela à la loi espagnole, reconnaissait à tous les citoyens honnêtes le droit de suffrage actif et passif ; puis elle céda la place à un autre congrès qui, élu en vertu de ces règlements électoraux, se réunit sans retard (octobre 1223). Le parti centraliste y était refoulé à l'arrière-plan. Le chef des fédéralistes, Arispe, se plaça comme président à la tête du comité constitutif qui élabora une déclaration provisoire sur les principes d'après lesquels on voulait établir la forme du gouvernement. Cette déclaration fut consignée dans un document appelé l'*Acte constitutif*, par lequel on proclama l'indépendance des dix-huit provinces (plus tard dix-neuf avec la province de Chiapas) qui devaient former les *États-Unis du Mexique*. On renonça au lien qui, pendant trois cents ans, avait uni les provinces en une vice-royauté unique

et centrale, pour mettre à sa place une création artificielle qui consistait à faire un certain nombre d'*États* de ces provinces éloignées les unes des autres, et, en outre peu cultivées et peu peuplées, qui n'avaient pas du tout besoin d'indépendance et qui n'étaient pas même capables de la supporter. Grâce à la prépondérance bien prononcée du parti fédéraliste, le calme le plus grand avait commencé à régner dans les parties les plus éloignées du pays, et la jeune république semblait se consolider sous l'égide de l'ordre qui y était assez bien établi. Seulement à Guadalajara, précisément dans cet endroit qui avait été le point de départ du fédéralisme, les généraux Quintanar et Bustamante étaient restés les fidèles partisans d'Iturbide; Herrera aussi avait été poussé par son mauvais génie à se liguer avec eux.

Trompé par ses amis, qui se trompaient eux-mêmes, et induit en erreur par la manière dont autrefois les provinces s'étaient prononcées contre le congrès, Iturbide se laissa déterminer à retourner, à cette époque fort mal choisie, au Mexique. Il ne se laissa pas intimider par l'exemple de Napoléon et de Murat, à ce seul moment et sur ce seul point où il allait y avoir une ressemblance entre leurs destinées et la sienne. D'après ce que disent ses amis (1), Iturbide se laissa déterminer par les avis des diplomates inquiets de la Sainte-Alliance à quitter l'Italie et à se rendre à Londres (31 décembre); mais, sans aucun doute, il s'y laissa décider bien plus par les lettres de ses partisans fidèles, mais aveugles, qui croyaient, comme il en était convaincu lui-même, qu'il était l'homme qu'il fallait inévitablement au Mexique. Leurs menées à

(1) Quin, l'éditeur du *Statement*.

Guadalajara excitèrent de telles craintes, que le congrès venait de décider qu'on enverrait le général Bravo avec des troupes contre eux, lorsqu'il reçut de Londres une Note (datée du 13 février 1824) de l'ex-empereur qui y disait : « Que la cause qui l'avait déterminé à quitter « Livourne était la connaissance certaine qu'il avait de « l'entreprise qu'on préparait contre l'indépendance du « Mexique, entreprise à laquelle la Sainte-Alliance n'était « pas étrangère ; que, pour cette raison, il offrait comme « soldat son épée à la patrie. » Le congrès résolut de ne pas répondre à cette Note ; au contraire, sur la motion d'un député (28 avril), on prit la décision cruelle de considérer Iturbide comme hors la loi, s'il retournait sur le territoire mexicain.

A côté de cette démarche législative, on prit d'autres mesures effectives qui enlevèrent d'avance à Iturbide le peu de secours sur lequel il avait peut-être le droit de compter : Bravo conclut une capitulation avec les chefs de la faction à Guadalajara ; de plus, on découvrit et on étouffa une conspiration, ourdie par un général du nom d'Andrade, en vue de rétablir la domination de l'empereur. Pendant ce temps, Iturbide s'embarqua (mai) en Angleterre et arriva devant Soto-la-Marina (juillet), accompagné seulement de son chapelain, de sa femme et de ses deux petits enfants, d'un de ses neveux et d'un colonel du nom de Beneski ; car il était persuadé que son parti était très-répandu dans l'État de Jalisco et dans les provinces du Nord. Dans cet endroit se trouvait en garnison le général la Garza, le même qui le premier avait arboré contre Iturbide l'étendard de la république, mais qui ensuite avait passé de son côté et qui avait été gràcié par lui. Beneski, qui avait été envoyé en avant

pour sonder les dispositions des habitants, fut reconnu, et on lui demanda des nouvelles d'Iturbide ; la manière dont s'exprima la Garza le détermina à lui avouer la présence de l'ex-empereur. La Garza accueillit Iturbide comme un ami dévoué, et lui permit de conduire lui-même la petite escorte de troupes avec laquelle ils partirent pour Padilla, capitale de Tamaulipas.

Un grand nombre de ses contemporains croient que la Garza avait voulu sauver Iturbide après son arrivée, ou qu'il avait même voulu organiser une insurrection en sa faveur ; mais alors la première chose à faire aurait dû être de lui communiquer avant son débarquement la loi du 28 avril. Quoi qu'il en soit, il y avait, à ce moment, à Padilla, la réunion du petit congrès provincial qui insista pour qu'on exécutât le décret contre Iturbide. Ce malheureux fut fusillé sur la place publique (19 juillet), à la grande joie de tous les Espagnols au Mexique, mais à la consternation de tous ceux qui avaient un sentiment d'humanité et même du congrès qui fit transporter la famille d'Iturbide aux États-Unis et qui assigna à sa veuve une pension décente.

Peu de temps après cette fin d'Iturbide, et après que la forme fédérale de la Constitution avait été sanctionnée auparavant (janvier), on promulgua les lois relatives au pouvoir exécutif (août) qui furent aussitôt mises en vigueur. Victoria fut élu le premier président pour quatre ans. Après deux autres mois, on promulgua (octobre) cette Constitution qui, dans ses points essentiels, était une copie de celle des États-Unis, et on lui prêta serment de fidélité ; peu de temps après, la première assemblée constituante fut close (24 novembre), et l'on ouvrit le premier congrès ordinaire (1er janvier 1825). Mexico, la

capitale, fut déclarée territoire fédéral, afin que son influence et sa richesse ne profitassent pas exclusivement à la province de Mexico. Tout semblait dès lors entrer dans le meilleur ordre, dans le calme et dans un développement plein de prospérité. L'année commença sous les auspices les plus favorables ; on avait donné au président Victoria quelques pouvoirs extraordinaires, pour le mettre à même de punir les ennemis suspects de la république ; mais il ne trouva aucune occasion de faire usage de ces pouvoirs, et encore moins d'en abuser. Tout ce qui, l'année précédente, avait pu causer le plus d'appréhensions, avait pris une meilleure tournure.

Pendant quelque temps, on aurait dit que la haine du peuple, qui n'était que faiblement domptée, allait se déchaîner contre les Espagnols qui jusqu'alors, protégés par l'Acte d'Iturbide, n'avaient été molestés par personne. Pendant que le parti républicain avait peu à peu déployé ses forces, bien des familles des patriotes avaient eu le temps de se rappeler les persécutions que les Espagnols leur avaient fait subir. Il s'était formé un véritable parti qui s'opposait de toutes ses forces au maintien de l'ancien état de choses, si contraire à toutes les lois naturelles ; il ne voulait pas que les anciens oppresseurs du pays continuassent à occuper toutes les fonctions supérieures ; aussi son mot d'ordre était-il l'expulsion des Espagnols. Le brigadier Lobato, qui, poursuivant le même but, fit preuve encore une fois d'une funeste activité, avait ourdi (janvier 1824), parmi les soldats oisifs et indisciplinés à Mexico, une sédition dont le but était de demander une loi qui éloignât tous les Espagnols des fonctions publiques. Mais le congrès, devant lequel on avait porté cette affaire, était resté ferme ; Guerrero

avait apaisé les soldats ; la coupe amère avait été cette fois-ci encore éloignée des Espagnols : résultat auquel avaient contribué le plus puissamment les déclarations énergiques faites par l'agent du gouvernement anglais. De la sorte, la paix fut maintenue au sein de la population ; le bien-être et la prospérité du pays semblaient devoir en être la conséquence.

Les finances paraissaient se relever de leur situation fort déplorable. Au Mexique, comme au Pérou et comme au Chili, tous les gens honnêtes étaient d'avis qu'avec une administration économe les revenus du pays auraient dû couvrir les dépenses. En effet, d'innombrables exemples prouvaient que jusque-là tous les revenus, perçus à l'extraordinaire, avaient été gaspillés pour faire les dépenses les plus désordonnées et les plus inutiles. Mais le système des emprunts était un appât trop séduisant pour la cupidité insolente des nouveaux gouvernants, et rien n'aida autant à miner d'avance l'autorité morale de ceux qui étaient au pouvoir. Ainsi, le gouvernement mexicain s'était fait autoriser (février 1824) à contracter, en Angleterre, un emprunt de 3,200,000 livres sterling, et le ministre Arrillaga l'avait fait conclure avec Goldsmith et C[e] à 5 pour 100 et au taux de 55. La présence suspecte d'Iturbide à Londres avait, à cette époque, empêché le gouvernement d'obtenir de meilleures conditions, et on n'avait pas encore, en Angleterre, aussi bonne opinion que plus tard des immenses ressources du Mexique. Mais, à partir des premiers jours de l'an 1825, où l'Angleterre reconnut l'indépendance du Mexique ; où l'on fonda les espérances les plus extravagantes sur le commerce et sur l'exploitation des mines dans ce pays ; où l'on établit. en Angleterre, des Sociétés minières dont les actions

atteignirent le triple de leur valeur nominative, et où les *vales* mexicains montèrent jusqu'à 84 ; à ce moment, Esteva, le successeur d'Arrillaga, put contracter déjà avec Barclay un second emprunt, pour la même somme et à 6 p. 100, qui fut vendu (7 février) au taux de 86 3/4 à la maison Goldsmith.

De cette manière, toutes les affaires, même le commerce et les finances, semblaient prendre la tournure la plus favorable, dans cette année où les ennemis, les Espagnols, se virent forcés de quitter leur dernier refuge. Pendant la dernière année, le fort de San-Juan-de-Ulua avait, plus qu'auparavant, gêné et endommagé la ville de Vera-Cruz qui était exposée à ses feux. On avait donc été obligé de former une flottille, qui peu à peu était devenue assez forte pour forcer le château par la famine à se rendre aux Mexicains (15 septembre). Mais, malheureusement, on ne profita pas de ce moment pour licencier l'armée qui continuait à être un véritable fléau, en faisant valoir des prétentions devant lesquelles il fallait négliger les besoins du pays et toutes les autres considérations. L'armée observait encore à ce moment, en face des lois, une attitude passablement régulière ; mais, comme on conserva les commandements militaires (autorités qui remplaçaient les anciennes capitaineries générales) avec le pouvoir de punir tous les crimes graves par leurs conseils de guerre, tous les gens sensés durent prévoir avec appréhension que le temps viendrait où ces chefs militaires commenceraient à former des factions particulières à côté des partis politiques fondés sur des principes. Ils purent pressentir que les conflits entre le pouvoir militaire et le gouvernement civil, entre la *tyrannie* et la république, amèneraient bientôt ces funestes

alternatives entre l'anarchie et le despotisme, pendant lesquelles on en viendrait à souhaiter le retour d'un Iturbide comme d'un « père de la patrie ».

---

4. — LE PÉROU SOUS LE PROTECTORAT DU CHILI ET DE LA COLOMBIE

L'invasion chilienne dans le Pérou.

Un mois après la bataille de Carabobo, qui avait consolidé la liberté de la Colombie, et un mois avant la conclusion du traité de Cordova, qui avait essentiellement décidé l'indépendance de la Nouvelle-Espagne, on avait proclamé, à Lima aussi, l'indépendance du Pérou (1).

L'armement du général San Martin, dont nous avons raconté plus haut (t. VII, p. 26) les préparatifs, avait été longtemps retardé, parce que le Chili manquait de la résolution et des approvisionnements nécessaires; mais enfin l'expédition s'embarqua le 21 août 1820. Lorsqu'elle

(1) On ne trouvera la clef des événements au Pérou ni dans les *Mémoires* de Miller, ni dans Gay, ni dans Bazil Hall (à qui San Martin témoignait une amitié très-chaleureuse), si l'on n'y compare l'ouvrage cité plus haut de Pruvonena, de plus les rapports de Miers et ceux de Stevenson, secrétaire de lord Cochrane; les communications de Stevenson ne sont complétées que sur un fort petit nombre de points importants par le *Narrative of services in the liberation of Chili, Peru and Brazil, by Thomas Earl of Dundonald* (lord Cochrane). London, 1859.

arrivait sur les côtes du Pérou, tout semblait se désorganiser aussitôt et tout naturellement au camp des Espagnols, et le pouvoir et la domination de la métropole s'écroulaient rapidement. L'insolence impudente des fonctionnaires et des soldats espagnols, qui autrefois n'avait pas connu de bornes à Lima, s'était considérablement modérée dès la bataille sur le Maïpu. Le vice-roi Pezuela n'avait réussi à se concilier ni parmi les bourgeois, ni parmi les soldats, l'amour et l'estime dont avait joui son prédécesseur Abascal. Depuis son entrée en fonctions, il s'était attiré de fortes haines par des mesures financières qui accablèrent le pays, par des contributions et par des emprunts, de même qu'en diminuant les appointements des fonctionnaires et en augmentant la dîme (1). Lorsque la révolution éclata en Espagne, il s'attira de plus l'animadversion des amis sincères du régime constitutionnel, en différant, comme Morillo au Venezuela, la prestation du serment de fidélité à la Constitution (jusqu'au 17 septembre). Quand ensuite la flotte des Chiliens et des Argentins alliés apparut devant le pays, à ce moment où tout espoir de voir arriver d'Espagne les secours attendus s'était complétement évanoui, Pezuela perdit tout courage et scandalisa ses officiers par la molle défense qu'il opposa à une attaque qui, malgré toute attente, était également molle.

Amis et ennemis avaient eu la crainte ou l'espoir que San Martin débarquerait dans le voisinage de Callao, et qu'il frapperait un coup vigoureux et rapide en attaquant la ville de Lima. Tel avait été le désir de lord Cochrane qui, déjà au Chili, s'était fait fort d'accomplir, avec une

(1) Cf. Stevenson, t. III, p. 67.

armée facile à manier, de mille hommes de troupes de terre et de quatre petits vaisseaux seulement, tout autant que les quatre mille hommes de San Martin ; car, disait-il, ces troupes, placées sous les ordres d'un officier appartenant à l'armée de terre, ne feraient que gêner les mouvements rapides et irréguliers de sa flotte. L'intention primitive de San Martin était, au contraire, de mouiller l'ancre à Trujillo, bien loin au nord de Lima. Lord Cochrane, qui eut beaucoup de peine à le détourner de cette pensée, le détermina du moins à débarquer un peu plus près, au sud de la capitale, à Pisco (8 septembre), où les Chiliens restèrent pendant cinquante jours dans une inaction complète. Pezuela ne profita pas de ce temps précieux pour organiser une défense vigoureuse ; mais, comme Morillo l'avait fait au Venezuela, il chercha à nouer des négociations pour la paix avec San Martin, négociations auxquelles il assista en personne à Miraflores, près de Lima, sans cependant pouvoir détourner les alliés de leur demande, quand ils insistèrent pour qu'il reconnût l'indépendance du Chili et du Buenos-Ayres.

Il fallut donc se battre. Afin de donner une impulsion plus énergique aux préparatifs de défense, le général Laserna (1) demanda avec instance l'établissement d'une junte militaire dans laquelle le vice-roi ne devait avoir qu'une seule voix. Cette mesure jeta la division entre la troupe et les officiers, sans cependant donner plus de vigueur aux opérations militaires. De cette manière, tout

(1) Après que ce général avait vu échouer la tentative qu'il avait faite pour s'emparer de Buenos-Ayres, il avait offert sa démission qui avait été acceptée ; mais Pezuela, qui s'attendait à l'attaque des Chiliens, avait retenu Laserna à Lima.

semblait devoir marcher ici vers la ruine, et cela de la façon la plus étrange, pour ainsi dire sans attaque et sans défense. En partant de Pisco, le colonel Arenales, avec sa petite troupe de douze cents hommes seulement, put faire dans l'intérieur du pays une marche de plus de deux cents *leguas* sans trouver d'obstacle. D'abord, il suivit la côte dans la direction sud jusqu'à Acari ; de là, il rebroussa chemin jusqu'à Ica, d'où il se dirigea vers le Nord-Est pour franchir les Andes, en passant par le défilé de Castro-Vireina ; puis, il traversa la Sierra (le territoire à l'est des Andes), en passant par Huamanga, Jauja et Tarma jusqu'à la ville minière de Pasco, où il remporta une victoire (6 décembre).

Lorsqu'on reçut, au quartier général des Chiliens, la nouvelle que la ville de Guyaquil s'était soulevée au mois d'octobre (Cf. T. IX, p. 312), San Martin se laissa enfin déterminer à se mettre en route ; il mouilla devant Callao (29 octobre) ; mais, même à ce moment, il n'osa pas débarquer plus près de la capitale qu'à la ville d'Ancon. Indigné de cette tiédeur, lord Cochrane chercha à donner plus de feu à l'entreprise en frappant un coup hardi ; passant avec trois de ses vaisseaux au milieu des fortifications ennemies, il pénétra dans le port de Callao, en fit sortir à la pointe de l'épée la frégate *Esmeralda*, et porta ainsi un véritable coup de mort à la flotte espagnole. A ce moment, il aurait suffi de faire un mouvement simulé contre Lima pour amener cette ville à se rendre. Mais au lieu d'agir ainsi, San Martin, au grand ennui de ses officiers, recula jusqu'à Huacho (12 novembre). Et cependant, à cette époque, la disposition des esprits à Lima était telle que, peu de temps après (3 décembre), le bataillon Numantia, formé en 1813 par

Yañez avec des soldats vénézolains, passa à l'ennemi, et qu'il fut suivi immédiatement de trente-huit officiers et enseignes créoles qui avaient été irrités par le licenciement des régiments créoles et par les passe-droits dont les officiers indigènes avaient été les victimes.

Pendant que, grâce à l'inaction de Pezuela qui s'entêtait à rester dans la capitale, son armée commençait à se désorganiser, et qu'Arenales soulevait le pays derrière Lima, la province de Trujillo arbora aussi l'étendard de la révolte au Nord. Torre Tagle, le gouverneur de cette province, homme mal famé et ruiné par son jeu désespéré (1), avait depuis longtemps favorisé l'expédition militaire de San Martin; à ce moment, il proclama l'indépendance et devint désormais un instrument docile entre les mains du libérateur chilien. De cette manière, on coupa complétement les communications entre Quito et les Espagnols qui perdirent tout espoir de recevoir des secours de ce côté-là. Il aurait été d'autant plus nécessaire que Pezuela se fût jeté avec toutes ses forces supérieures sur l'armée de San Martin. On avait posté huit mille hommes près d'Asnapugio, ce qui détermina San Martin à faire reculer son corps beaucoup plus faible jusqu'à Huaura, à trente *leguas* au nord de Lima. On le laissa tranquillement dans cet endroit; on lui permit d'opérer sa jonction avec Arenales, après que celui-ci eut terminé sa marche tout autour du pays, et de continuer son œuvre qui consistait à exciter par sa seule présence les sympathies pour la cause de la liberté.

Le découragement des habitants de Lima était si pro-

(1) Cf. Proctor : *Narrative of a journey across the Cordilleras of the Andes*. London, 1825, p. 217.

fond, que, dans une requête qui lui fut présentée par le conseil municipal (16 décembre), ils demandèrent à Pezuela de conclure une capitulation honorable. Personnellement, le gouverneur n'était pas opposé à une semblable démarche ; mais il y avait dans le corps de ses officiers de vaillants soldats et de bons Espagnols, tels que le général Valdes, et un rival ambitieux, tel que Laserna, qui, soutenu par ses partisans au sein de la junte militaire, alla jusqu'à destituer le vice-roi (29 janvier 1821) et à prendre sa place, dans laquelle il fut maintenu, plus tard, par le gouvernement espagnol. Mais ce changement de personne ne modifia en rien la position des Espagnols, bien que ceux-ci eussent perdu tout respect pour la valeur militaire de San Martin. Ce dernier s'était avancé, à cette époque, vers Lima ; mais, à l'entrée de la saison des pluies, il s'était de nouveau retiré jusqu'à Huaura, bien qu'il eût secrètement entretenu des intelligences avec les habitants les plus considérables de la ville qui l'assurèrent des sentiments les plus favorables de leurs concitoyens.

San Martin avait encore une fois fait chercher bien au loin le succès qu'il craignait de remporter lui-même en frappant, dans son voisinage immédiat, le coup le plus efficace. On envoya une expédition vers ce qu'on appelait les ports intermédiaires (sur la côte d'Ocaña jusqu'à Iquique), afin de couper les communications entre Lima et le Sud. Lord Cochrane reprit, avec six cents hommes sous les ordres du lieutenant-colonel Miller (20 mars), la ville de Pisco qui avait été perdue. Ensuite, après avoir débarqué près d'Arica, Miller s'avança dans la direction d'Arequipa, pour continuer de là ses opérations contre le Haut-Pérou ; mais, faute d'armes, il ne

put recruter son corps parmi les habitants ; de plus, des maladies qui éclatèrent parmi ses soldats le forcèrent à retourner à Arica. Arenales aussi reprit la dernière route qu'il avait suivie, en traversant (avril) la Sierra pour se rendre à Pasco, à Jauja et à Huancavelica ; arrivé à Tarma, il engagea San Martin à lui envoyer des renforts pour le mettre à même de soulever tout le territoire sur les derrières des Espagnols. On conçoit que les Chiliens auraient donné une tout autre impulsion à ce soulèvement s'ils avaient dirigé le coup, sur lequel on comptait depuis longtemps, contre le siége du gouvernement espagnol, qui n'attendait que la secousse la plus légère pour tomber.

Le blocus de Callao du côté de la mer, une nouvelle marche de San Martin qui s'avançait par terre, mais avant tout l'investissement de la ville opéré par les *montoneros* (guerillas) qui étaient commandés par le Péruvien Aguero : toutes ces causes avaient presque amené une famine dans la ville (avril). San Martin poussa, à ce moment, sa politique militaire énigmatique jusqu'à offrir une certaine quantité de froment (1) aux ennemis qui mouraient de faim, et jusqu'à accueillir favorablement les propositions que Laserna lui fit relativement à une suspension d'armes et à des négociations pour la paix. Ces négociations furent conduites, pendant vingt jours, près de Lima, dans une *hacienda* appelée Punchauca ; vers la fin (23 mai), elles furent dirigées par les deux chefs en personne, et à cette occasion San Martin fit à ses adversaires les avances les plus amicales. Ce général connaissait, à cette époque, le Plan d'Iguala, et il avait

(1) Cf. Arenales : *Memoria*, p. 63.

été informé de la tournure que les affaires avaient prise dans la Nouvelle-Espagne. Il chercha donc à préparer des négociations dans le même dessein et pour obtenir le même résultat, avant qu'Iturbide et O'donoju eussent conclu le traité de Cordova. San Martin partageait, comme nous l'avons dit plus haut, avec tous les chefs de Buenos-Ayres, la conviction monarchique que ces pays ne pourraient prospérer que sous le despotisme bienveillant d'un seul ; conformément à cette opinion, il proposa de mettre à la tête du Pérou un roi indépendant de la famille royale d'Espagne qui régnerait avec une Constitution.

Lorsque la nouvelle de cette proposition se répandit plus tard en Europe, elle remplit, comme l'avait fait le traité de Cordova, tous les véritables monarchistes de la joie la plus profonde. « Aussi devait-on, écrivit Chateaubriand, « s'efforcer d'obtenir le même résultat dans toutes les « colonies qui avaient été déjà affranchies. » Mais telle n'était pas la conviction des hommes entêtés dans l'armée espagnole du Pérou. Les officiers, influencés par le vaillant Valdes, qui était fort éloigné de tenir la conduite équivoque d'un O'donoju, rejetèrent de leur propre chef les propositions de San Martin, sans savoir de quelle manière on accueillerait, dans la métropole, les projets d'accommodement conçus dans la Nouvelle-Espagne. Laserna, de son côté, proposa une trêve de seize mois, pendant laquelle les deux chefs devaient se rendre en Espagne, afin d'y arriver à un arrangement, tandis que leurs forces militaires se partageraient le Pérou, en occupant les unes le Nord et les autres la partie méridionale du pays. San Martin déclina cette proposition, et la guerre continua. Les calamités de la capitale se renou-

velèrent aussitôt. Le vice-roi était continuellement en querelle avec le conseil municipal et enfin avec toute la population. Il finit par quitter la ville en renforçant la garnison de Callao, puis il se retira dans l'intérieur, afin d'opérer sa jonction avec le général Canterac qui, menacé par Arenales du côté de Jauja, se trouvait près de Huancavelica.

Même à ce moment, San Martin hésita encore à occuper Lima. Lorsque les petits bourgeois au sein du conseil municipal, tout confondus par tant de réserve, l'engagèrent à prendre possession de la ville, il leur déclara : « Qu'il n'attendait que leur proclamation d'indépendance, qu'il ne voulait pas faire son entrée comme « conquérant, et que ses troupes obéiraient aux injonc- « tions du gouverneur » (que Laserna avait installé en partant). Après avoir opéré son débarquement pour ainsi dire en secret, San Martin fit enfin son entrée à Lima (12 juillet) sans le moindre faste. Lorsque le conseil municipal alla au-devant de lui pour le recevoir, il ne montra pas de froideur, mais il était grave, simple et sans la moindre suffisance. Avec un sentiment exemplaire de son devoir, il semblait se tenir de la manière la plus rigoureuse dans les limites de ses instructions. Ces dernières lui défendaient d'accepter une charge politique quelconque soit pour lui-même, soit pour ses officiers. De la même manière dont les Buenos-Ayriens avaient procédé au Chili, le général devait faire élire, à Lima, un directeur ou une junte qui eût à élaborer une Constitution provisoire, en ménageant autant que possible l'ordre de choses établi. De même que, dans sa proclamation aux Péruviens, O'Higgins avait dit qu'ils formeraient eux-mêmes leur gouvernement et qu'ils seraient leurs propres législateurs, de même San Martin avait promis, dans son

manifeste daté de Pisco (13 octobre 1820) « que ses « fonctions cesseraient dès que le Pérou se serait libre- « ment prononcé au sujet de ses institutions ».

En premier lieu, San Martin avait fait convoquer, par le conseil municipal, un certain nombre d'habitants notables (14 juillet), pour qu'ils se prononçassent au sujet de l'indépendance; cette assemblée, présidée par l'archevêque, signa (15 juillet) un acte qui déclara l'indépendance comme l'expression de la volonté générale. Cet acte fut promulgué quelques jours après (28 juillet) et l'on prêta le serment de fidélité. Mais il n'était qu'un vain mot tant que l'armée espagnole existait encore. Chacun pensait donc que, dans le premier éclat de son triomphe, le Libérateur poursuivrait Laserna à outrance, qu'il lui donnerait le coup de grâce, qu'il tendrait la main au Haut-Pérou et qu'il fonderait ainsi en réalité l'indépendance du pays. Rien ne semblait plus facile. La retraite du vice-roi était désespérée : par les rigueurs les plus terribles, il ne pouvait plus arrêter les désertions; soutenus par une seule division, les guerilleros auraient pu détruire toute l'armée. Lors d'une première tentative qu'il fit pour franchir les Andes, Laserna fut refoulé au delà de Yaugos et forcé de reculer jusqu'au défilé de Turpo, tandis que Canterac se trouvait, à la même époque, dans une position telle que, selon son propre aveu, sa défaite aurait été certaine, si Arenales était venu l'attaquer. Mais, poursuivant sa politique que personne ne comprit, San Martin défendit aux guerilleros de poursuivre le vice-roi; il rappela à plusieurs reprises Arenales, qui lui représentait en vain les funestes conséquences qu'aurait sa retraite de la Sierra; en effet, disait-il, les habitants de cette contrée s'étaient exposés

sur la foi de la proclamation de San Martin, et les Espagnols y concentraient le noyau de leurs forces qui allaient bientôt s'accroître de manière à devenir très-menaçantes par leur chiffre et par leur attitude.

Le protectorat de San Martin.

Un concours de divers motifs avait déterminé San Martin à adopter cette étrange politique militaire que tout le monde méprisait et bafouait, et qui consistait à temporiser, à hésiter et à rester dans l'inaction. En effet, cet homme rusé et exactement informé par des patriotes et des espions péruviens, connaissait l'état de choses dans les différentes localités du Pérou beaucoup mieux que bien des indigènes pleins d'enthousiasme. Il savait que les personnes les plus influentes à Lima maintenaient d'une manière inébranlable l'attachement au roi comme un dogme religieux. Il avait appris que la noblesse efféminée et adonnée aux jouissances matérielles n'avait aucune envie de se lancer dans un avenir incertain qui ne maintiendrait pas son ancienne prééminence. On lui avait dit qu'à l'exception d'un petit nombre de mécontents et d'ambitieux, la classe moyenne, qui vivait de la noblesse et qui partageait sa soif des plaisirs, n'était pas non plus favorable à la cause de l'indépendance, et, enfin, que la populace seule était prête à se jeter dans la révolution, et encore plutôt à cause de la nouveauté que par un véritable intérêt pour cette cause. Lors du départ de Laserna, il eut assez d'occasions pour observer les craintes des Liméniens qui voyaient avec angoisse la présence des bandes d'Indiens dans la ville, et qui redoutaient une insurrection des nègres dont ils voyaient arriver l'émancipation à la suite de la déclaration de l'indépendance.

Comme Bolivar l'avait dit dès 1815, *avant* que toutes ces tentatives fussent faites, San Martin savait que le Pérou était celle de toutes les colonies qui avait été le plus opprimée et qui était tombée le plus bas; qui renfermait dans son sein les éléments les plus hostiles à tout gouvernement régulier, et qui aurait à faire les efforts les plus extraordinaires pour parvenir à sa régénération. Il savait que tout le pays était le plus arriéré, quant à ses sympathies pour la révolution. C'est ce qu'il exprima à Basil Hall, en lui disant que « des luttes hasar-« dées et douteuses et des explosions prématurées ne « valaient rien dans des circonstances semblables; que « dans cette guerre, où il ne s'agissait pas de recueillir « de la gloire, mais bien de gagner l'opinion publique, « aucun succès ne pourrait lui profiter, tant que les habi-« tants nourriraient des sentiments hostiles à son égard; « enfin, qu'il ne voulait pas aller plus loin que l'opinion « publique. » C'est pourquoi, dans sa tactique circonspecte, il persévéra dans l'intention de ne vouloir cueillir le fruit que quand il serait mûr et de laisser agir la désorganisation silencieuse et non la force des armes. Il était persuadé que les Espagnols, privés de leurs communications avec la mer, se détruiraient eux-mêmes dans l'intérieur du pays, si ce dernier se soulevait contre eux. Mais le ferait-il? Connaissant le peu de résolution et d'initiative des Péruviens et la pauvreté de leurs ressources, San Martin en doutait très-fort.

Dans cette opinion, le général était évidemment confirmé par les mieux informés parmi les indigènes. Le père de la révolution péruvienne était ce José de la Riva Aguero qui, dès 1809, lors de son retour d'Espagne, avait sans cesse travaillé en faveur de l'indépendance

de l'Amérique. Il était d'une famille obscure, et, comme enfant, il avait été considéré en Espagne comme un être incommode et turbulent; puis, il avait été poursuivi à cause de ses agitations, d'abord à Montevideo par le général Elio, et ensuite encore à Buenos-Ayres. Il avait écrit un livre estimé sur les causes de la révolution hispano-américaine (Buenos-Ayres, 1818); de retour au Pérou, il s'était essayé, pendant quelque temps, dans la carrière de fonctionnaire jurisconsulte, mais bientôt il s'était entièrement retiré du service de l'Espagne, afin de pouvoir se consacrer davantage à l'indépendance de sa patrie restreinte. Il avait imaginé un projet pour l'affranchissement du Pérou et l'avait communiqué à San Martin, lorsque celui-ci préparait son expédition. Après avoir langui déjà en 1819 dans les cachots de Lima, il avait été traduit par Pezuela devant un conseil de guerre (1821) et on l'avait emprisonné pour le punir de son projet; ensuite, il s'était échappé de la prison et il était entré au service de San Martin, dont le plan d'opérations avait été en grande partie conçu d'après les inspirations d'Aguero.

D'ailleurs, la prudence de ces deux hommes n'était-elle pas justifiée par les expériences que recueillirent Arenales et Miller dans les excursions qu'ils firent pour sonder le pays? Il est vrai qu'ils ne rencontrèrent pas de résistance au milieu de la population, mais ils n'y trouvèrent non plus ni les moyens ni la volonté d'effectuer un grand soulèvement et d'organiser résolûment l'insurrection. A l'exception de Torre Tagle, à Trujillo, personne, dans les hautes classes, ne se leva pour donner, par son exemple, un mouvement plus vigoureux à la cause des patriotes. Et même plus tard, toutes les fois

que les Péruviens ont été livrés à eux-mêmes, ils ont été toujours divisés entre eux par les discordes intestines, et, peu semblables en cela aux habitants de toutes les autres colonies, ils ont constamment eu besoin de secours étrangers pour conquérir et pour conserver leur indépendance. Il est vrai, d'autre part, que la timidité et le système de temporisation de San Martin durent nécessairement rendre timides même ceux des Péruviens qui étaient les plus résolus, et provoquer le repentir de ceux qui s'étaient prononcés trop à la hâte; de plus, les sentiments de conciliation qu'il montrait aux Espagnols et qui semblaient suspects aux Péruviens, ne contribuèrent pas peu à amener ce résultat. San Martin imita la politique de tous les chefs des patriotes dont les opinions étaient monarchiques, de même que le principe fondamental du système d'Iturbide, et, avant tout, l'exemple donné par dom Pedro au Brésil : le but qu'il poursuivit entre tous les autres avec le plus de zèle était une révolution sans effusion de sang, telle que la voulait aussi Iturbide, et pour laquelle il désirait ménager les enfants de la mère patrie et les gagner par ces ménagements mêmes.

Tout effrayé par les malheurs que le gouvernement populaire avait causés au Buenos-Ayres, San Martin voulut de plus se concilier les Espagnols pour trouver en eux un appui contre la démocratie; en effet, il pensait qu'il valait encore mieux « tomber entre les mains des « ennemis qu'entre celles de prêtres, de savants, de « tyrans et de scribes ». C'est pourquoi, dans une proclamation datée d'Ancon, il avait promis aux Espagnols, de la manière la plus expresse, l'inviolabilité de leurs personnes et de leurs propriétés, s'ils contribuaient au

succès de la grande cause. C'était là une des raisons pour lesquelles il avait conduit la guerre avec tant de nonchalance; pour ce même motif, il avait assisté les ennemis affamés, il était entré avec eux en négociations amicales, il s'était aussitôt déclaré fort catégoriquement, à Lima (17 juillet), contre tout acte de persécution contre les Espagnols à l'intérieur, et il avait même fait cesser toute poursuite militaire à leur égard.

Toute cette conduite de San Martin aurait effectivement pu aboutir, comme les efforts semblables d'Iturbide, à un accommodement pacifique avec ses adversaires, si ce prudent calculateur ne s'était pas trompé dans son appréciation du caractère des officiers espagnols supérieurs. Les trois hommes les plus considérables parmi ces derniers étaient unis entre eux, d'une manière peu ordinaire, non-seulement par le lien d'un même sentiment du devoir militaire, mais encore par celui de leurs convictions politiques. Ils l'étaient par leur attachement fidèle à la cause constitutionnelle en Espagne, attachement qui était considéré comme tellement sincère que plus tard, après la restauration de l'absolutisme, les réfugiés espagnols imaginèrent un projet aventureux d'après lequel ils voulaient, à l'aide de ces officiers et de leur armée, maintenir la Constitution à la fois contre la révolution en Amérique et contre la réaction en Espagne. Eux, au contraire, qui étaient plutôt soldats que politiques, restèrent unis même après cette réaction, et persévérèrent dans leur résolution de se montrer fidèles à leur devoir militaire, surtout à l'égard de la cause de leur mère patrie, quelle que fût la Constitution adoptée par cette dernière.

Parmi ces officiers espagnols, Laserna avait le devoir

tout naturel de faire honneur à la place qu'il avait à moitié usurpée. Canterac, Français d'origine, dont les parents avaient émigré en Espagne en 1792, avait été enhardi par une série de succès et montrait une ambition pleine d'activité et d'assurance. Mais celui d'entre eux qui avait le plus de mérite et en qui on pouvait avoir le plus de confiance, c'était Geronimo Valdes, natif de l'Estramadure (né en 1786), qui avait été à l'école de Cuesta et de Ballesteros; c'était un homme d'un désintéressement, d'une tranquillité d'âme et d'une patience à toute épreuve et exempt de toute cruauté et de toute avidité de sang, bien qu'il ne vécût que pour la guerre. Il était d'une activité et d'une bravoure que rien ne pouvait lasser; aimé des soldats et redouté des officiers, il représentait un type de militaire qui rappelait aux étrangers (Miller) comme qui dirait un compagnon d'armes de Charles XII; il faisait souvenir ses adversaires mêmes d'une de ces figures du temps des anciens *conquistadores*, tandis que les Espagnols voyaient en lui un véritable Spartiate, tellement son austérité, sa simplicité, sa frugalité et son intégrité leur paraissaient extraordinaires.

Il y eut, du reste, encore une autre cause plus secrète qui détermina San Martin à faire la guerre de cette manière pacifique, cause dont probablement personne n'avait la moindre idée avant son entrée à Lima, mais qui allait se révéler, à la grande surprise de tout le monde, le jour même où l'indépendance fut proclamée. Lorsque, ce jour-là même (28 juillet), une députation du conseil municipal l'invita à prendre la direction suprême, militaire et civile du Pérou, il répondit en souriant que cette invitation était superflue, qu'il s'était déjà chargé de cette direction, et que, tant qu'il lui paraîtrait opportun,

il la garderait sans se laisser gêner par des juntes et par des congrès. Il réitéra cette dernière déclaration après qu'il s'était fait nommer (3 août) protecteur provisoire, c'est-à-dire dictateur pendant la durée de la guerre. Cette déclaration fut publiée dans une proclamation (1) dans laquelle, d'un ton réfléchi et modéré et sans les moindres phrases patriotiques, il parlait des expériences faites depuis dix ans dans toutes les colonies affranchies, expériences qui l'avaient, disait-il, convaincu des inconvénients inhérents à des assemblées représentatives réunies prématurément : « La liberté, ajoutait-il, ne pouvait être fondée qu'après l'établissement de l'indépendance; quant à la position qu'il avait prise dans le pays, il l'abandonnerait aussitôt que le Pérou serait délivré de ses ennemis. »

Quinze jours auparavant, San Martin avait écrit à lord Cochrane pour lui dire que son intention était de convoquer la représentation nationale. De même que dans sa politique militaire, de même dans sa politique intérieure, San Martin n'avait agi d'abord qu'avec une grande circonspection et en sondant le terrain, parce qu'il avait vu par sa propre expérience qu'au Chili on avait montré la plus grande susceptibilité à l'égard des moindres empiétements politiques faits par les Buenos-Ayriens. Mais, au moment actuel où il dut bientôt remarquer que les Péruviens avaient une patience tout autrement tenace que les Chiliens et qu'ils montraient même qu'ils avaient besoin d'une domination étrangère, il s'érigea, par le même document, en usurpateur du Pérou et se plaça dans une position indépendante à l'égard du Chili, bien qu'il fût

(1) Cf. Bazil Hall, t. Ier, p. 269.

venu sur l'ordre donné par cet État et avec des troupes fournies par ce dernier. Il fit plus encore; il se mit à l'égard du Chili dans la position d'un véritable rebelle. En effet, aussitôt après ces événements, il exigea du conseil municipal un demi-million de *pesos* pour ses officiers qu'il corrompit de la sorte, pour le cas où le Chili s'opposerait à sa manière d'agir arbitraire. Lorsque lord Cochrane, que tous ces changements inattendus avaient fortement ému, le mit sur ses gardes contre les dangers que pouvaient entraîner ces tentatives d'Icare, il lui fit la demande formelle (5 août) d'entrer avec sa flotte au service du Pérou et de vendre ses vaisseaux à cet État. Comme cette proposition fut refusée, San Martin essaya d'engager les équipages à déserter le service du Chili, en retenant la solde des matelots et en promettant aux officiers de la flotte des pensions viagères.

Les dernières énigmes, qui avaient jeté de l'obscurité sur la manière singulière dont cet homme profondément dissimulé et impénétrable avait fait la guerre, semblaient dès lors se résoudre d'elles-mêmes. On comprenait qu'il avait eu si grand soin de tenir les troupes chiliennes éloignées du feu, afin de les garder intactes pour le moment où il en aurait besoin en vue d'opprimer le Pérou. On s'expliquait son aveuglement apparent qui l'avait porté à ne rien faire de sérieux pour allumer de nouveau le feu de l'insurrection dans le Haut-Pérou, ce premier foyer de la révolution péruvienne; car, s'il avait voulu y agir, il aurait suscité de graves conflits avec son ancien gouvernement à Buenos-Ayres. On savait, dès lors, pourquoi il avait toujours voulu s'établir au nord du pays, d'où, longtemps avant l'occupation de Lima, il avait compté envoyer la moitié de ses troupes

au Guayaquil qu'il songeait à incorporer au Pérou, comme plus tard, à l'époque où il courait lui-même les plus grands dangers, il fit coopérer une division de deux mille hommes sous les ordres de Sucre (cf. t. IX, p. 314) à la délivrance de Quito. On se rendait, dès lors, compte du motif qui l'avait poussé à entreprendre des expéditions lointaines, tandis que, dans son voisinage immédiat, il avait fait preuve de la plus grande inertie qui continuait à le caractériser au moment actuel et qui augmentait encore.

D'autres causes qui n'étaient nullement politiques commencèrent, il est vrai, à contribuer à ce résultat. La capitale du pays, Lima, devint une autre Capoue pour San Martin. Arenales l'avait en vain mis sur ses gardes contre l'influence démoralisante de ce « ciel des femmes et de ce purgatoire des hommes » : des différends avec les indigènes, des désertions, l'indiscipline, des débauches de tout genre commencèrent à ruiner les troupes chiliennes. Le protecteur lui-même ne fut pas le dernier à se laisser entraîner dans cette vie énervante. Adonné au vice de l'ivrognerie pendant qu'il demeurait encore au Chili, il détruisit au Pérou, dit-on, ses forces physiques complétement par l'abus de l'opium et de l'eau-de-vie. On croyait remarquer que ses capacités intellectuelles diminuaient de jour en jour : on voyait se mettre sous la dépendance des conseillers les plus misérables ce même homme dont les intentions avaient été jusqu'alors impénétrables même pour ses confidents les plus intimes. Bien que le général Boyer lui contestât la méthode et l'esprit organisateur dans toutes ses expéditions militaires, tous les soldats de profession autour de San Martin avaient, jusqu'à ce moment, montré la plus

grande réserve dans les jugements qu'ils portaient sur ses préparatifs de guerre les plus singuliers; mais, pendant les premières semaines de son protectorat, cette bonne opinion fut ruinée à jamais.

Il arriva que le général Canterac, qui était parti avec trois mille hommes de Jauja, s'avança vers Lima, afin de sauver la caisse de l'État qui avait été abandonnée à Callao. A une époque où San Martin pouvait certainement disposer de douze mille soldats et *montaneros*, Canterac traversa la partie méridionale de la province de Lima avec un convoi de bétail et de provisions; en plein jour (10 septembre), il fit son entrée à Callao d'où il partit, six jours plus tard, avec les sommes d'argent qui, dans la suite, furent employées de la manière la plus efficace pour réorganiser l'armée espagnole. Personne ne l'avait molesté pendant son entrée dans la ville, personne ne le poursuivit lors de son départ, et cependant rien n'aurait été plus facile que d'anéantir ce corps et de délivrer ainsi, par un seul coup, le Pérou de la domination des Espagnols (1). A côté de l'ignominie qui flétrissait la direction extérieure de cette guerre et qui remplissait las Heras, un des officiers supérieurs, d'un tel dégoût qu'il retourna immédiatement au Chili, il y eut au sein de l'armée un scandale plus honteux encore : nous voulons parler de l'indiscipline des soldats qui ne contribua pas moins à encourager les Espagnols dans l'intérieur du pays. Lord Cochrane voyait arriver le moment où San Martin réussirait à détourner de lui ses matelots par la faim; il chercha donc à se défendre contre ces actes arbitraires en rendant la pareille au général chilien.

(1) Cf. Stevenson, t. III, p. 263.

Avant que Canterac eût fait sa visite à la ville de Callao, lord Cochrane avait cherché à déterminer Lamar, le commandant des forts de ce port, à les lui livrer; il lui offrit de lui laisser les deux tiers des deniers publics; avec le dernier tiers, il voulait satisfaire ses équipages et, en même temps, assurer aux Péruviens, par la possession des forts, la faculté de choisir librement leur gouvernement. Après que Canterac eut enlevé la caisse de l'État, Cochrane eut recours à un autre moyen. Après avoir appris que San Martin envoyait à Ancon un navire chargé d'une somme d'argent importante, il fit voile pour ce port et s'empara du trésor en présence de témoins, mais en ne touchant pas à ce qui était la propriété de particuliers, y compris même celle de San Martin; il employa ensuite ce qui restait de cet argent (285,000 *pesos*) à payer les arrérages de toute une année à chacun des hommes de ses équipages. San Martin avait encore besoin de l'amiral pour bloquer Callao; il fit donc bonne mine à mauvais jeu; mais immédiatement après que les forts, réduits par la famine, avaient dû se rendre (21 septembre), il ordonna à lord Cochrane (26 septembre) de retourner avec sa flotte au Chili, parce qu'il voulait se débarrasser de ce rival dangereux.

Lord Cochrane, qui n'avait pas reçu d'ordres du Chili et qui n'avait pas d'engagements à l'égard de l'usurpateur, ne lui obéit pas; au contraire, il prit la mer de sa propre autorité, et fit une croisière le long des côtes septentrionales jusqu'à la Californie, afin de poursuivre les derniers vaisseaux espagnols dans leurs dernières cachettes et de mettre fin à la domination de l'Espagne dans la mer du Sud. Mais tous ces faits démontrèrent que le pouvoir du protecteur était dans un

déplorable état de caducité, et ce dernier semble s'être décidé, vers cette époque, à faire quelques concessions aux Péruviens. Il publia à ce moment (8 octobre) un Statut provisoire pour l'administration de ceux des territoires péruviens qui avaient été affranchis; dans ce document, il parla de son intention de convoquer un congrès, aussitôt que tout le pays aurait proclamé l'indépendance. Conformément aux dispositions de ce Statut, on créa de plus un Conseil d'État; plus tard encore (27 décembre), San Martin fit paraître un décret, annonçant pour le mois de mai de l'année suivante la convocation d'un congrès chargé de fixer la forme de la Constitution.

Projets de San Martin relatifs à l'établissement d'un empire. Sa chute.

Mais ce n'étaient là que de nouveaux ballons d'essai qui, malgré la trop grande finesse du protecteur, ne révélaient que les indécisions d'un homme qui ne savait que faire et qui était brouillé avec sa volonté et avec sa conscience. A la même époque où San Martin fit ces démonstrations républicaines, il fit semblant d'agir conformément à ses idées et à ses intentions d'autrefois, et il envoya un agent à Londres pour qu'il y négociât un emprunt et pour qu'il priât le gouvernement anglais de donner un souverain au Pérou (1). Mais en attendant, séduit peut-être par les premières tentatives que faisait Iturbide à Puebla et à Mexico, ou ébloui par les premières tentations auxquelles celui-ci se laissait aller, San Martin joua au Pérou un prélude plus déplorable encore que le pitoyable drame impérial qu'Iturbide représenta,

(1) D'après Pruvonena (t. Ier, p. 54), qui vit lui-même ces instructions.

après lui, dans la Nouvelle-Espagne. Mais les motifs qui engageaient San Martin à tenir cette conduite étaient d'une nature tout à fait opposée à ceux qui faisaient agir Iturbide. Ce dernier semblait vouloir conserver au Mexique autant que possible ce qui restait de l'ancien régime; tandis que San Martin était convaincu qu'il était indispensable de faire des réformes radicales, si l'on voulait améliorer le sort de ces races laissées dans l'abandon le plus complet. Iturbide ménageait le clergé et toute la position de l'Église, telle qu'elle était établie; San Martin, au contraire, comprit que « la religion chrétienne (sous la forme qu'elle avait prise dans ces pays) « n'était pas bonne à être la religion fondamentale dans « ces contrées » (1); il n'hésita même pas à montrer jusqu'à un certain point quelles étaient à cet égard ses intentions qu'il cachait d'ordinaire avec beaucoup de prudence; en effet, il bannit sans le moindre égard pour leur dignité l'archevêque de Lima, homme fort considéré dans le pays, et l'évêque de Huamanga, lorsqu'ils s'opposèrent à l'exécution de ses desseins.

Mais, pour pouvoir simplement concevoir de pareils projets au Pérou, les voies et moyens monarchiques, telles que ses anciens collègues militaires les cherchaient au Buenos-Ayres, devaient lui paraître plus appropriées au but que les nouvelles directions que poursuivait Rivadavia. C'est pourquoi San Martin s'était montré, dès le commencement de son protectorat, entouré des pompes

(1) A comparer une lettre fort curieuse adressée par San Martin au général Tristan, en date du 15 mars 1822. Dans Pruvonena, t. II, p. 87 sq.

de la vice-royauté : il se faisait traîner dans une voiture à huit chevaux et entourer d'une escorte de cavaliers; il tenait de grands levers et il introduisit à sa cour un cérémonial ridicule; dans la salle du palais, il remplaça par son portrait celui de Ferdinand VII, et il fonda un Ordre du Soleil (12 oct.). De plus, il publia un décret relatif à la conservation de la noblesse péruvienne, bien que sa véritable intention fût « d'anéantir » l'ancienne noblesse (1), de la remplacer, comme le voulait Bolivar, par une nouvelle, empreinte des idées modernes et s'associant aux intérêts de l'époque, et enfin d'appuyer la monarchie sur une aristocratie à laquelle les mérites et les honneurs de la nouvelle génération eussent leur part plus ou moins grande.

Le protecteur ne s'arrêta pas à ces mesures. Bientôt (fin d'oct.), on vit paraître des poésies et l'on entendit, pendant les processions et au théâtre, des cris qui célébraient « l'empereur Joseph » et qui proclamaient sa gloire. Lors d'une fête publique, on avait payé dans ce dessein des enfants et des gens sans aveu, et l'on avait commandé un Yaravi (chanson péruvienne) dont le refrain répétait un *viva* pour l'empereur; enfin, un de ses ministres fit formellement au Conseil d'État la proposition de couronner San Martin (2). Ce ministre était son ancien confident, Bernardo Monteagudo, le mauvais génie du protecteur et un conseiller plus terrible que les Herrera et les Briceño dans l'entourage d'Iturbide et de Bolivar; c'était le bourreau des Espagnols à San-Luis et celui des

(1) *Ibidem.*
(2) On donna, plus tard, lecture de cette proposition au sein du congrès constituant. Cf. Pruvonena, t. Ier, p. 31.

frères Carrera (Cf. T. VII, p. 14, 20). C'était lui qui avait dirigé San Martin dans ses premiers pas, en lui conseillant de se saisir arbitrairement du protectorat, et de ne pas se laisser *élire* président par les Péruviens, comme il avait été disposé à le faire. C'était lui qui plaçait les crieurs dans les rues, afin d'habituer ainsi le peuple à l'idée d'un empire. C'était lui qui, poussé par une cupidité insatiable, bien qu'il fût arrivé pauvre dans le pays, se mit bientôt à vivre sur un pied princier et entraîna San Martin dans la même dissipation. C'était enfin lui qui, entouré de satellites aussi grossiers et aussi criminels que lui-même, poussa son chef à gouverner de la manière la plus absurde, et qui bientôt amena cet homme, dont la nature n'était pas du tout sanguinaire, à devenir infidèle au système adopté d'abord par lui et à poursuivre, de la manière la plus cruelle, non-seulement les Espagnols, mais encore les patriotes péruviens.

Dans les premiers temps qui suivirent la déclaration d'indépendance, la confiance générale avait aussitôt fait naître, à Lima, un commerce actif; l'ancienne nonchalance et l'ancienne paresse de la population semblèrent disparaître tout d'un coup; le port de Callao, redevenu libre, se remplit de navires. Mais bientôt cette première activité heureuse fut troublée par les lois commerciales de San Martin qui se rapprochaient de trop près des anciennes lois coloniales (1). Aussitôt que les habitants virent se développer d'une manière plus marquée son ancien système d'espionnage, qu'ils virent la presse opprimée, qu'ils se sentirent écrasés par les impôts et qu'ils furent témoins des dangers dont on menaçait les Espa-

(1) Cf. Stevenson, t. III, p. 303.

gnols, il y eut immédiatement un prompt revirement dans l'opinion publique : on commença à s'aigrir, la confiance diminua, l'esprit patriotique disparut et on désira retourner sous la domination commode et luxurieuse des Espagnols.

Les affaires s'arrêtèrent de nouveau. Les mines et les propriétés foncières ne rapportaient rien; les grandes colonies minières entre San-Mateo et Lima, et un grand nombre de communes dans le voisinage de la capitale étaient abandonnées par leurs habitants. L'argent se cachait, de sorte que le gouvernement était obligé d'émettre, à cours forcé, des assignats et de la mauvaise monnaie de cuivre. Des artifices financiers à la façon d'Iturbide, qui n'étaient qu'une spoliation du public, devaient, dans ce pays aussi, procurer au protectorat ou à l'empire qu'on voulait fonder, les ressources nécessaires pour en rehausser l'éclat. On ruina les grands propriétaires fonciers en enrôlant dans l'armée des milliers de leurs esclaves, en mettant en quartier chez eux les chevaux de la cavalerie et en leur imposant contributions sur contributions. En effet, dès cette époque, San Martin avait adopté comme maxime qu'il fallait réduire à la pauvreté tous les grands propriétaires fonciers, parce qu'ils étaient toujours hostiles à tout changement. On mit sous séquestre et l'on confisqua les dépôts d'argent des établissements publics et des monts-de-piété; on abolit la rente en tabac, et l'on rompit les traités que le gouvernement espagnol avait conclus avec un grand nombre de particuliers qui avaient prêté à l'État de grosses sommes sur cette rente (1).

(1) Comp. sur la situation intérieure du pays à cette époque (Tho-

Personne n'eut plus à souffrir de ce système de pillage que les Espagnols. Dans une première proclamation du protecteur (12 août), celui-ci leur réitéra la promesse qu'il leur avait faite déjà à Ancon en leur garantissant la sécurité de leurs biens et de leurs personnes, s'ils voulaient jurer fidélité à l'indépendance du pays. Mais, en même temps, il menaça les conspirateurs des peines les plus rigoureuses, en disant « qu'ils auraient à trembler, s'ils abusaient de son indulgence! » Mais, déjà en percevant le demi-million pour les officiers chiliens, le gouvernement chargea de taxes plus lourdes les Espagnols et même ceux d'entre eux qui avaient acheté le droit de bourgeoisie au Pérou et qui avaient juré fidélité à l'indépendance. Ils furent traités en ennemis, ils ne purent se montrer dans la rue ni en manteau, ni après le coucher du soleil; ceux qui étaient isolés, qui avaient plus d'argent que les autres, qui étaient les créanciers des suppôts de ce gouvernement ou qui portaient un nom suspect, furent, sous toute espèce de prétexte, dépouillés de la façon la plus infâme.

Toutes ces vexations isolées se changèrent en un système organisé sur une vaste échelle, depuis le moment où, grâce à la négligence continuelle du despote énervé, l'armée espagnole recommença à s'agiter. Elle se mit à sévir avec l'épée et avec la torche contre Huancayo et contre d'autres endroits habités par des patriotes; Canterac menaça d'un semblable sort les habitants de Lima et ceux de la côte (15 févr. 1822). Sans écouter les avis contraires de Riva Aguero, San Martin envoya à la ville

mas Sutcliffe) *Sixteen years in Chile and Peru, 1822-39. By the retired governor of Juan Fernandez.* London s. a. 1841).

d'Ica, à soixante-dix heures de marche de Lima, une division de troupes sous les ordres du général Tristan, une de ses créatures qu'il favorisait aux dépens des autres tout en se méfiant d'elles, et dont il se servait comme d'espions surveillés par d'autres espions. Mais, avant qu'on pût avoir, à Lima, la moindre nouvelle d'un mouvement de l'armée espagnole à Jauja, Canterac et Valdes coupèrent les communications de cette division à Ica; ils l'attaquèrent à l'improviste (7 avril) et lui firent perdre deux mille hommes, sa caisse et toutes ses provisions.

Pour se venger de ce coup ignominieux qui répandit une consternation profonde dans la capitale (1), on s'en prit aux Espagnols innocents à Lima. On occupa de grand matin leurs maisons (2 mai), on arracha de leurs lits six cents hommes de toutes les classes, et on les traîna à Callao, en les forçant à marcher à pied et en grande partie sans vêtements; ceux d'entre eux qui ne purent acheter un passe-port pour l'Europe furent envoyés au Chili. Ceci devait être, disait-on dans une proclamation (4 mai), un acte d'expiation, l'exemple mémorable d'une vengeance de sang-froid, destinée à protéger le pays contre les intrigues continuelles des ennemis les plus implacables. Dès ce moment, les espions du gouvernement défiant poussèrent ce dernier à faire une liste de proscription sur laquelle devaient figurer aussi des patriotes; on disait même que deux tentatives avaient été faites pour assassiner Riva Aguero.

Chez le ministre de San Martin, tous ces actes de

(1) Une vive description de ces scènes a été donnée par Matthison, qui se trouvait accidentellement à ce moment à Lima. Cf. *Narrative of a visit to Brazil, Chile and Peru*. London, 1825, p. 251.

fureur avaient probablement leur source dans la tendance systématique à se faire redouter; mais chez l'usurpateur lui-même, ils n'étaient que la preuve de sa faiblesse qu'il ne pouvait plus se dissimuler à lui-même. Immédiatement après les barbaries du 2 mai, il disait dans une proclamation adressée aux Péruviens (13 mai), « qu'il leur « avouait franchement que son intention avait été de se « retirer après tant d'années de fatigues, mais qu'il était « survenu un petit danger; que la division du Sud, *sans « être battue, avait été surprise et dispersée;* qu'ils ne « seraient cependant pas abandonnés par leur ami fidèle, « tant qu'il y aurait pour eux un péril quelconque à re- « douter. » Pendant que San Martin parlait toujours de nouveau du congrès qui auparavant avait été convoqué pour le mois de mai, mais qui s'était toujours trouvé ajourné, il se retira effectivement dans sa campagne près de la Legua. Se dépouillant des pompes extérieures du protectorat, il y vécut comme un autre Cincinnatus, pour éblouir la multitude par le masque d'une réserve modeste qu'il avait porté au Chili avec un art consommé, et pour déterminer le peuple à le rappeler de la charrue par l'offre de la couronne impériale.

C'est ce qu'écrivit du moins lord Cochrane, qui était bien informé et qui, à ce moment (1er avril), revint à Callao après son expédition maritime; il le dit dans une lettre adressée à O'Higgins et dans laquelle il mit le gouvernement chilien sur ses gardes, en l'exhortant à ne pas se laisser entraîner dans la chute inévitable de la tyrannie péruvienne, « cet édifice d'une architecture po- « litique au plus haut degré barbare ». San Martin, qui à ce moment cherchait de tous les côtés des soutiens pour étayer son pouvoir, essaya encore une fois de gagner par

toute sorte d'appâts cet amiral qui le gênait beaucoup : il n'épargna ni l'Ordre du Soleil, ni des maisons de campagne, ni le grade d'amiral « des flottes *réunies* du Chili et du Pérou », dont il pourrait se servir, disait-il, pour conquérir les îles Philippines, où il lui serait facile de faire une immense fortune. Mais, comme toutes ces séductions n'eurent pas de prise sur lord Cochrane et que ce dernier retourna avec sa flotte à Valparaiso, le protecteur s'adressa au Chili pour obtenir des renforts, en même temps qu'il chercha des secours au Nord auprès de Bolivar. Il entama des négociations avec la Colombie (6 juillet) relativement à une alliance offensive et défensive contre les ennemis extérieurs, et il chercha à obtenir une entrevue personnelle avec Bolivar; il le rencontra (26 juillet) à Guayaquil, au moment même où le Libérateur travaillait activement à effectuer l'annexion de cette ville et de sa province à la Colombie. Ce qui faisait l'objet de leurs négociations est resté un secret, mais on peut facilement le deviner.

A ce moment où la bataille de Pichincha (mai) et la chute de Pasto et de Quito venaient de donner de meilleures garanties à l'indépendance du Pérou, San Martin voulait demander au Libérateur du Nord soit de placer des troupes auxiliaires colombiennes sous *ses* ordres, soit de conclure une alliance avec lui pour appuyer mutuellement leur domination. Mais Bolivar, que les projets de San Martin sur le Guayaquil avaient rendu défiant; qui voyait que les folies du gouvernement de Lima faisaient grand tort à la réputation de la cause américaine; qui savait que les différends entre San Martin et lord Cochrane avaient fortement modifié les bonnes dispositions des hommes d'État anglais, et qui. dès cette

époque, nourrissait lui-même de grands projets relatifs au Pérou, Bolivar n'encouragea en rien son ancien rival et le compétiteur dès lors fort insignifiant de sa gloire. Il donna, il est vrai, à Guayaquil, des fêtes publiques en l'honneur de San Martin, mais en particulier il le traita d'une façon si peu amicale que ce dernier reconnut bien vite qu'il avait trouvé en Bolivar un maître et non un aide, et qu'il quitta rapidement la ville où il craignait même pour sa sécurité personnelle.

La veille même de cette entrevue, et en son absence, on avait déjà condamné, à Lima, le gouvernement de San Martin. En partant, il avait nommé comme son remplaçant Torre Tagle, « marquis de Trujillo », ivrogne sans mœurs ni éducation, et il avait remis le commandement des troupes à Alvarado. A peine San Martin fut-il parti, qu'une assemblée populaire rétablit le conseil municipal qui avait été dissous. Ce conseil destitua aussitôt (26 juillet) le ministre Monteagudo; il le fit arrêter et le bannit (1), tandis que la presse, dans de terribles sorties, éleva sa voix sévère contre cet homme exécrable qui avait causé la ruine de familles innombrables. Sous les baïonnettes des Chiliens et ignorant encore ce que San Martin pourrait faire au Guayaquil, le conseil municipal publia une justification de ce qui venait d'arriver (2), dans laquelle il ménageait encore San Martin en lui prodiguant des flatteries. Néanmoins, le protecteur dut se convaincre, après son retour, que l'édifice politique élevé par lui était en train de s'écrouler, et, comme l'avait fait Bolivar devant Cartagena, il

(1) Il fut assassiné dans la rue, lorsque, peu de temps après, il fut assez imprudent pour retourner à Lima.

(2) Cf. Pruvonena, t. II, p. 19.

cacha sous le masque du renoncement son ambition qui venait de faire naufrage.

Il est probable que San Martin avait appris déjà à Guayaquil que les Liméniens s'étaient adressés, à son insu, à Bolivar pour lui demander des secours contre les Espagnols *et contre le protecteur.* Peu de temps après son entrevue avec le Libérateur, il écrivit (28 août) à ce dernier « qu'il avait convoqué le congrès pour le 20 sep-« tembre et qu'il s'embarquerait immédiatement après « afin de retourner au Chili, parce qu'il était convaincu « que sa présence était le seul obstacle qui empêchait « Bolivar de venir au Pérou; il ne doutait pas, ajou-« tait-il, que les Péruviens n'invoquassent immédiate-« ment après son départ l'assistance du Libérateur qui « ne leur ferait pas défaut » (1). San Martin était trop intelligent pour ne pas s'être aperçu, dès le moment où il avait commencé à suivre au Pérou une politique nationale et constitutionnelle, qu'il s'était trompé d'époque pour la réalisation de ses projets monarchiques et qu'il avait fait une grande bévue. Rien que l'anéantissement complet de l'autorité royale en Espagne fit disparaître, dès lors, tout espoir de fonder une monarchie dans les colonies espagnoles.

Le congrès de Cucuta (août 1821), qui se trouvait en face d'un libérateur et d'un capitaine plus grand que San Martin, avait cependant voté et fondé la Constitution républicaine de la Colombie. Le régime républicain, qui commençait à fleurir au Buenos-Ayres, où la loge maçonnique aiguillonnait toutes les intrigues contre l'usurpateur détesté qui était sorti des murs de cette

(1) Cf. *Le général J. de San Martin*, p. 15.

ville, y avait éloigné de lui tous ses amis monarchiques. O'Higgins lui-même avait dû céder à ces puissantes impulsions et s'était vu obligé de convoquer un congrès. Néanmoins, même à ce moment, San Martin, cet homme faible et irrésolu, ne résista pas à la tentation de fonder quelque espoir sur sa puissance et sur sa réserve dissimulée. Il demanda à Alvarado s'il pouvait compter sur l'armée; sur sa réponse négative, il dit qu'il partirait le lendemain pour le Chili. Même alors, il ne partit pas encore avec le vaisseau sur lequel il était monté, et il essaya d'intimider, à l'aide de ses partisans fidèles, le congrès qui s'était effectivement réuni et qui avait été ouvert par lui en personne (20 septembre) : il voulait voir si l'on ne le rappellerait pas aux fonctions dont il s'était démis, comme les Chiliens l'avaient fait à l'égard de O'Higgins. Mais, lorsque le congrès s'y refusa ouvertement, il finit par se résigner à son sort. Il déclara, dans une proclamation, qu'il était rempli de dégoût, parce que la rumeur publique avait dit qu'il aspirait au trône du Pérou, et il déclina les pouvoirs de généralissime (qu'on lui avait offerts au dernier moment), parce qu'ils étaient incompatibles avec l'autorité d'un congrès. Il joua jusqu'au bout le rôle d'hypocrite qui éblouit, jusqu'au dernier moment, les personnes dans son entourage immédiat et qui les trompa sur son véritable caractère; le général Miller alla même jusqu'à comparer sa retraite à la réserve modeste d'un Washington.

Chute de O'Higgins au Chili.

A peine la nouvelle du bannissement de Monteagudo fut-elle arrivée à Valparaiso (21 septembre), que San Martin la suivit en personne (12 octobre). Il arriva à temps pour assister à la chute de son ami O'Higgins qui,

après lui comme Pueyrredon *avant* lui, tomba la victime des puissantes influences morales qu'exerçait, dès lors, la cause de plus en plus consolidée de l'indépendance. Les six années pendant lesquelles cet homme avait régné (1817-1823), avaient développé une grande prospérité dans sa patrie « dont le bonheur était le but auquel il « tendait ». Le Chili (1), auquel Bolivar, dès les premiers commencements de son indépendance en 1815, avait prédit que, parmi toutes ces républiques, il serait l'État le plus capable de durer et de maintenir sa liberté, le Chili, disons-nous, était, dès cette époque, le pays le plus respecté et en même temps le plus influent dans l'Amérique espagnole. A partir de 1817, le Chili avait fait parvenir des armes et des munitions à tous les patriotes, même à ceux de la Nouvelle-Espagne; il avait soutenu la Colombie en lui envoyant des munitions de guerre; il avait aidé le gouvernement du Buenos-Ayres en lui expédiant des hommes et de l'argent; enfin, il avait dépêché des troupes au gouverneur de Mendoza pour le secourir contre les frères Carrera. Au moment actuel, il était devenu la puissance protectrice du Pérou, et il avait ainsi bien mérité de l'indépendance de toute l'Amérique, tandis qu'à l'intérieur il avait toujours à soutenir la guerre au Sud : il était un des premiers parmi les nouveaux États qui avaient obtenu que les États-Unis de l'Amérique du Nord reconnussent leur indépendance.

(1) Même pour s'expliquer l'état de choses au Chili, il est indispensable de comparer aux récits de Gay les rapports de Miers, qui passe pour pessimiste et pour injuste, parce qu'il avait personnellement fait de très-fâcheuses expériences au Chili, mais qui se montre, comme nul autre, observateur sagace et pénétrant partout au fond même des choses.

On devait tous ces résultats en grande partie à la sollicitude désintéressée du directeur O'Higgins et à la manière vigoureuse dont il savait diriger les affaires et réprimer les luttes des partis à l'intérieur. Avec un zèle qu'il poussa presque jusqu'à l'exaltation, il travailla au développement moral et intellectuel du peuple. Il sut introduire dans l'administration économique de l'État au moins assez d'ordre pour qu'on mît un terme aux continuelles mesures de contrainte et aux emprunts forcés, à l'émission d'assignats et à leur démonétisation, de sorte que, vers la fin de 1822, les obligations émises pour la somme de 800,000 *pesos* purent être réduites à un chiffre inférieur à la somme de 50,000. Mais, en prenant cette position dans son pays, O'Higgins s'était de plus en plus habitué aux manières autocratiques vers lesquelles il avait penché déjà auparavant, d'après ce que nous avons dit plus haut : il voulait que tout marchât comme il l'entendait, et, quand bon lui semblait, il se mettait sans scrupule au-dessus de la loi.

Pendant longtemps on lui avait passé ces actes arbitraires, et même on n'avait pas relevé bien des choses qui avaient été cependant ressenties avec beaucoup de peine, telles que l'oppression dont il avait accablé la presse et les absurdes lois commerciales qui rendaient impossible tout cabotage au Chili, où il est cependant un des besoins les plus urgents; sur cette longue étendue de côtes, les caboteurs ne pouvaient débarquer que dans sept ports, et les navires étrangers même dans trois seulement. Mais, au moment actuel, l'état modifié de l'Amérique, où les habitants se trouvaient plus libres et couraient moins de dangers, l'essor que venait de prendre le Buenos-Ayres, la Constitution colombienne, le réta-

blissement de la tranquillité au Sud du Chili lui-même, toutes ces causes agitèrent les esprits aussi dans ce pays où l'on ne voulait plus supporter ni la dictature ni le gouvernement arbitraire. Tous les motifs de mécontentement qu'on avait si longtemps cachés se manifestèrent tout à coup publiquement. On se plaignit de voir durer les anciens abus dans l'administration de la justice, dans la perception des impôts et dans la manière dont les fonctionnaires étaient nommés et dont ils s'acquittaient de leurs devoirs. On prétendait ne rien voir des effets salutaires produits par les principes libéraux que le gouvernement avait toujours fait sonner bien haut. Dans la société, la disposition des esprits devint telle, qu'on commença à considérer toute la situation du pays comme transitoire : indice certain d'une révolution imminente.

O'Higgins essaya de conjurer l'orage qui approchait; mais encore le fit-il avec ses manières d'autocrate : en entrant dans les vœux du peuple qui demandait une représentation et une Constitution, il voulut se débarrasser du sénat qui le gênait, et de l'oligarchie de ses cinq membres qui n'avait pas soutenu l'épreuve; mais, en même temps, il voulut que le congrès ne pût pas nuire à son autorité. Il envoya donc un des sénateurs comme ambassadeur au pape et un autre à Lima; le troisième était déjà absent; quant au quatrième, il le détermina à donner sa démission et il y força le cinquième. Bien que ce dernier protestât de la manière la plus violente contre cette mesure, O'Higgins convoqua (7 mai 1822) une assemblée préparatoire qui devait élaborer le projet d'une Constitution, mais il ne négligea pas d'imposer aux électeurs les candidats qu'il désirait faire nommer, en adressant des circulaires aux conseils municipaux et aux gou-

verneurs. C'est pourquoi, lorsque l'assemblée se réunit (23 juillet) et que O'Higgins déposa devant elle sa dignité, on la lui rendit, malgré les vœux contraires de l'Opposition. Cependant, peu de temps après, O'Higgins fut traité par ce congrès de la même manière que par le sénat qu'il avait cru s'attacher.

Pendant qu'on élaborait le projet de la Constitution, l'Opposition se montra de plus en plus ferme. Un projet de tarif que le gouvernement présenta et qui était destiné à faciliter le commerce, irrita fortement les députés, parce qu'il contenait quelques dispositions gênantes « qui « avaient évidemment pour but de favoriser les spécula- « tions privées du ministre des finances Rodriguez (1) », qui exploitait l'État d'une façon inouïe. C'était un royaliste plein de talent qui avait joué un rôle considérable sous le règne de Marco; O'Higgins, forcé comme tous les nouveaux régents de sa trempe d'avoir recours à des conseils étrangers, se livra à lui avec un oubli complet de sa propre dignité, comme il s'était abandonné auparavant aux créatures de San Martin. Cependant il était notoire que, poussé par une vile cupidité comme Monteagudo, il abusait de sa position pour s'aventurer avec quelques amis dans un labyrinthe de spéculations illégales. Déjà auparavant, le public avait manifesté son mécontentement à ce sujet avec tant de vivacité que O'Higgins avait dû l'éloigner pendant quelque temps; mais, plus tard, il l'avait rappelé et lui avait donné de plus le ministère de la guerre, de sorte qu'il dominait, à cette époque, tout le gouvernement.

Cette obstination du directeur ne révolta pas moins le

(1) Cf. Miers.

public que ne l'avait fait la faiblesse pareille montrée auparavant par Carrera à ses favoris ; elle devint l'écueil contre lequel la barque de O'Higgins devait échouer. Tout récemment, et à une époque où la nécessité semblait l'exiger le moins, il s'était laissé amener par son ministre à contracter, à Londres (18 mai), un emprunt d'un million de livres sterling, qui non-seulement fut conclu par le directeur sans qu'il y fût régulièrement autorisé, mais encore employé par lui. Le mécontentement provoqué par teut cet état de choses était profond ; une des principales causes qui l'avaient fait naître était qu'on se vit complétement trompé dans toutes les espérances qu'on avait fondées sur les immenses avantages que le Chili devait retirer de l'affranchissement du Pérou. A ce moment, le protecteur y fut renversé. Cette chute était de mauvais augure pour le sort de son ami, qui évidemment s'était fait le complice de San Martin ; en effet, il n'avait ni essayé de séparer de ce dernier l'armée dont les officiers avaient été, il est vrai. corrompus, ni même envoyé des ordres tant soit peu précis à lord Cochrane qui n'était pas gagné à prix d'argent.

Lorsque l'ex-protecteur suspect arriva au Chili, on craignit généralement qu'il ne sût s'emparer de son ancienne influence. Dans un Mémoire présenté au gouvernement à Santiago (11 mars), il avait formé des accusations calomnieuses contre lord Cochrane, qui y répondit (19 novembre) par sa défense (1) qu'il présenta après son retour à Valparaiso (19 juin). O'Higgins se vit forcé

(1) Les deux documents se trouvent dans Pruvonena, t. II, p. 35, 51.

d'approuver la conduite de l'amiral, sans que pour cela il lui permît de publier un exposé de toute l'affaire, parce que, disait-il, une pareille publication montrerait trop à l'ennemi les points vulnérables du pays et ne ferait qu'affaiblir l'autorité des gouvernements indépendants (1). O'Higgins maintint visiblement ses anciens rapports avec San Martin, il montra de la froideur à Cochrane et le força presque à se rendre dans le camp de ses adversaires.

Parmi ces derniers, le général Freire était le plus dangereux ; il croyait le directeur capable de vouloir rétablir San Martin au Pérou s'il pouvait déterminer la flotte à coopérer à ce dessein : il pensait que la fortune avait donné une direction toute nouvelle même aux intentions de cet intègre régent du Chili, et que celui-ci songeait « à souiller, à son tour, ses lauriers en étendant hardi- « ment la main vers la couronne » (2). Freire, ce soldat rude, aux sentiments bons et honnêtes, avait depuis longtemps représenté dans sa personne les jalousies provinciales de Coquimbo et de Concepcion qui depuis longtemps s'étaient ranimées. En sa qualité de gouverneur militaire, il avait à se plaindre de ce que, pendant toute une année, il avait demandé en vain qu'on payât et qu'on habillât ses troupes ; la province de la Concepcion se plaignait, en outre, de ne pas être suffisamment représentée au congrès. O'Higgins lui-même avait été dans l'origine *penquiste* (3), c'est-à-dire de ce parti qui

(1) Cf. Dundonnald, t. Ier, p. 201.
(2) *Ibidem*, t. Ier, p. 234.
(3) Terme par lequel on désignait les habitants des quatre provinces méridionales et qui était devenu un nom de parti.

aurait voulu élever au rang de capitale la ville de la Concepcion à cause de son climat plus favorable, de ses environs fertiles et de son excellent port, et qui avait toujours compté parmi ses membres les noms les plus considérables de la révolution ; mais, à ce moment, ce parti, soutenu par les débris de la faction des Carrera, s'éleva contre le directeur.

Freire, qui, sur les conseils des san-martinistes, avait dû être remplacé par le général Santa Cruz, réunit (8 décembre) une espèce de représentation provinciale qui demanda la convocation d'un nouveau congrès. Dans un mouvement à Coquimbo, qui était expressément dirigé contre le ministre Rodriguez et non contre O'Higgins, on éloigna le gouverneur et on le remplaça par un carreriste. Cochrane conseilla à temps au directeur de céder à l'orage et d'éloigner le ministre détesté. Mais, dans son entêtement, O'Higgins ne fit cette concession (commencement de janvier 1823) que lorsqu'il fut trop tard. Déjà les troupes révoltées de Coquimbo, qui pendant leur marche rencontrèrent partout les sympathies de la population, entrèrent dans la ville d'Aconcagua ; les milices que O'Higgins appela aux armes contre Freire refusèrent de lui obéir. La ville de Valparaiso prit parti pour ce général lorsqu'il approcha ; tout le monde était dès lors conjuré contre le directeur. L'Opposition au sein du congrès de Santiago, voulant prévenir une décision par la force des armes, s'enhardit et convoqua (28 janvier) un *cabildo abierto* qui imposa par le nombre et l'importance de ceux qui y entraient.

O'Higgins montra une énergie pleine de dignité. Par les appels qu'il leur adressa en personne, il ramena à l'obéissance plusieurs corps de troupes qui étaient sur le

point de rejoindre les insurgés. Il déclara également en personne au *cabildo* qu'il ne voulait pas disperser par ses soldats cette assemblée factieuse, bien qu'il fût à même de le faire ; il déposerait, ajouta-t-il, ses pouvoirs devant le congrès qu'il s'agissait de convoquer. Pendant longtemps, il fit tout ce qu'il put pour ne pas prendre cette mesure au moment actuel ; mais il dut céder devant la force des circonstances. Du reste, toute la marche décente de cette révolution importante au Chili était en harmonie avec l'histoire entière du pays et formait un contraste très-avantageux avec les événements semblables qui se passaient dans les autres États. Après que O'Higgins eut abdiqué, le *cabildo* lui demanda encore ses conseils pour savoir quelle espèce de gouvernement il recommandait au pays. Il conseilla de mettre à la tête de l'État une junte qui fut élue immédiatement ; on vit y reparaître les hommes modérés (tels que les Eyzaguirre et les Infante) qui s'étaient signalés au commencement de l'insurrection, et qui partout ailleurs étaient tombés les victimes de la fureur révolutionnaire. Ensuite, l'assemblée tout entière reconduisit à son palais le « père de la patrie ».

Cependant, cette affaire semblait devoir se terminer d'une manière plus lugubre, lorsque, plus tard, le général Freire arrêta O'Higgins à Valparaiso, où il allait s'embarquer, et qu'il le traduisit en justice. Mais, cinq mois après, l'ancien directeur fut complétement acquitté. Il se rendit au Pérou et ne revit plus sa patrie. Son ami San Martin eut le même sort. Lorsque les affaires s'embrouillèrent au Chili, il se retira dans une maison de campagne à Mendoza, puis il se rendit à Buenos-Ayres, où il servit pendant quelque temps, dans la Banda, contre les Bré-

siliens ; mais on le regarda avec défiance, et bientôt on le révoqua de ses fonctions. Après la mort de sa femme, il alla en Europe ; mais, en 1828, il retourna encore une fois à Buenos-Ayres au moment où la guerre civile venait encore d'y éclater ; il retourna en Europe sans même débarquer.

Cinq mois de triumvirat au Pérou.

Cependant, on allait faire, au Pérou (1), une tentative pour voir comment les Péruviens, livrés à eux-mêmes, feraient leurs propres affaires et comment ils achèveraient l'affranchissement du pays dont la moitié seulement avait été délivrée. La direction suprême des affaires était, dès lors, confiée au congrès constituant devant lequel San Martin s'était démis de ses fonctions, et qui se trouvait composé de cinquante-deux membres, élus pour les parties affranchies du Pérou et tirés au sort pour les provinces non affranchies. Son président était Luna-Pizarro, recteur du collége San-Fernando à Lima, homme sans caractère, qui se révéla dès lors comme démagogue fanatique. Sous sa direction, l'assemblée dégénéra bientôt en club *exaltado* qui, dans ce pays des inégalités sociales, commença par établir la démocratie parfaite ; elle fit pénétrer dans le Pérou tous les maux que San Martin, profitant de ses expériences faites au Buenos-Ayres, avait prudemment voulu éviter ; on proscrivit le talent, on enrichit les gens incapables et l'on éleva les intrigants aux plus hautes dignités. Cette direction nouvelle se

(1) Pour celle période, il faut comparer aux autres sources Rob. Proctor : *Narrative of a journey across the Cordilleras of the Andes*. London, 1825. L'auteur, agent d'une entreprise dont le but était un emprunt à négocier avec le Pérou, se trouva en contact avec beaucoup de personnes considérables à Lima.

montra, en premier lieu, dans la manière dont on institua le pouvoir exécutif. La situation du pays exigeait une administration simple et sans complications, de même qu'un gouvernement capable de déployer une activité prompte. La pensée d'avoir un seul chef effraya ces nouveaux démocrates exaltés et envieux ; on choisit donc une junte composée de trois membres dont le président était le général Lamar, qui, il y avait un an, s'était trouvé à Callao comme commandant espagnol.

Sous ce pouvoir collectif, on vit aussitôt une grande tiédeur et une profonde insouciance se manifester dans toutes les mesures ; le patriotisme se maintint à une température fortement refroidie. Les *goths* à Lima relevèrent la tête ; la guerre tomba pour ainsi dire dans l'oubli ; les troupes désertèrent, la flotte fut laissée dans un abandon complet, Callao se trouva dans un état de défense déplorable : cinq mois d'expériences extrêmement fâcheuses amenèrent le jeune État péruvien sur le bord de la ruine. Une expédition, destinée à se rendre aux ports intermédiaires et préparée sous le règne de San Martin, partit enfin (10 octobre 1822), forte de deux mille hommes, et débarqua près d'Arica ; elle était commandée par le général Alvarado, nommé par la junte où siégeait un de ses frères ; il remplaça le colonel Miller qui avait été d'abord désigné pour diriger cette entreprise. Alvarado se trouva avoir affaire à l'énergique général Valdes ; ce dernier surveillait la côte avec trois mille hommes, et il attendait encore l'arrivée de Canterac qui devait le renforcer, bien que celui-ci se trouvât, à ce moment, à une grande distance de lui, à Huancago.

Alvarado perdit un temps très-précieux et négligea d'attaquer Valdes avant l'arrivée de Canterac. Le colonel

Miller était sur le point de partir, tellement il était dépité de cette incurie du général en chef; mais il se laissa retenir encore pour faire une diversion contre Canterac qui approchait avec sa troupe. Lorsque l'officier anglais débarqua à Quilca (décembre) et qu'il occupa Camana, Canterac expédia deux mille hommes pour l'attaquer. Miller n'avait amené avec lui que cent vingt soldats, et les renforts qui lui avaient été promis n'arrivèrent pas. Néanmoins, en prenant des mesures hardies qui firent croire qu'il commandait à un grand nombre de troupes, il produisit une espèce de mouvement dans tout ce désert de sable sur la côte péruvienne. Par le seul bruit qui parlait de ses nombreux soldats, il amena les royalistes d'Arequipa à s'enfuir en toute hâte à Cuzco ; il se rendit à Ocoña et fit de longues excursions, depuis la côte jusqu'à Caraveli, dans l'intérieur du pays.

D'après le plan primitif, l'armée centrale était destinée à franchir les Andes et à opérer contre Jauja au moment où l'expédition partirait pour le Sud ; mais, pendant tout ce temps, elle resta dans l'inaction à Lima, et ce fut en vain qu'Arenales, son commandant en chef, assaillit la junte pour recevoir des ordres. Alvarado, de son côté, continua à ne rien faire, pas même lorsque Valdes, ignorant la force des patriotes, s'exposa, près de Tacna, avec des troupes inférieures à ses attaques. Lorsque Alvarado partit enfin (janvier 1823) pour Arequipa, l'avant-garde de Canterac avait déjà, près de Torata, opéré sa jonction avec Valdes. Il y eut là une rencontre qui força Alvarado à se replier sur Moquegua ; battu de nouveau dans cet endroit, il dut reculer jusqu'à Ilo et s'embarquer pour Lima avec les fuyards qui lui restaient de son corps. A partir de cette époque, les royalistes du

Pérou, se confiant hardiment en leurs forces, commencèrent à espérer qu'il leur serait possible de reconquérir toute l'Amérique du Sud en prenant le Pérou pour base de leurs opérations. Au camp des patriotes, au contraire, on vit se produire toutes les conséquences fâcheuses que les calamités entraînent constamment à leur suite dans les temps de révolution : les discordes intestines, les changements dans le commandement suprême de l'armée et dans le gouvernement, obtenus toujours par des insurrections de la force armée.

Les officiers du corps d'Arenales à Lurin firent au congrès des représentations (18 janv.) qui furent écartées avec dédain. L'armée royaliste se concentra ensuite avec des forces supérieures (neuf mille hommes) à Jauja où Canterac revint en triomphe, et elle menaça de nouveau la ville de Lima qui était défendue par trois mille hommes à peine dont la plupart étaient des recrues. Alors les officiers renvoyèrent Arenales, qui s'était montré trop irrésolu ; ils mirent à sa place le général Santa Cruz et demandèrent qu'on remplaçât la faible junte, composée de trois membres, par un pouvoir exécutif plus énergique. Le congrès releva la junte de ses fonctions, mais seulement pour élever à la dignité de président le misérable Torre Tagle. Aussitôt Santa Cruz ordonna impérieusement et emporta de haute lutte (28 janvier) l'élection de son ami, le colonel Riva Aguero. On pouvait regretter seulement que l'armée ne fît pas tout de suite un pas plus loin et qu'elle ne procédât pas à la dissolution du congrès inutile; car on devait prévoir qu'il susciterait toutes les difficultés possibles au nouveau chef de l'État qu'on venait de lui imposer, et qu'il se montrerait tout à fait hostile à son égard.

Sept mois sous la présidence de Riva Aguero. Lutte d'un gouvernement national contre la domination étrangère de la Colombie.

Il y eut, dès lors, à la tête de l'État l'homme le plus populaire au Pérou qui, bien qu'il ne fût pas soldat de profession et qu'il n'eût que le rang de simple colonel, fut élevé sur le pavois par les généraux eux-mêmes; de plus, plébéien par sa naissance et par l'influence qu'il exerçait sur les basses classes, il se montrait cependant aristocrate et un homme d'ordre et de modération en face des opinions démocratiques tout à fait insensées que professait le congrès. Son élection fut saluée autant par les explosions d'une joie bruyante que par la confiance muette de la population. Un tout autre esprit pénétra tout d'un coup dans toutes les affaires civiles et militaires; on y vit régner aussitôt une activité et une énergie tout à fait extraordinaires qui arrachèrent des éloges mérités même à un Bolivar et même à l'historien espagnol Torrente. Le président prit des mesures financières qui étaient pleines de ménagements et cependant fort avantageuses au pays; il retira la monnaie de cuivre et le papier-monnaie détestés; il mit en meilleur ordre la flotte et le port de Callao; après trente-cinq jours, il fit sortir l'escadre péruvienne qu'il chargea de bloquer les ports intermédiaires; dans l'espace d'un mois, il réunit sous les drapeaux l'armée augmentée du tiers de ses soldats; il rechercha à la fois l'assistance du Chili et de la Colombie, et il conçut le plan grandiose d'une campagne décisive qu'il comptait ouvrir en trois mois avec deux armées nationales fournies par le Pérou (1).

---

(1) Cf. *Exposicion y memoria del general D. José de la Riva Aguero.* London, 1824.

Afin de détourner le coup dont les Espagnols menaçaient Lima, Aguero envoya à Arica (mi-mars), avec cinq mille cinq cents hommes bien approvisionnés, le général Santa Cruz, qui lui était fort dévoué; il lui donna des instructions très-précises (1) dans lesquelles il lui enjoignit de procéder avec une prudence extrême et de ne se battre que si ses troupes étaient deux fois supérieures en nombre à celles de l'ennemi et s'il s'était complétement assuré sa ligne de retraite. Trois mille Chiliens de Valparaiso devaient venir le rejoindre, afin d'opérer contre le Haut-Pérou, de concert avec un corps de troupes qui se formait en ce moment à Jujui et à Salta. Une forte réserve péruvienne, qui se réunissait dans les départements de Trujillo, de Huailas et de Lima, devait plus tard vigoureusement soutenir cette entreprise, tandis que Santa Cruz couvrirait la côte. Cependant, tous ces vastes projets avaient le même grand défaut que nous avons déjà signalé dans les plans de San Martin, à la conception desquels Riva Aguero n'avait pas été étranger : c'était l'idée capricieuse de chercher, autant que possible, à sauver le pays sans rien risquer et à assurer ce salut dans les contrées éloignées au lieu d'agir dans le voisinage immédiat. Les Espagnols ne se laissèrent pas déranger dans leurs opérations militaires par l'expédition que les patriotes entreprirent au Midi du pays; car ils la croyaient aussi faible que celle qui avait été faite auparavant par Alvarado. Lorsqu'ils commencèrent enfin leur marche sur Lima qu'ils avaient préparée de longue main, le président dut voir tout à coup quelle faute funeste pour lui-même et pour le pays il

(1) Cf. Pruvonena, t. Ier, p. 157.

avait commise en envoyant au loin pour une expédition aventureuse les troupes auxquelles il devait son élévation. En effet, il s'était privé ainsi de son appui le plus naturel en face du congrès qui ne respirait que la vengeance; il avait laissé la capitale sans protection et, enfin, il avait abandonné Callao à son allié colombien, sur le concours dévoué duquel il avait compté d'abord avec une confiance qui bientôt devait le tromper complétement.

Les mains habiles du Libérateur-Président de Colombie et les mains plus habiles encore de son représentant à Lima avaient, depuis longtemps, commencé à creuser la mine par laquelle ces deux hommes cherchaient à déjouer l'affranchissement du Pérou comme État autonome, et à recueillir pour eux-mêmes la gloire d'avoir fondé aussi l'indépendance de ces immenses territoires. La confiance dont jouissait Bolivar et la conviction que son assistance était indispensable pour affranchir tous ceux des pays de l'Amérique du Sud qui étaient encore au pouvoir des Espagnols, étaient tellement partagées de tout le monde, depuis que Bolivar avait conquis la Nouvelle-Grenade, que même au Chili on semblait, dès 1820, avoir considéré comme toute naturelle sa coopération à l'expédition de San Martin. Dans son premier manifeste (5 août 1820), O'Higgins avait dit aux Péruviens : que le Chili « confiait la direction de leurs destinées futures au génie supérieur de l'Annibal colombien et leur accomplissement à la discipline et au courage des vainqueurs de Maipu » (1). En même temps, lord Cochrane lui avait offert sa flotte pour lui rendre tous les services concilia-

(1) Cf. *Vida publica*, t. II, p. 176.

bles avec ses devoirs envers le Chili. D'ailleurs, dès cette époque, Sucre, ministre de la guerre de Bolivar, tenait pour certain, comme une chose toute naturelle, qu'après avoir délivré Quito, les Colombiens se serviraient de leurs armes « en faveur des fils du Soleil ».

Tant que Puerto-Cabello était encore entre les mains des Espagnols, cette politique avait beaucoup d'adversaires en Colombie ; mais le secrétaire d'État Gual défendait d'une manière supérieure et victorieuse cette ligne de conduite qui était recommandée avec autant de force par l'honneur du pays que par l'intérêt et par la prudence. Aussitôt que les territoires situés au Nord du Pérou, c'est-à-dire le Pasto et le Quito, furent complétement affranchis, San Martin aussi, comme nous l'avons dit plus haut, était tellement ébloui par la toute-puissance de Bolivar, que, cédant devant lui, il l'appela au secours du Pérou. Immédiatement après l'entrevue à Guayaquil, Bolivar avait envoyé à Callao deux mille hommes sous les ordres du général Paz del Castillo, et il avait offert encore quatre mille autres soldats ; mais le congrès, déclinant cette offre (25 octobre), demanda à la place des troupes un envoi d'armes. Au moment où Castillo arriva, Alvarado préparait son expédition pour laquelle on comptait sur l'assistance des Colombiens. Mais Castillo, à qui ses instructions avaient évidemment défendu de se subordonner au commandement de généraux péruviens, déclara (25 octobre) inacceptables les conditions qui lui furent posées et se rembarqua pour retourner à Guayaquil.

Après la défaite d'Alvarado, Bolivar avait embarqué (mars 1823) une nouvelle division forte de trois mille hommes, sans qu'on lui en eût fait la demande. Ce fut

au même moment où Riva Aguero, sans être autorisé par le congrès, envoya le général Portocarrero à Guayaquil pour demander avec instance à Bolivar d'expédier les quatre mille hommes que celui-ci avait offerts à San Martin, et pour le prier de se charger lui-même du commandement suprême de toutes les forces armées du Pérou (1). Bolivar était fort avide d'accorder plus qu'on ne demandait et d'imposer plus de conditions qu'on n'en voulait accepter; en même temps, il envoya à Lima le général Sucre comme ambassadeur et comme chef suprême des troupes auxiliaires fournies par la Colombie : cette mission allait aussitôt exercer l'influence la plus décisive sur les destinées du Pérou.

Antonio-José Sucre appartenait à une riche famille de négociants à Cumana : il avait reçu une bonne éducation et était âgé de trente ans environ à cette époque. Bien que le métier des armes eût donné un air sombre à sa figure bronzée par la vie en plein air, il avait cependant les traits agréables, les yeux fort intelligents et tout son visage respirait une grande bienveillance; sa taille était svelte, ses manières étaient aimables et empreintes de douceur; il montrait beaucoup de promptitude dans tout ce qu'il faisait. Par toutes ces qualités, il l'emportait sur Bolivar : grâce à sa bravoure pleine de sang-froid, il réussissait presque toujours dans ses entreprises militaires, en même temps qu'il était fin diplomate et homme d'État habile; son cœur était pur et noble, aucune tache ne souillait son nom, et même ses ennemis au Pérou l'ont appelé « vraiment grand ». Bien qu'il fût ainsi supérieur en tout à Bolivar, il était cependant complétement

(1) Cf. *Vida publica*, t. III, p. 253 sq.

dévoué à son chef dont les bonnes intentions lui inspiraient une grande confiance : aussi en favorisa-t-il l'exécution avec toute sa résolution énergique à laquelle il joignait, dans une union habile, une force et une finesse très-grandes. En peu de temps il réussit, dans la ville de Lima, à déterminer le congrès (4 mai) à remettre la direction de la guerre entre les mains de Bolivar et à compléter ainsi la demande arbitraire du président. Avec quelle joie ces sollicitations étaient accueillies par les Colombiens ambitieux, c'est ce qu'on voit par leurs réponses. Bolivar écrivit à Aguero (8 mai) une lettre pleine d'éloges sur son activité vigoureuse, en lui disant : « Que de tous les coins les braves affluaient pour se mettre sous ses ordres ; qu'il ne savait pas quel était le sentiment qui dominait en lui tous les autres, de l'admiration que lui inspirait le renoncement d'Aguero qui l'appelait au commandement de l'armée alliée, ou de l'embarras que lui causait cet honneur immérité. »

Au moment où Lima était entièrement dépouillée de troupes et où Santa Cruz, l'ami du président, était parti pour Arica, Sucre adressa (23 mai) une Note au congrès : en y remerciant cette assemblée de la confiance qu'elle avait en Bolivar et de la haute idée qu'elle avait conçue de lui, il offrit « à l'assemblée nationale, *pour garantir sa liberté* », les armes de la division colombienne à Callao qu'il avait refusé d'envoyer à Arica avec les troupes péruviennes, comme Castillo l'avait refusé avant lui. Sucre avait su analyser avec une grande promptitude tous les éléments qui composaient le gouvernement péruvien ; il avait bien vite pénétré le caractère des hommes, leurs passions et leurs intérêts, leurs faiblesses et les points vulnérables de leur nature. Il comprit que Riva Aguero

n'était pas l'homme qu'il fallait pour conserver et pour affranchir le Pérou, ni le congrès le corps politique qui pût amener ce résultat. En même temps, il observa attentivement la discorde qui régnait entre Aguero et le congrès, et, de plus, dans le sein de ce dernier, entre les partisans d'Aguero d'une part et les *goths* et les ennemis intrigants du président de l'autre. Ce furent ces derniers qui facilitèrent la besogne à Sucre et à Bolivar, sans que pour cela ils fussent précisément achetés par eux, comme le prétendent les Péruviens. Ils accueillirent, comme autant d'intrigues et de mensonges, les communications que leur fit Aguero sur les mouvements des Espagnols qui approchaient, de même que sa proposition de transférer le congrès à Callao; de cette manière, ils paralysèrent l'action du président et ils jetèrent les yeux sur Sucre, afin de se servir de lui pour écarter le chef du gouvernement qu'ils détestaient.

Cependant Canterac approchait de la capitale où la consternation et la fuite succédèrent à la velléité passagère de défendre la ville. Des soixante-dix-neuf députés qui formaient à ce moment le congrès, ceux qui appartenaient au parti des *goths* restèrent à Lima, et avec eux un grand nombre de gens, autrefois bons patriotes, qui étaient prêts à s'accommoder aux circonstances et à arborer les couleurs royales. Trente-huit députés se jetèrent, avec le président, dans la ville de Callao où ils continuèrent à siéger en congrès, bien que leur nombre n'atteignît pas le chiffre prescrit par la loi. Après que Canterac eut occupé Lima (18 juin), ces députés résolurent le lendemain de transférer le siége du gouvernement à Trujillo; sûrs de pouvoir se venger du président après ce désastre, ils nommèrent en même temps Sucre

chef suprême des armées, c'est-à-dire ils dépouillèrent le président de la partie la plus importante de ses prérogatives pour en revêtir un étranger. Sucre fit l'homme de la légalité et montra de la résistance, puisque, disait-il, la décision des députés n'avait pas encore été sanctionnée par le président. Or, Riva Aguero aurait dû s'opposer de toutes ses forces, à tout prix et au risque de perdre sa position, à ce complot plein de rancune, tramé par une petite fraction illégalement réunie du congrès qui voulait livrer le pays à un pouvoir étranger; mais, comme il se voyait avec sa famille entre les mains des troupes colombiennes à Callao (1), il approuva (20 juin) la nomination de Sucre.

Cette condescendance enhardit ses adversaires. Ils étendirent (21 juin) les pouvoirs militaires de Sucre à tous les points du théâtre de la guerre et sur toutes les forces de terre et de mer. Sur leur ordre, le président confirma encore cette résolution et se contenta de protester en secret devant trois fonctionnaires supérieurs. Ce ne fut que lorsque le congrès alla jusqu'à le destituer formellement (23 juin), que le président concentra toute son énergie et qu'il prouva lui-même jusqu'à quel point il avait compromis sa dignité par sa première faiblesse. Il refusa de se soumettre à cette décision du congrès, et cet acte accompli sans armes imposa tellement à Sucre qu'il rentra aussitôt dans la voie légale. Il exprima (24 juin) au congrès l'aversion que lui inspiraient ces querelles; si l'on jugeait nécessaire, dit-il, de déposer le président, on devait le faire à Trujillo, loin du bruit des armes; quant à lui, il ne se mêlerait pas avec *ses* troupes

(1) Cf. *Exposicion*, p. 71, 82.

de ces affaires purement péruviennes. Mais, en même temps qu'il affichait ainsi ces fausses apparences de légalité, il fit, il est vrai, entendre au congrès de la manière la plus astucieuse qu'il devait se débarrasser de Riva Aguero à Trujillo, tandis qu'en secret il offrit à ce dernier ses troupes s'il voulait dissoudre cette assemblée. De cette façon, Sucre chercha à parer toutes les éventualités et à bien mériter de celui qui resterait vainqueur dans cette lutte qu'on ne pouvait terminer par un accommodement. On voit clairement que les Colombiens se trouvaient à ce moment dans la même position que San Martin peu de temps auparavant. Ils se seraient soumis à un vigoureux gouvernement national, comme San Martin avait été obligé de le faire au Chili. Mais, au Pérou, toutes les circonstances engageaient à l'envi les étrangers à usurper la direction des affaires; Sucre n'aurait même pas eu besoin de tant d'adresse subtile pour arriver au but de ses désirs.

En partant pour Trujillo (26 juin), le congrès se vit donc obligé d'amener le président qu'il haïssait. Aussitôt que celui-ci se trouva dans le voisinage de l'armée du Nord formée à Huaras, il médita un coup pour user de représailles contre le congrès. Il excita ses amis dans l'armée, sur tous les points du pays, à faire signer dans les campagnes des pétitions pour l'engager à dissoudre le congrès.

Même à ce moment, il montra beaucoup d'irrésolution et ne voulut agir qu'avec une grande circonspection; comme il l'avait fait déjà à Callao, il ne fit preuve de résolution énergique qu'après avoir été informé que le congrès était réuni en secret (17 juillet), afin d'exécuter à ce moment encore, d'après les avis donnés par

Sucre, le décret de destitution voté le 23 juin (1). Aguero prononça la dissolution du congrès le jour même de cette réunion secrète, et il institua un sénat composé de dix membres qu'il choisit parmi les députés au congrès, en prenant un sénateur pour chaque département. Le peuple, qui ne se lassait pas d'assister à toutes les processions solennelles et à tous les spectacles, resta indifférent à cette scène comme il était étranger à tous les intérêts politiques d'un caractère élevé, bien qu'il poussât des cris de joie à cette occasion. Bon nombre de députés mêmes, qui venaient de protester contre le coup d'État du président, l'en félicitèrent immédiatement après et lui offrirent leurs services (2).

De même que l'entrée des Espagnols à Lima avait été une des principales causes qui avaient donné au congrès, réuni à Callao, le courage de songer à renverser Aguero, de même ce fut, au contraire, le départ des Espagnols, que le président savait être imminent, qui donna à ce dernier le courage nécessaire pour accomplir son acte de vengeance. Privé de ses approvisionnements par les *montoneros* qui rôdaient autour de lui, et informé des nouvelles entreprises dirigées par les patriotes contre le Haut-Pérou, Canterac dut bientôt quitter Lima (15-17 juillet), et il dirigea sa marche sur Huancavelica. A ce moment où il était complétement maître de la ville de Lima, Sucre n'aurait pas eu la moindre difficulté à imposer sans façon au Pérou l'hégémonie colombienne, si une pareille conduite agressive lui avait paru tant soit peu

(1) Cette description de la conduite tenue par Riva Aguero suit le récit clair et bien enchaîné tel qu'il se trouve chez Pruvonena (t. II, p. 229 sq.) dans le fragment d'une *Historia de la escuela Boliviana*.
(2) D'après Proctor, qui en était témoin oculaire.

nécessaire ou utile. Riva Aguero ne s'attendait pas à un autre résultat. Il considérait le rôle de Sucre comme celui d'un allié perfide, et le jeu du congrès comme une intrigue concertée d'avance avec le général bolivien. A Trujillo, il apprit que Sucre voulait s'embarquer pour le Sud, afin de rejoindre Santa Cruz; puis, d'autres informations lui disaient que le général songeait à s'avancer vers Jauja; mais il lui paraissait plus vraisemblable qu'il s'établirait à Lima.

Mais cela n'arriva pas; Sucre joua un jeu plus fin et plus innocent. Il s'embarqua effectivement pour le Sud, afin de s'y mettre à la tête de l'armée et afin de s'avancer vers Cuzco ou vers Arequipa. Il laissa à Lima, jusqu'au retour de Riva Aguero, l'inévitable marquis Torre Tagle qu'il chargea de remplacer le président. Le devoir de Riva Aguero aurait été, dès lors, de se rendre à son poste à Lima. Torre Tagle, informé de la manière énergique dont le président avait procédé à l'égard du congrès, et tout rempli d'angoisses, se déclara prêt à lui céder la place aussitôt qu'il serait de retour; même le vaillant général colombien Manuel Valdez, qui commandait les troupes à Lima, engagea le président à revenir. Mais, au lieu d'agir ainsi, ce dernier resta tranquillement à Trujillo, et, pour se protéger contre l'allié équivoque qu'il avait lui-même appelé dans le pays, il chercha étourdiment d'autres secours plus équivoques encore. Il entama des négociations avec les généraux espagnols; se mettant tout à fait en opposition avec Bolivar, son antagoniste irréconciliable, il poursuivit, même sur ce point, la politique de San Martin, dont il partageait aussi l'ignorance quant au caractère des hommes à qui il avait affaire. A cette époque, la Constitution à laquelle les gé-

néraux de l'Espagne étaient fortement attachés, venait de succomber dans ce dernier pays. Aguero songea à profiter de ce moment afin de négocier avec eux une paix dont la base serait l'indépendance du Pérou. Il leur représenta (1) que, dans d'autres circonstances, il ne pourrait leur donner les garanties qu'il offrait à ce moment, surtout si l'étranger ambitieux, qu'on essayait de mettre à la tête des affaires péruviennes, venait à traverser sa médiation.

Or, on pouvait facilement faire planer des soupçons sur ces négociations qui étaient si peu en harmonie avec le zèle belliqueux de tous les alliés au Chili, au Buenos-Ayres et en Colombie, et avec tout l'esprit de cette époque. C'est pourquoi Torre Tagle réunit les députés qui étaient restés à Lima et qui appartenaient au parti des *goths;* bientôt ils furent rejoints par d'autres membres du congrès, dissous à Trujillo, qui, brûlant de se venger, formèrent un congrès en miniature; ils nommèrent Torre Tagle leur président (16 août) et ils destituèrent encore une fois Riva Aguero en le déclarant coupable de haute trahison et en le mettant hors la loi (19 août).

Tout annonçait donc l'explosion imminente de la guerre civile et une anarchie complète au Pérou, lorsque tous les avantages obtenus dans la guerre extérieure furent de nouveau perdus. Pendant cet intervalle, Santa Cruz avait débarqué avec cinq mille hommes à Iquique (juin), et il semblait vouloir effacer, par une activité couronnée de succès, toutes les fautes commises par son prédécesseur Alvarado. Il occupa Arica et Tacna; puis il marcha sur Moquegua, où il divisa son corps de troupes. Il fran-

(1) Cf. Pruvonena, t. II, p. 198.

chit lui-même le Desaguadero et s'avança jusqu'à la Paz dans le Haut-Pérou (7 août) qui n'était guère défendu (1), tandis que le colonel Gamarra pénétra, au Sud, jusqu'à Oruro et menaça la ville de Potosi contre laquelle Arenales, qui était à ce moment gouverneur à Salta, devait en même temps faire un mouvement avec ses *gauchos*. Sucre, qui venait de débarquer à Chala, occupa l'importante ville d'Arequipa (30 août) d'où il offrit à Santa Cruz de coopérer avec lui contre Valdes; mais Santa Cruz, tout à fait sûr du succès de ses armes et oubliant les prudentes instructions que lui avait données le président, déclina cette offre. Valdes, que Canterac avait envoyé prendre les devants avant qu'il partît lui-même de Lima, fit des marches forcées telles que des fantassins indiens peuvent seuls les fournir dans ces contrées. Pendant cinquante-sept jours, il fit sept *leguas* par jour, jusqu'à ce qu'il atteignît Santa Cruz, qui se battit avec lui près de Zepita, à l'ouest de la Paz, et qui le refoula jusqu'à Pomata.

Mais, trois jours après, le vice-roi amena de Cuzco des renforts qui, à leur tour, firent reculer Santa Cruz jusqu'à Oruro. Dans cette ville, il opéra sa jonction avec Gamarra, de manière à porter leurs forces au chiffre de sept mille hommes (8 septembre). Grâce à des mouvements habiles, Laserna, de son côté, réussit à opérer une seconde jonction avec Oloñeta, du côté de Potosi, et à concentrer ainsi toutes les forces espagnoles depuis les extrémités de leur ligne d'opérations, c'est-à-dire depuis Lima et Tupiza, pour les opposer à Santa Cruz qui, se voyant couper ses communications avec Arenales, dut

(1) Cf. Sétier dans son édition de Stevenson, t. III, p. 356.

céder devant les forces supérieures et se retirer vers la mer, pour effectuer son union avec Sucre qu'il avait refusée auparavant. Avec une hâte irréfléchie, il franchit de nouveau le Desaguadero; pendant cette retraite il perdit presque toute son armée sans avoir été battu et même sans avoir vu les ennemis; il s'embarqua à Ilo avec mille hommes, tristes débris de tout son corps d'armée. Sucre aussi dut chercher un refuge à bord des vaisseaux à Quilca et fit voile pour Callao. Une division chilienne, forte de deux mille cinq cents hommes, qui avait été en garnison à Arica, rentra dans ses foyers sans y avoir été autorisée par personne.

Ce fut dans ces circonstances que Bolivar arriva (1er sept.) à Lima, où il était attendu avec impatience, tandis que lui-même avait attendu avec une impatience plus grande encore non-seulement la ratification de l'alliance, proposée une année auparavant à Lima et effectuée enfin (12 juill.) à Bogota, mais encore l'autorisation de l'expédition de secours au Pérou qu'il lui fallut obtenir du congrès colombien. Le Libérateur fut accueilli par la foule avec des cris d'allégresse; le congrès factieux lui confia aussitôt le pouvoir suprême dans les affaires militaires et politiques et le chargea d'apaiser les discordes intestines (2, 10 septembre). Sucre, son ambassadeur, avait joué son rôle avec une très-grande habileté et à la satisfaction extrême de Bolivar, de sorte qu'à l'arrivée de ce dernier rien n'était organisé d'une manière durable, qu'il n'y avait pas même les apparences d'un gouvernement régulier et que le Pérou était « un champ bien sarclé où il pouvait faire ce qu'il voulait (1). »

(1) Paroles tirées d'une lettre de Bolivar que Pruvonena a empruntée

Le pays se trouvait, par rapport à ses relations intérieures et extérieures, dans une telle situation qu'il lui fallait absolument un sauveur pour le tirer de ce double abîme; pour quelqu'un qui avait autant de confiance en lui-même que Bolivar, on n'aurait pu imaginer une situation plus favorable. Le pays languissait dans la plus affreuse misère : toutes les affaires étaient interrompues; le numéraire avait été absorbé par les emprunts forcés; les troupes n'étaient pas payées et n'avaient d'autre ressource que le brigandage; aucune route n'était sûre, souvent même les communications entre Callao et Lima restaient, pendant plusieurs jours, coupées par des bandes de brigands. En outre, il n'y avait pas de gouvernement reconnu; les hommes au pouvoir étaient en lutte entre eux : on y voyait deux présidents, un congrès et un sénat qui se déclaraient mutuellement coupables de haute trahison et qui se mettaient les uns les autres hors la loi, une armée au Nord qui était prête à faire la guerre au congrès et, enfin, une flotte qui n'obéissait pas au gouvernement. Et cependant, à ce moment même, le Haut-Pérou qu'on venait d'attaquer avait été de nouveau perdu; les troupes auxiliaires fournies par le Chili venaient de quitter le pays; le gouvernement à Lima avait pris un nouveau saint pour en faire le patron de l'armée, puisque son prédécesseur n'avait pas fait son devoir; Valdes dominait de nouveau tout le Sud, et le noyau de l'armée espagnole, qui s'était de nouveau accrue jusqu'à atteindre un effectif de vingt mille hom-

---

à un livre écrit par un des partisans du Libérateur : *Simon Rodriguez El Libertador*. Arequipa, 1830.

mes, se concentra une seconde fois à Jauja pour menacer la capitale du pays.

Bien que par suite de tout cela, Bolivar fût fortement tenté de s'emparer sans les moindres ménagements du pouvoir qu'il venait d'acquérir, il fut cependant assez prudent, lui aussi, pour sonder d'abord ce terrain qu'il ne connaissait pas encore; en effet, il désirait éviter une violente guerre civile et il ne voulait pas, une seconde fois, se placer dans la situation où il s'était trouvé jadis devant Cartagena. Il envoya vers Riva Aguero, à Trujillo, deux délégués avec des instructions fort sensées, mais simplement orales, qui auraient pu amener un aplanissement des différends. Le congrès, s'effrayant de cette entente qu'on venait de préparer, fit valoir auprès de Bolivar les négociations entachées de trahison d'Aguero avec des Espagnols, afin de maintenir et d'élargir la rupture. Par suite de cette position embarrassante, Bolivar se trouva dans une grande perplexité; la seule pensée des dangers, dont pouvait le menacer l'armée du Nord des Péruviens qui était à la disposition d'Aguero, devait naturellement faire naître en lui des doutes sur ce qu'il avait à faire; cependant, lui aussi fut encore une fois tiré de ces difficultés par la bassesse des Péruviens eux-mêmes.

Un certain Antonio Lafuente, colonel d'un régiment de cavalerie à Trujillo et ami intime d'Aguero qui l'avait comblé d'honneurs, vint à Lima avec l'un des deux négociateurs de Bolivar qui devait aller chercher des instructions écrites ou engager le Libérateur à consentir à une entrevue avec Aguero. Ce fut cet homme que Bolivar acheta avec mille onces d'or contre la promesse d'arrêter, à l'aide de son régiment, le président à Trujillo, à

un moment (25 novembre) où toutes les autres troupes se trouvaient être absentes de la ville. Selon la volonté du congrès et conformément à l'ordre donné par Torre Tagle et approuvé par Bolivar, celui des patriotes qui avait le mieux mérité du Pérou devait être fusillé; cependant, Lafuente n'exécuta pas cet ordre. Lui comme quelques autres officiers avaient encore un certain sentiment d'honneur qui leur faisait comprendre toute l'infamie d'un pareil acte. Sur les sérieuses représentations du vice-amiral Guise, Bolivar fit amener l'ex-président à Guayaquil où il lui accorda la liberté de se rendre en Europe. Riva Aguero vécut ensuite pendant dix ans dans l'exil, sous le coup de la proscription prononcée par ses ennemis péruviens et étrangers; cependant il survécut à tous ses persécuteurs.

Affranchissement du Pérou.

A partir de ce moment, Bolivar fut, pour ainsi dire, le maître souverain du Pérou. En effet, bien que le congrès réélût le marquis Torre Tagle à la présidence, celui-ci n'était cependant pas homme à défendre les intérêts nationaux et à contre-balancer la domination étrangère. Il s'était tellement adonné à l'ivrognerie, que tout son corps commença à gonfler et que, l'après-midi, il était rarement en état de s'occuper d'affaires. Le congrès promulgua aussi (13 novembre) la Constitution, d'une teinte entièrement démocratique, qui, parmi des Péruviens avides de titres, effaçait toutes les distinctions des rangs et qui obligeait même le marquis-président à signer *citoyen Tagle*. Mais cette Constitution était lettre morte sur une feuille de papier; elle n'était pas susceptible d'être mise à exécution et elle n'y était pas même destinée; de plus, le congrès suspendit d'avance ceux des ar-

ticles qui seraient incompatibles avec les pleins pouvoirs conférés au Libérateur.

Rien n'empêchait donc Bolivar d'agir avec la plus grande liberté. Mais les espérances qu'on avait fondées sur lui semblaient, dès le principe, destinées à être cruellement déçues. Il paraissait avoir oublié son serment, prêté devant le congrès, et dans lequel il avait dit que ses soldats libérateurs vaincraient et affranchiraient aussi le Pérou ou bien qu'ils mourraient. Semblable à San Martin, il resta inactif et dans une immobilité complète quant aux opérations militaires. Il voulut prudemment gagner du temps, afin de compléter son armée qui se trouvait à Huaras et, en partie, à Guanico sous les ordres de Sucre. Pour atteindre ce but, il était, pendant des mois entiers, en instance auprès du congrès colombien à Bogota, afin d'obtenir de lui un vote qui autorisât l'envoi de nouvelles troupes; dans l'intervalle, il cherchait à occuper les Espagnols par des négociations. Il s'efforça (comm. de 1824) de déterminer le gouvernement du Chili à renvoyer à sa destination la division qui, de sa propre autorité, était rentrée dans ses foyers; mais les Chiliens, jaloux de son influence qui s'étendait trop loin, lui refusèrent ce secours, ce qui exaspéra au plus haut degré ses agents qui n'étaient plus habitués à rencontrer de résistances. En outre, Bolivar fut malade pendant quelque temps; dans toutes les églises, des messes furent dites pour lui. Des mois entiers se passèrent ainsi, jusqu'à ce que des mutineries, qui eurent les conséquences les plus funestes, vinssent éclater parmi les troupes mélangées de l'armée des patriotes.

Bolivar avait fait sortir de Callao les troupes colombiennes, pour les remplacer par un régiment de nègres

du Buenos-Ayres. Ces étrangers, animés des mêmes jalousies que les Chiliens à l'égard du chef colombien, firent éclater une révolte ouverte (5 février) ; ils exigèrent qu'on leur payât les arrérages de leur solde et qu'on les ramenât gratuitement dans leur pays. On chercha en vain à les faire rentrer dans l'ordre; mais ils sentaient qu'ils étaient allés trop loin pour pouvoir obtenir leur pardon, et ils se laissèrent déterminer par quelques Espagnols captifs à arborer le drapeau de la métropole (18 fév.). Une confusion extrême régnait à Lima. Un régiment de grenadiers montés, que Bolivar envoya à la capitale pour la protéger, se joignit aux révoltés de Callao; de plus, Bolivar se trouvait entraîné avec le président dans les mêmes différends qui auparavant avaient brouillé ce dernier et Aguero. Bolivar demanda au congrès de déposer Torre Tagle qu'il soupçonnait de méditer la trahison. Effectivement, malgré les tentatives que fit le président pour diriger les haines populaires plutôt contre le chef étranger, le congrès le destitua (10 février), il abolit la Constitution, il revêtit Bolivar de la dictature et finit par se dissoudre lui-même (20 février).

Tout cela ne put cependant empêcher que la ville de Lima ne tombât encore une fois au pouvoir des ennemis. Les émeutiers avaient engagé les Espagnols à occuper Callao, et Torre Tagle, en se joignant à cette invitation, justifia les soupçons de Bolivar. Canterac jeta trois mille hommes sous les ordres de Rodil, dans la ville de Callao, et il nomma (29 février) le général Monet gouverneur de la capitale, qui fut de nouveau occupée par les Espagnols. Bolivar avait en toute hâte reculé devant les Espagnols, en se retirant à Trujillo, à Cuenca et à Guayaquil. Torre Tagle, qui dès lors se mit sur le meilleur

pied avec les Espagnols, chercha à dégoûter le peuple de Bolivar, en répandant de nouvelles accusations contre lui. On pouvait presque craindre que la mauvaise étoile qui, à ses débuts, avait si souvent traversé l'exécution de ses projets, ne vînt encore une fois contrarier les destinées de Bolivar. Mais, par bonheur, le Libérateur possédait à un tel degré la confiance générale, que, contrairement à tous les exemples précédents, même ces calamités n'eurent plus de prise sur lui. Aussi n'avait-il pas manqué de faire, dans l'intervalle, les efforts les plus énergiques pour reprendre la guerre d'une manière vigoureuse. Il avait tout fait pour inspirer au congrès colombien la conviction que la restauration du gouvernement absolu et sa ligue avec la Sainte-Alliance enlevaient tout espoir de voir la métropole reconnaître pacifiquement l'indépendance de l'Amérique; il avait poussé le zèle belliqueux de ses compatriotes jusqu'à la jactance, de telle sorte que le gouvernement de Bogota fut autorisé (6 mai) à faire, en cas de besoin, une levée de cinquante mille hommes au delà de l'effectif actuel de l'armée colombienne.

Malgré cette situation extrêmement embarrassante, et au grand étonnement même des ennemis au Pérou, Bolivar avait, pendant ce temps, réuni près de Pativilca au nord de Lima, une armée considérable et bien approvisionnée de dix mille hommes à laquelle Canterac, à Jauja, faisait face avec neuf mille hommes, tandis que Valdes et Olañeta surveillaient le Haut-Pérou. Le général Miller, commandant en chef la cavalerie, se mit le premier en marche (juin), pour franchir les Andes et pour s'avancer vers la ville de Pasco qui était occupée par des *montoneros* du parti des patriotes; s'entourant

de troupes de cette trempe, il rôda ensuite autour de l'armée espagnole à Jauja et, avec leur aide, il fit la reconnaissance des pays situés à soixante *leguas* en avant de l'armée libératrice, afin de lui assurer le passage des Andes. Du reste, le milieu de l'année était arrivé, avant que l'armée principale des patriotes quittât Huaras pour se mettre en mouvement (juillet). Sucre avait pris des mesures fort intelligentes pour le passage des Andes; la constance et la persévérance des Américains, au milieu des redoutables fatigues de cette marche, brillèrent encore une fois avec un éclat tellement extraordinaire que l'historien espagnol lui-même considérait comme une injustice toute parole tendant à contester aux patriotes leur gloire bien méritée. Canterac ne put empêcher l'établissement de magasins que les délégués des patriotes, soutenus par leurs *montoneros* seuls, élevèrent sur plusieurs points de la Sierra; il ne fit pas même une tentative pour s'opposer au passage de la montagne.

Rendu présomptueux par ses succès, Canterac accordait à Bolivar une estime encore moindre qu'à San Martin, et cela précisément au moment le plus mal choisi où Bolivar avait rétabli une certaine unité parmi les patriotes et où, au contraire, les Espagnols, jusqu'alors si fortement unis entre eux, commençaient à se brouiller et à se diviser. D'après les expériences antérieures, on aurait dû croire que la restauration en Espagne favoriserait encore l'état de choses au Pérou qui était déjà si favorable aux intérêts de la métropole. Mais les choses se passèrent tout autrement. Le général Olañeta, qui faisait l'absolutiste ultra-royaliste, avait, précisément à ce moment si dangereux, proclamé, au Haut-Pérou, le roi *pur*, sans y être autorisé par le vice-

roi, mais, comme on le faisait croire, par suite d'instructions secrètes. Ne se contentant pas de cette proclamation, le général avait de plus en plus manqué à la discipline, et il demanda que, par suite de l'annulation de tous les actes du gouvernement constitutionnel, Laserna aussi fût contraint de se démettre de ses fonctions. Mais, dans ce seul cas exceptionnel, le gouvernement royaliste se montra assez intelligent pour laisser les chefs au Pérou dans leurs places, et Laserna dépêcha Valdes pour ramener Olañeta à l'obéissance.

Or, ces différends avaient donné aux patriotes le temps et l'espace nécessaires pour conduire leur armée sans obstacle jusqu'à Pasco où l'on passa en revue générale tout ce mélange hétérogène d'étrangers et d'hommes appartenant à toutes les contrées et à toutes les races de l'Amérique. Canterac marcha enfin au-devant des patriotes dans la direction de Reyes et de Pasco (commencement d'août). Il apprit que Bolivar avait quitté ces endroits et qu'il s'était dirigé vers la rive droite de la lagune de Junin ; il rebroussa donc chemin en toute hâte, pour que le Libérateur ne tombât pas sur son arrière-garde. Pendant que les royalistes exécutaient ce mouvement, ils furent atteints par les patriotes près de Junin (6 août). La cavalerie espagnole se jeta, dans un choc terrible, sur celle des patriotes et la culbuta avec la lance et avec le sabre, sans tirer un seul coup de feu ; seul, un major allemand, du nom de Braun, monté à cheval et le sabre à la main, se fraya un chemin avec les grenadiers de Colombie. Lorsque ensuite la cavalerie espagnole victorieuse s'était imprudemment dispersée, une attaque faite à temps par deux escadrons de la réserve péruvienne qui furent amenés en bon ordre

par Suares, rétablit la lutte avec des chances égales.

Dès le commencement de ce combat de cavalerie, qui d'abord avait pris une tournure si fâcheuse, Bolivar s'était rejeté sur l'infanterie et, au lieu de poursuivre de toutes ses forces Canterac avant que celui-ci pût se diriger vers le Haut-Pérou pour rejoindre Valdes, il se retira avec toute son armée à Reyes. Cependant il quitta de nouveau cette ville, en marchant (8-24 août) par Tarma, Jauja, Huancayo, Huanta et Huamanga, pour aller au-devant de Canterac qui, pendant sa retraite sur Cuzco, perdit presque la moitié de son armée par les désertions. Arrivé dans cette dernière ville, Canterac appela auprès de lui Valdes qui, pendant cet intervalle, avait eu avec Olañeta plusieurs rencontres dont l'issue était restée indécise. Peut-être Bolivar ne considérait-il pas l'état de choses comme très-rassurant, ou croyait-il que les Espagnols ne prendraient plus l'offensive à l'approche de la mauvaise saison : toujours est-il qu'il ordonna à l'armée de prendre ses quartiers d'hiver à Abancay et à Challuanca, au sud-ouest de Cuzco, pendant qu'il se rendit lui-même à Lima pour accélérer l'arrivée des renforts de Colombie. Dès le troisième jour après le départ du Libérateur, Sucre convoqua une junte militaire dont les membres furent unanimes à reconnaître que ces dispositions étaient très-fâcheuses, surtout à ce moment où Canterac attendait des renforts et où il préparait de nouvelles opérations offensives; Miller surtout insista sur la nécessité d'attaquer aussitôt les ennemis avant l'arrivée de Valdes. Mais, grâce à une de ses marches extraordinaires, ce dernier avait déjà opéré sa jonction avec Canterac (10-11 octobre), de façon à porter l'effectif de son armée au chiffre de douze ou treize mille hommes.

Les patriotes occupaient une excellente position près de Casinchiqua ; c'est pourquoi le vice-roi préféra les tourner et leur couper la retraite sur Lima ; il se mit en marche et atteignit Huamanga (16 novembre). Sucre aussi s'y retira, et comme Laserna fit de là un contre-mouvement vers Cuzco, les deux armées se rencontrèrent (20 novembre) sur la même route qui longe le Pampas, un des affluents de l'Apurimac. Pendant plusieurs jours, les armées manœuvrèrent l'une contre l'autre et se harassèrent mutuellement sur ce terrain montagneux, qui offre de très-grandes difficultés pour les mouvements de troupes. En effet, la route de Huamanga à Cuzco traverse le centre même des Andes, elle contourne des vallées d'une profondeur immense et d'une grandeur sauvage, tantôt en s'élevant dans sa marche tortueuse sur la cime des montagnes, tantôt en descendant dans le fond des vallées. Aussi les forces disponibles et le courage confiant des troupes diminuèrent-ils considérablement, surtout du côté de patriotes. Le jour (8 décembre) où les royalistes occupaient les hauteurs de Condorcanqui, sur la limite orientale de la pleine d'Ayacucho, et où ils s'apprêtaient à livrer bataille, ce que jusqu'alors ils avaient évité dans l'espoir de détruire l'ennemi par leurs manœuvres, leurs forces (9,310 hommes) dépassaient presque du double celles des patriotes (5,780 hommes). Ces derniers ne possédaient, en outre, qu'une seule pièce de campagne, puisqu'ils avaient perdu leur artillerie, pendant les derniers jours, lors d'une attaque dirigée contre leur arrière-garde.

Tout semblait annoncer la destruction prochaine de l'armée des patriotes à laquelle il ne restait pas d'autre choix que de soutenir une lutte désespérée. Le vaillant

général José-Maria Cordova, homme jeune et de manières dures et indociles, de peu de talents intellectuels, mais doué de beaucoup de qualités extérieures, montra aux troupes, par un acte fort éloquent, quel serait leur sort, en poignardant, au commencement de la bataille, son dernier cheval devant les lignes de l'armée. Le vice-roi, qui le jour même de cette bataille fut nommé comte des Andes, descendit dans la plaine (9 décembre), afin d'attaquer l'aile droite des patriotes que commandait Cordova, tandis que Valdes devait tourner l'aile gauche. Mais Laserna commença l'attaque trop tôt, avant que le centre de ses troupes fût en ordre; il fut culbuté par la division de Cordova et fait prisonnier. Le centre qui, conduit par Monet, courut à son secours, eut le même sort, et succomba sous l'attaque de la division de Cordova qui était soutenue par la cavalerie de Miller. Valdes, d'abord victorieux, fut enveloppé de suite dans la défaite générale.

Ce ne fut que quelques heures que dura cette bataille d'Ayacucho qui, pour l'Amérique du Sud, avait la même importance que la capitulation du général Cornwallis, en 1781, à Yorktown, pour l'Amérique du Nord. Par l'invasion du Haut-Pérou, qui depuis si longtemps s'était révolté en vain, cette bataille décida l'indépendance des colonies espagnoles, et elle mit un terme aux terribles luttes qui s'étaient prolongées pendant quinze ans. Elle força le vice-roi captif à consentir à une capitulation (1), qui garantissait la vie et les propriétés des royalistes et qui promettait à ceux des soldats qui voulaient retourner en Espagne le passage gratuit, contre la

(1) Cf. *Vida publica*, t. IV, p. 109.

promesse d'évacuer Callao et tout le Pérou. Mais ces dispositions de la capitulation furent rejetées par Rodil à Callao, soldat qui avait souillé son nom par ses brutalités et par ses cruautés et qui, pendant toute l'année 1825, se maintint opiniâtrément dans cette ville; elles furent rejetées également par Olañeta au Haut-Pérou, parce qu'il espérait être nommé vice-roi.

Les patriotes trouvèrent donc de nouvelles occupations. Mais Sucre, qui par cette victoire s'était déjà couvert de gloire et qui s'en rendait plus digne encore par la manière généreuse dont il ménageait les vaincus, eut de plus le mérite de savoir promptement profiter de ses avantages. Arrivé le jour de Noël à Cuzco, il partit, dans les premiers jours de la nouvelle année, pour combattre Olañeta dont les troupes finirent par se révolter contre leur chef; puis elles passèrent à l'ennemi pendant une rencontre dans laquelle le général lui-même fut mortellement blessé. Lorsque Sucre fit son entrée à Potosi (29 mars 1825), l'affranchissement du Haut-Pérou aussi se trouva achevé. « Nous sommes une grande « nation, disaient les chants patriotiques du jour ; mille « années ont été franchies dans la seule heure d'Aya- « cucho ! »

---

5. — RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS INDÉPENDANTS DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE ET L'EUROPE

—

Les États-Unis de l'Amérique du Nord reconnaissent l'indépendance des colonies espagnoles.

Après la bataille d'Ayacucho dont la conséquence fut l'affranchissement du Haut-Pérou, l'Espagne ne possédait plus rien de toutes ses colonies en Amérique, si ce n'est les grandes îles dans la mer des Indes occidentales et les postes perdus de Callao au Pérou, de San-Juan-de-Ulua (Ulloa) au Mexique, et de l'île de Chiloë au Chili. Dans son impatience de reconnaître l'indépendance des colonies, la seule puissance européenne qui, en opposition avec les cabinets de la Sainte-Alliance, en avait envisagé l'idée, et qui depuis longtemps avait guetté l'occasion favorable pour la réaliser, cette puissance, disons-nous, n'avait pas même attendu le moment où toutes les anciennes possessions espagnoles étaient entièrement affranchies. Avant l'entrée de Canning au ministère des affaires étrangères, la politique anglaise avait, sous ce rapport, suivi des voies complétement différentes.

Le gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord éprouvait naturellement des sympathies beaucoup plus profondes pour le nouveau monde républicain que représentaient les États au Midi de l'Amérique. Peu de temps après l'époque où ce gouvernement, dans un

langage facile à comprendre, s'était déclaré contre toute immixtion européenne (milieu de 1818, Cf. tome IX, p. 260), il avait fait sonder les ministres anglais (1819) pour savoir s'ils ne partageaient pas, dès cette époque, l'opinion bien arrêtée du cabinet de Washington au sujet de la nécessité de reconnaître l'indépendance de ceux des États qui l'avaient effectivement acquise. Les agents et les agitateurs du Buenos-Ayres et du Chili, de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela poussaient, avec une impétuosité de plus en plus grande, le cabinet de Washington à prendre cette résolution. L'opinion publique dans la société et bientôt aussi au sein du congrès se mit de leur côté. Seulement, à cette époque, on n'aurait pas voulu faire cette démarche importante dans cette grave question en opposition avec *toutes* les puissances européennes, et l'on aurait préféré agir de concert avec l'Angleterre. Mais rien n'avait pu déterminer Castlereagh à s'associer à cette mesure. Il regrettait profondément, vu l'importance de leurs conseils, que les ministres de l'Amérique du Nord s'éloignassent, dans cette affaire, de sa manière de voir, puisque, à cette époque même, Castlereagh, par suite de son bill sur l'enrôlement des étrangers, penchait plutôt du côté de l'Espagne. Dans les négociations au sujet du traité relatif à la cession des Deux-Florides, qui était contraire aux intérêts de l'Angleterre et dont on s'occupait à ce moment, Castlereagh, au lieu de s'y opposer, poussa plutôt le cabinet de Madrid à le signer, car il voulait, avant tout, enlever au cabinet de Washington tout prétexte pour prendre une attitude plus hostile par rapport à la reconnaissance de l'indépendance des colonies.

Pendant les trois dernières années de sa vie, Castle-

reagh resta fidèle à cette manière de voir. Les intérêts de l'Angleterre se trouvaient déjà engagés de la manière la plus diverse dans ceux des nouveaux États. Des milliers de ses enfants avaient versé leur sang comme soldats au service de ces pays; les voyageurs et les gens d'affaires anglais s'y répandaient partout; les vaisseaux anglais étaient mouillés dans tous les ports; des maisons de commerce étaient établies partout; des sociétés minières exploraient tous les coins des contrées les plus reculées; on voyait paraître livres sur livres, qui prodiguaient leurs conseils et leurs avertissements aux spéculateurs anglais; enfin, de grands emprunts furent contractés. Cette alliance d'intérêts entre les divers peuples parut si importante à Chateaubriand, qu'il conseilla plus tard, d'une manière très-pressante, au gouvernement de Madrid, de faire des emprunts en Angleterre, afin de rattacher davantage aux intérêts espagnols les grands capitalistes de ce pays. Néanmoins, comme nous l'avons dit plus haut, en face des importunités du monde des affaires, Castlereagh attacha un plus grand prix à la fidélité avec laquelle le gouvernement anglais devait remplir son devoir qu'à la cause des intérêts matériels. Après l'explosion de la révolution espagnole, l'Angleterre suivit cette même politique d'une manière plus consciencieuse encore; elle s'abstint rigoureusement de toute immixtion dans les affaires coloniales, afin de donner ainsi un bon exemple aux puissances de l'Europe qui avaient l'intention d'intervenir en Espagne.

Lorsque Lushington dénonça, à cette époque (1820), les projets que nourrissait la France relativement à la fondation d'une dynastie bourbonienne au Buenos-

Ayres (1), les ministres, qui voulaient entretenir les bonnes dispositions des puissances, traitèrent la question qu'on venait d'agiter avec dédain et comme des accusations vagues que rien ne justifiait, et ils défendirent la Sainte-Alliance avec beaucoup d'emphase. Dans le compte rendu du gouvernement anglais que nous avons mentionné à plusieurs reprises, Castlereagh fit ressortir de la manière la plus forte ce fait que, dans la querelle entre l'Espagne et ses colonies, l'Angleterre avait, malgré toutes les tentations, observé une attitude fort différente de celle de l'Espagne pendant la lutte entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord. Il disait que son gouvernement avait le droit de considérer sa conduite avec une fierté légitime, parce qu'il avait la conscience de ne s'être jamais détourné du chemin de l'honneur, quelque brillant qu'eût été le prix qu'on lui avait montré. Il ajoutait que le cabinet de Londres était resté fidèle aux traités et à ses devoirs, sans avoir eu le moindre égard à ses intérêts; qu'il n'avait donné aucun encouragement aux colonies dans leur lutte contre la métropole, pas même en faisant naître l'espoir qu'il ne faudrait plus qu'une certaine somme de succès pour obtenir la reconnaissance de l'Angleterre (2).

Mais précisément ce qui, de 1821 à 1822, avait été contesté d'une manière si absolue par Castlereagh, fut fait par Canning, à partir du moment où l'on prépara l'intervention en Espagne. Dans une marche certaine, systématique et successive, le nouveau ministre, pour éviter toute rupture violente, s'avança avec une telle

(1) Cf. Hansard. *New Series*, etc., t. II, p. 376 sq.
(2) Cf. *State of the nation*, p. 91.

franchise dans sa conduite, qu'il put se vanter « de ne « pas avoir, dans ses archives, un seul document relatif « à cette question que l'Espagne n'eût vu ou dont les « puissances n'eussent eu connaissance ». Plus tard, Canning aimait à faire remonter à l'administration de Castlereagh cette marche systématique de la politique anglaise. Il interpréta même le bill sur l'enrôlement des étrangers, la rigoureuse neutralité observée par l'Angleterre pendant les guerres de l'indépendance et la manière dont elle avait traité les colonies en partie belligérante avec les mêmes droits que l'Espagne, comme un premier acte destiné à les relever dans la balance des nations. L'Angleterre fit un autre pas pour arriver à la reconnaissance effective de leur indépendance, en accordant à leur pavillon de commerce les mêmes avantages qu'à celui des autres nations indépendantes.

Un troisième pas que fit l'Angleterre dans ce sens, fut une assistance effective mais masquée, pas qui la fit sortir davantage de sa neutralité, et pour lequel les préparatifs avaient été faits aussi par Castlereagh. D'après ce que nous avons dit plus haut (Cf. page 21), le gouvernement espagnol avait, par suite du soulèvement mexicain, adressé aux puissances une Note circulaire (10 mai 1822) dans laquelle il avait déclaré qu'il considérait la reconnaissance des colonies comme une violation des traités; puis, il avait fait quelques efforts pour ranimer la guerre sur la Costafirme. Castlereagh déclara ensuite à l'ambassadeur espagnol (juillet) que, pendant le temps où ces mesures étaient en train d'être réalisées, l'Angleterre ne ferait rien pour empêcher l'aplanissement de ce différend; mais dès cette époque, il fit comprendre à l'Espagne qu'il ne fallait pas tarder à agir; car il était im-

possible, disait-il, que cette partie considérable du monde subsistât à la longue, sans se trouver avec les autres États dans des rapports fixes et généralement reconnus. Le commentaire de cet avis fut fourni ensuite par la mission d'A'Court dont nous avons parlé plus haut (Cf. t. IX, p. 120); ce diplomate devait présenter, à Madrid, une créance relative à des dommages causés par des pirates, et on lui avait enjoint de la remettre au cabinet espagnol dans des circonstances qui durent révéler aux colonies, de la manière la plus éloquente, l'impuissance du gouvernement constitutionnel en Espagne qui menaçait de nouveau d'employer à leur égard la violence.

Depuis longtemps, tous les navires étrangers envoyés aux colonies avaient été exposés au danger d'être pris par des corsaires espagnols qui, prenant comme prétexte le blocus de l'Espagne continentale, croisaient dans les passages de Mona et de Sombrero sur les deux côtes de Portorico. Le faubourg de la Havane, Regla, était devenu un véritable nid de pirates; les prises étaient vendues sans qu'on fît presque de tentative décente pour cacher la manière dont elles avaient été capturées; on pouvait avoir à bon marché de faux serments relatifs à l'origine des marchandises qu'on mettait en vente; les tribunaux, qui auraient dû juger avec justice, étaient notoirement corrompus à prix d'argent. L'Espagne était incapable de tenir la bride courte à ces brigands; A'Court déclara donc au cabinet de Madrid, en même temps qu'il lui présenta la créance, qu'on avait donné ordre aux navires anglais d'user de représailles et de se défendre eux-mêmes. Le gouvernement espagnol, ajouta-t-il, ne devait pas voir dans cet ordre un acte d'hostilité, mais

une mesure par laquelle l'Angleterre substituait, pour ainsi dire, sa juridiction à celle de l'Espagne, dans des parages où le pouvoir légal n'avait plus de force.

De la même manière que l'Angleterre, l'Amérique du Nord avait eu, depuis longtemps, à souffrir de ces désordres causés par les pirates. Mais ce pays, qui dans tout ce qui concernait l'Amérique du Sud s'était toujours empressé de devancer de beaucoup l'Angleterre, avait déjà, avant cette époque, pris des mesures plus énergiques et plus décisives pour se défendre contre ces désordres. Au moment où les cortès à Madrid, en rejetant le traité de Cordova, avaient elles-mêmes fait évanouir la dernière espérance possible d'un accommodement pacifique avec leurs anciennes possessions, le président Monroë (1) recommanda (8 mars 1822) au congrès de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. La Chambre des représentants adhéra à cette proposition, sur la motion de son comité qui se servit d'un argument frappant, en disant : « que, puisque les nations de l'Amérique espa- « gnole étaient *de facto* indépendantes, les reconnaître « n'était autre chose que dire la simple vérité (2). » Au Mexique, la reconnaissance fut retardée par l'intérim impérial d'Iturbide; mais vers la fin de l'année, la Colombie fut honorablement introduite par l'Amérique du Nord dans la famille des États libres.

Cette démarche hardie du gouvernement de Washington produisit la plus profonde sensation au milieu des anciens cercles conservateurs de l'Europe où, pendant ce temps, on avait peut-être même nourri le secret espoir

(1) Cf. Martens : *Nouveau Recueil*, etc., t. VI, 1. p. 148 sq.
(2) *Ibidem*, p. 152.

d'ensevelir dans une même chute la république au sein de l'Amérique tout entière, en effectuant une restauration espagnole dont les deux mondes seraient le théâtre. Au contraire, la grande république de l'Amérique du Nord, en adoptant cette mesure dont les conséquences étaient incalculables, prit un essor immense pour développer sa puissance extérieure, en même temps que, sans le moindre appareil monarchique, théocratique, féodal ou administratif, elle précéda à pas de géant tous les autres États dans le développement de son organisation intérieure. Les diplomates européens, dont la conscience n'était pas nette, craignirent donc de nouveau que cet accroissement des États libres et des institutions libérales dans l'Amérique du Sud ne présentât au monde un nouvel exemple de contagion républicaine. Et cependant, en exprimant cette crainte, que les États libres mais à demi sauvages de l'Amérique n'exerçassent une influence funeste sur la condition déplorable de leurs propres pays, ces hommes d'État écrivaient contre eux-mêmes une satire qui ne laissait pas que d'être fort mordante et que de tourner à leur propre confusion.

L'Angleterre reconnaît l'indépendance des colonies espagnoles.

Cet acte du président Monroë fut un nouveau stimulant pour le gouvernement anglais, pour lequel cette question entra d'ailleurs, à ce moment, dans une nouvelle phase, lorsque les puissances à Vérone se décidèrent à intervenir dans les affaires espagnoles. Le Mémorandum (1) que Wellington présenta au congrès de Vérone (24 novembre) se rattacha, dans ses déclarations, aux mesures

(1) Cf. *Nouveaux Suppléments au Recueil des traités*, etc. Gœttingen, 1839, t. Ier, p. 604.

dont nous venons de parler en dernier lieu et qui avaient été prises contre l'Espagne à Madrid comme dans les mers des Indes occidentales. On y disait « que l'Angle« terre s'était vue forcée de reconnaître l'existence « effective des États de l'Amérique du Sud, en tant que « cela était nécessaire pour conclure avec eux des « traités, parce qu'on ne pouvait réprimer la piraterie « dans ces parages qu'en recourant à l'assistance des « autorités locales de ces pays; or, ajoutait-on, cette « nécessité d'une action commune devait inévitablement « amener de nouveaux actes de reconnaissance. » La France comprit cette déclaration dans le sens que l'Angleterre avait voulu lui donner, c'est-à-dire comme une menace de se préparer une arme contre l'invasion de l'Espagne, en reconnaissant l'indépendance des colonies. Bien que les Anglais eussent la conviction profonde que la France n'acquerrait pas une influence excessive en Espagne, et que la Sainte-Alliance n'interviendrait pas en Amérique, il y avait cependant pour les intérêts de l'Angleterre un certain avantage à laisser voir de loin de pareilles appréhensions.

C'était dans ce sens que Canning avait écrit à Ch. Stuart (31 mars 1823) la Note que nous avons mentionnée plusieurs fois et qui servait de corollaire à l'entrée des Français en Espagne ; il y déclarait « que l'indépendance des « colonies espagnoles était un fait accompli, mais que « leur reconnaissance dépendait de circonstances exté« rieures, ou bien des progrès intérieurs que feraient les « différents États pour arriver à un gouvernement régu« lier. » Cette Note avait été précédée d'autres démonstrations plus claires : l'Angleterre avait fait annoncer au cabinet de Madrid que son intention était de nommer,

dans les différentes colonies, des consuls chargés de protéger son commerce; de plus, elle avait envoyé un émissaire au Mexique où, même à ce moment, la tournure monarchique que prirent les affaires sous Iturbide attirait autant Canning qu'elle inspirait de l'aversion au gouvernement de l'Amérique du Nord. Du reste, tant que dura la guerre en Espagne, le cabinet de Londres ajourna toutes les démarches ultérieures et même l'envoi des consuls. En effet, comme les événements de la guerre pouvaient toujours prendre un caractère assez grave pour obliger l'Angleterre de se mettre du côté de l'Espagne et d'ajourner la reconnaissance des colonies, le cabinet anglais se tint encore sur la réserve; cependant il était bien décidé à tourner, dans cette question, le dos à l'Espagne et à la Sainte-Alliance, comme il l'avait fait à l'égard des colonies, lorsqu'il était, en 1808, l'allié de l'Espagne.

Mais, aussitôt qu'on vit la guerre suivre un cours égal et victorieux, Canning songea à un nouveau moyen pacifique, pour prévenir toutes les velléités que pourrait avoir la France d'intervenir dans les colonies (de nom pour l'Espagne, mais de fait pour elle-même) ou d'empêcher le triomphe de leur indépendance. Il demanda à Rush, ambassadeur de l'Amérique du Nord (août), si, de concert avec l'Angleterre, son gouvernement ne voulait pas faire une déclaration propre à étouffer dans leur germe de semblables intentions, et qui les étoufferait sûrement par le seul fait de l'accord entre les deux puissances, sans qu'elle les obligeât à agir. Rush était prêt à accéder, sur sa propre responsabilité, à une déclaration de cette nature, si l'Angleterre voulait ouvertement proclamer l'indépendance des colonies qu'elle avait

déjà déclarée comme étant essentiellement décidée.

Canning, qui suivait toujours son système de ne pas vouloir s'attirer, par quelque chose d'inattendu, une rupture avec les puissances, trouva que cette démarche n'était pas suffisamment préparée. Mais, aussitôt que la guerre en Espagne fut terminée, et avant qu'elle pût avoir la moindre conséquence ou avant que les puissances pussent faire une seule démarche, le ministre anglais leur présenta une déclaration au nom de son gouvernement seul, en disant quelle était la voie qu'il suivrait, si l'on faisait une proposition quelconque relativement à une intervention européenne en Amérique. Il eut avec l'ambassadeur français, Polignac, divers entretiens (comm. d'oct.), dont le sujet fut aussitôt consigné dans un écrit pour être communiqué aux autres cabinets, et dans lesquels il disait franchement « qu'il reconnaîtrait « aussitôt l'indépendance des colonies, si l'Espagne, en « employant des moyens violents pour les soumettre, « trouvait de l'assistance, ou si elle voulait rétablir les « restrictions qu'elle avait autrefois imposées au com« merce ». Polignac nia toute intention de la part du gouvernement français d'aider à reconquérir l'Espagne; mais il essaya de prouver la nécessité d'un congrès, destiné à effectuer une médiation pacifique, et auquel l'Angleterre aussi pouvait et devait prendre part.

Chateaubriand se berçait d'espérances et d'idées qu'il ne comprenait pas fort bien lui-même (1); il voulait « aplanir le différend américain d'après le principe d'une « réciprocité généreuse et d'une égalité complète; peut-

(1) D'après une Note adressée, au mois de novembre 1823, à M. de la Ferronnays.

« être trouverait-on, ajoutait-il, un juste milieu pour con- « cilier les droits de la légitimité et les nécessités de la « politique. » A cette fin il désirait convoquer un congrès général où les Américains eux-mêmes auraient été représentés, et où toutes les puissances auraient fait une tentative commune pour apaiser les passions, et pour ramener « au principe de l'unité dans le gouvernement » les peuples parmi lesquels « des théories absurdes » entretenaient l'agitation.

Canning n'entra pas du tout dans ces propositions abstraites; dès cette époque, il disait que de la forme de gouvernement adoptée par ces États on ne pourrait pas faire une condition pour lui subordonner leur reconnaissance comme pays indépendants. Il déclara sans façons à Polignac : « Que, par suite de ses vues géné- « rales et de ses intérêts particuliers, l'Angleterre ne « saurait entrer avec les puissances en délibérations « communes sur l'Amérique, parce que les opinions des « autres cabinets cadraient moins avec la question elle- « même, et que, lors d'une décision sur cette question, « leurs intérêts couraient moins de dangers que ceux de « l'Angleterre. » Canning était, dès lors, arrivé à l'époque où il pouvait se venger des puissances continentales avec leurs propres armes; il leur montra la porte par laquelle elles pouvaient sortir, de même que, dans les congrès antérieurs, les autres cabinets avaient laissé l'ambassadeur anglais se morfondre à la porte. Il leur intima que leur intervention en Espagne avait ses limites. Dans sa fureur, M. de Chateaubriand avait quelquefois la pensée de forcer l'Angleterre à une action commune par la menace de faire de Cadix un Gibraltar français; cependant il ne savait que trop bien qu'une

telle tentative serait la fin de la marine française, et qu'il était impossible de s'arrêter sérieusement à une pareille pensée.

En effet, dans cette cause, Canning était, pour ainsi dire, uni, par une solide alliance, aux deux Amériques, et il trouvait en elles les appuis les plus forts. Il était, à cette époque, arrivé à l'opinion (qu'il avoua franchement à Rush) : « Que le jour était venu où, par rapport à la « dépendance politique, l'Amérique se trouvait perdue « pour l'Europe ; » et il se soumit au principe proclamé par les États-Unis et d'après lequel « l'indépendance des « colonies peuplées par la race latine était le nouvel élé- « ment politique de l'époque, élément qui désormais « devait complétement dominer dans les rapports poli- « tiques entre les deux mondes. » Lorsque la première idée d'un congrès européen, destiné à s'occuper de la question américaine, avait surgi dans le monde diplomatique, Canning en avait informé Rush qui, à son tour, en avait parlé immédiatement aux agents des États de l'Amérique du Sud, à Londres. Puis, les rapports de ces agents avaient fait mûrir, en Colombie, l'idée d'un contre-congrès américain. Rush lui-même avait déclaré immédiatement qu'une pareille politique des puissances européennes était dangereuse pour la paix du monde, puisqu'elle s'arrogeait le droit d'exercer une juridiction européenne sur des États qui, dès lors, en étaient délivrés, juridiction dont l'Amérique ne pouvait voir l'exercice avec indifférence.

Cette déclaration fut aussitôt confirmée avec plus d'autorité et avec plus d'énergie par le gouvernement même des États-Unis qui continua à jouer, avec une fermeté pleine d'assurance, le premier rôle dans cette affaire.

Après s'être laissé diriger auparavant par l'opinion publique dans son pays, ce gouvernement, qui était instruit des projets politiques de l'Europe, devança de beaucoup le peuple en faisant un pas de plus. A la surprise et à la joie de tous les libéraux en-deçà et au-delà de l'Océan, mais à l'étonnement et à la terreur de la société en Europe qui représentait le principe de la légitimité, le gouvernement américain intervint avec énergie dans la politique du monde et prit, pour ainsi dire, place dans le grand cercle des puissances.

Lors de l'ouverture du congrès (décembre), le président Monroë fit une déclaration formelle, en disant : « Qu'il était impossible que les puissances européennes « étendissent leur système politique sur une partie quel« conque de l'Amérique, sans troubler le bonheur et la « paix de ce continent; que, par conséquent, il était « impossible que l'Amérique les regardât faire avec in« différence. » Il y ajouta ensuite une autre déclaration qui alla plus loin encore et qui avait été provoquée, en premier lieu, par des différends avec la Russie au sujet de la côte Nord-Ouest de l'Amérique; on donna à cette déclaration une interprétation pacifique, en disant qu'elle était essentiellement destinée à s'opposer à des cessions que l'Espagne pourrait vouloir faire à d'autres puissances; mais, en réalité, elle annonça un système tout à fait nouveau, adopté par la politique américaine. Il y était dit « que, par suite de la position libre et indépen« dante qu'ils avaient prise et dans laquelle ils se main« tenaient, les continents américains ne pouvaient plus « être considérés à l'avenir comme des objets d'une colo« nisation future à entreprendre par une puissance euro« péenne quelconque ». Cette déclaration donna aussi-

tôt, sur le marché financier, une immense impulsion (1) à tous les effets publics de l'Amérique du Sud; elle fonda des rapports d'amitié et même d'alliance entre les États-Unis et le nouveau monde des pays indépendants dans l'Amérique méridionale; elle les mit, enfin, à l'abri de toute immixtion européenne, et elle acheva la séparation entre les deux parties du monde.

C'était par conséquent choisir son moment aussi mal que possible, lorsque, à cette même époque, le roi Ferdinand raviva les espérances qu'il avait jadis fondées sur la Sainte-Alliance, et que, dans une Note adressée aux cours de Paris, de Saint-Pétersbourg et de Vienne (26 décembre), il fit déclarer par Ofalia qu'il avait résolu d'inviter les puissances à se réunir dans une conférence à Paris, afin d'appuyer son gouvernement lors de l'arrangement des affaires relatives aux colonies révoltées. Canning s'exprima au sujet de cette Note dans des commentaires où, sans se laisser retenir par les toiles d'araignée des ménagements diplomatiques, il donna libre cours à ses rancunes longtemps contenues au sujet de la politique des puissances continentales, politique qui avait forcé l'Angleterre à jouer, pendant de longues années, un rôle si peu brillant, après que, vingt ans durant, cette puissance avait glorieusement fait la guerre en faveur de l'Europe. « Ces guerres, disait-il, n'avaient « pas enseigné à l'Europe de quel côté elle devait se « tourner pour se protéger contre des puissances pré- « pondérantes; comment l'Angleterre, en prenant part « à un congrès qui s'occupait des carbonari à Naples et « des francs-maçons à Madrid, pourrait-elle alors acqué-

(1) Cf. Stapleton, t. II, p. 23.

« rir la confiance que n'avait pu lui donner une guerre, « telle qu'elle l'avait soutenue au commencement de ce « siècle? L'Angleterre ne conserverait pas son influence « en se mêlant des petites querelles entre les divers « États; ce serait, au contraire, un moyen de s'épuiser « et de se rendre impuissante à agir dans les cas où ce « serait nécessaire. D'ailleurs, quelle était l'influence que « l'Angleterre avait exercée sur les délibérations de la « Sainte-Alliance? à Laybach, elle avait protesté, et, à « Vérone, elle avait fait des représentations; mais on « avait traité ses Mémoires comme de la maculature. Si « l'Angleterre voulait conserver son influence, elle au- « rait à le faire en déployant, dans son propre pays, une « force dont la source était dans l'entente cordiale entre « le peuple et le gouvernement. »

Conformément à ce programme, Canning ne fit ressortir désormais que l'influence, exercée sur sa politique par les intérêts du peuple anglais. Il fit dire au roi dans le discours du trône « qu'il s'était réservé la liberté illi- « mitée d'agir envers les colonies, suivant ce qu'exige- « raient leur situation et les intérêts de l'Angleterre ». Ce refus indirect de prendre part d'une manière quelconque à un congrès, Canning le confirma dans une dépêche qu'il envoya à Madrid (30 janvier 1824), qu'il communiqua aussi aux puissances et dans laquelle il déclara inutile toute discussion qui n'aurait pas pour base l'indépendance des colonies. « Le commerce an- « glais, ajouta-t-il, pour lequel les préparatifs avaient « été faits avec le consentement de l'Espagne, avait pris « une telle extension dans les colonies, qu'il était devenu « nécessaire de le protéger directement par la nomina- « tion de consuls, mesure que par égard pour l'Espa-

« gne on avait ajournée aussi longtemps que possi-
« ble (1). Du reste, ces États ne pourraient subsister à
« la longue sans entrer en rapports politiques bien déter-
« minés avec les gouvernements de l'Europe, et on ne
« saurait plus tarder à reconnaître ceux d'entre eux qui
« avaient de fait conquis leur indépendance. Le gouver-
« nement anglais désirait que le cabinet de Madrid fût
« le premier à proclamer cette indépendance, sans que
« l'Angleterre cependant consentît à se lier les mains
« pour un temps indéterminé. Son désir de laisser faire
« les premiers pas par l'Espagne pourrait être vaincu,
« en quelques mois, par des considérations d'une nature
« plus puissante. »

Canning avait toujours considéré la reconnaissance des colonies comme une question d'opportunité. A cette époque, où elles avaient partout conquis leur indépendance par les armes et où l'on pouvait y compter avec certitude même pour le Pérou, Canning voyait que le moment était venu d'agir. Néanmoins, il tarda encore, soit pour que l'Espagne fît le premier pas, soit pour attendre le coup décisif au Pérou, soit pour voir si les puissances continentales, par d'autres démarches, n'allaient pas lui fournir de nouveaux motifs d'agir à son tour. Le gouvernement espagnol avait reçu (comm. de mai) le consentement donné par les cours à une conférence à Paris, et Ofalia invita encore une fois l'Angleterre à y prendre part. Canning répondit avec une précision fort sèche

(1) Par un bill en date du 17 octobre 1823, on avait cependant déjà nommé des consuls pour Mexico, Vera-Cruz, Acapulco, Bogota, la Guaira, Maracaïbo, Cartagena, Panama, Buenos-Ayres, Montevideo, de même que pour le Pérou et pour le Chili. Cf. Martens : *Nouveau Recueil*, t. V, I, suppl. X, I, p. 360.

« que, par rapport à l'Amérique, l'Angleterre agirait « suivant ce qu'elle jugerait convenable, sans rancune « et sans se laisser influencer par des sentiments hosti- « les, mais aussi sans avoir égard à la cour de Madrid. »

On n'entendit plus parler des conférences de Paris; le résultat prouva que les autres cours avaient excité le cabinet de Madrid à faire la sourde oreille à l'égard de l'Angleterre, et qu'ils achevèrent de rendre l'Espagne victime de sa politique surannée. M. de Chateaubriand disait, il est vrai, avec jactance que sans sa chute la participation de l'Angleterre aurait été assurée à la conférence et à la restauration du « nouveau monde de la « légitimité » qu'il avait voulu effectuer; mais les faits donnent un démenti à cette assertion. Immédiatement après la clôture du parlement, Canning avait fait d'autres démarches. Il envoya au consul Parish, à Buenos-Ayres, les pleins pouvoirs nécessaires (23 juillet) pour négocier un traité de commerce qui impliquait, dès sa ratification, la reconnaissance indirecte de l'indépendance de la Plata. Un peu plus tard, on entama de pareilles négociations avec la Colombie et avec le Mexique, et l'on envoya un agent au Chili.

Avant que ces négociations eussent produit un résultat déterminé, l'état de choses en Espagne amena l'Angleterre à faire le dernier pas décisif. Le cabinet de Madrid était sur le point de s'entendre avec la France au sujet d'une seconde prolongation de l'occupation, lorsque Canning fit (1er janvier 1825) aux ambassadeurs étrangers la communication officielle que le gouvernement avait résolu, « sur la base de la reconnaissance des colonies comme États indépendants », d'envoyer des chargés d'affaires en Colombie, au Mexique et au

Buenos-Ayres, et de conclure avec ces États des traités de commerce (1). Le ministre anglais était sûr d'être arrivé à ce but de sa politique américaine sans avoir mis en danger la paix du monde; il était convaincu que cette démarche, par laquelle il avait donné aux anciennes colonies espagnoles une place particulière dans le monde, blesserait les sentiments de bien des gens, qu'elle heurterait beaucoup de préjugés et qu'elle causerait bien des ennuis, mais aussi que toute cette mauvaise humeur finirait par s'exhaler en simples paroles. C'est ce qui arriva en effet. Les puissances se plaignirent de ce coup mortel porté aux intérêts espagnols dans le nouveau monde, de cet encouragement criminel donné à la révolution et de cette défection du torysme anglais qui, pendant si longtemps, avait été l'allié le plus fidèle dans les luttes soutenues par la contre-révolution, luttes que, pour rester conséquent, on voulait simplement continuer en Amérique. Le gouvernement espagnol protesta dans une Note détaillée; mais, après que Canning y eut répondu, cette question ne fut plus agitée, ni par l'Espagne, ni par les puissances.

Le congrès de Panama.

En Amérique, on n'était pas aussi rassuré qu'on l'était en Angleterre au sujet des intentions de l'Europe. On s'y était, au contraire, occupé pendant plusieurs années d'un projet, dont le but était de fonder un grand pacte de famille auquel devaient s'associer tous les États américains. De cette manière, on voulait opposer un congrès et une fédération de l'Amérique aux alliances et aux congrès de l'Europe; pour répondre d'une façon impo-

(1) Cf. Martens : *Nouveau Recueil*, t. VI, II, suppl. X, II, p. 667.

l'arbitre et le médiateur dans tous leurs différends, sans qu'il portât atteinte à la souveraineté de chaque État, ni aux formes de leur gouvernement, ni à leurs relations avec les nations étrangères.

Les deux parties contractantes s'étaient engagées à inviter les autres États à prendre part à ce congrès. Mais un zèle bien plus grand encore se fit remarquer dans toutes les négociations relatives à ces alliances politiques et militaires, depuis qu'on avait acquis la certitude que les Français envahiraient l'Espagne. Aussitôt, la Colombie et le Pérou conclurent formellement leur alliance (12 juillet 1823); peu de temps auparavant et un peu plus tard, la Colombie conclut avec le Buenos-Ayres (10 juin) et, dès que Iturbide avait été écarté, aussi avec le Mexique (23 octobre) la même alliance offensive et défensive contre l'Espagne qu'avec le Pérou (1). Lorsque, plus tard, la restauration en Espagne fut achevée; lorsqu'on reçut les communications que Rush avait faites de Londres sur les projets de congrès entretenus par les cabinets de la Sainte-Alliance; lorsqu'on connut la Note d'Ofalia qui en appelait aux conférences de Paris pour terminer les différends avec l'Amérique; lorsqu'on vit, enfin, que le gouvernement espagnol persévérait obstinément dans son refus d'entrer en négociations fondées sur l'indépendance des colonies : à ce moment, on fit, surtout par suite de cet état de choses en Europe, devant le congrès de Colombie qui la vota, la proposition pleine de jactance (juillet 1824) d'après laquelle le pays déjà si appauvri devait fournir une levée de cinquante mille hommes. A ce moment, avant

(1) *Ibidem*, p. 267, 361.

que la bataille décisive d'Ayacucho eût été livrée et en face de la situation politique de l'Europe continentale, Bolivar expédia personnellement une lettre circulaire fort pressante (7 décembre); il insista auprès des gouvernements pour qu'ils se fissent représenter dans un congrès à Panama, qui devait devenir une autorité suprême destinée à diriger la politique des nouveaux États d'après des principes uniformes, et à donner une base sur laquelle on fondrait, pour tous les temps à venir, la durée de ces États (1).

Le Chili qui avait été invité par le Pérou accepta (4 juillet 1825); de même l'Amérique centrale avec laquelle la Colombie conclut (15 mars) une alliance promptement ratifiée, et puis encore le Mexique où un Napolitain exilé, du nom de San Angelo, qui avait été persécuté par la Sainte-Alliance, avait fait une propagande vive en faveur de cette amphictyonie. Dom Pedro lui-même envoya (30 octobre), au nom du Brésil, une acceptation qu'il fit dépendre cependant d'une foule de conditions; le gouvernement de Washington aussi, dans un message qu'il adressa au sénat (26 décembre), développa les motifs qui lui faisaient croire qu'il serait avantageux d'envoyer des délégués à Panama (2). L'impatient Libérateur-Président de Colombie avait fixé pour la réunion de cette assemblée d'abord le milieu et ensuite l'automne de l'année 1825; mais elle fut retardée jusque vers le milieu de l'année suivante où les représentants du Mexique, de la Colombie, du Pérou et de l'Amérique centrale se

(1) *Vida publica*, t. IV, p. 175.

(2) Cependant cette délégation n'arriva pas à sa destination, parce que l'un des envoyés tomba malade à Cartagena.

réunirent (22 juin 1826) dans le couvent des franciscains, situé sur la hauteur plus salubre d'un des contreforts de l'Anan. Cependant, les grandes espérances que Bolivar, en Amérique, avait fondées sur l'assemblée réunie à l'isthme de Panama, qui devait entièrement éclipser l'isthme de Corinthe, furent complétement déçues, et les idées pompeuses qu'un de Pradt, en Europe, avait fait naître au sujet de ce congrès avortèrent d'une manière ridicule, bien que même des citoyens des États-Unis eussent glorifié le mandat d'y assister comme une des missions les plus sublimes et des plus dignes de vénération.

On ne parla même pas de « l'idée grandiose » qui avait surgi dans quelques têtes et dont le but était de rassembler en une seule nation et en un seul État fédératif toutes les anciennes vice-royautés et capitaineries générales qui n'avaient jamais été habituées à poursuivre des intérêts communs; qui étaient situées à d'immenses distances les unes des autres avec des frontières extrêmement reculées; qui avaient tant d'intérêts diamétralement opposés; qui manquaient presque entièrement d'habitants et qui renfermaient tant de vastes étendues de terres complétement inutiles que rien ne venait relier entre elles. Même en ce qui concernait les objets les plus immédiats et les plus naturels des délibérations, c'est-à-dire la défense commune, au sujet de laquelle les quatre États firent une convention, et les réunions subséquentes de cette assemblee que l'on comptait convoquer tous les deux ans, on allait bientôt voir que les obstacles étaient invincibles à cause de la grande distance qui séparait le siége de ce congrès de tous les centres des divers États : en effet, il fallait attendre soixante-quinze jours pour re-

cevoir même du siége du gouvernement colombien une réponse à des communications parties de Panama. Mais ce qui d'avance ôta tout intérêt à cette assemblée, ce fut cette circonstance que la première et la plus importante cause de sa convocation et le but principal de sa réunion n'existaient plus : personne ne redoutait plus les projets de la Sainte-Alliance. Ce qui avait plus de gravité encore, c'était que l'Angleterre et l'Amérique du Nord, qui jusqu'alors avaient montré tant de sympathie pour la cause des anciennes colonies, lui témoignaient à Panama presque de l'hostilité.

On avait considéré comme l'objet principal des délibérations du congrès la question d'une entreprise commune contre Cuba et Portorico, ces clefs du golfe de Mexique et ces stations militaires qui menaçaient la Costafirme. Mais les craintes qu'inspirait la politique colombienne par rapport à l'esclavage des nègres qui, dans les deux îles espagnoles, ralliait à la cause de l'Espagne même les créoles les plus libéraux, ces craintes, disons-nous, faisaient aussi de l'Angleterre l'adversaire du projet qui tendait à séparer les îles de l'Espagne. Au sein du congrès de Washington aussi, on avait de bonne heure entendu prêcher contre « le principe d'une émanci-« pation générale » dont on ne pourrait pas laisser agir, disait-on, la force contagieuse sur le Midi des États-Unis dans des pays qui en étaient si rapprochés. C'est pourquoi, à Panama où l'Angleterre avait envoyé un émissaire pour suivre les délibérations du congrès, on s'empressa d'étouffer toute pensée dont le but était la conquête de ces dernières possessions espagnoles. On supposait même que des intrigues avaient été ourdies, afin de faire disperser le congrès par suite de cette ques-

tion inopportune. Un faux bruit, qui annonça l'approche d'une flotte espagnole, détermina le commandant de l'isthme à déclarer la province de Panama en état de siége (3 juillet), ce qui engagea l'assemblée à transférer le siége de ses délibérations à Tacubaya au Mexique.

Mais ce qui, plus que toutes les autres causes, enleva à tout le projet ses forces vitales et sa puissance, ce fut la désunion qui régnait parmi les nouveaux États. Malgré la promesse faite par dom Pedro, le Brésil n'avait pas envoyé un seul délégué; personne n'était venu du Chili; le Paraguay avait répondu par un refus plein d'hostilité; le Buenos-Ayres, qui avait déjà décliné les propositions faites en 1822 et en 1823, n'était pas arrivé à prendre une décision : le gouvernement n'avait pas voulu se prononcer sur la question de savoir s'il fallait envoyer une ambassade à Panama, et il en avait chargé le congrès qui, à son tour, avait renvoyé la décision au gouvernement (1); l'opinion publique s'était prononcée contre l'envoi de délégués. Des vues dignes d'un homme d'État avaient peut-être contribué à confirmer Rivadavia dans l'opposition qu'il montrait au congrès : il se disait que l'attitude hostile, prise par ce dernier à l'égard de l'Europe, détruirait tout espoir de voir des Européens immigrer dans ces pays et empêcherait l'union étroite entre l'ancien et le nouveau monde; cependant c'étaient là, aux yeux de tous les gens sensés, les principaux leviers par lesquels on pouvait faire entrer l'Amérique méridionale dans la voie du progrès. L'opinion publique, au contraire, s'était laissé déterminer par les craintes pleines d'amertume que lui inspirait l'influence excessive de la

(1) Cf. Nuñez, p. 420 sq.

Colombie, sous la dépendance complète de laquelle se trouvaient déjà le Haut et le Bas-Pérou. Le public était surtout rempli d'une défiance profonde à l'égard de Bolivar; en effet, il était l'âme et le promoteur de tout le congrès et de tous ces grands projets de fédération qu'il avait conçus dès 1815, lorsque, à la Jamaïque, il s'était abandonné à ses rêves politiques qu'il voulait réaliser pendant l'ère heureuse de la régénération de l'Amérique.

---

6. — LA MONOCRATIE DE BOLIVAR

Position de Bolivar.

Vers l'époque de la bataille d'Ayacucho, Bolivar était arrivé à l'apogée de sa gloire et de sa puissance. Il avait vu la fin des guerres de l'indépendance, qui avaient eu en lui un de leurs premiers champions et dont les heureux succès étaient dus surtout à son action incessante et énergique. On citait son nom avec admiration dans les deux mondes. Les hommes les meilleurs en Europe regardaient avec satisfaction l'issue de ces luttes pour la cause de la liberté qui, même dans les contrées les plus reculées et les plus inhospitalières de ces pays dépourvus de toute civilisation, avait exercé son influence puissante et magique, qui avait rempli de patriotisme les âmes incultes de ces populations grossières, et qui avait

changé leur humeur farouche et indépendante en esprit de discipline et de persévérance, de sorte que ni les fatigues ni les peines ne purent les rebuter pendant ces terribles guerres. Bien des voix se sont élevées dans l'Amérique du Nord, pour exprimer l'admiration que leur faisaient éprouver ces luttes du Sud et pour les mettre au-dessus de l'œuvre de leur propre affranchissement. En effet, disait-on, ces peuples ont conquis leur indépendance sans être assistés par deux grandes nations; outre leur indépendance, ils avaient à obtenir la liberté que le Nord avait possédée avant la guerre; il leur fallut faire preuve d'une persévérance surhumaine pour acquérir cette liberté avant qu'elle pût leur procurer la moindre récompense; et, enfin, après avoir expulsé leurs pères et leurs parents, les créoles avaient échangé leur ancienne position contre le sort fâcheux de ne pouvoir s'associer qu'avec leurs concitoyens de sang mêlé : et tout cela pour le seul prix de s'appartenir à eux-mêmes et de se donner des lois particulières.

Dans leur propre pays, tout l'orgueil de ces peuples affranchis et tout le sentiment de leur valeur se concentraient dans les paroles triomphantes du chant de liberté buénos-ayrien (1) qui s'était répandu partout et dont la prédiction venait de s'accomplir : « En face de la terre, une nouvelle nation glorieuse va s'élever. » Ce même sentiment d'orgueil se résumait dans les paroles souvent répétées des orateurs qui flattaient l'amour-propre de ces peuples, quand ils disaient « que le jour de l'indépen-« dance, qui venait de se lever pour l'Amérique, n'était « pas moins important ni moins glorieux pour toute l'hu-

(1) « *Oid, immortales, el grito sagrado* », etc.

« manité que le jour où le nouveau monde avait été dé-
« couvert par Colomb ».

L'âme de toute cette grande révolution, qui est un des faits saillants de l'histoire universelle, était le seul Bolivar; depuis plusieurs années, on était habitué à lui attribuer le principal rôle dans ce grand drame, depuis que tous les autres, les Miranda et les Nariño, les Morelos et les Carrera, les Pueyrredon et les O'Higgins, les San Martin et les Iturbide, avaient successivement quitté la scène, les uns en retirant peu d'honneur de la lutte et les autres en se couvrant d'une grande honte. C'était lui qui avait déposé dans le sol de sa patrie le germe des plus grands exploits, et ce fut pour lui qu'on recueillit la moisson des plus grands honneurs. C'était lui qui avait le plus longtemps combattu pour la liberté du Venezuela; qui avait délivré la Nouvelle-Grenade du joug de l'oppression la plus écrasante; qui avait uni les deux pays en un seul État central; qui avait contribué le plus à décider l'affranchissement des pays de l'Équateur et qui les avait réunis à la grande république colombienne. C'était lui qui, à l'aide de ses Colombiens, avait délivré le Pérou de ses oppresseurs étrangers, ce que n'avaient pu faire les pays de la Plata et du Chili avec leurs forces réunies; c'était lui qui avait arraché le Pérou aux discordes intestines, à la guerre civile et à une misère extrême; c'était lui, enfin, qui depuis l'Orénoque jusqu'au Desaguadero avait créé deux nations nouvelles. Il y ajouta, dès lors, une troisième, en délivrant le Haut-Pérou dont le Buenos-Ayres, malgré tout ce qu'il avait pu faire, n'avait pu faire triompher la révolution qui s'épuisait en efforts stériles.

Dès que Bolivar arriva à Potosi, il y fut rejoint par

les ambassadeurs de la Plata (octobre 1825), qui sollicitaient son assistance pour protéger la Banda contre le puissant Brésil; déjà il offrit au Chili (juillet) l'assistance de ses Colombiens, afin de contribuer à la conquête de l'île de Chiloë, ce dernier refuge des Espagnols; déjà il fit tous ses efforts pour réunir le congrès de Panama, parce qu'il voulait placer l'Amérique espagnole comme une confédération collective à côté de l'Amérique du Nord et l'opposer en même temps à l'Europe. Tous ceux des indigènes qui connaissaient le mieux la situation intérieure des nouveaux États trouvaient une grande et même leur unique consolation dans la pensée que Bolivar était ainsi le centre de toutes choses, conviction qui, plus que tout le reste, inspirait de la confiance aux étrangers. L'acte par lequel l'Amérique et l'Angleterre reconnurent l'indépendance des colonies était aussi pour Bolivar un des plus grands hommages personnels qu'on pût lui offrir. Mais, aux yeux du monde, la modeste valeur intrinsèque de ce prix fut bien rejetée dans l'ombre par les honneurs extérieurs immodérés dont les peuples créés par lui comblèrent leur héros. Dans le principe, sa gloire était peu à peu sortie de germes presque imperceptibles, de pousses brisées et souillées, pour s'élancer ensuite avec une vigueur exubérante qui en fit un arbre puissant dont la beauté, la vigueur et la solidité durable, semblaient dépasser tout ce que d'autres temps et d'autres peuples avaient produit de plus noble.

Nous avons dit plus haut que, lorsque Bolivar revint, en 1813, comme vainqueur dans le Venezuela, sa patrie, qu'il avait dû quitter un an auparavant comme fugitif et sans y laisser une bonne réputation, le peuple l'avait salué comme le *Libérateur*, titre qui était devenu

dès lors son nom universel et bien mérité. Nous avons raconté également que, lorsque vaincu et s'enfuyant de nouveau, il était arrivé, en 1814, dans la Nouvelle-Grenade, l'honorable président Torres lui avait déclaré que la république vénézolaine, bien que perdue, continuait néanmoins d'exister dans sa seule personne : parole que Bolivar confirma par les efforts incessants qu'il fit pour délivrer de nouveau ces pays. Quand, après avoir essuyé des désastres et des insuccès sans nombre, il reconquit la Nouvelle-Grenade (1819), en prenant pour base de ses opérations le Venezuela à demi affranchi, il créa d'un coup d'autorité la république colombienne, et le congrès d'Angostura résolut de fonder dans cet empire une nouvelle capitale du nom de Bolivar. Depuis cette époque, la représentation nationale de ce nouvel État le revêtit, à plusieurs reprises et malgré ses protestations, des pouvoirs militaires et politiques combinés, et lui donna, comme preuve de la confiance la plus honorable, des pleins pouvoirs extraordinaires de plus en plus complets. Après que les pays de l'Équateur avaient été délivrés par suite de la bataille sur le Pichincha, les Quiténiens résolurent (29 mai 1822) de lui élever, sur le champ de bataille, une pyramide avec l'inscription : « Au génie de la paix et de la liberté colombienne, à « Simon Bolivar! »

Lorsque ensuite pendant sa marche triomphale il entra au Pérou, on lui remit sans crainte le bâton de dictateur, quoiqu'on fût bien las de la domination étrangère. Après que, par la bataille d'Ayacucho, la liberté du pays avait été assurée, les pays péruviens félicitaient les Colombiens d'avoir, sous la direction de leur dieu tutélaire, vaincu les fils du Cid, les vétérans ibériens,

les vainqueurs du grand Napoléon. Un congrès constituant, convoqué au Pérou par Bolivar, résolut (12 février 1825) de lui élever, à Lima, une statue équestre qui, malgré toutes les haines dont les Péruviens furent animés plus tard, a été exécutée tout récemment. On l'appela le père et le sauveur du Pérou, et l'on décréta de célébrer, tous les ans, le jour de son arrivée comme une fête nationale; on mit à sa disposition un million de *pesos* pour lui-même et un autre pour son armée; en même temps, on prolongea ses pleins pouvoirs de dictateur. Dans son propre pays, en Colombie, personne ne semblait concevoir des soupçons au sujet de ce cumul de pouvoirs; on paraissait seulement regarder avec jalousie les distinctions qui lui étaient accordées ailleurs; à Bogota, on lui conféra les honneurs du triomphe et, à Caracas, on résolut de lui ériger également une statue équestre.

Lorsqu'il se prépara à visiter le Haut-Pérou après son affranchissement, le pays, avec des expressions presque blasphématoires, remit ses destinées (19 juillet 1825) entre les mains « du Rédempteur des peuples, du fils premier-né du nouveau monde! » Là aussi, on lui accorda un million de *pesos* pour son armée; on résolut d'élever à lui et à Sucre une statue équestre dans chacun des chefs-lieux des cinq départements; on appela, d'après lui, le nouvel État la Bolivie (11 août), et on lui demanda le projet d'une Constitution nationale. Bolivar semblait, à ce moment, être arrivé au but extrême de ses désirs. Après la fin des luttes, sa dernière et sa plus haute ambition paraissait être de sortir de la voie guerrière du *libertador* et du triomphateur, et de suivre le chemin pacifique du nomothète, afin d'acquérir aussi la gloire des Lycurgue.

et des Numa, gloire qui seule, disait-on, manquait encore à son génie.

Quel sol fertile Bolivar n'aurait-il pas trouvé pour y jeter les racines de sa gloire, si, rivalisant avec le Buenos-Ayres, il eût formé une administration intègre, simple et économe, et donné ainsi au monde des nouveaux États l'exemple de ce qu'il fallait faire pour féconder la nouvelle liberté! Il aurait dû diriger vers ce but, digne des plus grands éloges, la manie de ses concitoyens d'imiter en toutes choses les institutions de l'Amérique du Nord. En opposition avec le système espagnol, il lui aurait fallu suivre les sains principes de l'économie politique, telle qu'elle était pratiquée aux États-Unis; briser les anciens liens qui entravaient le bien-être matériel et intellectuel de ces pays; fonder la grandeur de ces Etats, non sur les armes et sur un énorme budget militaire, mais sur la paix, sur l'ordre et sur une sage économie; relever ces contrées de la pauvreté et de la misère, en cultivant avec soin tous les éléments d'une action civilisatrice, et, enfin, bannir cet esprit turbulent qui marche à la suite de toutes les révolutions. Tous ceux qui, parmi les étrangers et parmi les indigènes, n'avaient pas de motif pour nourrir à son égard des haines ou des méfiances, crurent Bolivar capable de suivre cette carrière que lui traçait l'honneur du meilleur aloi.

Ce fut à cette époque (1er septembre) que la famille de Washington envoya au Libérateur, par l'intermédiaire de la Fayette, le portrait et quelques reliques du héros de la liberté au Nord, comme au digne imitateur de sa réserve modeste et de ses vertus civiques. En effet, on recevait sans cesse les témoignages les plus éloquents,

exprimés en paroles et en actes, qui le faisaient paraître comme un républicain d'un caractère dessiné en traits véritablement grands. Lors de son arrivée à Lima, il avait fait le vœu de partir immédiatement après l'affranchissement du pays sans emporter un seul grain de sable. En portant un toast, il avait dit, à cette époque (9 septembre 1823), « que les peuples américains ne « devaient jamais consentir à élever un trône sur leurs « territoires; que tous les oppresseurs des droits du « peuple américain devaient tomber comme Napoléon « avait péri dans l'immensité de l'Océan et comme Itur- « bide avait disparu avec son trône! » Lorsque, après la bataille d'Ayacucho, il offrit (22 décembre 1824), pour la troisième fois, sa démission à Bogota (1), il écrivit « qu'il voulait convaincre l'Europe et l'Amérique « de l'horreur que lui inspirait le pouvoir suprême sous « n'importe quelle forme; que nuit et jour il était « tourmenté par la pensée que ses ennemis trouvaient « dans son ambition le seul motif qui le poussait à « servir la cause de la liberté. »

A cette même époque, Bolivar reçut des lettres d'un Français à Londres qui lui conseillait de se faire roi, parce que cette démarche faciliterait la reconnaissance de la Colombie; il les présenta au congrès avec une franchise pleine de dédain (2). Lorsque le Pérou l'accabla de ses honneurs démesurés, il accepta pour ses soldats le million de *pesos* qu'on lui offrit; mais il refusa avec indifférence l'autre qui était destiné à lui-même. Fallait-il donc s'étonner que les chants péruviens l'appelassent

(1) Cf. *Vida publica* t. IV, p. 139.
(2) *Ibidem*, t. IV, p. 144.

« plus grand que le grand Napoléon », non un César, mais un Brutus? que les chansons, composées en l'honneur de l'anniversaire de sa naissance, en répondant à la question qui avait été le modèle de Bolivar, dissent : « que, de même que toutes les beautés de la Grèce avaient « contribué à faire la Vénus d'Apelles, de même Bolivar « réunissait en lui la prudence de Fabius, l'audace d'An- « nibal, l'instruction de César et toutes les meilleures « qualités de tous les grands hommes de l'antiquité? » que des Européens mêmes le missent un des premiers parmi les noms les plus glorieux de ce siècle? et enfin, qu'aux yeux des Anglais, qui avaient vu Bolivar de près, il s'élevât encore au-dessus de Washington, quand ils considéraient les moyens et les matériaux bien inférieurs dont il pouvait disposer pour l'accomplissement d'une tâche infiniment plus difficile?

La catastrophe.

Mais au milieu de l'époque où les peuples américains, le plus vivement pénétrés d'admiration et de reconnaissance pour les mérites de Bolivar, étaient prosternés aux pieds du Libérateur, celui-ci était déjà arrivé, dans le cours heureux de ses exploits, à ce moment d'une catastrophe tragique qui annonçait sa chute intérieure et qui préparait sa ruine extérieure. Toute l'histoire est remplie d'exemples de cette nature, fournis par la vie de grands hommes : dans les premiers commencements de leur carrière, l'abnégation complète avec laquelle ils se dévouent aux mouvements et aux efforts tentés par le peuple leur permet d'exercer une action très-énergique sur les destinées de leur époque et des nations. Mais ensuite, il arrive un moment où, tout d'un coup ou graduellement, le cours de leur action est entravé par des

obstacles intérieurs ou extérieurs, et où les motifs jusqu'alors purs qui les font agir commencent à se ternir. Ce moment fatal arrive quand les sympathies et les ressorts nationaux s'usent; quand les succès aveuglent ces hommes ou que les flatteries des âmes basses dans leur entourage les étourdissent; quand la soif de gloire aiguillonne encore leurs instincts naturels, et que l'égoïsme leur apprend à mêler d'abord leurs intérêts particuliers à ceux de la chose publique et à les confondre ensuite. Des époques révolutionnaires hâtent d'une manière extraordinaire ces crises dans la vie individuelle de leurs héros; mais nulle part, les représentants de ces mouvements populaires, qui ont surgi à de pareilles époques, ne sont sortis plus promptement du courant sûr et navigable, pour se jeter dans les tourbillons, contre les écueils et dans les tempêtes qui mènent à la ruine, que dans l'Amérique espagnole et parmi les enfants naïfs de la nature; personne ne démontra mieux la vérité de ce fait que les hommes saillants de la race créole, parce qu'ils ne se laissèrent diriger ni par des principes moraux, ni par une profonde sagacité, mais qu'ils s'abandonnèrent dans leur course politique uniquement à l'impétuosité de leur ambition.

A peine San Martin eut-il commencé le cours épique de ses exploits en délivrant les peuples opprimés, qu'il s'enlaça dans les réseaux subtils des piéges sans nombre qu'il s'était tendus lui-même, et qu'il se jeta dans l'opprobre et dans la ruine. De même, les Carrera et les Iturbide, en traçant le premier plan des rôles qu'ils voulaient jouer, furent eux-mêmes les auteurs des tragédies qui forment les destinées de leur vie. Nous trouvons des matériaux bien plus abondants, une conception beaucoup

plus grandiose et un intérêt psychologique incomparablement plus grand et plus durable dans le rôle que joua Bolivar, cet homme qui possédait une culture intellectuelle infiniment plus étendue que ses émules et dont le caractère formait un mélange d'éléments d'une variété très-grande. Mais ce rôle aussi est essentiellement de la même nature que celui des autres hommes marquants, et il conduisit vers un dénoûment identique. Nous n'avons pas trouvé, dans les premiers commencements de la carrière de Bolivar, cette force morale qu'il lui aurait fallu dès sa plus tendre enfance, pour mettre un frein à son ambition présomptueuse. Il manquait de l'appui moral que donne à l'homme le sentiment réellement généreux de sa propre valeur, sentiment qui emprunte sa véritable noblesse à une réserve modeste et désintéressée. Il lui était donc impossible de ne pas se laisser étourdir par l'encens que, dès ses premiers succès, on brûla devant lui dans sa ville natale. Il ne se connaissait pas assez bien lui-même pour apprécier à leur juste valeur les flatteries fantastiques avec lesquelles, dès 1819, on comparait, à Angostura, la nouvelle création de ses jeunes États avec Athènes et avec Sparte, tandis qu'on le plaçait lui-même à côté des plus grands hommes de tous les âges. Il ne put rester debout dans l'enivrement de ses succès qui l'habituèrent bientôt à ne pas rencontrer d'obstacle qui s'opposât à sa volonté, ni d'entraves qui pussent arrêter la réalisation de ses désirs. Enfin, il ne lui était pas donné de regarder avec mépris la vile flagornerie de ses adorateurs exaltés ou de ses serviteurs cupides et des sycophantes soudoyés par ces derniers.

Au moment où Bolivar consentit, au Pérou, à l'union monstrueuse et inadmissible de la dictature exercée sur

ce vaste empire avec les pouvoirs extraordinaires que lui avait conférés la Colombie, il se trouva en réalité placé sur le carrefour fatal qu'il quitta pour choisir la mauvaise route. Il n'avait pas assez d'empire sur lui-même pour résister à cette tentation pleine de séductions : « La « voix du Pérou était plus puissante que celle de sa pro- « pre conscience, » disait-il lui-même, parce qu'il sentait fort bien que cette lutte morale décisive avait eu une funeste issue. Après qu'il eut une fois pris cette fausse direction, rien ne put plus arrêter sa chute ; comme c'est le propre de ces caractères faibles, Bolivar se livra, dès lors, entièrement à la corruption intérieure, et il se précipita tête baissée dans la ruine extérieure. Cet homme était parvenu au comble des honneurs les plus brillants en affranchissant ces vastes continents à l'extérieur et à l'intérieur, en acquérant la gloire militaire et politique, la gloire du législateur et de l'administrateur, en conservant ses mains pures et en montrant un amour ardent de la patrie qui était le principal mobile de toute son activité incessante. Il était réellement grand dans l'autorité incontestée avec laquelle il dominait tout ce monde nouvellement créé par lui. Mais, dès ce moment fatal, tous ces lauriers commencèrent à se flétrir, parce que la séve qui les avait produits venait de se corrompre.

Sans aucun doute, Bolivar avait eu une conception grandiose pour l'affranchissement de l'Amérique, lorsqu'il entreprit ses expéditions militaires depuis l'embouchure de l'Orénoque jusque dans le Haut-Pérou. Mais tous ces exploits, qui devaient assurer l'indépendance de ce vaste ensemble de pays, furent singulièrement diminués lorsque Bolivar offrit son assistance au Chili pour attaquer la petite île de Chiloë, lorsqu'il montra son

grand désir de combattre le Brésil dans la Banda, mais qu'il révéla imprudemment au Chili et au Buenos-Ayres la nature mesquine ou dangereuse de son ambition; en effet, le premier de ces deux pays était prêt à accepter ses subsides, et l'autre son assistance militaire, sans vouloir se soumettre à sa direction personnelle; mais à cette condition, Bolivar refusa l'un et l'autre. La gloire la plus éclatante du *Libérateur* fut profondément ternie, lorsque, sous le vain prétexte que la rumeur publique avait annoncé le débarquement de dix-sept mille Français dans l'île de Cuba, il envoya (fin de 1825) quatre mille Péruviens à Panama, et que partout on considéra cette démarche comme une mesure prise pour opprimer la liberté intérieure de la Colombie et destinée à accompagner l'asservissement du Pérou par les troupes colombiennes.

Ce soupçon acquérait une grande probabilité, et la gloire militaire de cet homme reçut une rude atteinte, lorsque, même pendant la paix, on le vit continuellement occupé du jouet dangereux des armées permanentes, absolument comme les souverains des monarchies militaires en Europe. Et que devenait son ambition de législateur quand, de cette manière, il donnait à dessein de nouveaux aliments à l'esprit d'une vie aventureuse, d'un orgueil militaire et d'une insolence toute prétorienne, esprit qui, à la longue, rendait complétement impossible la prospérité de ces pays?

Les déceptions furent amères au sujet de l'administration du Libérateur, lorsque, avec l'établissement de la paix, on vit tomber l'épais voile qui jusqu'alors avait couvert l'état des finances colombiennes. La dette intérieure et extérieure de ce pays était évaluée alors à

46 millions et demi de *pesos* (1) ; deux ou trois ans auparavant, son congrès avait été sur le point de désavouer un emprunt anglais de 2 millions de livres sterling (1822), et cependant, plus tard, il dut en contracter un autre bien plus onéreux de 4,750,000 livres sterling, pendant que le payement des intérêts de cette somme jeta le pays dans de nouveaux embarras. S'il est vrai que la responsabilité de cette mauvaise administration en Colombie retombe plutôt sur les ministres que sur le président alors occupé de la guerre, celle du régime bien plus mauvais au Pérou pèse d'un poids beaucoup plus lourd sur Bolivar lui-même. En effet, après que San Martin eut déjà contracté, en Angleterre, un emprunt de 7 millions et demi de *pesos*, Bolivar emprunta encore, dans le même pays, 13 autres millions (9 mars 1825), sans compter les millions qu'il avait retirés des biens séquestrés et sécularisés de l'Église, des couvents, de l'inquisition et d'autres établissements semblables. Cependant, le préjudice causé à l'économie de l'État par ces masses d'argent facilement acquises et promptement dissipées, quelque immense qu'il fût, est peu de chose quand on le compare à la honteuse démoralisation dont cette mauvaise administration des finances devint la cause. Effectivement, à la première pensée d'emprunts à contracter, on vit affluer, dans tous ces pays, en première ligne les gens qui avaient acquis leurs connaissances financières à la table de jeu, et qui s'enrichirent d'une manière ignominieuse comme agents et comme fonctionnaires administratifs du dictateur qui, au Pérou, disposait de la fortune nationale comme de son propre patrimoine.

(1) Cf. Restrepo, t. Ier, p. 182 sq.

Mais que devinrent la bonne réputation et l'intégrité de ce héros, qui avec beaucoup de désintéressement apparent avait refusé les millions dont on lui fit cadeau, quand on apprit qu'il faisait prendre dans les caisses de l'État deux mille *pesos* par mois pour les donner à sa favorite du moment, Manuela Saënz, « la libératrice, » comme on l'appelait, et qu'il faisait payer de grosses sommes à ses partisans militaires et politiques, et à tous ses vils adulateurs dans la presse jusqu'en Europe! Sa réputation morale fut entièrement détruite, lorsque le bruit public à Lima racontait de nouveau les faits les plus cyniques au sujet de ses folles orgies et de ses débauches sensuelles. Sous quel jour voyait-on dès lors son patriotisme, lorsque ses absences continuelles et les préoccupations que lui causaient les affaires étrangères de nations éloignées lui firent oublier son propre pays, et que ce dernier fut bientôt livré au chaos de l'anarchie et des révoltes! Enfin, jusqu'à quel point ne voyait-on pas se ternir l'estime et l'admiration éclatantes qui avaient entouré sa position dictatoriale dans les vastes empires dominés par lui, lorsque, depuis la convocation du congrès de Panama, on lui attribuait avec une profonde défiance les projets les plus monstrueux de la fondation d'un empire universel, et qu'on pouvait le soupçonner de vouloir partager avec dom Pedro la domination de toute l'Amérique du Sud! Bien des choses qui, parmi ces nombreux sujets d'accusation, étaient des faits réels, n'étaient connues, à cette époque, que de peu de personnes initiées. Un grand nombre de ces récriminations, et parmi elles l'accusation la plus grave que nous avons mentionnée en dernier lieu, n'étaient que des rumeurs vagues et des bruits qui tendaient à le faire suspecter et à exa-

gérer la réalité. Mais, dès le moment où Bolivar commença à découvrir sa politique dans le Haut-Pérou, la vérité se montra de jour en jour plus clairement aux yeux de tout le monde.

La Bolivie et le Code bolivien.

Le Buenos-Ayres pouvait faire valoir sur cette province du Haut-Pérou le droit de la possession antérieure, et le Pérou avec la Colombie celui que leur donnait l'affranchissement de cette province, tandis que le Buenos-Ayres n'avait pu l'effectuer. Le désir de Bolivar était de rendre le Haut-Pérou indépendant à l'égard de ces États, afin de s'y créer une nouvelle sphère d'influence. Pendant que Sucre combattait encore pour conquérir la liberté de ce pays, Bolivar fit publier (23 février 1825), par le congrès de Lima qui faisait entièrement ses volontés, une déclaration où il était dit « que le Pérou respecterait « les droits de la république de Buenos-Ayres et même « ceux du Haut-Pérou ». Par suite de cette insinuation, Sucre convoqua (6 avril), comme par un acte arbitraire, une assemblée nationale de la province de Potosi, afin d'empêcher l'anarchie par un gouvernement provisoire. Mais pour sauver les apparences légales, comme il avait toujours la prudence de le faire, il informa le gouvernement de Buenos-Ayres de cette démarche, afin que ce dernier pût établir ses rapports *à la fois* avec cette assemblée et avec le gouvernement péruvien en vue de terminer à l'amiable une affaire d'une pareille importance, ce qui, disait-il, était le désir de l'*armée libératrice*. Ensuite Bolivar confirma, à Arequipa (16 mai), la convocation de cette assemblée qui exprimerait librement, disait-il, sa volonté au sujet de l'avenir de ce pays, qui jusqu'alors resterait placée « sous l'autorité du grand-

« maréchal d'Ayacucho » (Sucre), c'est-à-dire sous la domination militaire de la Colombie. Par suite de ses différends avec le Brésil, le Buenos-Ayres n'eut pas d'autre choix; il dut, plus tard, reconnaître le principe ainsi posé de la souveraineté du peuple; mais il invita, dès lors, l'assemblée convoquée à Chuquisaca à envoyer des délégués au congrès de Buenos-Ayres, et il fit longtemps des difficultés pour ratifier l'indépendance du Haut-Pérou.

Nous avons dit plus haut que l'assemblée de cette dernière province remit ses destinées entre les mains de Bolivar (10 juillet); elle déclara (31 octobre) l'indépendance du pays comme république représentative et autonome sous le nom de *Bolivie*, et elle nomma président Bolivar que, pendant son absence, Sucre devait remplacer conformément à une résolution ultérieure (3 octobre). Puis, ce congrès préparatoire se sépara, après avoir envoyé au Libérateur une députation chargée de lui demander le projet d'une Constitution. Bolivar, dont le voyage à travers le pays était une continuelle marche triomphale, et qui, par sa seule présence, avait exercé sur toutes les résolutions une pression irrésistible, convoqua (26 novembre) un congrès constituant pour le mois d'avril de l'année suivante, dans l'espoir que « jusque-là « le Buenos-Ayres et le Pérou auraient reconnu l'indé- « pendance de la nouvelle république ». Lorsqu'il envoya ensuite de Lima (25 mai 1826) à ce congrès son *Code bolivien* en projet, il lui apporta en même temps, comme un don, cette reconnaissance de la part du Pérou.

Ce fut là un moyen de séduction de plus qu'il employa pour déterminer, à l'avance, cette assemblée à

accepter sa Constitution, qui effectivement ne fut presque pas modifiée.

Dans une adresse qu'il envoya en même temps (1) pour recommander son œuvre, Bolivar avait personnellement fourni un commentaire de sa loi constitutive qu'il appelait avec plus de vérité que de modestie « son idée fixe législative, » et dans laquelle ce railleur des idéologues se perdait de plus en plus au milieu de ses anciennes théories. Or, cette loi devait être la Constitution modèle qu'il avait imaginée, dix ans auparavant, à la Jamaïque, et que les assemblées d'Angostura et de Cucuta avaient écartée avec dédain. Elle devait produire un gouvernement fort, et capable de naviguer au milieu des écueils de l'anarchie démagogique et de la tyrannie monocratique; elle ne devait imiter ni le fédéralisme de l'Amérique du Nord, ni le régime monarchique de l'Angleterre; en reproduisant d'une manière libre les institutions anglaises, elle était destinée à fonder, à la place de la royauté, un pouvoir électif à vie dont l'autorité semblait devoir être augmentée par une subdivision des autres pouvoirs du gouvernement.

Dans cette adresse, Bolivar expliquait longuement les raisons qui faisaient que deux corps législatifs devaient nécessairement être toujours en désaccord; à cet inconvénient, il ne voulait pas parer par « l'absurdité classique » du système d'une seule Chambre, mais par un système à trois Chambres. Les *tribuns* devaient avoir l'initiative des lois sur les revenus de l'État, sur la paix et la guerre, de même que le contrôle de ces départements. Les *sénateurs* allaient être chargés d'inspecter

(1) Cf. *Vida publica*, t. V, p. 197.

les tribunaux, de choisir les fonctionnaires et de proposer les membres de la cour suprême et ceux du haut clergé. Les *censeurs*, formant un pouvoir politique et moral semblable à celui des censeurs de Rome et à celui de l'aréopage d'Athènes, devaient, en leur qualité de fiscaux du gouvernement, surveiller l'exécution de la Constitution et des traités, et nommer les juges suprêmes et les ecclésiastiques du rang le plus élevé, en les choisissant d'après la liste présentée par le sénat ; c'était devant eux que les ministres devaient répondre de leurs actes ; eux aussi avaient à surveiller les bonnes mœurs, l'éducation et la presse.

Le vice-président Sucre était un homme foncièrement sensé, et, en même temps, il était tellement exempt de tout esprit de domination et de toute ambition que, pour rien au monde, il n'aurait voulu s'ingérer dans les affaires boliviennes, et que, malgré toutes les instances des habitants, il ne voulut accepter ses fonctions que pour le temps stipulé comme durée de l'occupation colombienne. Il pénétra aussitôt les défauts de cette Constitution, et il prévit qu'elle ne prouverait que sur le papier sa force et sa solidité qu'on avait tant vantées. Comme c'était sa nature, il ne pensait qu'à la façon légale de s'en servir. Telle ne fut pas la manière de voir de Bolivar, qui comprenait tout autrement le contenu conservateur de sa Constitution, ou les moyens d'action qu'elle attribuait au pouvoir exécutif. Il écrivait, vers cette époque (8 août), à Paëz, « que ce qui, à ce moment, « était le plus nécessaire, c'était de maintenir le pouvoir « public en état d'apaiser avec énergie les passions et de « réprimer les abus, soit par la presse, soit par la « chaire sacrée, soit par les baïonnettes ».

Muni ainsi des résolutions populaires qui faisaient de lui un souverain, armé de ses grands moyens et pouvoirs militaires, et possédant la suprématie en Bolivie, Bolivar n'avait plus besoin que d'étendre sa Constitution à la Colombie et au Pérou, et à réunir en sa personne la présidence à vie dans tous les trois États, pour arriver à la *monocratie*, ou monarchie élective. De cette manière, il lui était facile de mépriser les quatre planches garnies de velours et de dédaigner les millions qu'on lui offrit, car il n'avait pas de famille légitime, et il mettait sagement à profit les exemples, grands et petits, que lui avaient donnés Napoléon, Dessalines et Iturbide. La grande tâche qu'il avait à remplir était donc, dès lors, de parcourir en législateur, le Code bolivien à la main, tous les pays qu'il avait traversés comme libérateur à la tête de ses soldats, mais en suivant cette fois la marche inverse, en partant du Haut-Pérou pour finir par le Venezuela, afin de soumettre toutes ces contrées à sa législation; il lui fallait d'abord renverser, au Pérou, la Constitution prématurée de 1823, puis, en Colombie, la Charte de Cucuta dont peu de temps auparavant il s'était déclaré, en termes fort pompeux, le champion le plus fidèle. Le Libérateur procéda immédiatement à l'accomplissement de cette œuvre avec toute la confiance et avec toute l'activité infatigable qui lui étaient propres. Longtemps avant l'installation du congrès de Bolivie, il était retourné à Lima (janvier), afin d'assister à l'assemblée des états péruviens, devant lesquels il devait déposer ses pouvoirs extraordinaires. Dans les réunions préparatoires, on vit surgir un parti hostile à Bolivar, qui désirait mettre un terme au pouvoir illimité du Libérateur et à l'occupation du pays par les Colombiens.

Bolivar menaça de quitter le pays, en prenant une attitude et en produisant un effet, comme si un monarque menaçait ses peuples de sa disgrâce ou un pape les fidèles de son excommunication. Le conseil des ministres, où siégeaient les créatures de Bolivar, le général Santa Cruz à leur tête, déclara nul (17 avril) le mandat d'un certain nombre de députés provinciaux, et le congrès prononça sa propre dissolution. Déterminés par des promesses et par des menaces, cinquante-deux députés présentèrent ensuite une requête pour demander « qu'on « ajournât jusqu'à l'année suivante la convocation d'un « nouveau congrès, et qu'on écoutât ce que les provinces « avaient à dire sur la réforme de la Constitution et sur « l'élection du président ». Les ministres adhérèrent à cette demande, et l'on ne dédaigna pas les moyens les plus efficaces pour assurer à cet arrangement les résultats qu'on désirait obtenir. On prétendit avoir découvert une conspiration contre Bolivar; on arrêta, pendant une même nuit, toute une série d'officiers buénos-ayriens, chiliens et péruviens, et l'on condamna à mort un lieutenant du nom d'Aristizabal et plusieurs autres qui s'étaient enfuis.

Sous le coup de l'impression laissée par ces événements, les électeurs se réunirent dans les provinces et dans la capitale. Peu de jours avant que le collége électoral de Lima dût s'assembler, Bolivar annonça de nouveau son départ (fixé au 13 août). L'agitation générale qui s'était emparée des esprits faisait craindre l'explosion d'une anarchie universelle, et les amis d'un « gouvernement fort » prièrent instamment le Libérateur de rester. Des députations exprimèrent cette demande de la façon la plus vile, qui aurait sans aucun doute corrompu

même un caractère d'une trempe beaucoup plus solide. Des femmes mêmes formèrent des députations qui supplièrent le Libérateur de rester. Les habitants s'avilirent jusqu'à un tel point qu'un homme d'une haute position s'agenouilla devant Bolivar, en le priant de lui mettre le pied sur la nuque, afin qu'il pût se vanter d'avoir porté l'homme le plus grand du siècle : le faible héros écouta de pareils propos avec complaisance ! Lorsque les électeurs liméniens s'assemblèrent dans l'université de San-Marcos, ils se déclarèrent (16 août), entourés de troupes, pour l'abolition de la Constitution péruvienne, et ils approuvèrent, en même temps, le Code bolivien, cinq semaines seulement après qu'il eut été adopté par le Haut-Pérou. Puis ils se rendirent, avec les troupes de peuple qui affluèrent de tous les côtés, vers la demeure du président, qui promit « d'offrir » aux peuples du Pérou son Code, en l'appelant l'œuvre des siècles, parce qu'il y avait réuni toutes les leçons de l'expérience et les conseils et les opinions des hommes les plus sages. Les électeurs provinciaux suivirent cet exemple ; Bolivar fut nommé président à vie du Pérou, et l'on jura solennellement fidélité à la Constitution bolivienne (26 décembre).

Ce dernier acte ne s'était pas encore accompli, lorsque Bolivar essaya de faire faire un pas de plus à ses orgueilleux projets. Il conclut (15 novembre), entre le Pérou et la Bolivie, qu'il avait dès lors complétement réduits sous sa puissance, un traité d'alliance (1) par lequel il dévoila son projet d'unir les deux États à la Colombie, et de former ainsi une fédération (*des Andes*), avec un congrès fédéral soumis à sa Constitution et présidé par

(1) Cf. *Vida publica*, t. VIII, p. 261.

lui pendant tout le temps de sa vie (1). Vers cette époque, on avait déjà commencé sur plusieurs points, et d'après un plan uniforme, les agitations en Colombie qui devaient produire ce résultat. Des bruits vagues, venus du Caracas lointain, parlaient de révoltes et de *pronunciamientos* réformistes et fédéralistes. Le conseil municipal de Guayaquil présenta (6 juillet) au gouvernement de Bogota (2) une requête demandant la convocation d'un congrès et l'accélération d'une réforme de la Constitution, bien que l'article 191 eût expressément interdit tout changement de la Charte pour dix ans (jusqu'en 1831).

Peu de jours après, le gouvernement reçut de Quito (19 juillet) une semblable requête. Santander, vice-président de Colombie, qui autrefois avait été toujours le partisan le plus docile de Bolivar, joua dans cette occurrence un double rôle pour ne rien perdre, quelle que fût l'issue de cette affaire. Personnellement et comme homme privé, il accueillit les projets du président avec une certaine faveur, mais comme personnage officiel, il afficha la légalité la plus rigoureuse. Dans les réponses excellentes, claires et tout à fait constitutionnelles qu'il fit envoyer (21 août) dans ces deux villes (3) par Restrepo, secrétaire de l'intérieur, et par Soublette, ministre de la guerre, il désapprouva de la manière la plus sévère les démarches qu'on venait de faire. Car, disait-il, la lettre de la Constitution indiquait clairement que personne, si ce n'est le congrès, n'avait le droit de délibérer sur des

(1) Cf. Baralt, t. II, p. 283.
(2) Cf. *Vida publica*, t. VI, p. 256.
(3) *Ibidem*, t. VII, p. 21-43.

réformes à introduire dans la Constitution, pas même le gouvernement, parce que, en agissant ainsi, il donnerait lui-même le funeste exemple de la rébellion. Telle ne fut pas la manière d'agir de Bolivar. Il appuya ouvertement les autorités de ces deux villes, et il leur indiqua sans façon les réformes qui étaient le but de ses désirs, en leur faisant écrire par son secrétaire (1er août) « que sa « profession de foi politique était consignée dans la Con- « stitution bolivienne ».

A ce moment (28 août), il se réunit à Guayaquil une junte, qui fit un tableau étrange des armements de l'Espagne qui, disait-elle, avait à Cuba vingt-deux mille hommes prêts à faire la guerre, et de la désorganisation dont le Venezuela, à ce que prétendait cette junte, avait déjà infecté la Colombie. Elle ajouta ensuite une déclaration, en disant « que le peuple du Guayaquil, repre- « nant sa souveraineté, en remettait l'exercice à Bolivar, « *le père de la patrie, qui était le centre de tous les* « *cœurs*, et qu'il l'autorisait à convoquer la grande Con- « vention colombienne, afin de décider définitivement « du système à adopter pour la république (1) », c'est-à-dire, comme le recommandait la junte, en adoptant la Constitution bolivienne.

Le Quito aussi se rangea de nouveau (6 septembre) à cette résolution. Santander, en écrivant à Bolivar au sujet de ces mouvements (8 octobre), fit semblant d'ignorer la part prise par celui-ci aux mesures rebelles et jusqu'à quel point il s'était associé à leurs prétextes et à leurs buts frivoles. Dans des proclamations, adressées le même jour aux autorités de la ville, Santander désap-

(1) Cf. *Vida publica*, t. VII, p. 80.

prouva avec plus de sévérité encore tous ces actes, et il déclara énergiquement que, tant qu'il resterait en fonctions, il ne se permettrait pas la moindre déviation de la Constitution dont la réforme ne le touchait qu'en sa qualité d'homme privé.

Bolivar, de son côté, se hâta avec d'autant plus de résolution de donner personnellement une impulsion plus vigoureuse à ces commencements favorables. Il quitta Lima (4 septembre) et se rendit par mer au Guayaquil (12 septembre), afin de travailler ouvertement à l'introduction du Code bolivien, pour que « le règne s'en « étendit depuis Potosi jusqu'aux bords de l'Orénoque ». Puis, il se rendit à Bogota (14 novembre). Santander, en le recevant, lui dit encore une fois publiquement qu'il serait l'esclave de la loi comme il avait promis de l'être. Dans une représentation, que lui remirent (14 novembre) des fonctionnaires et des bourgeois de Bogota, ceux-ci lui témoignèrent, dans les termes les plus énergiques, l'horreur que leur inspiraient les événements qui venaient de se passer dans l'Équateur; avec une précision et une franchise qui ne laissèrent pas que de le blesser, on rappela au Libérateur tout ce qu'il avait dit auparavant pour protester de sa fidélité à la Constitution. Mais, pendant son court séjour dans cette capitale, Bolivar fit tout ce qu'il put pour rendre Santander et les ministres favorables d'abord à son projet d'une union entre les États, et il crut ne pas avoir opéré sans succès. Nous possédons une lettre, écrite à cette époque (3 décembre) par Santander à Santa Cruz, dans laquelle il promet de faire tout ce qui est en son pouvoir, pour rendre populaire et pour emporter de haute lutte l'alliance du Pérou, de la Bolivie et de la Colombie suivant les vœux de Boli-

var et avec la présidence à vie de ce dernier. Le centre aussi, le gouvernement de Colombie semblait donc être ébranlé et pencher en faveur des projets de Bolivar. Seulement, dans la patrie restreinte du Libérateur, au Venezuela, où l'on s'y serait le moins attendu, les réseaux du projet, qui y avaient été tendus également, semblaient s'être brouillés fort mal à propos.

Le Venezuela.

Il y avait eu depuis plusieurs années, dans la capitale du Venezuela, un club formé des partisans absolus de Bolivar parmi lesquels ses admirateurs les plus enthousiastes étaient prêts à lui frayer même le chemin vers un trône. A côté de ces amis, parmi ses compatriotes, il y avait, dans la ville, encore une autre classe de bourgeois qui suivaient le grand courant des opinions politiques, et qui, à leur insu et sans le vouloir, s'étaient de plus en plus éloignés des tendances de Bolivar. La jalousie qui régnait entre les provinces avait, dès le principe, suscité dans le Venezuela beaucoup d'adversaires à l'union colombienne. Le conseil municipal de Caracas n'avait prêté serment à la Constitution de Cucuta qu'en faisant des réserves; les idées constitutionnelles, qui avaient pour base le fédéralisme et les institutions de l'Amérique du Nord, n'avaient jamais entièrement disparu dans la province et, depuis que la Constitution fédérale avait été adoptée au Mexique, elles avaient pris, à la grande terreur de Bolivar, une nouvelle extension dans le pays. On pouvait donc très-facilement exploiter tout ce qui venait de Bogota, pour faire naître des répugnances et le mécontentement dans cette province que Santander avait toujours considérée comme un volcan qui menaçait l'Union de grands dangers.

C'était ainsi qu'entre autres causes, l'organisation de la grande levée de troupes en 1824 avait produit l'irritation la plus vive; dans les provinces de Caracas et d'Apure, elle avait même provoqué des résistances ouvertes, de sorte que Paëz, le commandant général du Venezuela, s'était vu forcé de proclamer l'état de siége (29 novembre 1824). Cette mesure avait motivé une proposition présentée au congrès de Bogota et dans laquelle on demanda que Paëz fût mis en accusation; bien qu'elle ne fût pas suivie d'effet, elle blessa cependant à un tel degré ce capitaine d'un grand mérite, que, dans le premier mouvement de son indignation, il offrit sa démission. Plus tard, il avait été obligé de révoquer sa mesure de police militaire et d'ajourner l'organisation des milices que le peuple détestait profondément. Découragé par tous ces événements, Paëz écrivit (10 décembre 1825) une lettre à Bolivar au Pérou dans laquelle, en comparant la situation de la Colombie à celle de la France au moment où Bonaparte revint d'Égypte, il engagea le Libérateur à se charger du rôle de Napoléon. Cet honnête et naïf *llanero* était, à Caracas, entouré des filets que lui tendaient les créatures de Bolivar, du nombre desquels était aussi le porteur de cette lettre, Leocadio Guzman, champion déclaré de la Constitution bolivienne, qui dicta ou qui du moins interpréta auprès de Bolivar, dans un sens tout à fait monarchique, la lettre écrite par Paëz. Le Libérateur-Président déclina modestement cette offre (6 mars 1826), en disant « qu'il « n'était pas un Napoléon, qu'il n'était ni grand, ni am« bitieux comme lui; qu'il ne voulait imiter ni l'Empe« reur français ni Iturbide; qu'un trône effrayerait les « habitants de ce pays; mais qu'une réforme de la Con-

« stitution lui paraissait désirable. » En même temps, il recommanda à son ancien compagnon d'armes d'agir en faveur de son Code bolivien.

Pendant ce temps, Paëz s'était de nouveau occupé à faire exécuter l'organisation des milices (décembre 1825), et il avait encore rencontré la même résistance. Deux fois il avait inutilement fait convoquer à une réunion les Caraquéniens récalcitrants; la troisième fois, il les fit ramasser dans les rues par des patrouilles et les rassembler de force (6 janvier 1826). Sur la dénonciation du conseil municipal de Caracas, on forma au sein du congrès une nouvelle accusation contre Paëz; celui-ci y vit l'effet d'une instigation de Santander, avec lequel il avait été en très-mauvais termes depuis qu'ils s'étaient rencontrés pour la première fois à Casanara. On demanda compte à Paëz de sa conduite et on le suspendit de ses fonctions : mesures fort étourdies et imprudentes, puisque, en tenant cette conduite, brutale il est vrai, il n'avait fait que mettre à exécution un ordre du gouvernement. Profondément irrité, Paëz était cependant sur le point de se mettre en route pour Bogota, lorsque des conseillers fort intrigants, adversaires absolus du gouvernement de Bogota, saisirent cette occasion pour profiter de la bonhomie peu clairvoyante du commandant général, afin de poursuivre leurs propres desseins intéressés. Le conseil municipal de Valencia, sur lequel ces hommes exerçaient quelque influence, consulta (27 avril) les savants de cette ville (1) où résidait Paëz, pour savoir s'il avait le droit d'ajourner l'exécution de l'ordre par lequel Paëz avait été suspendu de son poste. Lorsque ces

(1) Cf. *Vida publica*, t. VI, p. 28.

hommes qu'on venait de consulter, et une partie même du conseil municipal, mus par un sentiment de légalité, déconseillèrent cette démarche, les mécontents provoquèrent un mouvement populaire par suite duquel la municipalité se vit obligée (30 avril) de *forcer* Paëz à garder ses fonctions et à rester dans le pays.

C'était là faire jouer un rôle étrange à ce brave Paëz qui d'abord avait rigoureusement exécuté les ordres du gouvernement et qui, dès lors, se laissait mener par une autorité dont les pouvoirs étaient usurpés; il était singulier de le voir un jour avouer, dans ses Notes adressées au gouvernement et à Bolivar, que les événements de Valencia étaient une révolte coupable, et de l'entendre dire, un autre jour, qu'une révolution était justifiée, dès qu'elle était un fait accompli : erreur qu'il avoua plus tard avec un repentir sérieux. Le mouvement se propagea dès lors avec une grande promptitude; le conseil municipal de Caracas, qui venait d'accuser Paëz, approuva à ce moment (5 mai) le *pronunciamiento* des habitants de Valencia. La résistance des gens honorables, tels que Cristoval Mendoza, ne fut d'aucun effet; dans leur haine contre la Nouvelle-Grenade, les fédéralistes donnèrent au mouvement le but d'une réforme de la Constitution; une proclamation de Paëz même (19 mai) indiqua comme but de l'agitation le devoir « d'accélérer l'arrivée de « l'époque où la grande Convention pourrait faire la « révision de la Constitution ». De cette façon, les fédéralistes travaillaient, à leur insu, en faveur des projets de Bolivar. Santander le comprit avec beaucoup de sagacité; c'est pourquoi il dissuada formellement Bolivar (19 juillet) de hâter en quoi que ce fût son départ du Pérou à cause de ce mouvement. Il espérait rétablir

l'ordre par ses seules forces, car il s'apercevait bientôt que la partie saine de la population détestait profondément le système des *pronunciamientos* qui commençait à revivre ; que des commandants en chef tels que Bermudez et Macero se déclaraient pour le gouvernement, et que, dans le principe, le soulèvement était limité aux provinces de Caracas et d'Apure.

Bolivar était fort content de pouvoir d'abord vaquer à ses affaires au Sud. Sans avoir reçu de renseignements précis sur ce qui se passait dans son pays, il s'était senti fort rassuré, et avait expédié de Lima le messager de Paëz, L. Guzman, en lui donnant (1) des instructions et des lettres pour Mendoza (6 juillet) auquel il recommanda chaudement son projet et qu'il chargea de travailler, à l'aide de la presse, en faveur de la Constitution bolivienne. Mais, peu de temps après, les nouvelles devinrent moins rassurantes, lorsque les plans des Vénézolains fédéralistes se révélèrent plus nettement. On aurait dit qu'au moment même où Bolivar, avec son pouvoir arbitraire, travaillait dans l'Équateur à faire réussir ses *nouveaux* projets de fédération et de Constitution, Paëz s'efforçait, de son côté, d'arracher le Venezuela de la Colombie, en se servant également de son pouvoir arbitraire dans un sens opposé, pour favoriser l'*ancien* fédéralisme ou plutôt les anciennes tendances séparatistes. En effet, les fédéralistes propagèrent avec rapidité ce mouvement vers l'Ouest et vers l'Est, jusqu'à Maracaïbo et jusqu'à Cumana. Puerto-Cabello proclama la fédération (21 août) ; une assemblée de notables à Caracas se déclara également (5 octobre) en faveur du système fé-

(1) Cf. *Vida publica*, t. VII, p. 180.

dératif. Puis, les agitateurs obtinrent de Paëz qu'il convoquât à Valencia une assemblée générale qui, dans cette crise, devait décider le sort politique du Venezuela.

Cette junte résolut (7 novembre) de déclarer le Venezuela État indépendant (1). Mendoza s'y opposa encore; mais Paëz coupa court à toute délibération; il invita les partisans de la séparation à lever la main et déclara, sans autres formes, la question décidée. Mendoza demanda des passe-ports pour se rendre à l'étranger; Paëz lui ordonna de quitter le pays dans l'espace de huit jours. Il se donna tout à fait l'air de vouloir, dès lors, jouer lui-même le rôle de Napoléon que Bolivar avait dédaigné. Dès le moment où celui-ci entendit le premier murmure lointain de l'orage qui se levait à l'horizon, il eut le pressentiment soudain que tout était perdu pour ses grands projets. Dans la lettre qu'il avait écrite à Mendoza, il avait dit encore : « Si les bons citoyens pren-« nent parti pour notre armée impérissable, l'édifice que « nous venons d'élever se conservera. Mais une démarche « imprudente peut nous ensevelir à jamais. La prudence « et l'union sont ce qu'il nous faut maintenant. »

Sans le vouloir, il disait, dans ces paroles, combien étaient faibles les piliers par lesquels il voulait étayer l'édifice élevé par lui, et combien étaient peu solides les fondements sur lesquels il voulait construire le nouveau qu'il s'agissait d'ériger. En effet, la confiance qu'il avait fondée sur l'armée impérissable devait être trompée; il avait déjà lui-même perdu son sang-froid, et il sautait aux yeux que l'union parmi les citoyens se trouvait profondément ébranlée. Lorsqu'il reçut les premières infor-

(1) Cf. *Vida publica*, t. VII, p. 273.

mations détaillées sur la manière dont l'esprit de fédéralisme s'était déchaîné au Venezuela, il écrivit (8 août), plein d'un profond dégoût de tout pouvoir et même de tout le monde, une lettre à Paëz, dans laquelle il disait : « Nous étions arrivés, comme par un miracle, au point « d'un équilibre fortuit, de même que lorsque deux « vagues furieuses se rencontrent sur un point donné, et « que l'une reste appuyée sur l'autre, elles se main- « tiennent dans une immobilité passagère. Moi, j'étais « le point donné; la Nouvelle-Grenade et le Venezuela « étaient les deux vagues; le moment d'immobilité arriva, « et maintenant, à la fin de la première période élective « et constitutionnelle, ce moment passe déjà. »

Néanmoins, aussitôt que cet homme remarquable toucha le sol vénézolain, il réussit, grâce au charme puissant de sa politique, à rétablir momentanément la tranquillité. A peine arrivé à Bogota, il s'était fait munir (23 nov.) des prérogatives les plus extraordinaires que, dans les cas d'un danger intérieur, l'article 128 de la Constitution donnait au président; puis, il prit mesures sur mesures, qui démontraient toutes qu'en cas de besoin il ferait l'usage le plus vigoureux de son pouvoir. Deux jours plus tard, il se mit en route pour aller au Venezuela. Une proclamation dont il se fit précéder affirma, comme c'était la manière de Bolivar, qu'il avait tout à fait malgré lui accepté de nouveau le pouvoir qu'il détestait mortellement, parce qu'on l'accusait d'aspirer à la monarchie : « Comme si la mission de libérateur n'était « pas beaucoup plus sublime qu'un trône; et comme « s'il pouvait être assez insensé pour vouloir *descendre!* » La seule nouvelle de son approche découragea aussitôt tout le soulèvement. Son fidèle Pedro Briceño réussit à

séparer (novembre) Puerto-Cabello de la faction qui avait Paëz pour chef; effrayé par la défection qui commençait à se déclarer parmi ses troupes, ce dernier annonça, dans une proclamation, l'arrivée du Libérateur pour laquelle le Venezuela lui devait une apothéose!

Avant qu'il fût arrivé à Maracaïbo (16 décembre), Bolivar avait, depuis longtemps, compris combien il lui serait facile d'exploiter toute la rébellion à son profit personnel et de conjurer l'orage par un seul acte : il appela le peuple à la concorde en lui offrant (1), ce qui avait été essentiellement le nœud de tout ce soulèvement, de hâter la convocation de la Convention destinée à réformer la Constitution. Ensuite, il proclama, à Puerto-Cabello (1er janvier 1827), une amnistie générale, et il confirma dans leurs places les chefs de l'insurrection Paëz et Mariño (au Maturin). Bolivar n'eut aucune difficulté à influer sur les dispositions du bon Paëz, absolument comme il le désirait. Après avoir renouvelé leur ancienne amitié, il fit, en compagnie de Paëz, son entrée à Caracas (10 janvier) où il fut encore une fois reçu avec les transports d'une joie indicible. Paëz demanda à être jugé par un tribunal, ce que Bolivar repoussa de toutes ses forces; loin de le trouver coupable, il le reconnut comme le sauveur de la patrie et lui donna son épée qui, malgré cela, disait Paëz, resterait toujours l'épée de Bolivar! Mais les efforts que fit Bolivar pour mériter le bon vouloir des rebelles et pour changer en amis ses anciens ennemis imprimèrent une nouvelle tache noire au nom du Libérateur; dans tous les États soumis à sa domination, la conviction se répandit bientôt

(1) Cf. *Vida publica*, t. VIII, p. 240.

que non-seulement il avait profité des troubles au Venezuela, mais encore qu'il les avait suscités lui-même pour favoriser ainsi ses projets d'union et de constitution.

Les fidèles partisans de la Constitution colombienne devinrent désormais ses adversaires déclarés ; bon nombre de ses anciens amis firent les hypocrites ou se changèrent ouvertement en ennemis. Ainsi Santander, qui était aussi zélé Néo-Grenadin et Colombien que Paëz était ardent Vénézolain, se déclara désormais, rien que par haine contre ce dernier, l'adversaire de Bolivar et s'érigea en ardent défenseur de la Constitution colombienne. Ceci n'empêcha cependant pas le Venezuela de recouvrer pour le moment la concorde et la paix qui y avaient régné autrefois. Le Libérateur put même procéder (mars-juin) à une réorganisation radicale dans ces pays, qui étaient placés sous son autorité directe, en introduisant les réformes les plus étendues dans les intendances, les perceptions, les douanes, la régie des tabacs, l'hôpital militaire, l'université de Caracas, etc. (1), de sorte que le pays reçut presque entièrement une position autonome. Dans ces mesures encore, on reconnaissait la main qui commençait à ourdir la trame de la fédération des Andes, par laquelle on faisait aux fédéralistes vénézolains les concessions les plus séduisantes, puisqu'elle contenait le plan d'une division de l'empire fédéral en six ou sept États souverains.

Les Colombiens au Pérou.

Mais à peine l'ordre eut-il été rétabli au Venezuela,

(1) On trouve les ordonnances respectives réunies dans la *Colleccion de los decretos expeditos por el Libertador presidente de Colombia, desde noviembre* 1827 — *julio* 1827. Caracas, 1828.

comme par un coup de baguette magique, à peine le moment d'arrêt et d'immobilité entre les deux vagues, la Nouvelle-Grenade et le Venezuela, eut-il été rétabli dans la personne de Bolivar, que l'édifice, élevé par lui sur les flots mobiles, eut à subir le choc d'une troisième vague qui menaçait de nouveau de le miner et de le renverser, en venant du côté d'où l'on s'y attendait le moins. Ce nouveau mouvement funeste partit de l'armée « impérissable » des Colombiens au Pérou (1). Dans cette troisième division des troupes colombiennes, à Lima, qui jusque-là avait été certainement un modèle de discipline, il s'était glissé depuis quelque temps un esprit turbulent qui répandit le malaise parmi les soldats. Ils demandèrent à rentrer dans leurs foyers; leur chef, le général Lara avait, à plusieurs reprises, proposé le retour du corps expéditionnaire qui était pour le Pérou un fardeau lourd, odieux et inutile. Les soldats étaient fatigués d'entendre tous les jours la populace péruvienne crier : « Mort aux Colombiens ! » Leurs chefs, au contraire, dit-on, étaient d'autant plus disposés à écouter les moyens de persuasion sonnants des patriotes considérables, à Lima, qui soupiraient après la fin de la domination étrangère. De plus, un esprit de critique à l'égard des actes du gouvernement avait déjà pénétré au milieu de ces troupes. Elles voyaient avec indignation que, dans leurs rancunes pleines d'appréhension, les Chiliens et les Buenos-Ayriens ne les stigmatisaient pas moins que les Péruviens comme des oppresseurs. Il est possible que ce fût à Bogota même et dans le sein du gou-

(1) Les documents se trouvent dans la *Vida publica*, à partir du tome IX, p. 172.

vernement qu'on fit jouer les ressorts politiques qui produisirent l'explosion du mécontentement au milieu de ces troupes.

Quelques officiers, réunis dans la maison d'un de leurs camarades du nom de Bustamante, convoquèrent leurs troupes (26 janvier) auxquelles il exposèrent les perfidies commises par la Colombie à l'égard du Pérou et de la Bolivie, et le péril auquel la Constitution colombienne était exposé par suite des événements au Quito et au Guayaquil. Puis, ils arrêtèrent leur général Lara et quelques autres officiers supérieurs, et, dans une déclaration du même jour (1), ils exprimèrent leur résolution de rester fidèles à la Constitution, malgré toute l'estime qu'ils conservaient pour Bolivar; en même temps, ils offrirent (par quatre-vingt-six signatures) au gouvernement de Bogota leurs services pour la défense de la Charte. Dans la province de Bogota, où les agitations pour la réforme avaient fait naître, au Nord et au Sud, une grande fermentation et un profond mécontentement, et où, dans un long exposé, un certain nombre d'officiers venaient de renouveler au gouvernement leur serment de fidélité à la Constitution bolivienne, on reçut avec des cris d'allégresse et avec de grandes solennités et des fêtes les nouvelles qui, à ce moment, arrivèrent de Lima. Santander, qui, tout en simulant des sentiments de conciliation, était à la tête d'un véritable contre-gouvernement hostile à Bolivar, écrivit (14 mars) à Bustamante pour lui témoigner sa joie et pour approuver sa conduite (2); en même temps il lui promit, de même qu'à

(1) Cf. Pruvonena, t. II, p. 448.
(2) Cf. *Vida publica*, t. IX, p. 178.

ses compagnons, impunité complète pour toutes leurs démarches.

Avant qu'on pût savoir quelle influence cette défection et l'approbation que venait de lui donner le gouvernement exerceraient sur la Colombie, le coup porté aux projets de Bolivar, dans le voisinage le plus immédiat, brisa complétement les fondements sur lesquels le Libérateur avait cru pouvoir élever son Union de la manière la plus solide. Le Pérou reçut sa liberté de la main de ses anciens oppresseurs et il abandonna Bolivar à tout jamais. Sans que les Colombiens intervinssent d'une façon quelconque, le conseil municipal et les notables se rassemblèrent à Lima ; ils renversèrent le ministère ; ils placèrent Santa Cruz à la tête du gouvernement (27 janvier) ; ils émirent des doutes sur la légitimité de l'acceptation du Code bolivien, et ils convoquèrent une assemblée constituante (1er mai) qui annula aussitôt l'élection de Bolivar comme président et qui rejeta (4-11 juin) la Constitution bolivienne.

Ces événements ne s'étaient pas encore accomplis, lorsque Santa Cruz, le président intérimaire, avait, le plus vite possible, embarqué (mars) les Colombiens révoltés, pour les envoyer dans ce qu'on appelait *la province du Sud* de Colombie ; après avoir débarqué dans cette contrée, les soldats formèrent deux divisions et s'avancèrent vers le Quito et le Guayaquil. Ils adressèrent au commandant en chef de la province une déclaration (6 avril) dans laquelle, en se séparant avec éclat de tous les plans monarchiques, de tous les projets d'union et de tous leurs fauteurs, ils se révoltèrent ouvertement contre Bolivar, parce que, disaient-ils sans détour, tous ses efforts tendaient à faire des peuples ses esclaves.

Aussitôt le mouvement se propagea au Guayaquil; la petite garnison s'ameuta (16 avril); de concert avec le peuple et contre la volonté de son commandant Florez, elle accueillit les soldats comme des amis. La discorde qui régnait au sein du gouvernement de Bogota, entre le président et le vice-président, se refléta à ce moment dans la confusion plaisante et inoffensive qui commençait à s'introduire dans le Guayaquil où, avec une spontanéité forcée, on avait successivement adopté l'Union colombienne et la Constitution de Bolivie pour s'en débarrasser au moment actuel.

En premier lieu, le commandant de la ville, Florez, réussit à séduire les troupes de Bustamante; ensuite, plein de confiance, il envoya son prisonnier au Guayaquil pour qu'il y rétablit lui-même l'ordre, ce qui cependant ne réussit pas; puis, le gouvernement de Bogota envoya le général Obando qui, à son tour, laissa tout dans le même désordre et qui semblait être plutôt du nombre des ennemis de Bolivar que de ses amis. Florez seul resta fidèle au président et il marcha résolûment sur Guayaquil; déjà, on avait versé le sang, près de la ville, dans une lutte fratricide (18 juin), lorsque le gouvernement, changeant encore deux fois d'avis, remit en d'autres mains le commandement des troupes de la province, ce qui fit que le Guayaquil resta abandonné à lui-même. Un peu plus tard, il y eut des mutineries au milieu même des troupes devenues indisciplinées, ce qui permit à Florez de ramener la ville sous l'autorité du président et de licencier la division péruvienne. Mais, pendant ce temps, l'exemple donné par les rebelles produisit sourdement son influence sur toute l'armée colombienne, ce que Bolivar et Sucre avaient prévu, dès le

moment où le gouvernement avait célébré comme un acte patriotique le soulèvement contraire à la discipline qui s'était produit à Lima. A Cartagena, l'amiral Padilla, homme grossier, mais d'un grand mérite, essaya de se révolter contre Bolivar avec une partie de ses troupes (comm. de 1828); mais cette tentative échoua et conduisit l'amiral d'abord dans la prison et ensuite à la mort.

Nous verrons, à une époque plus récente encore, que, tantôt au Nord et tantôt au Sud, il y eut dans les rangs des troupes de nouveaux soulèvements contre le pouvoir du Libérateur, et qu'ils coûtèrent la vie encore à d'autres soldats glorieux des guerres de l'indépendance. Ce sang versé attira à Bolivar des haines plus profondes et plus nombreuses encore parmi les gens de guerre qui tenaient en grand honneur les favoris du peuple, tels que Padilla et ceux qui étaient aussi vaillants que lui. Néanmoins, le Libérateur avait eu raison d'appeler son armée impérissable, en tant que la majorité, se rappelant avec gratitude ses mérites militaires, lui resta attachée par un dévouement fidèle. Il faut considérer comme un juste arrêt du destin vengeur le châtiment qui frappa Bolivar; en effet, il ne périt pas de mort violente, comme soldat et libérateur, par la main de ses compagnons d'armes qui l'avaient accompagné pendant sa carrière honorable; mais le régent et l'homme d'État, qui avait constamment exhorté les peuples à la légalité et aux vertus civiques, était destiné à tomber légalement et par la sentence que prononcèrent des pouvoirs pacifiques et parlementaires. Nous allons raconter rapidement et en grands traits l'histoire de cette fin de Bolivar, pour embrasser ensuite d'un seul coup d'œil les luttes entre les élé-

ments monarchiques et républicains dans le nouveau monde.

Formation des partis en Colombie.

Consterné de la défection du Pérou, indigné de la révolte de ses troupes à Lima, dans la province du Sud et au sein même du gouvernement, Bolivar avait quitté le Venezuela et s'était rendu à Bogota, où le congrès de cette année-là avait commencé (mai 1827) sa session ajournée jusqu'à ce moment. Au sein de cette assemblée, on vit se dessiner fort distinctement deux grands partis qui avaient absorbé toutes les anciennes factions; c'étaient d'une part les Boliviens, et, de l'autre, leurs adversaires, comme le chef desquels il fallait considérer le vice-président Santander. A ce dernier parti appartenaient tous les ennemis personnels de Bolivar; tous les fédéralistes qui ne voyaient le salut du pays que dans les institutions politiques de l'Amérique du Nord; tous les *particularistes* qui, de tout temps, avaient été contraires à la création de la Colombie; puis encore, quelques partisans rigides et inflexibles de la Constitution de Cucuta, et les réformateurs sincères qui croyaient que cette Charte n'était plus tenable, depuis qu'elle avait été attaquée également par les ultra-démocrates du Venezuela et par les Boliviens.

Le parti opposé était formé par les partisans aveugles de Bolivar, par les fonctionnaires supérieurs et surtout par des officiers vénézolains et étrangers qui espéraient réussir à l'ombre de sa puissance et qui, à ce moment, se trompaient sur sa valeur personnelle dont l'autorité n'avait reposé que sur le danger commun pendant les temps de guerre, mais qui diminua aussitôt qu'on ne sentit plus le besoin d'un seul homme concentrant tous

les pouvoirs entre ses mains. De ce côté se rangèrent encore tous les amis d'un gouvernement fort qui craignaient qu'une Constitution fédérale ne fît fondre sur la Colombie les mêmes maux terribles dont le Buenos-Ayres avait eu à souffrir; puis les Colombiens sincères, les soldats tels que Sucre, qui aimaient et qui respectaient la Colombie parce qu'elle était l'œuvre de leurs mains et de leurs armes et qui croyaient que la séparation des trois États unis ne serait que le commencement d'un morcellement bien plus considérable qui livrerait les petits pays au fanatisme des démagogues. Ce parti renfermait enfin un petit nombre d'hommes réellement politiques qui, par principe, comprenaient la sagesse d'une Union d'après le dernier plan de Bolivar; ils saisissaient le caractère salutaire d'une institution politique qui, à l'égard de l'étranger, aurait offert les avantages d'une grande unité, tandis qu'à l'intérieur elle aurait produit tous les résultats salutaires de la séparation et d'une grande division qui était beaucoup plus conforme aux besoins de ces pays qu'une union d'États aussi étendus que la Colombie. Effectivement, un grand nombre des défauts et des désavantages de l'ancien système colonial devaient nécessairement se reproduire dans l'union de ces trois peuples et de ces trois territoires. Ils différaient, en effet, tous par les mœurs des habitants, par leur position géographique et par les conditions particulières de leur sol et de leur climat; de plus, ils étaient séparés les uns des autres par d'immenses distances qui rendaient illusoires tous les avantages de l'union, puisque, pour aller d'un point sur la frontière à la capitale, il fallait plus de temps que pour se rendre à Madrid.

Or, ce fut à ce congrès, composé d'éléments aussi

hétérogènes, que Bolivar avait envoyé de Venezuela, pour la quatrième fois et dans les termes les plus forts (« pour une fois, pour mille fois, pour des millions de fois »), sa démission (1) « irrévocable ». Avec des paroles plus claires encore que celles dont il s'était servi déjà une fois auparavant, il y avait exprimé la ferme conviction que le congrès ne l'exposerait pas à l'ignominie d'une désertion; il avait écrit (12 avril), en outre, séparément au président du sénat (ce qu'on pouvait interpréter de deux manières) qu'il ne voulait plus servir *la Colombie* comme président, quand même la postérité le condamnerait pour cela. Depuis longtemps, son langage de créole avait été cause que personne ne se fiait plus à lui et que personne ne se laissait plus tromper par la franchise avec laquelle il mettait de nouveau ses compatriotes sur leurs gardes contre son ambition, franchise qui aurait été le chef-d'œuvre de la dissimulation, si elle n'avait pas été usée par son trop fréquent emploi.

Cette fois-ci, sa renonciation ne produisit plus le même effet qu'autrefois où elle avait été toujours refusée à l'unanimité. Ses ennemis proposèrent ouvertement d'accepter sa démission. Si elle était sincère, ajoutaient-ils, on ne pouvait pas exposer Bolivar, comme il l'avait dit lui-même, à l'ignominie de la désertion; si elle n'était pas franche, le congrès ne pourrait plus confier le sort de la république à un homme qui parlait toujours aux peuples de leurs droits inaliénables, tant qu'il avait besoin de leurs sacrifices, mais qui dès lors leur offrait dans son code un esclavage honteux. On appela la con-

(1) Cf. *Vida publica*, t. IX, p. 82.

tinuation de son règne sur la Colombie un mal en soi-même, et de plus un mal par rapport aux pays voisins qui nourrissaient, à l'égard de Bolivar, les soupçons les plus hostiles; on dit que la Constitution bolivienne était la plus grande insulte qu'à cette époque des lumières on eût pu offrir à la raison humaine. On ne refusa d'accepter sa démission qu'à cinquante voix contre vingt-quatre. Bolivar subit une défaite plus grande encore, lorsque tous les députés, moins quatre voix, refusèrent d'accepter la démission de Santander qui avait été offerte au même moment et avec les mêmes apparences d'une répugnance loyale que lui semblait inspirer une prolongation de ses pouvoirs (1).

Il y avait des hommes très-considérés et fort intègres parmi les vingt-quatre députés qui avaient voté contre Bolivar; mais celui-ci, à qui les événements de Lima et de Guayaquil offraient les prétextes désirés pour « se sacrifier » encore une fois à la Colombie, ne déserta pas non plus cette fois-ci, quelque hostile que se montrât le congrès par son vote sur Santander et par toute une série d'autres résolutions. Un décret (19 juin) qui, pour la durée de la session du congrès, enlevait au gouvernement ses pleins pouvoirs extraordinaires, était, aux yeux de tous les Boliviens, dû à l'inspiration méchante d'une faction bogotaine qui, disait-on, finirait par mettre le feu à la république. Un autre décret (8 août), qui, fort sagement, restreignit les forces militaires de la Colombie à dix mille hommes, fut blâmé par Bolivar en personne qui, dans une lettre fort amère, adressée au président du sénat, la qualifia de mesure irréfléchie et funeste. Bien

(1) Cf. *Vida publica*, t. X, p. 122 sq.

qu'on eût les plus grands ménagements extérieurs pour le président, cependant le parti de Santander dominait visiblement au sein du congrès. Cette attitude des députés attisa dans Bolivar la fureur contre le vice-président qui lui devait tout ce qu'il était, en même temps que la méfiance peu habituelle qu'on lui montrait excita au plus haut degré sa susceptibilité à l'égard des institutions démocratiques.

La Convention d'Ocaña et ses conséquences.

Ce n'était que sur un seul point important que le congrès, en cédant à la pression de l'opinion publique, avait dû se soumettre aussi aux désirs de Bolivar. Il s'était déclaré (3 août) autorisé (1) à convoquer une Convention chargée de réformer la Charte, même avant la fin du terme de dix ans fixé par la loi constitutive, et il avait indiqué Ocaña comme siége de cette assemblée. Les élections se passèrent tranquillement; elles furent pour la plupart contraires à Bolivar. Ses partisans étaient furieux de n'entendre nommer partout que Santander et ses amis, et de voir que cette chance, favorable pour l'exécution des idées de réformes conçues par Bolivar, tournait au contraire à l'avantage de ses ennemis. A peine ce résultat fut-il connu, que les communes, qui d'abord avaient demandé à grands cris la convocation de la Convention, envoyèrent en masse des pétitions et des déclarations dans le sens opposé. Des corporations, des fonctionnaires, des officiers, des corps de troupes, s'élevèrent à l'envi (2) contre la réforme et contre la Convention; tout le monde demanda que le pouvoir res-

(1) Cf. *Vida publica*, t. X, p. 186.
(2) *Ibidem*, t. XIII.

tât entre les mains du Libérateur. Beaucoup de ces écrits étaient remplis de flagorneries tellement viles et tellement exagérées à l'adresse de ce dernier, que même ceux qui le jugeaient avec le plus de ménagements ne savaient ce qui était le plus fort, de la bassesse de ces signataires adulateurs ou de la faiblesse du Libérateur qui se montrait reconnaissant de ces hommages répugnants.

La Convention s'ouvrit sous de tristes auspices (9 avril 1828), avec soixante-quatre députés seulement (au lieu de cent huit) dont la grande majorité se composait des adversaires de Bolivar. Bien qu'au dehors les bourgeois, les autorités et les corporations, continuassent à maltraiter cette assemblée, au su et avec la connivence du président et de ceux des membres du gouvernement qui étaient ses amis, il semblait cependant qu'après ces premières manifestations de zèle il allait y avoir un certain calme. En effet, la Convention venait de tomber d'accord sur trois propositions conciliantes : il ne devait y avoir, en Colombie, qu'un seul pouvoir législatif, judiciaire et exécutif; il devait y avoir une réforme dans l'administration pour que l'action du gouvernement fût rendue ainsi plus efficace, et, enfin, on devait former des assemblées départementales. En adoptant ces résolutions, les fédéralistes firent la concession de consentir à un gouvernement plus fort, de même que les centralistes en firent une autre au système fédéral, puisqu'ils accordèrent les assemblées départementales. En travaillant d'après ces données et en prenant pour point de départ la Constitution de Cucuta, un comité élabora promptement un nouveau projet de Constitution (1) qui contenait des modifi-

(1) Cf. *Vida publica*, l. XV, p. 17.

cations assez importantes dans le système électoral, dans les prérogatives des Chambres et dans les fonctions du pouvoir exécutif. On avait enlevé à ce dernier la puissance redoutable que lui avaient donnée les pouvoirs extraordinaires dont il avait été investi; mais, en revanche, on lui avait accordé la prérogative d'envoyer les ministres au congrès pour qu'ils prissent part à ses délibérations et qu'ils fissent des propositions de lois, prérogative qui jusqu'alors lui avait été refusée.

Dans son message, le président avait lui-même proposé ces modifications; néanmoins, ses partisans, mieux instruits de ses véritables intentions, combattirent tout le projet de Constitution, sous le prétexte qu'il laissait le pouvoir sans force et qu'il changeait les départements en États indépendants. Ils présentèrent un contre-projet par lequel ils cherchaient à affaiblir les éléments fédéralistes, en diminuant le nombre des départements de vingt à quatorze et en enlevant à leurs assemblées les pouvoirs législatifs. D'autre part, ce contre-projet était encore plus favorable au pouvoir du gouvernement, et il prolongeait à huit ans la durée de la présidence; quant à proposer une présidence à vie, c'est ce que n'osèrent même pas ces hommes très-dévoués qui cependant étaient résolus à prendre les mesures les plus énergiques. Comme leurs propositions au sein de la Convention restaient toujours dans la minorité, les Boliviens, au nombre de vingt, quittèrent l'assemblée (10 juin) et la ville d'Ocaña (1), ce qui fit que les députés n'étaient plus en nombre suffisant pour pouvoir prendre des résolutions valables.

Avant que la nouvelle de cette dissolution effective de

(1) Cf. *Vida publica*, t. XVI. p. 32 sq, t. XV, p. 180.

la Convention pût parvenir à la capitale, l'intendant Herran y convoqua (13 juin) le peuple pour une assemblée, afin qu'il prononcât lui-même sur son sort futur, puisqu'on ne pouvait attendre aucun résultat de la Convention. Un certain nombre de notables se réunirent ce jour-là même et signèrent une protestation dans laquelle ils déclarèrent ne vouloir obéir à aucune résolution de la Convention; ils appelèrent aussitôt Bolivar à Bogota, parce qu'ils voulaient qu'on lui confiât exclusivement le pouvoir suprême dans la république. Tout à coup, le Libérateur jeta le masque de libéralisme et d'esprit civique dont il s'était depuis si longtemps caché le visage, et il montra dans toute sa nudité la laideur d'une ambition vulgaire et repoussante. Il annonça (16 juin) son arrivée (1), afin de satisfaire sans retard les vœux de la capitale et du peuple qui (« poussés comme par une divinité », disait-il plus tard) avaient pris sur eux de sauver la patrie, en formant un pouvoir capable de mettre un terme à l'anarchie par laquelle la dissolution de la Convention menaçait l'existence de la nation.

L'exécution de ce coup d'État fut facilitée à Bolivar, parce que d'autres villes imitèrent ce qui venait de se passer à Bogota. Il fit son entrée dans cette ville (24 juin); il adressa ses allocutions hypocrites à toutes les autorités, mais il s'empara sans façon du pouvoir suprême que lui offrit « le peuple » (c'est-à-dire une faction à Bogota), comme Paëz l'avait fait, deux ans auparavant, à Valencia; il l'interpréta dès lors, en s'apprêtant à jouer le rôle d'un autre Napoléon, ce que Paëz lui avait conseillé de faire à cette époque antérieure.

(1) Cf. *Vida publica*, t. XV, p. 199.

Sous le prétexte de vouloir s'opposer à l'anarchie régnante, il organisa la dictature la plus puissante et un pouvoir complétement absolu. Il écarta la Constitution et la remplaça (27 août) par un décret organique qui devait rester en vigueur jusqu'en 1830 comme loi constitutionnelle. Le vice-président Santander, en voyant Bolivar prendre ces premières mesures pleines de résolution, aurait voulu faire bon marché de son ancienne fidélité envers la Constitution et s'entendre avec lui ; mais on l'écarta comme il le méritait, et on supprima sa place. On donna une autre forme au Conseil d'État et un pouvoir plus grand aux préfets des départements. On réunit plusieurs départements pour les subordonner à un seul chef civil et militaire, muni de prérogatives extraordinaires. La juridiction militaire fut étendue aussi aux milices. On mit un frein à la presse, et l'on voulut rétablir les couvents qui avaient été supprimés ; enfin, on abolit la loi qui, pour la faire cesser complétement, avait interdit la réception de frères laïques et de novices âgés de moins de vingt-cinq ans. Les adversaires de Bolivar les plus redoutés furent bannis et parmi eux Martin Tovar, le champion le plus intègre de la révolution vénézolaine ; on refusa de le faire condamner par une sentence judiciaire, comme il le demandait. Le péril auquel étaient exposées les personnes excita bientôt un certain nombre de jeunes gens à ourdir une conspiration dont le but était d'assassiner Bolivar, d'arracher Padilla à son cachot et de le mettre à la tête du soulèvement (1).

C'était là un autre intermède par lequel on imita la tragédie napoléonienne et qu'on exploita, après qu'il eut

(1) Cf. *Vida publica*, t. XVII, p. 109 sq.

échoué, comme on avait exploité les conspirations ourdies contre la vie du premier Consul et de l'Empereur. Lors de l'assaut qu'on donna à son palais (25 septembre), Bolivar s'était sauvé en sautant par la fenêtre; mais il n'en sévit que d'autant plus cruellement contre les conjurés, après qu'il s'était remis de l'angoisse et de la consternation du premier moment. Aussitôt il fit exécuter Padilla, qu'on avait arrêté, et un grand nombre des conspirateurs qui étaient en partie des jeunes gens pleins d'espérance; quant à la sentence capitale prononcée contre Santander, qui était impliqué dans cette affaire, les ministres conseillèrent au Libérateur de la mitiger et de la changer en proscription. Bolivar semblait dès lors se croire complétement justifié en achevant l'anéantissement de la liberté intérieure du pays. Il supprima (20 octobre) les chaires de législation universelle, de droit politique, de droit constitutionnel et d'art administratif, et il les remplaça par d'autres qui devaient défendre l'histoire de la religion catholique et romaine de même que ses bases. Il donna une plus grande étendue aux programmes des cours publics sur le droit civil et canonique; il ordonna l'étude de la morale et du droit naturel, et il recommanda celle de la langue latine comme nécessaire à la connaissance de la religion et de la littérature. Enfin, il défendit dans les séminaires, consacrés à l'éducation de la jeunesse, l'emploi des ouvrages de Bentham, son ancien correspondant vénéré.

Les Colombiens en Bolivie.

Tandis que de cette manière Bolivar affermissait le sol en Colombie pour se préparer un terrain plus solide, il perdit le Pérou et vit s'enlever les principaux fondements sur lesquels il voulait élever ses projets d'*union;*

de cette manière s'écroulèrent aussi au Sud les secondes assises qu'il avait jetées d'abord en Bolivie pour fonder sur elles ses projets de *constitution*. En destituant Bolivar comme président du Pérou (4 juin 1827), on avait élu à sa place le général Lamar qui, quelques semaines plus tard (22 août), prit possession de ce poste. Cet homme était natif de Guayaquil et, lors du soulèvement de cette ville contre Bolivar, il y avait été pendant quelque temps à la tête du gouvernement. Il était donc un des adversaires déclarés du Libérateur et il avait, dès le principe, placé un corps d'observation sur la frontière colombienne et un autre sous les ordres du général Gamarra sur la frontière de Bolivie; ce dernier corps avait reçu l'ordre de préparer, d'une façon quelconque, à la domination colombienne dans ce pays voisin la même fin qu'elle avait eue au Pérou. Pour atteindre ce but, le moyen le plus simple était de semer, parmi les troupes de la garnison colombienne en Bolivie, les mêmes mauvais germes de l'indiscipline qui avaient servi à délivrer le Pérou de l'occupation étrangère. Ce résultat n'était pas difficile à obtenir au milieu d'une troupe où, par suite de l'enivrement que produisirent ses victoires et la gratitude servile des habitants du Haut-Pérou, la démoralisation était déjà arrivée à un haut point. C'est ce qu'on avait vu auparavant (novembre 1826) lorsqu'une partie des Colombiens qui y stationnaient et qui avaient été travaillés par les Buenos-Ayriens sur la frontière, avaient déserté leur poste pour passer dans la république argentine.

En voyant ces désordres, Sucre, le vice-président de Bolivie, cet homme si bien intentionné, avait déjà conçu la pensée de se fier à l'attachement que les habitants lui avaient montré et de congédier les Colombiens, bien

qu'il eût fait auparavant de leur séjour dans le pays la condition sans laquelle il n'avait pas voulu accepter ses fonctions. Mais les embûches que lui dressaient Gamarra et les Péruviens, avec lesquels il avait inutilement essayé d'établir un accord sincère (mai 1827), l'obligèrent pour le moment de renoncer à ce projet. Des menées sourdes, dont le point de départ était Puno, le quartier général de Gamarra, poussèrent à une révolte ouverte la garnison colombienne de la Paz-de-Ayacucho (25 décembre); les soldats arrêtèrent quelques-uns de leurs chefs et firent entendre, sur la place publique, des *vivas* en l'honneur de Santa Cruz et du Pérou. Grâce au courage et à la confiance en lui-même que montra le vaillant colonel Brown, une partie des troupes se sépara des émeutiers et culbuta les fauteurs du désordre. Cet incident avait déterminé Sucre à retarder le licenciement des troupes colombiennes jusqu'à la réunion du premier congrès constitutionnel en Bolivie; après l'avoir convoqué, il partit pour les provinces du Nord, afin d'éviter toute apparence d'une influence exercée sur les élections.

Avant que le moment fût venu pour ouvrir ce congrès, quelques sergents à Chuquisaca soulevèrent la petite garnison de cette ville contre le gouvernement (18 avril 1828). Cette nouvelle mutinerie n'eut pas, il est vrai, de résultat direct; mais aussitôt que Gamarra fut informé de cette révolte dans la capitale même, il entra avec cinq mille hommes en Bolivie, sans faire une déclaration de guerre préalable, et sous le prétexte de vouloir protéger le président contre l'anarchie. Bientôt, il jeta complétement le masque, et il répandit des proclamations dans lesquelles il engageait les troupes à se révolter contre le gouvernement; ensuite, sans se laisser arrêter,

il s'avança jusqu'à la Paz et jusqu'à Oruro (mai, juin), et il arracha au général Urdininea le honteux traité de Piquiza. Son idée bien arrêtée était que les troupes colombiennes quittassent la Bolivie dans le plus bref délai, que Sucre donnât sa démission et qu'une assemblée constituante soumît la Constitution à une révision. Il procéda aussitôt à l'exécution de ces projets. Les Colombiens évacuèrent le pays; Sucre aussi partit, après avoir résigné ses fonctions, et il rentra à Guayaquil (17 septembre), sur le territoire colombien. Le nouveau congrès modifia ensuite la Constitution bolivienne, jusqu'à ce que, après beaucoup de vicissitudes, elle fût complétement remplacée, en 1831, par le Code Santa Cruz. Cette intervention armée du Pérou dans les affaires de la Bolivie, et le péril qu'on faisait courir à sa Constitution favorite, firent déborder le ressentiment que, depuis la rébellion de Bustamante, Bolivar avait nourri à l'égard des Péruviens. A peine eut-il commencé son nouveau gouvernement absolu à Bogota, qu'il déclara la guerre (3 juillet).

C'était, aurait-on dit au premier abord, porter un coup dangereux à un terrible guêpier. Les Péruviens acceptèrent courageusement le défi qu'on venait de leur adresser. Ils bloquèrent les ports de la Province du Sud de Colombie, et, commandés par l'amiral Guise, ils venaient d'attaquer Guayaquil (novembre), lorsque, au delà du territoire de l'Équateur, au Popayan, les généraux Obando et Hilario Lopez se soulevèrent ouvertement en faveur de la Constitution (mouvement dans lequel on voyait une ramification de la conspiration de septembre) (1), et qu'ils trouvèrent promptement des alliés

(1) Cf. *Vida publica*, t. XVIII, p. 5 sq.

redoutés dans les Pastuzos qui ne refusaient jamais leur secours. Le blocus rigoureux auquel on soumit la ville de Guayaquil la força bientôt à se rendre (21 janvier 1829). Si, à ce moment, on eût pu frapper un coup vigoureux du côté de la terre, où le président Lamar venait d'arriver avec huit mille quatre cents hommes en passant par Loja et par Cuença, la tranquillité de la Colombie aurait été gravement compromise. Mais à cette époque encore, l'élément impérissable au sein de l'armée se montra dans toute sa force. On sentit immédiatement la grande habileté que les Colombiens avaient acquise dans l'art de conduire la guerre, et la supériorité d'un homme tel que Sucre qui se trouvait en face de Lamar. Après une lutte opiniâtre, le général colombien remporta, à Tarqui (26 février), une brillante victoire dont il profita avec son humanité ordinaire pour conclure, à Giron, avec Lamar, une capitulation aux conditions les moins onéreuses.

Grâce à ce succès, Bolivar n'eut aucune difficulté à ramener à sa cause même les rebelles Obando et Lopez avec lesquels il conclut une convention à l'amiable. Après s'être assuré ainsi une plus grande liberté dans ses mouvements, il put en profiter lorsque, plein de perfidie, Lamar refusa d'exécuter les conditions de la capitulation de Giron et qu'il continua d'occuper Guayaquil. Ce fut autour de cette ville que la lutte s'engagea sous la direction personnelle de Bolivar, lorsque, comme cela arrivait à tous les chefs militaires malheureux, Lamar fut renversé, à Lima, par Lafuente (6 juin). Bolivar profita promptement de cette circonstance pour conclure une suspension d'armes avec les Péruviens, pour s'emparer de Guayaquil, et pour se mettre en relations amicales

avec Lafuente qui bientôt conclut la paix avec lui (22 septembre). L'expérience avait rendu Bolivar circonspect. Dès la victoire de Tarqui, il avait renoncé à la plupart des réclamations qui avaient occasionné la guerre; dans les premières ouvertures qu'il fit à Lafuente, il donna à entendre qu'il renonçait à toute influence sur le Pérou. On aurait dit qu'il voulait se concilier le bon vouloir des Péruviens, afin de conserver un peu d'espoir, sinon pour ses projets de domination *sur* le Pérou, du moins pour ses projets de fédération *avec* cet État.

Tendances monarchiques des Boliviens.

En effet, c'était à la réalisation de ce plan que, pendant tous ces derniers temps, Bolivar avait travaillé sans relâche. De même qu'en 1827, par son organisation du Venezuela, il avait commencé à arracher les provinces au Nord-Est du système rigoureusement central de la Colombie, de même, en 1828, il avait séparé du reste de l'État les départements de Magdalena, de Zulia et d'Istmo, pour les placer comme province particulière sous l'autorité d'un seul chef. Au moment actuel (11 avril), il établit, à Quito, une junte par laquelle il prépara la séparation de l'Équateur (Ecuador) qui devait former un État à part dans la Fédération des Andes. De la même façon, il avait déjà complétement isolé les provinces du Centre de la Nouvelle-Grenade, et la séparation de la Colombie en quatre États différents sous des généraux vénézolains était, pour ainsi dire, achevée. Il ne fallait plus que la confirmation légale de cet arrangement qui devait être décrétée par le congrès constituant; le décret organique du 27 août 1828 avait déjà annoncé ce congrès qui fut formellement convoqué pour le commencement de l'année 1830; Bolivar, qui montrait toujours

une grande prudence au milieu du danger, avait publié (24 décembre 1828) le décret de convocation (1), plus d'un an auparavant, lorsqu'il souffrit des premières calamités de la guerre péruvienne. Ce congrès devait donner à la Colombie sa Constitution définitive; il fallut donc, rien que pour cette seule raison, déployer à temps les dernières ressources, afin d'atteindre les derniers buts que se proposait Bolivar.

Comme le font tous ces hommes qui, dans leur ambition insatiable, veulent courir à toutes selles et se tiennent prêts à toutes les éventualités, Bolivar s'avouait à peine à lui-même quels étaient ces buts; il ne les indiquait à ses amis que par des allusions à double entente. comme ces amis, à leur tour, ne les faisaient deviner qu'avec des déclarations fort réservées et qu'en sondant tous ceux dont ils n'étaient pas encore complétement sûrs. La conspiration de septembre avait fait trembler le Libérateur, mais plus encore ses créatures dont l'existence dépendait de la sienne. Depuis cette époque, il avait, à plusieurs reprises (2), fait inviter les ministres par son secrétaire général à chercher le moyen de procurer à la Colombie la protection d'une ou de deux grandes puissances, afin d'opposer une digue au torrent de l'anarchie. On trouva qu'on ne pouvait obtenir cette protection, s'il n'y avait pas, en Colombie, un gouvernement durable et qui fît naître la confiance. C'est pourquoi le Conseil des ministres et tous les amis aveuglément dévoués au Libérateur, tels que Urdaneta, Restrepo (l'historien), Vergara, Pedro Briceño et autres avaient

(1) Cf. *Vida publica*, t. XVIII, p. 240.
(2) En dernier lieu, le 6 juin 1829. Cf. Pruvonena, t. Ier, p. 201.

trouvé que le seul moyen sûr était de transformer la république en monarchie restreinte; depuis la victoire de Tarqui, ils avaient eu le courage d'agir même en faveur de cette pensée.

Cette idée était la plus folle de toutes les rêveries et qui ne pouvait naître que dans le cerveau d'amis aussi dépendants, aussi craintifs et aussi rampants que l'étaient ces hommes. Ils avaient l'illusion de pouvoir arracher les fruits de ses travaux et de ses peines à ce peuple profondément agité par quinze années de révolution et de guerre; de pouvoir lui imposer une monarchie contre sa foi en l'excellence des institutions républicaines, foi d'autant plus ferme qu'elle était plus aveugle, et cela une monarchie sans famille, sans propriété, sans passé et sans relations avec d'autres dynasties! On aurait dit réellement que les enseignements, contenus dans les nombreux événements de la dernière histoire de leur propre pays, avaient été complétement perdus. Et cependant les hommes les plus intelligents de la nation, qui avaient siégé à Caracas, à Angostura, à Cucuta, à Bogota et à Ocaña, avaient exprimé de la manière la moins équivoque leur haine contre cette forme de gouvernement. Au Pérou, au Chili, au Buenos-Ayres et, en dernier lieu, par la tragédie sanglante dans la Nouvelle-Espagne, les faits avaient prouvé jusqu'à l'évidence que, dans ces pays et à cette époque, les peuples ne voulaient chercher leur salut que dans l'autonomie, quelque difficile qu'elle fût devenue, et que dans leur propre expérience, quelque dure qu'elle pût être. De plus, l'Amérique du Nord s'était déclarée le champion de ces nouveaux États et de leurs institutions; elle avait provoqué toute l'Europe à s'unir à elle pour atteindre un grand but qui

consistait à séparer pour toujours l'Amérique de l'Europe, non-seulement par son indépendance, mais encore par l'organisation intérieure de ses États; il n'était donc pas probable que les États-Unis se fussent résignés de bonne grâce à laisser déjouer ce projet par le caprice d'une coterie bolivienne.

Or, Bolivar avait conçu la crainte que les États-Unis ne trouvassent contraire à leurs intérêts cette transformation des républiques en monarchie et qu'ils ne cherchassent à la contrecarrer en s'unissant à toutes les autres républiques de l'Amérique du Sud. Cette crainte avait suggéré à Bolivar et à ses partisans la pensée de chercher un appui dans le monde monarchique et de reprendre aussi tardivement les projets des hommes d'État buénos-ayriens, projets qui avaient échoué plusieurs fois. Bolivar, en concevant cette idée, fondait inutilement son espoir sur la France, parce que les royalistes de ce pays ne cessaient d'entretenir sur plusieurs points en Amérique les vaines espérances qu'ils avaient fait naître au Buenos-Ayres. En 1823, on retenait encore, à San-Juan-de-Ulua (Ulloa), un certain M. Julien Schmaltz et son secrétaire la Motte qui étaient arrivés avec la frégate *le Tarn;* ils s'étaient donné la qualité de négociants, mais, en réalité, ils étaient porteurs de lettres et de sommes d'argent à l'aide desquelles ils devaient essayer d'amener les Mexicains à accepter un prince français; en cas d'insuccès, ils devaient chercher à conclure des traités de commerce (1). Vers l'époque de la conspiration de septembre, Charles Bresson était arrivé à Bogota comme ministre français; on croyait qu'il avait été

(1) Cf. Vadillo.

envoyé pour favoriser la destruction des institutions républicaines en Colombie; du moins, au nom de Charles X, il exhorta le gouvernement à maintenir aussi longtemps que possible Bolivar à la tête du pouvoir.

Or ce fut à Bresson et, avec un peu plus de réserve aussi au colonel Campbell, l'agent anglais, que les ministres colombiens firent (3 septembre 1829) des ouvertures formelles au sujet de la nécessité qu'il y avait à transformer la Colombie en monarchie. Ils firent croire au ministre français que la dissolution de la Convention d'Ocaña avait suffisamment prouvé jusqu'à quel point le peuple penchait vers un gouvernement fort, vers Bolivar et vers le retour à la monarchie. Ils pensaient que le meilleur moyen d'y arriver par une douce transition était de laisser continuer à régner Bolivar, tant qu'il vivrait, sous le nom de Libérateur; car, disaient-ils, jamais il n'accepterait le titre de monarque, et jamais le congrès ne le lui conférerait; après sa mort seulement, on pourrait introduire la royauté et le titre de roi avec une dynastie nouvelle. Ils désignaient le choix d'un prince français comme la mesure la plus salutaire pour la Colombie qui avait mille raisons pour rendre plus intimes ses relations avec la France. En effet, ils s'attendaient à être soutenus avec de l'argent et avec des armes plutôt par Sa Majesté Très-Chrétienne que par les autres puissances, dans le cas où l'Amérique du Nord tramerait des intrigues contre leur entreprise, dont le but était de rétablir la monarchie dans le nouveau monde et d'enlever le dernier refuge aux démagogues, ces ennemis de toute liberté rationnelle.

Ces démarches, dont les motifs étaient parfaitement bien calculés pour influencer un ministère Polignac, fu-

rent faites par les ministres « sans compromettre » le Libérateur. En effet, ils savaient fort bien « qu'il ne fe- « rait jamais » de réponse certaine à des questions de ce genre ; ils savaient d'avance que, s'il était informé de ces démarches, il les gronderait, mais qu'il ne les destituerait pas. En attendant, ils n'avaient de lui que la promesse qu'il maintiendrait ce que ferait le congrès, « s'il « ne devait plus voir en lui une faction comme celle d'O- « caña ». Il s'agissait donc de former, au sein du congrès, une faction bolivienne qui ne reculât pas même devant un vote favorable à la monarchie. Dans ce dessein, les initiés commencèrent par communiquer ces idées à leurs amis qui devaient travailler les provinces dans ce sens. Ils sondèrent les alliés incertains, mais dont ils désiraient le concours, comme le fit par exemple Briceño à l'égard du général Bermudez (1), en se disant eux-mêmes indécis dans cette affaire et en faisant semblant de vouloir se laisser diriger par la majorité ou par « les im- « pulsions que leur donneraient leurs amis ». Ils déclarèrent la même chose au sujet de leur maître Bolivar, en disant « qu'ils le savaient disposé à favoriser le renver- « sement des plans de réformes, dans le cas où ses amis « ne leur seraient pas favorables ; mais qu'ils savaient « aussi qu'il se déclarerait *pour* ces réformes, aussitôt « qu'il verrait ses anciens compagnons se montrer dis- « posés à les accepter. »

Puis, on alla plus loin. On réunit secrètement, à Bogota, une junte composée de notables qui s'engagèrent à faire tous leurs efforts pour propager ces idées. De cette façon, les ministres eurent dès lors la certitude que

(1) Cf. *Vida publica*, t. XXI, p. 32.

le choix du peuple tomberait sur des amis et des partisans dévoués du gouvernement; mais, à ce moment, Bolivar lui-même brouilla la partie déjà gagnée. Il publia une circulaire (14 octobre) par laquelle il engagea tous les citoyens et tous les corps constitués à exprimer avec une liberté entière, dans la presse ou par tout autre moyen, leur opinion relativement au sort futur de la Colombie, puisque, disait-il, il n'avait aucune intention personnelle au sujet du mode de gouvernement à adopter. Ses amis avaient sérieusement déconseillé cette démarche parce qu'elle provoquerait des *pronunciamientos* qui devaient nécessairement offrir les divergences les plus grandes et troubler les délibérations du congrès. Mais tout fut en vain : Bolivar avait perdu sa ferme confiance en lui-même. C'est ce qu'il montra non-seulement par la concession qu'il venait de faire à l'opinion publique, mais encore par la dureté et par la sévérité dont il fit preuve après la dissolution de la Convention d'Ocaña, et par la circonspection avec laquelle il accueillit les tendances monarchiques de ses familiers. Les médecins qui l'entouraient à cette époque le trouvaient changé et souffrant: ils remarquaient qu'il était devenu hypocondre par suite des fatigues de sa vie passée; qu'il montrait aux mêmes individus une disposition d'esprit très-variable; qu'il avait de violents transports de gaieté ou de mauvaise humeur que rien ne motivait, et qu'il souffrait d'insomnies, d'abattement et de mouvements spasmodiques des membres.

Les contrariétés de chaque jour entretenaient nécessairement cet état morbide de son corps et de son âme. Depuis qu'il avait usurpé la dictature, la haine des républicains s'était, de tous les côtés, déchargée contre

lui par des explosions terribles. En 1828, on imprima, à Lima, des Instructions de Bolivar pour Mosquera, son ancien ambassadeur au Pérou (1), document évidemment faux d'après lequel son intention bien arrêtée aurait été de se fonder un empire « fût-ce avec des torrents de sang ». Les habitants du Chili et du Buenos-Ayres lui reprochèrent de fomenter des révoltes dans ces pays, afin de s'immiscer dans leurs affaires, comme il l'avait fait en Bolivie et au Pérou. Dans une feuille publique de Buenos-Ayres (*el Tiempo*), on affirma à cette époque que, pour assurer le succès de son projet dont le but était de se faire empereur de l'Amérique du Sud. il avait gagné Gamarra et Sucre, destinés au rang de ducs dans la nouvelle hiérarchie impériale, et que ce dernier avait proposé à l'ambassadeur argentin, Bustos, de faire assassiner le général Alvear, parce que celui-ci s'était moqué de tous ces projets et les avait révélés à son gouvernement.

A ces attaques immodérées venues du dehors s'ajoutèrent ensuite de nouveaux *pronunciamientos* armés dans l'intérieur de la Colombie. Le public eut connaissance des rumeurs qui parlaient des projets monarchiques conçus par les Boliviens. Le vaillant combattant d'Ayacucho, le général Cordova, commença à voir clair dans les projets de Bolivar. Il arbora le drapeau de la révolte (14 septembre) dans la province d'Antioquia pour défendre la Constitution colombienne. Le Libérateur eut un succès inespéré, lorsque le général O'Leary réussit à culbuter promptement les faibles troupes des révoltés, dans une rencontre où Cordova lui-même fut mortelle-

(1) Cf. Pruvonena, t. Ier, p. 182.

ment blessé. Ce n'était que quelques jours avant cette rencontre que Bolivar avait publié sa circulaire.

Séparation du Venezuela.

Les conseillers qui avaient voulu dissuader Bolivar de cette démarche allèrent bientôt être justifiés dans leurs prévisions. On vit se renouveler les *actes et les pronunciamientos* de l'année précédente; les partis se réorganisèrent; ils se formèrent en juntes et firent entendre les opinions et les vœux les plus divers. Les uns, tels que les habitants de Maravi (1), demandèrent ouvertement une monarchie sous Bolivar, ou du moins, si l'opinion publique se déclarait contre elle, la présidence à vie du Libérateur avec le droit de nommer son successeur. Au Midi et au Centre, presque toutes les déclarations se prononçaient du moins pour la continuation de son pouvoir actuel, tandis qu'au Nord, ce fut l'opinion tout opposée qui se produisit. Les habitants de Valencia rejetèrent le système monarchique et se déclarèrent en faveur de la séparation du Venezuela comme État indépendant. On ne s'en tint pas longtemps à des paroles et à ces déclarations adressées au congrès.

A Caracas, on procéda à une révolution (2). Le chef de la police Arismendi réunit (24 nov.) une junte de notables au sein de laquelle toutes les opinions se prononcèrent pour une rupture décisive avec le Libérateur. Cependant, la junte ne se sentit pas assez forte pour décider par elle seule une affaire aussi grave; elle réclama une assemblée du peuple qui se réunit, le lendemain, dans l'église de San-Francisco. Pendant deux jours, on

(1) Cf. *Vida publica*, t. XXI, p. 43.
(2) *Ibidem*, t. XXI, p. 73 sq.

y délibéra avec le plus grand ordre comme dans un corps politique organisé depuis longtemps. La question relative à la séparation du Venezuela comme État indépendant ne rencontra que peu d'adversaires; la motion par laquelle on proposa de rejeter l'autorité de Bolivar n'en trouva pas un seul. Tel était donc l'état d'abaissement dans lequel était tombée son autorité, au sein de sa ville natale même où on connaissait le mieux le Libérateur qui avait donné son nom à la Constitution et à l'État de la Bolivie où on ne l'avait vu qu'une seule fois en passant! Telle était la considération dont il jouissait dans sa ville natale où, neuf mois auparavant, dans un manifeste qui regorgeait de science historique, Paëz avait placé le Libérateur bien au-dessus de tous les héros des temps modernes et où il avait dit que les hommes les meilleurs de l'antiquité n'étaient, en comparaison de lui, que des grains de sable à côté du colosse de Rhodes!

Dans l'Acte voté par cette assemblée (1) et publié ensuite (26 nov.), on avait rappelé avec une connaissance exacte des faits, toutes les contradictions et tous les actes équivoques et arbitraires de la carrière de Bolivar. On y mentionna le renversement de la Constitution vénézolaine; son parjure à l'égard de la Charte de Cucuta; les principes antilibéraux de son Code bolivien; les moyens dont il s'était servi pour dissoudre le congrès du Pérou et la Convention d'Ocaña, et, enfin, son projet de transformer la république en monarchie, attentat qui avait semblé un rêve, mais à la réalité duquel on avait dû finir par croire.

Tout cela, disait cet Acte, on aurait cependant bien

(1) Cf. Montenegro, t. IV, p. 449.

pu l'oublier à la rigueur; mais on ne peut passer sous silence les attaques réitérées qui, sous le gouvernement dictatorial, ont été dirigées contre les principes immuables, consacrés également par la politique et par la philosophie, principes que, vingt ans auparavant, l'Amérique du Sud a proclamés à l'aurore de sa révolution, « pour lesquels nos pères et nos frères sont tombés, pour « lesquels nous avons sacrifié notre repos et notre bien-« être, et pour lesquels nos cités ont été changées en dé-« combres et nos champs en déserts. » Afin de donner de l'efficacité à ses résolutions, l'assemblée décida de convoquer une Constituante qui devait confirmer et défendre la séparation qu'on venait de prononcer; elle chargea le général Paëz du commandement suprême dans les départements et l'invita à se rendre de Valencia à Caracas. Paëz refusa de donner suite à cette invitation, sans du reste se sentir capable d'entreprendre la moindre chose contre les rebelles. Il les laissa faire fort tranquillement, en les renvoyant tout simplement aux résolutions de la Constituante à Bogota, tandis qu'il continua à diriger, selon son devoir, le gouvernement au nom de Bolivar. Mais, dans les rapports qu'il adressa à Bogota, il dit ouvertement (8 déc.) qu'il considérait comme inévitable la séparation du Venezuela, quand même elle serait un mal. Du reste, le mouvement se propagea rapidement dans le pays tout entier. A ce résultat ne contribua pas peu le vice-amiral anglais Fleming dont la flotte était mouillée dans le port de Caracas, et qui, formant ainsi une opposition manifeste contre les projets français au sujet de Bolivar, faisait aller et venir ses vaisseaux sur divers points du pays, afin de recevoir et de propager des communications.

Peu de temps après (janvier 1830), il n'y eut pas un seul village au Venezuela qui ne se fût levé pour la défense des résolutions et des principes qu'on venait de proclamer.

Nul excès d'aucune sorte ne vint souiller tout ce mouvement. Paëz put même empêcher l'exécution d'attentats odieux contre la personne de Bolivar, bien qu'à ce moment, où l'opinion du pays se prononçait d'une manière si décidée, sa position personnelle devînt de jour en jour plus critique. Se souvenant de son ancienne faute, il aurait voulu conserver sa position de citoyen loyal; d'autre part, il était sûr d'obtenir la première place dans l'État vénézolain, s'il savait éviter les soupçons que pouvaient inspirer ses rapports personnels avec Bolivar. La pression exercée par l'opinion populaire finit par devenir trop forte pour que cet homme, si peu indépendant, pût lui résister. Il se rendit à Caracas et y convoqua une nouvelle assemblée (24 déc. 1829), dans laquelle se réunirent plus de quinze cents hommes appartenant aux meilleures classes du pays. Le but ostensible de cette démarche était de demander des subsides dans le cas où il y aurait une guerre; mais l'intention principale de Paëz était de faire signer une requête adressée à Bolivar, dans laquelle il exposait au Libérateur l'opportunité et l'équité qu'il y aurait à laisser le Venezuela agir tout seul, et sans le troubler dans l'œuvre de sa nouvelle organisation politique. Paëz alla même jusqu'à nommer (13 janvier 1830) trois ministres et jusqu'à publier le règlement des élections pour le futur congrès qu'il convoqua pour le mois de mai suivant. En même temps, il avait, depuis la dernière assemblée, commencé à armer avec le plus grand zèle.

Dissolution de la Colombie.

Les premiers membres du congrès qui arrivèrent à Bogota avaient rappelé en toute hâte le président dans la capitale. Il y vint; il ouvrit (20 janv.) l'assemblée dont quarante-sept membres étaient seuls présents, et il déposa devant elle ses pouvoirs extraordinaires. Suivant son ancienne habitude, qui à force d'honnêteté et de sincérité ne faisait que fortifier les soupçons, il demanda qu'on choisît comme président un citoyen d'une intégrité irréprochable. Dans un manifeste publié en même temps, il parla des soupçons honteux qu'on avait fait planer sur lui, et qui l'accusaient « d'aspirer à une couronne qu'on « lui avait souvent offerte, mais qu'il avait toujours re« poussée avec l'indignation du plus fier républicain, « puisque son âme, c'était là ce qu'il affirmait par ser« ment, n'avait jamais été souillée par l'ambition d'ar« river à la *royauté* ». Le congrès, qui semblait être prêt à se laisser traiter comme un instrument docile, n'accepta pas sa démission; dans les circonstances actuelles, on considérait le Libérateur comme indispensable pour apaiser le soulèvement du Venezuela qu'on regardait comme aussi peu important que celui qui l'avait précédé; on espérait que le seul retour de Bolivar dans sa patrie suffirait pour conjurer l'orage comme la fois précédente. Mais, lorsque le Libérateur fit concentrer des troupes à Cucuta et que, lors de cette première mesure militaire, Paëz déclara d'une manière moins équivoque que jamais qu'il était uni au peuple; lorsque les choses semblèrent prendre de plus en plus la tournure d'une guerre civile, et que le président demanda de nouveau pour ce cas des pleins pouvoirs illimités, ces derniers lui furent refusés par le congrès qui, dès ce moment, maintint dans

toute cette affaire un caractère parfaitement pacifique et légal. Il voulait qu'on n'employât pas la force contre un État lié à la Colombie par les liens de la fraternité, et il exprima le vœu que Bolivar restât dans la capitale, jusqu'à ce qu'une nouvelle loi constitutionnelle pût offrir aux peuples un gage de liberté par lequel on espérait ramener le Venezuela d'une manière pacifique.

Pour hâter la création de cette garantie provisoire, on s'entendit rapidement sur les bases de la Constitution future que le congrès devait être chargé d'élaborer. Ces bases étaient conçues de manière qu'elles coupaient court à tout soupçon qui aurait pu faire croire à l'introduction d'un gouvernement monarchique ou antilibéral, ou à celle de la Constitution bolivienne; de cette façon, on comptait miner avec le plus de certitude la révolution au Nord. On était tombé d'accord sur la réunion de délégués des deux États à Rosario-de-Cucuta; les Bogotains espéraient que, dans cette assemblée, on pourrait le plus facilement aplanir tous les différends. Leurs délégués, Sucre, l'évêque de San-Martin et le licencié Aranda expliquèrent quel intérêt on avait, de part et d'autre, à conserver la Colombie qu'on ne pourrait que difficilement dissoudre en divers États, sans léser des obligations communes contractées envers la nation et envers les individus, ni sans exposer à de grands périls la liberté et l'indépendance du pays. Mais les Vénézolains, parmi lesquels se trouvait Martin Tovar, se déclarèrent uniquement autorisés à négocier sur la base d'une séparation; même dans les entretiens particuliers, on ne réussit pas à s'entendre.

Abstraction faite même de ces événements qui se passaient à Cucuta, tout annonçait dans toutes les autres

villes la dissolution prochaine de la Colombie. Bolivar, dont la santé continuait à inspirer des inquiétudes, remit pendant quelque temps la présidence au général Caïcedo (2 mars) qui exhorta le congrès à renoncer à ses stériles travaux législatifs; la ville de Tunja exprima le vœu qu'on laissât faire le Venezuela et qu'on interrompît la session du congrès; la province de Casanare se leva contre l'union (avril) et fit entendre le désir d'être réunie au Venezuela. Cependant le congrès ne se laissa pas troubler et sanctionna (29 avril) une nouvelle Constitution qui, établie sur les bases précédemment arrêtées, mit fin à la domination dictatoriale. Il s'agit donc de nouveau d'élire un président et, comme Bolivar déclina encore l'honneur d'être nommé à ces fonctions, le congrès se vit cette fois-ci dans la nécessité de le prendre au mot. Il choisit pour président Joaquin Mosquera, homme savant et riche du Popayan; puis, après avoir encore une fois offert sa Constitution aux Vénézolains, pour qu'ils l'acceptassent de plein gré ou pour qu'ils la rejetassent, il prononça la clôture de la session (11 mai). Cette manière de procéder dans un esprit de douceur, de conciliation et de légalité semblait calculée pour mettre dans un jour fort avantageux le congrès et le gouvernement du Centre, quand on les comparait à la situation du Venezuela; en effet, de même qu'il était arrivé lors du dernier soulèvement, on semblait s'attendre avec d'autant plus de certitude à la désorganisation, à la ruine et aux discordes, que le nombre des chefs, habitués à abuser de leur influence aux dépens de la chose publique, y était plus considérable que partout ailleurs.

Mais ces calculs furent trompés. Lorsque Paëz ouvrit le congrès vénézolain (6 mai), le ton qui régnait dans

son message dut calmer toutes les appréhensions et montrer clairement que ce n'était pas un autre Bolivar qui avait pris la place du Libérateur. Ce soldat, qui possédait une très-grande influence, soumit cependant, avec une obéissance respectueuse, son épée, sa lance et ses triomphes aux volontés de la loi. Il se voyait avec plaisir déchargé de ses anciens pouvoirs dont rien n'avait réglé l'usage, et il rentrait avec bonheur dans la classe des simples citoyens, ne demandant pour lui que le repos et que le règne des lois. C'est ce qu'il rappela encore avec énergie à ses compagnons d'armes, lorsque plus tard il s'adressa à eux, en disant : « Que leurs lauriers fleuri- « raient de la manière la plus glorieuse, s'ils les offraient « en sacrifice à la patrie; qu'ils auraient le moins à « craindre l'oubli, s'ils avaient mérité la véritable recon- « naissance de leurs concitoyens. Quant à lui, disait-il, « il avait juré d'être sujet fidèle, et, après sa mort, la « postérité lui rendrait le témoignage qu'il n'avait pas « failli à son serment (1). »

Ces sentiments pleins de loyauté semblaient trouver un écho dans le congrès de Valencia qui tenait sous tous les rapports une conduite exemplaire. Il donna avis de son ouverture au gouvernement de Bogota, et se déclara prêt à négocier avec la Nouvelle-Grenade et avec le Quito au sujet du règlement de leurs obligations communes et de leurs intérêts mutuels, mais à la seule condition que Bolivar, « dans lequel le Venezuela voyait la « première cause de tous les maux », quitterait la Colombie. Le délégué, qu'on envoya ensuite de Bogota à Valencia, fut reçu avec la plus grande distinction et avec

(1) Cf. Montenegro, t. IV, p. 494.

beaucoup de prévenances. On résista soigneusement à toutes les tentations, même aux plus séduisantes, d'empiéter sur les droits de la Nouvelle-Grenade, pour lui enlever tout prétexte de s'immiscer dans les affaires du Venezuela. Les vallées de Cucuta s'étaient soulevées contre Bolivar et avaient demandé des secours : mais on les leur avait refusés. De même, on avait décliné d'accéder au vœu des habitants du Casanare, lorsqu'ils avaient voulu faire partie du Venezuela : « Dans aucune occasion, avoua Paëz, l'homme d'État n'avait été en lui plus fortement assailli par l'homme privé, et jamais ses inclinations n'avaient été plus vigoureusement combattues par ses devoirs. »

Lorsque le congrès résolut (16 août) de ne pas accepter la Constitution offerte par le gouvernement de Bogota, tous les deux pays étaient également satisfaits de ce vote ; d'autant plus que l'assemblée se déclara prête à conclure des traités fédératifs avec les autres peuples qui avaient fait partie de l'ancienne république, et cela aussitôt que ces pays seraient constitués. En effet, à cette époque, les Vénézolains se virent déjà obligés d'entrer en rapports avec deux de ces peuples. Plusieurs mois auparavant, il s'était formé (13 mai), à Quito, une junte qui résolut de détacher de la république aussi la Province-du-Sud et les departements de Guayaquil, d'Asuaï et de Quito, et d'en former un État indépendant, l'Ecuador (l'Équateur), pour l'organisation duquel on convoqua, pour le mois d'août, un congrès constituant à Riobamba. On avait ainsi décidé, sur les points essentiels, la décomposition de la Colombie en ses trois parties naturelles : l'Équateur, la Nouvelle-Grenade et le Venezuela.

Fin de Bolivar.

Lors des offres pacifiques faites par les Vénézolains, on avait, à plusieurs reprises, posé comme condition que Bolivar aurait à quitter le territoire colombien. L'ostracisme dont le Libérateur avait frappé un Martin Tovar se retourna dès lors contre lui-même, lorsqu'on n'avait que trop de motifs pour considérer sa présence comme un péril continuel et comme une menace perpétuelle pour le repos du pays. Muni d'une pension de 30,000 *pesos*, Bolivar s'était rendu à Cartagena afin de s'embarquer pour l'Europe ; mais, égaré par les misérables parasites de son ancien entourage, il avait promptement trouvé des motifs pour ajourner et enfin pour abandonner son embarquement, en prenant comme prétexte, soit le mauvais état de sa santé, soit divers mouvements qui avaient été faits, dans plusieurs endroits, en sa faveur. Même avant l'élection de Mosquera, on avait découvert et déjoué, à Bogota, une conspiration (22 avril) qui avait pour but de proclamer de nouveau la dictature de Bolivar et de renverser le congrès. Dans la province de Caracas, il y eut, sur divers points, des soulèvements fomentés sous son nom et en faveur du rétablissement de son pouvoir.

Dans quelques divisions de l'armée colombienne, qui se montrait de plus en plus indisciplinée, il y eut des mouvements sous des chefs connus comme partisans du dictateur. Le régiment Callao qui, dès les *pronunciamientos* boliviens de 1828, s'était mis en avant, se souleva à ce moment (août) et demanda l'expulsion des conjurés de septembre et la nomination d'Urdaneta comme ministre de la guerre. Comme les troupes que Mosquera fit venir de Socorro pour lui prêter aide se

déclarèrent également pour Bolivar, la capitale, Bogota, tomba encore une fois entre les mains de cette faction qui remit les rênes de l'État entre les mains d'Urdaneta, tant que Bolivar, qu'on instruisit en toute hâte de ce qui venait de se passer, ne serait pas de retour. Lorsque ensuite Socorro, Tunja, Mompox et Mariquita adhérèrent à la cause des rebelles de Bogota, on n'eut pas de difficulté à leurrer encore une fois par l'appât de l'ambition cet homme vaniteux, fasciné par les flatteurs et profondément blessé par son expulsion hors du Venezuela. Il publia (18 septembre) une proclamation par laquelle il annonça aux Colombiens que l'anarchie menaçante l'obligeait de nouveau à sortir de la tranquillité de son asile.

Qui n'aurait pas fini par prendre en dégoût l'ambition insatiable de cet homme dont les prédictions de mauvais augure, au sujet de l'anarchie menaçante, montraient partout la nature d'un prophète qui aime à mettre lui-même en œuvre ce qu'il annonce d'avance comme devant arriver! En effet, Bolivar était encore une fois tout prêt à allumer la guerre civile, en formant ainsi le contraste le plus repoussant avec l'attitude légale du congrès de Bogota, et à se mettre à la tête des sanglantes hordes de prétoriens qui, avec une insolente franchise, se prévalaient hautement, dans le *Journal de Colombie*, du pouvoir dangereux que présentait l'armée, et qui donnaient à entendre que le seul moyen d'éviter ce danger était « de s'y soumettre avec résignation (1) ».

Cependant, lors des premiers mouvements parmi les

(1) Cf. Montenegro, t. IV, p. 532. L'indépendance, disait-on dans cet article, avait créé la redoutable force de cinquante mille vétérans. « Ce serait ne pas *vouloir* réfléchir que de méconnaître que son « influence serait funeste, rien que dans le cas où l'on manquerait de

Boliviens, les Vénézolains avaient pris les mesures les plus énergiques et les précautions les plus grandes pour se mettre à l'abri de la contagion. On interdit l'accès du pays à tous ceux que le gouvernement déclarerait « mal « affectionnés », et de même aussi à tous les officiers absents avant que le gouvernement les eût de nouveau incorporés dans l'armée; on autorisa même le pouvoir exécutif à expulser du pays toutes les personnes suspectes. Le Casanare se prononça contre le nouveau gouvernement de Bogota, et le Venezuela se déclara prêt à agir en commun avec cette province pour s'opposer à Bolivar. Au Midi, deux parmi les quatre provinces de la vallée de la Cauca se déclarèrent en faveur d'une annexion à l'Équateur (Ecuador), exemple qui fut imité aussi par le Popayan après une démarche imprudente faite par Urdaneta.

Malgré tout cela, le charme exercé par le nom de Bolivar avait encore séduit des milliers de personnes. C'est ce qu'on vit lorsque, au Nord, Cartagena se souleva pour lui, et que, dans le Midi le plus reculé, des sympathies pour Bolivar pénétrèrent au sein du congrès de l'Équateur à Riobamba (août). De la même manière, le nom de Colombie exerça sur des milliers d'autres personnes un puissant attrait, lorsque, dans une nouvelle

« la capacité nécessaire pour la diriger au profit de ces hommes eux-
« mêmes et à notre avantage. Cependant, ce n'est pas la force numé-
« rique de cette troupe qui doit nous inspirer des craintes, mais bien
« plutôt la circonstance qu'elle s'est rendue d'autant plus redoutable
« au sein d'un peuple, tel que celui-ci où les institutions légales n'ont
« pu se consolider, et *au milieu duquel on s'introduit avec la même faci-*
« *lité par les voies du fait accompli* que par les voies légales. Nous
« avouons franchement ne pas connaître, parmi nous, d'autre puis-
« sance capable de diriger la force armée que celle du Libérateur. »

proclamation (11 décembre), Bolivar exhorta ses concitoyens à travailler en faveur de la conservation de cet État dans toutes les classes et par tous les moyens, « le « peuple en se montrant obéissant au gouvernement de « Bogota, les prêtres par leurs prières et les soldats par « l'épée ». Mais, en écrivant ces mots, Bolivar portait déja la mort au cœur. Le destin généreux, qui sauvegardait mieux les intérêts du Libérateur que celui-ci ne le faisait lui-même, apporta une solution inespérée en dissipant partout la confusion générale. Le même jour où, onze ans auparavant, il avait par la Constitution d'Angostura fondé la république de Colombie, Bolivar mourut (17 décembre) dans la *quinta* de San-Pedro près de Santa-Marta où, brisé par la maladie et complétement infirme, il s'était rendu de Cartagena, pour y respirer un air plus frais.

Peu de temps auparavant, Sucre aussi avait précédé le Libérateur. Il avait été, en dernier lieu, président du congrès de Bogota, et il s'était déclaré en faveur de la cause de la liberté. Sa présence dans le Midi était devenue nécessaire; mais, pendant qu'il se rendait à Quito, il avait été tué d'un coup de feu dans la forêt de Berruecos (4 juin), crime monstrueux dans lequel on supposait qu'Obando avait trempé.

Bolivar et Washington.

Dès le commencement même, et pendant le cours des guerres de l'indépendance dans l'Amérique du Sud, il avait été naturel d'observer les points de ressemblance entre elles et la révolution dans l'Amérique du Nord; mais, lors de l'issue de ces guerres, il était encore infiniment plus naturel de comparer le caractère et la vie du héros principal de cette lutte aux traits principaux qui

caractérisent le libérateur de l'Amérique du Nord. Même du vivant de Bolivar, il était arrivé que des compatriotes exempts de jalousie, tels que Paëz, cet homme débonnaire; que de frivoles flatteurs en Europe, tels que de Pradt, et que quelques Anglais jaloux des honneurs mérités par les Américains du Nord, l'avaient mis bien au-dessus de Washington; lors de sa mort, on développa ce parallèle en détail et en faveur du dictateur bolivien (1).

On trouva que Washington, né dans la condition ordinaire des classes moyennes, avait laissé en mourant une fortune honorablement acquise, tandis que Bolivar, issu d'une famille noble et opulente, était mort dans une pauvreté relative. Washington, disait-on, avait accepté avec reconnaissance les cadeaux offerts par la libéralité mesquine des ses concitoyens, tandis que Bolivar avait refusé les dons brillants de trois royaumes. Un talent médiocre et un jugement froid, ajoutait-on, avaient réglé les actes de l'homme du Nord, tandis que les vertus et les défauts de Bolivar avaient eu leur source dans des dons intellectuels de la plus haute portée et dans une imagination ardente; Washington avait été dénué de toute éloquence et de toute culture littéraire, tandis que Bolivar avait été le premier orateur et le plus brillant écrivain de l'Amérique du Sud. Washington avait été peut-être supérieur par de modestes vertus sociales, mais Bolivar l'avait de beaucoup surpassé par son génie, par son désintéressement et par sa brillante générosité, et là où l'un avait agi entouré de grands esprits et de caractères bien trempés, l'autre avait été complètement abandonné à lui seul dans l'accomplissement de sa tâche. Les

(1) Cf. *Vida publica*, t. XXII, p. 242.

pays, ajoutait-on enfin, où ces deux hommes étaient nés, offraient les points de comparaison les plus saillants pour faire comprendre la différence de leur nature : les montagnes bleues, éclairées par une soirée d'été sans nuages et sans taches, étaient l'image de Washington; les immenses Andes, parfois paisibles, parfois assombries par l'orage, mais toujours magnifiques et sublimes, représentaient au contraire le caractère de Bolivar.

Cependant les temps qui se sont écoulés depuis l'issue de Bolivar n'ont pas confirmé ce jugement, et les arrêts de l'histoire ne le confirmeront jamais. La comparaison sur laquelle il est fondé n'est pas en tout point exacte, et le brillant tableau produit par ces antithèses séduira et éblouira tout au plus des rêveurs et des jeunes gens poétiques, quelque frappant qu'il puisse d'ailleurs paraître. Au milieu des splendeurs de la nature, nous admirons des beautés données et disposées par un artiste que notre jugement ne saurait atteindre; dans un homme aussi, nous pourrons payer un juste tribut d'admiration à la grandeur de dispositions naturelles données, mais le véritable jugement que nous portons sur cet homme sera déterminé par ce que sa nature, agissant spontanément, aura fait de ses qualités grandes ou petites. Même celui qui ne voit dans toute la liberté humaine qu'un rêve et qu'une illusion ne pourra cependant jamais contraindre son intelligence jusqu'à lui faire considérer l'homme, sa conduite et ses occupations, comme les phénomènes irresponsables d'une nature inanimée et d'un monde dépourvu de raison.

Le libre développement d'un individu de l'espèce humaine est incontestablement limité, dans tous les sens, par les conditions climatériques et nationales et par

celles de la famille au milieu desquelles cet individu a pris naissance : limites qu'il faut apprécier de la manière la plus équitable, quand nous voulons porter un jugement sur cet homme et faire valoir nos exigences à son égard. Mais, plus nous connaissons ces conditions d'une manière exacte, plus nous les apprécions avec justesse, et plus elles nous offriront, à leur tour, de motifs nouveaux pour nous faire maintenir notre point de vue d'où, êtres libres, nous jugeons d'autres êtres également libres. Pour faire le parallèle des deux libérateurs américains, il n'y a pas de considération plus puissante et qui soit réclamée avec plus de force par une juste impartialité que celle qui fait ressortir la différence entre les nations et le milieu dans lesquels se trouvaient placés ces deux hommes. Nul sujet n'est plus propre pour faire reconnaître d'une manière plus tranchée, plus concise et plus frappante, toute la différence et toutes les oppositions qu'il y a entre le caractère germanique et la nature des peuples latins, que ne l'est la comparaison entre ces deux hommes, qui semblent aussi rapprochés l'un de l'autre par l'époque et par la condition dans lesquelles ils vécurent, que par le but de leur vie et par leurs succès qui étaient identiques et également grands.

Ce qui caractérise la vie de Washington, c'est la force secrète qui rehaussa toutes ses dispositions naturelles, qui lui donna un grand pouvoir sur les hommes et qui lui permit d'exercer sur les événements une profonde influence. Washington possédait cette force secrète parce qu'il dominait ses passions par la raison, qu'il montrait une réserve modeste devant les jugements d'autrui, et qu'avec beaucoup de mesure et de formes, il tenait compte des prétentions et des droits des autres. De plus,

la gravité profonde de ses manières; la fermeté avec laquelle il agissait et qui commandait le respect; la réflexion circonspecte qu'il montrait dans ses promesses et dans ses entreprises; l'austère sentiment du devoir dont il faisait preuve en les accomplissant; la vigilance attentive avec laquelle il observait l'étincelle divine de la conscience et qu'il s'imposait déjà dans ses maximes de jeunesse : tout cela, ce sont les marques extérieures d'une vertu entièrement fondée sur des principes, vertu qui semble complétement étrangère à tout le génie de cette race, destinée à se développer dans l'atmosphère énervante du climat méridional, au milieu des frivolités et des ténèbres de la foi, de l'incrédulité et de la superstition romaines et sous la pression du despotisme tel qu'il règne habituellement sur les peuples latins. Du reste, les exemples sont d'une rareté étonnante où l'histoire montre une réunion de qualités semblables, renfermées dans l'écrin d'une seule âme humaine; ce serait de la folie de vouloir la chercher dans les conditions et au sein des races au milieu desquelles naquit Bolivar.

Washington, cet homme du Nord, en entreprenant la lutte contre un ennemi civilisé, se trouvait entouré des institutions politiques les plus libérales, d'un peuple qui avait au plus haut degré le sentiment religieux et des hommes d'État les plus sages et tellement distingués qu'il lui fallait tendre toutes les forces de son esprit et montrer toute la dignité de son caractère pour se maintenir à leur niveau. Bolivar, au contraire, comme le disait Paëz dans un manifeste mentionné plus haut, « avait à lutter contre « des Espagnols grossiers et tenaces; contre les habitudes « engendrées par trois siècles d'esclavage et d'infamie, « dans un continent qui renfermait presque un tiers de

« tout le globe terrestre ; contre des intérêts isolés et mes« quins ; contre la superstition et le fanatisme ; contre des « traîtres à l'intérieur et à l'extérieur ; contre toutes les « vicissitudes militaires et politiques, au milieu du ren« versement général des lois, de l'ordre, de la justice et « de la moralité : il avait à combattre le ciel et la terre, « les hommes et les bêtes féroces, et, pour tout résumer « par un seul mot, les Espagnols et les anarchistes ! »

Tout cela est vrai. Et cependant, au milieu de la corruption profonde qui régnait partout dans ces pays, nous avons vu s'élever et se distinguer, du côté des Espagnols, un homme tel que Geronimo Valdes ; dans les rangs des créoles, un Rivadavia, et même, parmi les générations des races mêlées, un Paëz : tous hommes qui, sans posséder les dons intellectuels et la position avantageuse de Bolivar, ont montré par leurs actes et par leur action officielle qu'ils possédaient les qualités qui, dans toutes les zones, obtiennent nécessairement la même estime. Mais précisément pour cette raison même, et, quand nous négligeons toute échelle servant à mesurer et à comparer leurs dispositions données, nous trouvons que ces hommes suivent plutôt parallèlement les routes tracées par Washington que celles de Bolivar. En effet, les voies suivies par le Libérateur ne ressemblent à celles de Washington qu'au début et, pour ainsi dire, dans l'énoncé du problème ; mais, quant aux motifs qui faisaient agir Bolivar, ou quant aux buts qu'il poursuivait, ou bien quant aux uns et aux autres à la fois, qui seuls nous servent de points de repère quand nous avons à juger les actions humaines, nous les trouvons sur une ligne bien éloignée de celle que Washington s'était tracée comme règle de conduite.

Ces deux hommes écoutèrent avec le même empressement l'appel que leur adressa la patrie, et ils eurent au même degré le grand mérite de conquérir à la pointe de l'épée l'indépendance de leurs peuples. Une fois jetés dans les voies révolutionnaires, ils étaient tous les deux comme des proscrits qui n'avaient que l'alternative ou de périr dans une pauvreté et dans un anéantissement misérables ou de cueillir de glorieux lauriers en devenant les libérateurs de leur patrie. N'ayant d'enfants ni l'un ni l'autre, ils avaient d'autant plus de liberté pour consacrer leur activité à la prospérité de la grande famille de leur nation; animés du même patriotisme, ils se montrèrent également prêts à faire tous les grands efforts et à assumer toutes les responsabilités; ils furent au même degré capables de fournir cette somme de sacrifices et de persévérance qui arracha à la fortune récalcitrante les succès qu'elle refusa longtemps à leur valeur. Mais, pour tout le reste, ils diffèrent complétement l'un de l'autre, non-seulement par les moyens dont ils se servirent pour atteindre le même but, mais encore par la manière dont ils y parvinrent et par les causes qui les poussèrent à y aspirer. Bolivar, qui n'avait pas reçu d'éducation militaire et qui n'avait été à l'école d'aucun capitaine, devint général victorieux par suite de ses expériences personnelles et grâce à un exercice continuel; sans se laisser rebuter par les plus grandes fatigues, il était toujours tenté de s'embarquer dans de nouveaux projets; avec son ardent esprit d'entreprise, il s'abandonnait à son penchant qui le poussait à se jeter dans les hasards d'une guerre offensive et à ne reculer devant aucune témérité, fût-ce au risque continuel de voir son armée toujours battue et même de voir périr sa patrie. Washington, au contraire,

avait acquis des connaissances militaires même avant la guerre de l'indépendance. Il n'était pas précisément un autre Fabius de sa nature, car, dès 1775 et en dépit de l'opinion exprimée par trois conseils de guerre, il aurait voulu inaugurer la lutte en portant, devant Boston, un coup décisif et hardi aux Anglais; mais bientôt il adopta une tactique prudente, en évitant, par principe et avec une circonspection froide et réfléchie, d'épuiser les ressources de la nation et de risquer l'existence politique de son pays par un enjeu trop téméraire.

Washington éprouvait une aversion profonde pour le jeu qu'il appelait la source de tous les vices, le destructeur du caractère et de la santé, l'enfant de la cupidité, le frère de l'injustice et le père de la ruine des hommes. Cette aversion n'est justifiée par rien autant que par l'exemple que donnèrent tous les gens de guerre et tous les hommes d'État de l'Amérique du Sud. Ayant grandi à la table de jeu, ces hommes sans caractère ne voyaient pas de mal à risquer le salut des États et leur propre fortune dans les coups de hasard les plus audacieux et avec toute cette brillante frivolité qui caractérise les joueurs étourdis. Washington, au contraire, menait toujours à bonne fin la tâche qu'il avait entreprise, soit dans la guerre, soit dans le cabinet, en marchant avec une circonspection patriarcale et presque pédantesque, en montrant une pureté également grande sous le rapport des affaires et de la moralité, et après avoir toujours cherché de la manière la plus consciencieuse le chemin qui le mènerait le plus sûrement vers le but le plus certain.

C'est pourquoi, comme cet homme d'État, animé des intentions les plus pures, regardait toujours le salut du peuple comme le but suprême à atteindre, il ne voyait,

en entreprenant une guerre civile, dans l'emploi des armes que le moyen d'arriver à la paix. Jamais il ne se serait targué, comme Bolivar avait l'habitude de le faire, du métier de soldat comme de sa véritable et unique vocation. Ses triomphes en eux-mêmes n'auraient été à ses yeux que du clinquant, si, après avoir assuré l'indépendance du pays, ils n'avaient pas garanti aussi la liberté et le développement assuré de la prospérité politique de sa patrie. Lorsque, en se démettant de ses fonctions de président, Bolivar dépeignit la misérable condition de la Colombie, il dut avouer « qu'il avait honte de le dire, « mais que l'indépendance était *le seul bien* que l'on « avait acquis aux dépens de tous les autres ».

La nature de son État et le caractère de son peuple auraient toujours évité à Washington de faire un pareil aveu à un moment quelconque. Mais en eût-il été autrement, on aurait à parler, dans sa vie, d'années entières d'un travail incessant employé à modifier un état de choses aussi honteux, avant d'arriver au moment passager d'un tel aveu qui n'aurait pas fait rougir Washington, parce qu'il n'avait à se repentir d'aucune faute. Bolivar, au contraire, s'il avait possédé la conscience scrupuleuse de Washington, aurait dû confesser avec plus de sincérité que, si la condition pitoyable de son pays devait être attribuée à quelqu'un, la faute n'en devait être imputée à personne plus qu'à lui. En effet, il avait laissé passer le temps le plus précieux où l'on se livrait, dans sa Colombie, au premier sentiment de bonheur que faisaient naître la victoire et la liberté, sans consacrer, à l'exemple d'un Rivadavia, tous ses soins à la prospérité intérieure du pays. Sa soif de gloire, qui le poussait toujours vers des entreprises nouvelles, le détournait de ce but et lui

faisait concevoir une foule de projets variés qui n'auraient jamais tenté un Washington. Son ambition de soldat l'entraînait vers des terres lointaines et étrangères, et son ambition de dictateur l'engageait à s'immiscer dans les affaires de pays plus lointains et plus étrangers encore. Son ambition de législateur lui suggérait des caprices constitutionnels en le détournant de son but véritable, tandis que son ambition d'homme d'État conquérant l'engageait à s'occuper de brillants projets d'union, qui étaient en contradiction complète avec l'activité qu'il aurait dû concentrer sur les biens intrinsèques de la vie intime de son peuple.

Ce qui, dans ce cas donné, n'était qu'une pure supposition de notre part, c'était la réalité dans la vie de Washington. Il était effectivement dans tous les cas et dans toutes les circonstances toujours disposé, et doublement disposé dans sa position importante où il servait d'exemple pour tout le monde, à sacrifier au véritable salut de sa patrie, avec l'esprit civique le plus pur, non-seulement sa propre gloire, ses propres inclinations, sa propre volonté et son propre nom, mais encore sa propre existence. Tandis que Bolivar, s'abandonnant à l'action arbitraire de son orgueil inquiet, était toujours disposé à s'emparer de pouvoirs extraordinaires pour ne dépendre que de sa propre volonté, Washington, même dans les positions les plus difficiles et les plus inquiétantes, n'oubliait jamais les égards les plus délicats qu'il devait à la légalité la plus scrupuleuse. Jamais il ne perdait de vue le respect dû aux autorités supérieures, même quand il les voyait errer; toujours il se montrait respectueux envers les lois, même quand elles étaient défectueuses ou nuisibles; envers le congrès, bien qu'il se

montrât faible et gênant, et envers le peuple qui, habitué à la liberté, faisait toujours preuve d'une jalousie que rien ne justifiait.

Washington, aussi bien que Bolivar, refusa les récompenses qu'on lui offrit pour ses services, bien qu'elles fussent moins brillantes que les dons présentés au Libérateur par les Péruviens. Il agit ainsi, non pas pour faire parade de désintéressement et d'absence de tout égoïsme, mais pour conserver sa complète liberté dans ses conseils, dans ses opinions et dans ses actes. Quand Bolivar agissait de la même façon, nous n'avons, malgré bien des faits qui pourraient le faire croire, aucun droit de lui supposer ces mauvais motifs, mais d'autre part nous n'avons ni le droit, ni le moindre sujet de lui prêter ces mobiles de la nature la plus noble. Nous avons dit plus haut combien il lui plaisait de s'entourer de ses amis les moins dangereux et des flatteurs les plus obséquieux et de leur confier les postes les plus avantageux et les plus influents. Mais Washington pouvait se rendre le témoignage de ne s'être jamais laissé déterminer par des considérations d'amitié ni de parenté, quand il s'agissait de donner des places; c'est ce que ses adversaires eux-mêmes ont reconnu, en avouant de plus que, sous ce rapport, la justice d'aucun homme ne fut jamais plus inflexible que la sienne. Bolivar voulut faire le bonheur des peuples affranchis de l'Amérique du Sud, en réalisant un modèle ou un idéal conçu par lui-même; une semblable pensée, qui eût consisté à diriger le peuple et l'État d'après ses propres et ses seules idées, aurait été toujours étrangère à l'esprit d'un praticien aussi clair et aussi logique que l'était Washington. En effet, il puisait ses idées politiques dans ses intentions honnêtes; il les

mûrissait en examinant les choses avec une grande attention; puis il s'attachait avec une grande fermeté à la conviction qu'il s'était formée, mais il avait une plus grande foi dans les autres hommes qu'en lui-même, et il se fiait à l'instinct naturel et sain de l'ensemble de la nation.

Lorsque, à la grande indignation de ses anciens partisans mêmes, Bolivar commença par détruire les principes politiques au nom desquels l'Amérique s'était soulevée, et qu'il appela à son secours et pour exécuter ses desseins politiques les sombres puissances de la théocratie, son unique et sa meilleure excuse aurait été la peur que lui auraient inspirée les anarchistes, pourvu que cette peur eût été sincère, véritable, et non pas une appréhension simulée. Quant à Washington, au contraire, Fox disait à son éloge que, même à l'apogée de la Révolution française, nulle peur des jacobins et de leurs principes n'avait pu le saisir, et qu'il avait été incapable d'avoir recours à un misérable stratagème qui aurait consisté à se servir de pareilles appréhensions comme d'un vain simulacre. Il aurait encore bien moins cherché à guérir la plaie d'une trop grande liberté, comme le faisait Bolivar, par la dictature et par le pouvoir d'un gouvernement absolu. Homme du peuple, il était loin d'imiter Bolivar en essayant de conquérir la faveur populaire, qu'il laissait, au contraire, venir le chercher. Il aurait été complétement incapable de jouer le rôle d'un ambitieux, d'être un jour l'esclave du peuple pour s'en faire, le lendemain, le maître.

Dans l'Amérique du Nord aussi, il y eut des soldats qui, à la fin des luttes, crurent que leur avenir serait mieux sauvegardé sous une monarchie dirigée par leur

ancien chef militaire, et qui, pour cette raison, offrirent à Washington la dignité royale. Mais quelle ne fut pas la noblesse touchante montrée par ce dernier dans l'explosion de la douleur que lui causèrent ces sentiments criminels et cette proposition offensante auxquels il savait ne pas avoir donné la moindre occasion! Il est vrai que Bolivar aussi se donna l'air d'être offensé et indigné lorsqu'on lui fit de pareilles propositions. Mais, supposé même qu'il eût dit vrai, ce qu'en réalité personne ne croira, jamais il n'aurait pu dire qu'il n'avait rien fait pour les provoquer. En effet, il n'était que le principal des nombreux chefs créoles qui balançaient entre deux gloires tout à fait opposées : d'un côté, ils regardaient avec convoitise les honneurs de Washington, sans posséder ses vertus républicaines, ni le pouvoir par lequel il se maîtrisait lui-même, et de l'autre, ils avaient le vif désir d'acquérir les dignités du nouveau Charlemagne en France, sans nourrir l'ambition profondément enracinée de cet usurpateur.

Effectivement, dans Bolivar, tous les autres instincts furent en dernier lieu étouffés par le désir vaniteux d'étendre son nom et son influence sur des territoires de plus en plus vastes. Washington, ce simple planteur, au contraire, conserva, à chaque nouvelle étape de sa gloire, le désir plein de regrets de quitter le champ de bataille pour retourner à ses terres sous l'ombre de ses figuiers et de ses vignes sur les bords du Potomac, et de descendre des hauteurs de la vie publique dans le cercle des amis de sa maison et dans l'aimable retraite de la vie intime qui lui offraient un bonheur ignoré du soldat ambitieux et de l'homme d'État que tourmentent les affaires publiques. Ce fut ainsi qu'il s'exprima lui-

même dans une de ses lettres, comme s'il avait déjà pu et voulu désigner l'homme que, plus tard, on devait nommer son rival. Cette antithèse dans les traits intimes de leur vie intérieure et de leurs tendances telles qu'elles se traduisirent au dehors, cette opposition entre la réserve modeste du meilleur aloi et la présomption la plus vaniteuse séparent partout ces deux caractères et mettent entre eux une distance énorme.

Dès le début, où il n'était recommandé d'une manière particulière ni par ses succès, ni par ses mœurs, le fils du Venezuela ne put résister au désir, que lui inspirait son orgueil impatient, de s'imposer à ses compatriotes comme le seul homme appelé à devenir leur chef militaire et politique; car il avait une foi profonde dans sa propre valeur; il était entièrement convaincu qu'il était le premier de sa nation, et il s'efforçait avec la plus grande persévérance de vivre avant tout pour sa propre gloire et pour son propre nom. Tout autre était Washington. Dès sa première jeunesse, son courage, son mérite et sa chance heureuse avaient fait, à la vérité, que ses compatriotes aussi bien que les Indiens hostiles voyaient en lui un instrument choisi entre les mains de la Providence; mais, avec son respect pour toutes les individualités et pour toutes les opinions autorisées, il était toujours prêt à concentrer autour de lui les conseils et les forces des hommes les meilleurs et à leur attribuer avec empressement leur part d'activité et de gloire. Et même souvent, la réserve modeste avec laquelle il s'effaçait, en se méfiant de ses propres forces, aurait facilement dégénéré en timidité et en faiblesse, si le devoir ne lui avait pas ordonné de secourir suivant ses moyens la patrie en danger.

Quel n'est pas le contraste entre ces deux hommes, quand nous voyons Bolivar faire son apparition dans tant d'assemblées publiques où, derrière le masque le plus transparent d'une modestie affectée, il se livrait aux rodomontades les plus outrecuidantes et où il prodiguait les plus grands éloges à ses propres mérites, et quand d'autre part nous nous rappelons cette scène touchante dans l'assemblée des députés virginiens où Washington, en entendant les éloges du président, bégayait en rougissant et se taisait plein de confusion, lorsqu'on vantait son silence plein de modestie qui avait plus de poids que le prix de l'éloquence la plus brillante! Quel contraste encore entre la simplicité de Washington et la manière présomptueuse dont Bolivar se mirait dans tous ses bulletins et dans tous ses manifestes où ses expéditions militaires étaient comparées aux exploits des croisés; où l'on défiait, dans la lutte commencée, outre les Espagnols, encore « le monde tout entier » et « les immortels »; où l'on parlait de l'océan de transport dans lequel nageait le Libérateur quand il contemplait ses triomphes! Quelle n'était pas, au contraire, la profonde humilité de Washington qui cherchait et qui adorait partout dans les choses humaines la main de la Providence, et qui voyait un miracle pour ainsi dire sans cesse renouvelé dans l'issue victorieuse de la guerre, commencée au milieu des malheurs et des conjonctures les plus déplorables où le pays manquait absolument de tout!

L'antiquité qui, avec une terreur enfantine, redoutait la jalousie des dieux, aurait condamné comme un crime impie la présomption avec laquelle le héros colombien souffrait en souriant qu'un Péruvien plaçât le pied du Libérateur sur son propre cou, tandis que le Bolivien,

avec des éloges blasphématoires, attribua à ce misérable flatteur la grandeur du Sauveur et du Fils de Dieu. Le monde chrétien trouvera difficilement dans la vie d'un homme activement mêlé aux affaires humaines un second exemple d'une humilité et d'un recueillement religieux aussi profonds que chez Washington. Il s'appliquait en toute sincérité, avec un zèle ardent et sacré, à marcher sur les traces du fondateur de la religion chrétienne et à imiter sa justice, sa douceur, son amour fraternel, son calme et la paix de son âme; il pouvait se donner le témoignage de n'avoir jamais failli à dessein, et il disait que son plus grand bonheur était d'avoir dirigé sa barque avec une conscience pure pendant un voyage long et à mille détours. Ce ne sont pas seulement ses admirateurs qui, en confirmant ces dires, n'ont su accuser cet homme d'aucun vice, ni d'aucune déviation de ses nobles principes; ce sont ses adversaires et ses ennemis parmi ses compatriotes, tels que Jefferson et Conway; ce sont ses amis sur la terre ennemie, tels que Fox, qui, sous le rapport intellectuel, moral et civique, lui ont reconnu les qualités les plus élevées de la sagesse, de la modération et de la justice; ce sont eux qui, remplis d'étonnement, lui ont rendu le témoignage que, dans des conjonctures aussi compliquées et dans une position aussi éminente, son caractère s'est tellement conservé pur et digne de toute confiance, que nul autre n'a jamais douté de lui.

Quelle prodigieuse différence, au contraire, dans l'attitude de Bolivar! Non-seulement des ennemis sans nombre, de toutes les zones et de toutes les races, l'ont cru capable et l'ont accusé des crimes les plus épouvantables, mais encore des faits incontestables ont prouvé que de très-bonne heure il s'était secrètement engagé dans le laby-

rinthe d'ignobles intrigues, et qu'avec des mœurs équivoques il vivait et agissait dans un milieu également fort équivoque; ses amis les plus dévoués eux-mêmes ont à déplorer dans sa vie les plus funestes égarements. A Washington aussi, en sa qualité de soldat, de citoyen et d'homme, les ennemis n'ont pas manqué pour jalouser sa gloire, pour suspecter les motifs de ses actions et pour rapetisser ses talents. Mais ceux qui le méprisaient ainsi tombèrent eux-mêmes, accablés de mépris, devant la probité inébranlable et devant les mérites bien fondés de cet homme ; ils tombèrent devant les témoignages de ces adversaires plus dignes de respect qui, malgré la différence de leurs opinions, ont été néanmoins obligés de vénérer dans Washington « l'homme à la fois sage, « grand et bon ».

Tandis que, dès les premiers débuts de Bolivar, son nom était passé en proverbe comme celui d'un maître consommé dans l'art de la dissimulation, la plus grande gloire de Washington consiste dans sa franchise incapable de la moindre dissimulation, dans sa véracité et dans la simplicité de son cœur. Dans la vie de Bolivar, tout semble être calculé pour produire un brillant effet théâtral par des antithèses tragiques ; dans Washington, au contraire, les qualités les plus opposées de l'activité infatigable et du goût pour la vie de famille, de la force et de la circonspection, du courage et de la douceur, du besoin irrésistible d'agir et de l'amour de la retraite se fondent dans une harmonie rare et sublime. Chez l'un, tout finit par se résumer dans les apparences d'un vain simulacre, chez l'autre tout était une réalité vraie et sans éclat.

La vie de Washington a donné, dans toutes les direc-

tions, à la nature humaine les impulsions les plus puissantes et les exemples les plus féconds ; on ne pourrait en concevoir d'autres d'un effet plus salutaire pour une époque et pour une génération qui montrent une grande exubérance d'esprit, mais qui se sont souvent égarées. Sous le rapport intellectuel et pour les esprits pratiques, sensés et sobres, cette vie du héros américain a remporté un grand prix sur tous les génies désordonnés. Sous le rapport moral, elle a dû convertir tous les sceptiques qui ont douté de la réalité de la vertu et de sa force efficace. Enfin, dans le domaine de la politique, elle a, par sa solide simplicité, éclipsé toute la fausse grandeur et tout le faux éclat dont l'histoire n'a que trop longtemps entouré des dignités creuses et des couronnes indignement portées. Elle a, au contraire, rendu à l'histoire une mesure plus élevée pour juger les caractères publics, mesure qui avait été presque entièrement perdue pendant les siècles occupés par le règne du sabre et de la violence. L'abondance d'exploits éclatants dans la vie d'un Napoléon a pu de nouveau déplacer pendant quelque temps cette mesure, mais elle n'a pu l'écarter d'une manière permanente. L'apparition de Bolivar sur la scène du monde n'a même pas réussi à la déplacer pendant le plus petit espace de temps.

7. — LE BRÉSIL ET LE PORTUGAL

—

Indépendance du Brésil.

Le destin avait décidé en faveur de la république la lutte qui, dans les colonies espagnoles, s'était engagée entre les institutions monarchiques et républicaines. L'absence du pouvoir royal et l'abaissement auquel l'avaient réduit, dans la métropole, la domination étrangère, les révolutions et une dynastie dégénérée, et, d'autre part, le voisinage et l'influence morale aussi bien qu'extérieure des États-Unis d'Amérique : toutes ces causes avaient essentiellement contribué à produire cette tournure des affaires. La colonie portugaise, au contraire, le Brésil, était le seul territoire en Amérique où, après la grande séparation de cette partie du monde d'avec l'Europe, on fit un accommodement paisible, légitimiste et monarchique, selon les vœux des puissances européennes. Mais là encore cette solution différente ne se serait pas présentée, si le Brésil n'avait pas été élevé, avant l'explosion de la révolution hispano-américaine, au rang d'une possession accessoire du Portugal avec les mêmes droits que la métropole, possession dont les habitants n'avaient aucune raison de persévérer dans le soulèvement et la rébellion contre la mère patrie. Cette solution ne se serait pas produite, si la maison royale n'avait été, pendant quelque temps, établie au Brésil, où elle prépara un asile

à la monarchie et à la dynastie, et où elle permit aux influences monarchiques de l'Europe de s'exercer librement, et si, en dernier lieu, le prince qu'au Pérou et au Mexique on dut chercher dans des pays lointains ne s'était pas trouvé présent sur les lieux.

Chez tous les hommes clairvoyants au Brésil, le retour du roi Jean au Portugal avait toujours fait naître la crainte qu'il ne provoquât l'essai de transformer de nouveau le Brésil en colonie, essai qui aurait pu jeter ce pays aussi dans les voies révolutionnaires que suivaient les colonies espagnoles. Le parti portugais et fidèle à la métropole, tel qu'il s'était formé au Brésil, était composé d'un petit nombre de personnes qui, pour la plupart, étaient des négociants ; mais il se trouvait être fort influent, grâce à la position sociale, à la richesse et à la coopération systématique de ses membres, de même que par l'appui que lui prêtaient les troupes portugaises. Ce parti, qui désirait rétablir l'ancien système colonial et recouvrer ainsi ses anciens priviléges, fournit aux cortès de Lisbonne les moyens d'atteindre ce but et accepta d'elles les instructions nécessaires pour lui montrer de quelle manière il fallait y parvenir. En face de cette faction, il y avait un parti fédéraliste dans diverses provinces, sinon dans toutes, et surtout dans celles du Nord qui étaient jalouses de Rio-de-Janeiro, comme dans la province de Pernambuco dont les habitants avaient toujours professé des opinions républicaines. Ce parti fédéraliste, séduit par l'exemple que donnèrent les colonies espagnoles et par les excitations des Américains du Nord, voulut complétement détacher le Brésil de la métropole et l'organiser en État fédéral, organisation qui, aux yeux de ses membres, convenait bien plus natu-

rellement à l'immense étendue du pays et à l'absence de toute cohérence entre les différentes provinces.

Redoutant ces tentations anti-monarchiques, le roi Jean, en partant, avait lui-même engagé son fils, le régent dom Pedro, à conserver la couronne; du moins pour lui-même, dans le cas où le pays se déclarerait indépendant et où le régent ne pourrait conserver cette couronne au roi, afin d'empêcher de cette manière que le pays ne tombât entre les mains d'aventuriers (1). Le prince n'oublia pas ces instructions. Dans ce vaste empire brésilien, il avait bientôt appris, comme son père, à mésestimer le petit Portugal; son ambition ne visait qu'à se fonder une position indépendante au Brésil qu'il voulait transformer en État autonome, sinon indépendant de la métropole. C'est pourquoi, lors du retour du roi en Portugal, dom Pedro s'appuya non-seulement sur les troupes portugaises qui avaient poussé le roi à partir, absolument comme l'avait fait le prince bien que ce fût pour des raisons différentes, mais encore sur le parti brésilien modéré qui désirait l'établissement d'une monarchie représentative et qui, en cas de besoin, se serait résigné à une espèce d'union dynastique et constitutionnelle avec le Portugal.

Placé entre ces divers partis, dom Pedro se voyait d'ailleurs, depuis longtemps, dans une position fort pénible. Les amis de l'indépendance parmi les Brésiliens le soupçonnaient de vouloir rétablir la domination de la métropole, tandis que les Portugais croyaient que son intention était de détacher complétement le Brésil de la

(1) Cf. Constancio, t. II, p. 255. Cf. Handelmann : *Geschichte von Brasilien*, p. 721 sq.

mère patrie; tous les deux faisaient planer sur lui des soupçons, en l'accusant secrètement de vouloir s'emparer d'un pouvoir absolu et arbitraire. Effectivement, le caractère étrange du prince était fait pour confirmer tous les deux partis dans ces doutes et dans ces méfiances. Dom Pedro était un homme d'un grand talent naturel et il possédait des qualités fort variées, mais il était d'un caractère très-capricieux et de mœurs désordonnées. Bien que, dès sa jeunesse, il eût, comme son frère dom Miguel, pris des allures grossières et sauvages en allant souvent à la chasse, en fréquentant les combats de taureaux et en vivant au milieu de gens de manières brutales, il n'était cependant pas sans posséder une légère teinte d'une instruction superficielle, et il ne manquait pas d'un certain tact quand il s'agissait de choisir d'habiles gens pour conseillers. Il montrait qu'il partageait les idées courantes de civilisation et de progrès; mais, à côté de cela, il avait un penchant prononcé pour le despotisme; il était d'un caractère bouillant et emporté; il supportait difficilement la contradiction; il était arrogant, passionné, téméraire et d'une grande confiance en lui-même; on pouvait prévoir qu'il ne se laisserait pas facilement arrêter par les entraves des lois et d'une Constitution. Cette particularité l'avait jeté dans des embarras et lui avait attiré des humiliations très-profondes, dès que le gouvernement des cortès portugaises avait fait sentir son influence au Brésil.

Lorsque les bases de la Constitution du 9 mars (Cf. t. IX, p. 72) furent parvenues à Rio, dom Pedro essaya de retarder la prestation du serment de fidélité, bien qu'il eût d'avance juré lui-même fidélité à la Constitution future (Cf. t. VII, p. 268). Mais aussitôt, tous les partis

se levèrent et le contraignirent non-seulement de jurer et de faire jurer ces bases (5 juin 1821), mais encore de renvoyer son favori dos Arcos; il dut même se laisser imposer une commission militaire chargée de commander les forces armées et une junte destinée à surveiller l'action du gouvernement et qui devait être responsable aux cortès de Lisbonne (1). En opposant cette résistance à dom Pedro, les troupes portugaises et les Fluminiens (les habitants de Rio) étaient complétement d'accord. En effet, jusqu'à ce moment ces derniers avaient toujours appuyé les mesures indiquées par les cortès; avec une grande bonhomie et en se défiant des projets réactionnaires qu'on attribuait à dom Pedro, ils avaient souvent agi de concert avec les Portugais, bien qu'après avoir atteint leur but commun, ces alliés contre nature se fussent souvent brouillés de nouveau.

Cette opposition allait se manifester encore, lorsque les premières résolutions des cortès relativement au Brésil détournèrent les méfiances des Brésiliens au sujet de l'assemblée, pour les faire tomber sur le prince. Les cortès ordonnèrent (avril) l'élection de députés brésiliens qui devaient siéger dans leur sein, et elles déclarèrent dans une résolution jointe à ce vote « que tous les gouverne- « ments provinciaux au Brésil, qui se déclareraient en « faveur du système représentatif et qui se placeraient « immédiatement sous la direction du gouvernement « constitutionnel de Lisbonne, mériteraient bien de la « patrie (2) ». Peu de temps après le retour du roi, les cortès adressèrent aux Brésiliens une proclamation qui

(1) Cf. Armitage, t. Ier, p. 70.
(2) *Ibidem*, t. Ier, p. 41.

ne respirait que des sentiments de fraternité ; puis, elles décidèrent (28 juillet) que désormais les armées du Brésil et du Portugal ne formeraient qu'un seul corps. Tout cela aurait pu paraître la preuve d'une grande concorde, si l'on n'avait pas vu trop clairement que la première de ces décisions avait pour but de diviser les Brésiliens et d'exciter les provinces contre Rio, leur ancien centre, et que la seconde avait été prise dans l'intention de maintenir l'un des deux pays dans l'obéissance à l'aide de l'armée de l'autre. Cette circonstance provoqua, en premier lieu (août, sept.), diverses manifestations en l'honneur de dom Pedro et aux dépens des cortès ; dans des chants publics, on fit allusion au rang souverain auquel le prince devait s'élever, et on l'engagea dans des affiches (4 octobre) à se faire empereur.

A cette époque, dom Pedro se sentait encore profondément blessé par la résistance qu'il avait rencontrée en dernier lieu ; son désir de gouverner avait été complétement empoisonné par toute la condition du Brésil où tout était dans la confusion la plus déplorable et en proie à l'anarchie la plus grande ; les troupes, qu'on ne payait pas, s'ameutaient ; chacune des différentes provinces suivait ses voies particulières et ne s'entendait avec toutes les autres que sur un seul point, c'est-à-dire de ne plus envoyer à Rio ni impôts, ni payements d'aucune espèce.

On avait d'ailleurs répété, dans la capitale, le même jeu qui avait été joué, en 1807, à Lisbonne ; lors du départ du roi, on avait vidé toutes les caisses et emporté bien des millions de *crusados ;* la Banque, dont les ressources avaient depuis longtemps servi à cacher la mauvaise administration du gouvernement, était dès lors

arrivée à la faillite. Au milieu de ces circonstances, le prince avait, dans ses lettres (21 sept.), adjuré son père de le relever de sa charge insupportable ; le jour même où, à en juger d'après les placards affichés en public, les Brésiliens voulaient le faire empereur, il écrivit au roi « que cela ne se ferait que quand on l'aurait taillé en « pièces avec ses Portugais (1) ».

Cependant, l'imprudence des cortès aida bientôt dom Pedro à reprendre une position meilleure. Pendant ce temps, elles avaient commencé à transformer complétement l'administration et le gouvernement du Brésil. Elles décidèrent (29 sept.) l'abolition de toutes les autorités centrales à Rio dont la formation avait, dès 1808, écarté tout l'ancien système colonial ; puis, elles votèrent l'établissement de juntes dans chacune des différentes capitaineries, dont les gouverneurs ne devaient pas être responsables devant ces juntes, mais devant les cortès de Lisbonne ; enfin, elles décrétèrent la division du pays en quatorze districts dont chacun devait recevoir sa représentation dans une junte provinciale (2). Toutes ces mesures furent couronnées par un décret final (1[er] oct.) qui rappela dom Pedro en Portugal. Il ne pouvait guère y avoir de doute sur le sens de ces décrets. Les cortès voulaient détruire l'unité politique qui avait été créée au Brésil ; elles voulaient fonder la liberté portugaise sur l'ancienne dépendance de ce pays qui, transformé de nouveau en colonie, devait comme autrefois faire prononcer, à Lisbonne, en dernier ressort, sur ses procès ; qui devait faire diriger son administration par les auto-

(1) Cf. Monglave, p. 124.
(2) Cf. Constancio, t. II, p. 267.

rités de Lisbonne, et se laisser gouverner par le pouvoir central de la capitale portugaise.

Lorsque ces décrets arrivèrent à Rio (10 déc.), tous les nationaux d'opinions libérales, et même un grand nombre de fractions réactionnaires, se rallièrent tout à coup autour de dom Pedro ; non-seulement les amis de l'indépendance, mais encore le clergé, les fonctionnaires qui avaient appartenu aux autorités dissoutes, et, enfin, les royalistes qui craignaient de voir le Brésil tomber entre les mains des républicains. En effet, ces derniers avaient déjà formé (9 oct.), à Pernambuco, un gouvernement provisoire à la tête duquel se trouvait Ferreira, le plus rusé, le plus malicieux et le plus violent des démocrates, qui avait déjà joué un certain rôle dans la révolution de 1817, et qui, à ce moment, excitait l'une contre l'autre la mère patrie et la colonie, pour se maintenir entre Rio et Lisbonne, c'est-à-dire pour se faire payer des deux côtés. Pendant un instant, dom Pedro semblait disposé, comme il l'écrivit à son père (10 déc.), à faire exécuter les dispositions des cortès et à s'embarquer, après avoir formé la junte provinciale; mais, quelques semaines plus tard, il dit dans son rapport qu'il était impossible de réaliser ces mesures. La population de la province de San-Paulo, qui l'avait toujours emporté sur les autres habitants du Brésil par un sentiment plus prononcé de sa propre valeur, par des mœurs meilleures et par une activité plus grande, et au milieu de laquelle les partisans de l'indépendance brésilienne dominaient incontestablement sous la direction de trois frères du nom d'Andrada, cette population, disons-nous, adressa au prince, par l'organe d'une junte, une réclamation fort hardie pour protester contre les résolutions des cor-

tès (1). Avec le langage de la confiance la plus chaleureuse, on engagea dom Pedro à s'opposer à sa honteuse révocation, afin de ne pas assumer la responsabilité des torrents de sang qui couleraient infailliblement au Brésil, dès qu'il s'embarquerait pour retourner en Portugal.

Cette représentation avait été élaborée, peut-être d'intelligence avec le prince, par José-Bonifacio d'Andrada, homme de beaucoup de talent qui avait fait son éducation politique en Europe et qui s'y était familiarisé avec les idées de Bentham; il était avide de pouvoir et d'influence, et habile à tramer des intrigues ambitieuses. La municipalité de Rio suivit l'exemple donné par la province de San-Paulo, et présenta (9 janvier 1822) au prince une déclaration dans laquelle elle disait qu'on proclamerait l'indépendance aussitôt qu'il partirait, mais qu'on maintiendrait l'union avec le Portugal, s'il voulait rester. Le délégué qui parlait au nom de la députation fit ressortir, de la manière la plus énergique, la même idée que les représentants américains aux cortès espagnoles avaient proposée, au mois de juin 1821, pour maintenir l'union entre la métropole et la colonie; il dit que la population désirait avoir, à la vérité, une législature séparée et des délégués chargés du pouvoir exécutif, mais qu'elle souhaitait néanmoins rester unie au Portugal, comme un seul peuple et un seul État, sous un même roi et sous une commune assemblée législative suprême.

En opposition avec ces mouvements, les troupes portugaises, parmi lesquelles l'esprit de mutinerie avait

(1) Cf. Constancio, t. II, p. 274.

régné depuis longtemps, voulurent, vers la même époque, faire une tentative pour forcer le prince, les armes à la main, à se soumettre aux volontés des cortès. Or, toutes ces causes réunies fournirent à dom Pedro tous les prétextes et toutes les justifications imaginables pour s'accommoder aux vœux des Brésiliens, c'est-à-dire pour rester provisoirement dans le pays, pour former un nouveau ministère composé exclusivement de partisans de l'indépendance avec Andrada à leur tête, et pour déclarer ainsi ouvertement sa rupture avec les cortès, mais non avec la métropole. Le soin de sa propre défense le força à réprimer de vive force les désordres parmi les troupes portugaises, à les embarquer pour le Portugal (15 févr.) et à éviter de cette manière les dangers opposés de l'oppression et de la révolution ouvertement déclarée. Il put écrire à son père qu'après toutes les démarches des cortès, l'union matérielle avec le Portugal ne pourrait plus être maintenue, mais qu'il tenterait tout ce qui était possible pour conserver encore l'union morale.

De cette façon, dom Pedro se montrait à la fois le défenseur des droits de sa dynastie et de ceux du Brésil contre les attentats des anarchistes de Lisbonne. Son retour en Portugal aurait, au contraire, impliqué sa soumission à la volonté des cortès qui abreuvaient la royauté de toute espèce d'insultes et qui, abandonnées à elles seules, auraient infailliblement amené la perte du Brésil pour la maison de Bragance. Le prince était probablement encouragé à tenir cette conduite par l'attitude des diplomates absolutistes, qui croyaient que le moyen le plus sûr de renverser les cortès était d'agir de telle sorte, que la séparation du Brésil parût amenée par la politique de cette assemblée. Vers cette même époque (fin de

1821), ces diplomates entamèrent des négociations secrètes à Paris, par suite desquelles un agent confidentiel du roi Jean, le marquis d'Anjeja, fut envoyé avec des instructions convenables à Rio, pour exhorter dom Pedro à résister aux cortès (1).

L'empire brésilien sous dom Pedro Ier.

Lorsque la nouvelle de ces événements arriva à Lisbonne, elle fit pourtant réfléchir les cortès. Il est vrai que la discorde entre les députés portugais et l'opposition brésilienne éclatait dès lors, de plus en plus ouvertement, à chaque occasion qui s'offrait. L'assemblée ne se laissa pas détourner de l'envoi de nouvelles troupes qu'on projetait d'expédier en Amérique, malgré toutes les motions par lesquelles les Brésiliens avertissaient les cortès du danger auquel elles s'exposaient (mai 1822). Elles rejetèrent follement (6 juill.), comme les cortès espagnoles l'avaient fait à l'égard de semblables motions, un article supplémentaire de la Constitution (2) qu'on venait de proposer et qui, s'accordant avec les déclarations de la municipalité de Rio, demandait pour le Brésil des délégués chargés du pouvoir exécutif et deux congrès séparés pour les affaires intérieures des deux royaumes, tout en faisant la concession de reconnaître l'autorité d'un congrès lusitano-brésilien à Lisbonne. Néanmoins l'entêtement des cortès était suffisamment brisé pour qu'elles abandonnassent complétement leurs résolutions du mois de septembre de l'année précédente, et que, dans un acte complémentaire, ajouté à la Constitution (7 août), elles

(1) Cf. Constancio, t. II, p. 269.

(2) Par l'un des trois frères Andrada, Antonio-Carlos, qui avait été déjà impliqué dans la révolution de Pernambuco en 1817, et qui n'avait été arraché au cachot que grâce à ce soulèvement.

accordassent du moins au Brésil un pouvoir exécutif séparé et un tribunal suprême. Mais ces concessions étaient accompagnées de débats tellement irritants et d'autres résolutions tellement hostiles, qu'elles perdaient toute l'influence conciliante qu'elles auraient pu avoir. En se donnant l'air d'user d'une indulgence gracieuse, les cortès déclarèrent non pas que dom Pedro était un rebelle, mais bien un jeune homme inexpérimenté qu'on ne pouvait considérer comme responsable de ce qui venait d'arriver. Mais ses ministres et les membres de la junte de San-Paulo devaient être traduits en justice comme coupables de haute trahison. Peu de temps après, on adopta une motion d'après laquelle on proclama rebelles tous les membres du gouvernement de Rio, et traîtres envers la patrie tous ceux qui lui obéiraient, tandis que dom Pedro était déclaré déchu de tous ses droits à la succession au trône, si, dans l'espace de quatre mois, il ne se soumettait pas avec pleine obéissance.

En observant cette conduite folle et vacillante des législateurs portugais, qui, tout en faisant des concessions, voulaient toujours suivre une politique active et recourir à la force des armes, on était surpris de voir l'attitude des députés brésiliens. En effet, bien qu'ils eussent eu à supporter tant d'insultes qui leur avaient été prodiguées par les orateurs à la tribune et par les auditeurs dans les galeries, et que, pendant un certain moment, ils eussent eu à craindre même pour leurs jours, ils finirent néanmoins par approuver la Constitution, en y apposant, à quelques exceptions près, leur signature. Démarche qui était en opposition directe avec tout ce qui, pendant ce temps, s'était passé au Brésil! Dès sa formation, le ministère Andrada avait commencé à mettre en œuvre le

nouvel ordre de choses qui avait été demandé. Il avait appelé à Rio (16 février) un conseil de procureurs provinciaux avec voix délibérative, faible simulacre d'une représentation nationale qui devait figurer un congrès brésilien, séparé et populaire, et soumettre à son examen toutes les résolutions des cortès portugaises avant qu'elles fussent introduites au Brésil. Dans une de ses lettres qui, comme il le savait fort bien, étaient présentées aux cortès, dom Pedro parla à cette même époque de cette organisation, en insistant, avec un orgueil simulé, sur la pureté et la réalité des sentiments constitutionnels qui animaient le peuple brésilien aussi bien que lui-même. Peu de temps après, dans une autre de ces lettres, il parla d'une nouvelle qu'il représentait avec une ironie moqueuse comme une preuve de la concorde qui régnait entre les deux pays, mais qui, en réalité, indiquait une autre garantie de l'indépendance brésilienne.

A peine dom Pedro eut-il embarqué les troupes portugaises ameutées, qu'une nouvelle escadre, qui avait passé devant les vaisseaux de transport sans s'y joindre et sans se faire rejoindre par eux, fit son apparition devant Rio (9 mars). Le roi, qui s'était secrètement entendu avec le prince, avait probablement donné ses instructions au commandant de l'escadre; ce dernier signa une déclaration dont le prince fit la condition indispensable de son entrée dans le port et dans laquelle il promit d'obéir en toute chose à dom Pedro; puis, après que six cents hommes et une frégate s'étalent laissé séduire, avec sa connivence, à déserter l'escadre, le commandant fit de nouveau voile pour le Portugal (24 mars). Cet arrangement, disait dom Pedro dans une

de ses lettres, avait eu un double avantage, parce qu'il avait donné au Brésil des soldats qui, après l'expiration de leur temps de service, deviendraient d'excellents agriculteurs, et parce qu'il montrait d'une manière évidente que les Brésiliens ne nourrissaient pas de haine contre le Portugal. De cette manière, les possessions portugaises restèrent limitées uniquement aux provinces septentrionales de Para, de Maranhao et de Bahia. Après une anarchie terrible, provoquée par la guerre civile et par la lutte des factions, tout le Sud adhéra à dom Pedro qui, grâce à sa prompte résolution et à sa personnalité imposante, sut réprimer les soulèvements qui éclatèrent dans les territoires de Minas-Geraës, de San-Paulo et dans la province de Pernambuco dont les habitants avaient pris une attitude fort équivoque.

Peu de temps après, la conduite peu intelligente du gouvernement portugais fit faire un pas de plus à la séparation complète des deux pays. On apprit que les consuls portugais dans les ports étrangers avaient reçu l'ordre d'empêcher l'exportation de toute espèce d'armes et de munitions pour le Brésil, et qu'on avait menacé tous les navires qui contreviendraient à cet ordre de la séquestration de leur chargement. A Rio, cette démarche fut interprétée comme équivalant à une déclaration de guerre. Le conseil municipal profita de cette occasion pour prier dom Pedro d'accepter la dignité de « défenseur constitutionnel du Brésil » ; le prince accéda aussitôt à ce désir (13 mai). Mais il ne montra pas le même empressement à remplir le vœu ultérieur du conseil municipal au sujet d'une convocation réelle et générale de représentants brésiliens. Travaillé par les cours européennes qui l'engageaient à s'emparer du pouvoir

absolu (1), il chercha à gagner du temps et demanda d'abord l'avis du conseil des procureurs dont les membres n'étaient pas encore au complet. Lorsque ce conseil déclara aussi que le vœu général du pays était la réunion d'une Constituante, le prince convoqua (5 juin) une semblable assemblée constitutive et législative, en reconnaissant expressément le principe de la souveraineté du peuple.

Mais, en même temps, fortifié par l'appui que lui prêtaient ses augustes protecteurs en Europe et comme pour leur donner des garanties de ses véritables sentiments, dom Pedro déchaîna, dans les termes les plus violents, toute sa haine contre les cortès. Le même jour où il publia (19 juin) les décrets relatifs aux élections pour la Constituante, il écrivit à son père, dans un langage libre de toute entrave : « Que la Providence veuille « bien donner la liberté au Brésil et le préserver de l'es- « clavage de *vos* Lusitano-Espagnols, de ces abomi- « nables despotes d'un constitutionalisme hypocrite qui « forment les cortès infectées par la terrible peste des « factions! Puis il ajouta que, fort des paroles éloquentes « et sincères du roi (probablement celles que celui-ci « avait prononcées lors de son départ en 1821), il avait « *devancé le Brésil* qui l'avait comblé de grands hon- « neurs. Le Portugal, disait-il enfin, comme État dé- « pendant et de quatrième rang, devait, dès lors, « rechercher l'union avec le Brésil, État de premier « ordre! »

Le roi Jean, chez lequel on pouvait voir des signes évidents d'un sentiment de satiété que lui inspiraient ses

(1) Cf. Constancio, t. II, p. 300.

cortès, n'avait pu s'empêcher, malgré toute sa faiblesse débonnaire, de jouer un petit tour méchant aux députés, en leur présentant encore ces lettres « comme une preuve « de sa sincérité ». Il est possible que dom Pedro les ait écrites sur ce ton virulent pour exciter les cortès à blesser plus profondément encore les intérêts, les droits et les sentiments des Brésiliens, afin de n'avoir pas besoin de trop *devancer* ses nouveaux sujets. Mais jusqu'à quel point il était sérieusement décidé à les entraîner à sa suite d'un pas plus rapide, c'est ce que prouvaient de plus en plus évidemment toutes les démarches ultérieures par lesquelles il les poussait, avec une grande vivacité et avec une résolution énergique, d'abord à détacher le Brésil de la métropole et ensuite à étendre et à consolider son pouvoir dans tout l'empire. Dans un manifeste (1er août), dont l'introduction était empruntée d'une proclamation de la Révolution française,. il appela les habitants, avec des exagérations déclamatoires, à se réunir et à consommer, si c'était nécessaire par la force, la grande œuvre de leur indépendance.

Par une proclamation, publiée à la même date, dom Pedro déclara que toutes les troupes portugaises qui se trouvaient sans sa permission au Brésil étaient ses ennemis, et il ordonna qu'on prît contre elles les mesures de précaution les plus rigoureuses. Peu de jours après (6 août), il adressa à tous les gouvernements amis un manifeste dans lequel il protesta de ses sentiments loyaux envers le roi Jean qui, disait-il, était par malheur retenu en captivité par ses propres cortès. Encore quelques jours plus tard (13 août), lors d'un voyage dans la province de San-Paulo, il proclama, sans motif extérieur, l'indépendance complète du Brésil et sa séparation

d'avec la métropole (1). Après son prompt retour à Rio, il parut au théâtre portant au bras une écharpe sur laquelle on lisait ces mots : « L'indépendance ou la mort! » On remplit donc uniquement une simple formalité lorsque, l'anniversaire de la naissance de dom Pedro (12 octobre), le conseil municipal de Rio le proclama empereur, et que ce prince accepta cette dignité sur le *campo de Santa-Anna*, en promettant d'exécuter la Charte qui devait être élaborée par la Constituante. Un décret (12 novembre) chassa les Portugais de toutes les fonctions publiques, et prononça des peines fort graves contre tous ceux qui, d'une manière quelconque, appuieraient le général Madeira, le commandant portugais de Bahia.

Afin de gagner à l'empire cette province, de même que les deux autres provinces du Nord, il fallut absolument une flotte, à la création de laquelle on assigna aussitôt les ressources nécessaires qui, grâce au premier enthousiasme, furent en partie réalisées par des souscriptions volontaires. On autorisa le chargé d'affaires brésilien à Londres à engager des marins; pour faciliter le succès de cette entreprise, on décréta par une ordonnance (11 décembre) la séquestration de toute propriété portugaise au Brésil, et on déclara par une autre résolution (30 décembre) que toutes les prises appartiendraient à ceux qui les auraient faites. En même temps (4 nov.), on fit inviter lord Cochrane, par l'intermédiaire du consul brésilien à Buenos-Ayres, à quitter le Chili pour entrer au service du Brésil. A peine cet amiral fut-il arrivé à Rio (13 mars 1823), qu'avec une flottille peu considérable,

(1) Cf. Armitage, t. Ier, p. 87.

qui, à vrai dire, ne comptait que deux vaisseaux en état de servir, il partit pour bloquer le port de Bahia où il y avait une flotte portugaise de treize vaisseaux de guerre armés de trois cent quatre-vingt-dix-huit canons, et une armée de terre qui avait repoussé une attaque tentée auparavant du côté de la terre.

La supériorité de la tactique navale des Anglais remporta la victoire par la seule force de sa réputation qui paralysait tous les efforts des Portugais. Le blocus produisit avec une rapidité extraordinaire une disette complète à Bahia; la seule nouvelle que lord Cochrane faisait construire des brûlots au Moro-San-Paulo inquiéta au plus haut degré l'amiral portugais; enfin, une reconnaissance de nuit, faite pour s'enquérir de sa position, l'effraya à un tel point que le conseil de guerre portugais résolut d'évacuer la ville avec la flotte, avec l'armée et avec une masse de navires marchands, au nombre de soixante ou de soixante-dix, comblés de biens et de personnes, et de faire voile pour Maranhao ou pour Santa-Catarina. Lord Cochrane se décida à laisser la flotte tranquillement sortir du port, puis à la poursuivre et à empêcher qu'elle ne débarquât sur un autre point des provinces du Nord, ce qui n'aurait fait que déplacer la guerre. Cette opération, par laquelle lord Cochrane alla bien au delà de ses instructions qui lui prescrivaient uniquement de bloquer Bahia, dépassa aussi de beaucoup, dans ses conséquences, l'attente de l'amiral lui-même. Sans avoir perdu un seul homme, on enleva un grand nombre de navires marchands avec un riche butin et toute une série de vaisseaux de transport remplis de troupes; on renvoya ces transports à Bahia, après avoir coupé les mâts et après avoir désarmé les soldats, tandis que lord

Cochrane lui-même, poursuivant avec son seul vaisseau-amiral les treize voiles portugaises, les empêcha de débarquer et permit ainsi à l'indépendance de se propager rapidement dans tout le Nord.

De retour de cette chasse, lord Cochrane se plaça devant Maranhao (26 juillet); il trompa les autorités, en leur faisant croire que toute une flotte brésilienne allait suivre son seul vaisseau, et, grâce à l'impression produite par la chute de Bahia (27 juillet), il obtint la reddition de la ville et de ses forts, et immédiatement après la soumission de toute la province. Le capitaine Grenfeld exécuta le même stratagème, avec un succès pareil, dans la ville et dans la province de Para. De la sorte, dans l'espace de six mois, avec une flotte presque hors d'état de servir, sans armée, sans perte d'aucune sorte et sans la moindre dépense faite par l'État, si l'on excepte les frais d'armement, on réussit à capturer cent vingt navires avec des chargements d'une valeur de plusieurs millions de dollars; à prendre la moitié de l'armée portugaise avec toutes ses provisions; à délivrer des Portugais les trois immenses provinces du Nord, qui jusque-là avaient été le théâtre de rixes sauvages et d'horribles luttes de parti, et enfin, à étendre la domination de dom Pedro sur tout le Brésil.

Contre-révolution en Portugal.

Cependant, cette suite rapide de succès remportés sans résistance n'aurait pas été possible, si, pendant ces funestes mois de l'année 1823, les cortès et la révolution portugaises n'avaient pas été entraînées dans la ruine du règne constitutionnel en Espagne. Nous n'indiquerons qu'en traits rapides l'histoire de cette chute, puisque, dans toutes ses parties, elle correspond à la marche de

la catastrophe en Espagne dont elle est, sous plus d'un rapport, plutôt le prélude que l'épilogue. A cause de l'indifférence apathique du peuple portugais, les débuts de la révolution avaient été fort hésitants, et l'on n'avait suivi que très-tard et bien lentement l'exemple donné par l'Espagne. Lors du triomphe de la révolte et faute de toute action contraire, celle des hommes de mouvement avait eu la plus grande latitude pour se produire. Quand ces hommes commencèrent, à leur tour, à se fatiguer, la réaction dépassa en vitesse même le revirement qui s'était opéré dans les affaires espagnoles, en prenant à l'occasion l'avance et en précipitant les choses avec une rapidité qui, sans l'indolence débonnaire du roi Jean, aurait été encore beaucoup plus irréfléchie et plus grande. En effet, puisque en Portugal les grandes masses ne prenaient pas une part immédiate et importante à la réaction, comme en Espagne, tout le drame, joué sous la direction d'un petit nombre d'intrigants qui y avaient les principaux rôles, suivit une marche bien plus rapide.

Jusque après le congrès de Vérone, et tant qu'on espérait encore en Espagne que les puissances n'interviendraient pas et qu'en cas de besoin on pourrait compter sur l'assistance de l'Angleterre, on voyait en Portugal une tranquillité et une sécurité plus grandes que celles des Espagnols alterner avec le mouvement plus violent d'un enthousiasme belliqueux. Grâce à leur vanité patriotique, les Portugais se tranquillisaient en se persuadant qu'ils n'avaient rien à craindre pour leur patrie. Les feuilles ministérielles firent connaître (novembre 1822) que, d'après les déclarations de l'ambassadeur français Lesseps, le cabinet de Paris était fort éloigné de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Pénin-

sule, et que, selon les assurances données par Canning, l'Angleterre ne regarderait pas avec indifférence la moindre tentative qu'on pourrait faire pour porter atteinte à l'indépendance du Portugal. En se fiant à ses relations intimes avec l'Angleterre, le gouvernement portugais était disposé à donner l'interprétation la plus large à cette dernière déclaration. On s'adressa à la cour de Londres pour obtenir qu'elle garantît la Constitution, et on lui fit entendre que, dans le cas contraire, le Portugal conclurait avec l'Espagne une alliance offensive et défensive qui, en vertu des traités existants, pourrait bien obliger l'Angleterre à prêter son assistance au pays. En effet, tout le monde en Portugal semblait être d'accord sur ce point qu'en cas de guerre on devait entrer dans l'union la plus étroite avec l'Espagne ; on négocia même, à Madrid, au sujet d'une alliance dont la conclusion était considérée comme complétement assurée, malgré tout le désaccord que les collisions dans l'Amérique du Sud avaient fait naître chez les deux nations, dans les cortès, au sein des gouvernements et aux cours des deux pays.

Mais la rupture entre l'Espagne et les puissances éclata avant que cette alliance fût conclue, bien qu'au sein des cortès le ministre de la guerre exprimât encore (février 1823) l'espoir qu'au moment du plus grand danger les deux peuples ne manqueraient pas de se secourir mutuellement. Cependant, les Français entrèrent en Espagne et l'alliance n'était pas encore conclue, parce que, dans l'intervalle, Canning avait instruit le gouvernement de Lisbonne de ses véritables intentions (1), en disant « que « si l'Angleterre se chargeait de garantir la Constitution

(1) Cf. Stapleton, t. Ier, p. 435 sq.

« portugaise, elle violerait directement le principe de « non-intervention établi précisément par elle-même, et « que le Portugal ne devait ni demander ni attendre, en « vertu des traités, que l'Angleterre le protégeât contre « une attaque provoquée par lui-même. » Il aurait été certainement dans l'intérêt des cortès et du gouvernement révolutionnaire en Portugal de vouloir sérieusement ce qu'on projetait, et de conclure, n'importe à quelles conditions, l'alliance avec l'Espagne, même en dépit de ces déclarations de l'Angleterre; mais, depuis longtemps, les révolutionnaires à Lisbonne, aussi bien qu'à Madrid, avaient perdu la force nécessaire pour s'élever à la hauteur d'une pareille résolution. Cependant, d'autre part, il était impossible que les passions bruyantes de ces politiques se soumissent tranquillement à une semblable marche des affaires. C'est pourquoi, ces hommes conçurent la pensée de forcer l'Angleterre à intervenir, en excitant la France par tous les moyens possibles à attaquer le Portugal.

Dans ce dessein, les ministres portugais firent d'abord protester (13 février) contre le discours du trône français du 28 janvier; ensuite, lors de l'entrée des Français en Espagne, ils enjoignirent à leur ambassadeur à Paris de demander ses passe-ports, et ils annoncèrent à M. de Lesseps que son action diplomatique se trouvait suspendue. Mais tout cela ne put troubler M. de Chateaubriand dans son indulgence flegmatique et bien réfléchie envers le Portugal; car il était convaincu que la force morale des coups qu'il portait à l'Espagne suffirait pour faire tomber la révolution en Portugal sans qu'il eût besoin d'y mettre la main. Plusieurs mois avant que la Bidassoa fût franchie par les Français, le comte Ama-

rante, fils de celui qui avait combattu la révolution de 1820 dans le Tras-os-Montes (Cf. T. VII, p. 237), arbora (13 février) le drapeau de la contre-révolution (*de la régénération*) en faveur du roi absolu. C'était dans la même province (1) où ses parents, de la famille Silveira, avaient de grandes propriétés; où depuis les événements du mois de novembre 1820 (Cf. T. VII, p. 242) Antonio Silveira vivait dans l'exil et concentré dans ses rancunes; où un grand nombre de gentilshommes et d'ecclésiastiques mécontents s'étaient retirés, et où, à ce moment, des corps de troupes considérables se concentraient sous le commandement des généraux Teixeira, Souza et autres, pour se rallier autour de la régence qu'on venait d'y établir.

Ces rebelles ressemblaient complétement à l'armée de la foi, commandée par Eroles en Catalogne, et, comme cette dernière, ils furent culbutés encore à ce moment. En imitant l'exemple donné auparavant par le ministère des francs-maçons en Espagne, le gouvernement portugais se fit munir des pleins pouvoirs les plus étendus pour sévir contre les *courbés*. Il trouva son Mina dans Luiz do Rego, habile militaire, qui intimida la province par le même terrorisme, qui jeta les rebelles au delà des frontières, et qui trompa les espérances que l'*Observateur autrichien*, ses rédacteurs et ses lecteurs, avaient fondées sur le soulèvement, de même que Mina avait contrecarré tout ce qu'on avait attendu de la régence d'Urgel. Le danger qu'on venait d'écarter de cette manière poussa les *patriotes*, c'est-à-dire le parti radical aux cortès qui étaient réunies en séance ordinaire, à

(1) Cf. Brown, p. 93 sq.

insister de nouveau pour que l'on conclût l'alliance avec l'Espagne. Les résolutions vigoureuses et les discours thrasoniens ne manquèrent pas dans cette assemblée; de même, le ministre de la guerre Miranda, qui jusqu'alors avait été toujours parmi les députés les plus violents, se montra encore disposé à porter l'armée à un chiffre imposant, et à se déclarer ensuite l'allié de l'Espagne dans cette guerre à laquelle il prédisait une durée de plusieurs années (1), au moment même où elle était au fond déjà terminée (fin de mai).

Mais, malgré ces triomphes remportés sur la contre-révolution, malgré ces dispositions belliqueuses du gouvernement et malgré le libéralisme résolu de toutes les autorités et de tous les corps constitués d'un rang élevé, la désorganisation intérieure du régime constitutionnel suivit en Portugal la même marche sourde et irrésistible qu'en Espagne. Sous le coup de la détresse publique et de l'impression produite par les nouvelles d'Espagne, le mécontentement causé par la tyrannie accablante de la révolution commença à dominer dans toutes les classes. Mais ceux qui minaient la Charte de la manière la plus dangereuse étaient, en Portugal comme en Espagne, les hommes de transaction qui croyaient concilier la révolution et la contre-révolution en modifiant la Constitution.

Le ministère voyait partout des factions qu'il n'osait pas attaquer, et des complots qu'il ne pouvait pas arrêter. La reine, que les cortès n'avaient pas eu le courage de renvoyer du pays, était restée, malgré toute la surveillance exercée sur elle, le centre actif de la contre-

(1) Cf. Pepe, *loco cit.*, p. 20.

révolution ; elle ne se lassait pas d'aiguillonner le cabinet espagnol et de pousser la France à intervenir (1).

A côté d'elle et du parti apostolique ou espagnol, qui était dirigé par dom Miguel, par Amarante et par le marquis d'Abrantes, le parti du roi, conduit par le comte Palmella, par le marquis de Loulé et par le fameux général Pamplona, travaillait à renverser les cortès ; mais les apostoliques montraient le plus de résolution dans leurs efforts. Lorsque les Français se trouvaient devant Madrid, Amarante, dont la troupe était renforcée par des paysans qu'on venait de soulever, apparut de nouveau sur la frontière. Cette fois-ci, il ne trouva plus en face de lui Rego qui avait su le dompter, car les cortès, réunies en séance extraordinaire (depuis le 15 mai), venaient de lui enlever le commandement et d'ôter ainsi à leur cause, mise en péril, son appui le plus solide. Sepulveda aussi avait été profondément blessé par de graves insultes, et, quelques jours après la destitution de Rego, on avait encore relevé de leurs fonctions treize officiers d'état-major auxquels on supposait des sentiments hostiles (2). Un de ces derniers était le colonel Sousa de Sampayo, un des parents d'Amarante et confident de Sepulveda, qui avait été enlevé au gouvernement par ce parti intermédiaire aux yeux duquel le but d'une contre-révolution était une modification modérée de la Constitution.

Le régiment de Sousa, le 23ᵉ, se rendait à ce moment (27 mai) à Beïra, où l'on concentrait un corps d'observation ; pendant que ce régiment était en marche,

(1) Cf. Brown, p. 86.
(2) Cf. Baillie, t. II, p. 133.

son colonel se remit à sa tête et se déclara contre le gouvernement des cortès.

Dom Miguel se souleva d'intelligence avec Souza et en même temps que lui. Ce prince, né en 1802, avait grandi au Brésil dans la pleine jouissance d'une liberté illimitée; il y avait tour à tour fréquenté la société foncièrement corrompue de la cour et celle des piaôs, ces chasseurs de chevaux et de taureaux sauvages; à Lisbonne aussi, il ne vivait que dans un cercle d'intrigants, de prêtres et de palefreniers. Grâce à cet entourage, il était devenu un être grossier et brutal, tel qu'on n'en trouve que dans les rangs les plus bas du peuple; d'une violence emportée, il traitait les hommes comme des bêtes. Sans mœurs, sans instruction et sans éducation, il était négligé par son père apathique et égoïste, et excité sans cesse par la furie qui lui avait donné le jour, qui dès lors fit de lui l'instrument de ses projets passionnés et qui le poussa à dépasser par ses actes les triomphes que son frère, dom Pedro, remportait dans ses lettres sur les cortès et que lui enviait dom Miguel. Il quitta le palais royal pendant la nuit et se rendit, à la tête du 13e régiment, à Villafranca, où il publia une proclamation conçue dans les termes les plus doux; il y exhorta les Portugais à délivrer leur roi accablé par les humiliations et de la main duquel, disait-il, ils recevraient ensuite une Constitution qui, également exempte de despotisme et d'anarchie, réconcilierait la nation avec elle-même et avec l'Europe.

Les cortès déclarèrent la patrie en danger et confièrent des pleins pouvoirs étendus à Sepalveda qui, en face du peuple, exprimait son dévouement le plus complet, qui répondait de tout au gouvernement pourvu qu'on

changeât le ministère (ce qui fut fait immédiatement), mais qui, disait-on, avait promis au parti apostolique (1) d'enlever le roi un jour de fête très-prochain (29 mai). Aussitôt tout le monde le suspecta. Le gouvernement lui enleva les pouvoirs qu'il venait de lui confier et le remplaça par le lieutenant général Davilez de Souza Tavares. Lorsque arriva le jour de la fête dont nous venons de parler, la méfiance générale amena un furieux soulèvement de la populace pendant lequel Sepulveda aurait été déchiré si Davilez et quelques *patriotes* ne l'eussent sauvé. Une heure après, il passa avec un corps de troupes du côté de dom Miguel qui l'accueillit cependant avec froideur et avec mépris.

L'opinion universelle était que, depuis l'élection de dom Pedro comme empereur, on avait décidé dans ce camp que dom Miguel succéderait à son père sur le trône portugais. De même que plus tard, en Espagne, les apostoliques voulaient substituer au roi son frère don Carlos, de même, en Portugal, le projet de la reine était de remplacer le faible Jean VI par son second fils sous la régence de la mère. On s'attendait que le roi timide resterait avec les cortès à Lisbonne; en effet, en désaccord avec lui-même sur la question de savoir qui il avait plus à craindre des constitutionnels ou des membres de sa famille, il avait adressé (30 mai) à dom Miguel une proclamation dans laquelle il avait dit que comme père il saurait oublier son fils, mais que comme roi il saurait le punir.

Un hasard trompa l'attente de ceux qui avaient cru connaître d'avance l'attitude que prendrait le roi. Le

(1) Cf. *Lettres historiques*, p. 114.

jour même où parut la proclamation royale, le 18e régiment, le seul qui fût présent à Lisbonne, se porta en masse devant le palais et proclama le roi absolu. Après avoir fait une tentative inutile pour ramener les troupes à l'ordre, Jean adhéra à leurs cris et se rendit avec elles à Villafranca. Il y publia (31 mai) une proclamation fort sensée dans laquelle il disait que l'expérience lui avait appris que les institutions établies ne plaisaient pas au peuple, et qu'il était prêt à sauver la nation de l'anarchie et de l'invasion, en réconciliant les partis par une Constitution modifiée dans un sens modéré (1). Ce seul départ du roi avec les troupes suffit pour faire écrouler tout l'édifice politique des Portugais, sans l'emploi de la moindre force extérieure, et même sans que du côté réactionnaire on eût fait un effort quelconque. Les cortès, qui, trois mois auparavant, s'étaient levées comme un seul homme pour jurer de mourir dans la défense de la Constitution, furent ainsi forcées de se dissoudre (2 juin), au moment où les cortès espagnoles à Séville déclarèrent leur roi atteint de folie et le remplacèrent par une régence.

Lutte entre les partis réactionnaires.

Cette apparition inattendue du roi à Villafranca dérangea les projets de la reine et du parti apostolique, sans cependant en arrêter l'exécution. On reconnut aussitôt leur influence nettement marquée dans le langage et dans les actes du nouveau gouvernement. Une seconde proclamation du roi (3 juin), qui, à la vérité, promettait toujours un pardon général et une Constitution, ne parlait déjà plus des événements des dernières années avec douleur et avec regret, mais bien avec une violente in-

(1) Cf. *Lettres historiques*, p. 357.

dignation. Lorsque le roi retourna à Lisbonne, son entrée fut marquée de tous les caractères répugnants d'un enivrement réactionnaire, bien que la meilleure partie du peuple montrât, à cette occasion, un calme fort grave. Il fut reçu avec un enthousiasme plein d'allégresse qui dépassait toute mesure; des officiers, des hidalgos et la plèbe affluèrent autour de lui et se pressèrent pour traîner la voiture royale à la cathédrale où l'on chanta un *Te Deum;* les illuminations « éclipsèrent la lune dans son royaume ». Même à ce moment, le roi répondit encore aux rugissements de la foule qui demandait l'abolition de la Constitution en s'écriant : « Pas de vengeance! Une Constitution qui fasse régner les lois! » Mais bientôt les *ultras* surent déjouer toutes ces intentions conciliantes.

De même qu'en Espagne, deux gouvernements se trouvaient en Portugal l'un en face de l'autre et dans une opposition violente : celui du roi était le pouvoir ostensible, mais faible et timide, celui de la reine était secret, mais fort et hardi, grâce à ses succès. Tous les deux avaient leurs représentants au ministère, dans la diplomatie, au sein de l'armée et parmi les fonctionnaires publics. Le président du conseil et ministre de la guerre, le général Pamplona (comte de Subserra), et le ministre des affaires étrangères, le marquis Palmella, étaient du côté du roi, tandis que Oliveira et de Castro, les ministres de l'intérieur et de la justice, devinrent les instruments aveugles de la reine. La France et l'Angleterre se disputaient l'influence sur le parti modéré et sur le roi; la France surtout fut, pendant quelque temps, la puissance prépondérante à la disposition de laquelle on mit l'arsenal et la flotte du Portugal pour le siége de Cadix, parce qu'on espérait obtenir d'elle, en cas de be-

soin, des secours contre des troubles à l'intérieur; le nouvel ambassadeur français, Hyde de Neuville, fit son entrée à Lisbonne d'une manière toute princière (août). Pour contre-balancer son influence, l'Angleterre envoya à Lisbonne sir Edward Thornton, qui auparavant s'était concilié les bonnes grâces de la cour de Rio, de même que le maréchal Beresford. Ce que ne put faire l'influence personnelle de ces deux hommes pour faire valoir celle de leur pays, c'est ce que fit peu à peu le besoin de l'argent anglais qui se fit fortement sentir par suite des dilapidations effrénées dont se rendaient coupables les généraux, les chambellans, les confesseurs et les hommes d'État de la réaction.

Ces deux puissances eurent à lutter contre l'opposition des cours qui représentaient l'absolutisme et qui prêtaient un fort appui au parti apostolique. Dom Miguel devint un héros célébré par la réaction dans toute l'Europe; l'empereur de Russie lui fit exprimer son admiration au sujet de ses résolutions généreuses et du respect filial dont il avait toujours fait preuve. Le roi de France lui envoya la décoration du Saint-Esprit que l'ambassadeur français lui remit, en disant « que le Saint-Esprit « seul avait pu lui inspirer la noble résolution qui l'avait « si subitement rendu célèbre dans l'histoire ». Dom Miguel et sa mère s'empressèrent d'exploiter par tous les moyens cette nouvelle gloire, afin de rendre illusoires les promesses royales relatives à l'amnistie, au règne de la loi et à la réconciliation des partis. Le roi dut se résigner à jouer avec sa femme qu'il détestait la farce d'une réconciliation publique (1). Il se vit obligé de

(1) Cf. Baillie, t. II, p. 142.

nommer aux postes les plus élevés les héros de la *régénération* et les hommes les plus dévoués du parti apostolique. Amarante fut nommé marquis de Chaves; la famille Silveira semblait destinée à partager entre ses membres le gouvernement de tout le royaume : on leur distribua les lieutenances de cinq provinces. D'un autre côté, Pamplona, l'ennemi déclaré d'Amarante (1), forma cependant un parti contraire et anti-aristocratique dont il choisit les membres parmi un certain nombre d'hommes de talent qui s'étaient distingués aux cortès et auxquels il donna une grande partie des récompenses sur lesquelles avaient compté les Silveira.

Les apostoliques cherchèrent à faire leur instrument docile de l'armée, à la tête de laquelle le ministre de la guerre avait placé le prince dom Miguel pour éloigner Beresford de ce poste. Mais Pamplona entoura le prince complétement de ses propres créatures, et paralysa ainsi à un tel degré l'influence du jeune généralissime, qu'on n'appela ce dernier, pour se moquer de lui, que le greffier de l'armée. Bien que, d'après tout cela, les deux partis semblassent se combattre à forces égales, il était cependant évident que, dans le premier entrain de la réaction et par suite de l'écroulement de la Constitution espagnole, le parti apostolique avait pendant longtemps la prépondérance. Quelques jours après l'entrée du roi dans la capitale, on avait formé (18 juin), sous la présidence de Palmella, une junte constitutive qui élabora le plan d'une nouvelle Charte, destinée à devenir, plus tard, la base de celle de 1826. Mais le parti de la reine, appuyé par l'étranger, fut assez puissant pour écarter

(1) Cf. Brown, p. 115.

ce projet. Tant qu'il était incertain quelle influence la France exercerait en Espagne, ce parti força le roi en premier lieu à déclarer à la junte que, dans le projet à présenter, elle ne devait envisager que le rétablissement de l'ancienne Constitution fondée sur la division de la nation en trois états.

Peu de temps après, lorsque l'impuissance des Français en Espagne se révéla clairement (sept.), il ne fut plus du tout question de Constitution; on dit même (1) que les puissances absolues offrirent des secours militaires pour le cas où le roi tiendrait sa promesse et où il octroierait une Constitution; mais pour cette éventualité, Canning fit formellement promettre à Palmella l'intervention de l'Angleterre. Bientôt le parti rétrograde fit encore un pas de plus. Au commencement de la *régénération*, on n'avait persécuté qu'un petit nombre de députés et de fonctionnaires; mais, en automne, après que la ville de Cadix était tombée, on prononça en masse la peine de bannissement, d'arrestation et de surveillance contre tous ceux sur lesquels on put faire tomber le soupçon de franc-maçonnerie. Dans le principe, on avait ménagé les conquêtes de la révolution; mais, dès lors, on forma une junte, chargée d'examiner les ordonnances des cortès pour éliminer celles qui seraient incompatibles avec les principes monarchiques. Bientôt, le roi signa (18 décembre) un décret qui raya toutes les résolutions des cortès.

Pendant longtemps, les ministres avaient inutilement délibéré au sujet de l'amnistie. Ce ne fut que lorsqu'on aperçut des mouvements graves au sein du peuple et de l'armée, lorsqu'une conspiration eut été découverte à

(1) Cf. Stapleton.

Porto (oct.), et qu'une révolte eut éclaté à Madère et aux Açores, que Pamplona réussit (janv. 1824) à présenter au Conseil d'État une loi sur l'amnistie. Mais le parti rétrograde sut arranger les choses, comme en Espagne, en faisant d'abord ajourner cette loi, puis en la modifiant et, en dernier lieu, en la rejetant. Par suite de ces divisions au sujet de la question d'amnistie, les discordes au sein du gouvernement finirent par éclater plus ouvertement qu'auparavant; Palmella et Pamplona offrirent leur démission et obtinrent ainsi de haute lutte qu'on éloignât les ministres de l'intérieur et de la justice, ces instruments de la reine. Depuis cette victoire remportée par le parti modéré, on recommença à parler de la Constitution, et les apostoliques semblèrent craindre sérieusement qu'on ne convoquât les anciennes cortès. C'est pourquoi ils crurent devoir recourir, de leur côté, aux moyens extrêmes; ils y furent excités et encouragés par la mauvaise réputation qui s'attachait au chef principal du parti modéré au sein du gouvernement, de même que par la discorde que les influences opposées de la France et de l'Angleterre entretenaient dans ce dernier.

Au moment même de la nomination de Pamplona, une indignation générale s'était secrètement répandue dans le public, lorsqu'on apprit l'élévation de cet homme indigne et détesté qui, pendant la guerre française, avait joué le rôle de traître, qui avait été pendu en effigie, et qui, à ce moment encore, aurait été sous le coup d'une condamnation infamante, si l'amnistie générale, décrétée par les cortès, ne lui eût permis de retourner en Portugal. Lors de l'explosion de la contre-révolution, il avait été un instant dans les conseils de dom Miguel, mais à l'arrivée du roi à Villafranca, il avait embrassé le parti

de ce dernier. L'hostilité que cet homme montrait à la noblesse plaisait au roi qui, depuis 1808 où ses nobles avaient trahi leur pays, était rempli de haine contre eux et les abaissait systématiquement en prodignant les lettres de noblesse. Il prêtait l'oreille aux soupçons que Pamplona faisait planer sur les projets de la cour; bientôt, sa faible intelligence était complétement enlacée dans les réseaux dont l'entourait la force magique de cet homme subtil qui, en même temps, sut se procurer l'appui de la France en se soumettant à ses desseins, et qui, par son alliance avec le puissant marquis de Loulé, se procura une grande influence dans le pays. Le vieux Loulé était un partisan très-puissant des modérés : il ne quittait presque jamais le roi, et les apostoliques craignaient que son influence ne déterminât ce prince à faire un pas décisif dans la voie constitutionnelle; pendant le carnaval (29 févr.), on le trouva assassiné à Saëlvatierra où le roi s'était rendu accompagné du marquis. Personne ne doutait, pas même les diplomates accrédités à Lisbonne, que ce meurtre ne fût dû à l'instigation du parti de la reine et du prince. L'enquête amena d'abord des preuves contre Abrantes; Pamplona était sur le point de les présenter au Conseil d'État (1), lorsque ce parti se hâta de prévenir, par des moyens violents, les conséquences de cette démarche.

C'était à l'époque où les Capape, en Espagne, songeaient, pour la première fois, à exécuter par la force leurs projets qui avaient pour but d'élever don Carlos sur le trône. Dom Miguel, aiguillonné par la reine furieuse, invita (30 avril) les troupes et le peuple portu-

(1) Cf. Stapleton.

gais à anéantir la secte empestée des francs-maçons qui comptaient extirper la maison de Bragance, et à achever l'œuvre immortelle commencée le 27 mai. Le roi était, pour ainsi dire, retenu prisonnier dans son palais ; les ministres furent arrêtés, à l'exception de Pamplona qui trouva un refuge à l'ambassade française. Dans les villes et dans les campagnes, on fit des arrestations en masse qui semblaient complétement assurer le succès de l'entreprise ; on institua une commission chargée de punir les personnes arrêtées, et l'on prépara un état de terreur qui était le digne prélude de la domination ultérieure de dom Miguel.

Pendant plus d'une semaine, le vaisseau de l'État, dont le gouvernail était entre les mains de dom Miguel, était ballotté dans tous les sens ; durant ce temps, la France et l'Angleterre se disputaient l'influence pour exploiter cette crise à leur avantage. Dès le principe, le corps diplomatique avait réussi à obtenir accès auprès du roi, et il avait empêché aussi que le monarque ne succombât complétement sous le complot de la reine dont le but était d'obtenir une régence, sinon la détronisation du roi et quelque chose de pire encore (1). Hyde de Neuville et Beresford ne quittèrent pas le roi d'un seul instant ; pendant ces journées critiques, tous les deux semblent avoir réussi, tour à tour, à faire et à défaire des ministères ; tous les deux voulaient sauver le roi en l'a-

(1) Dans sa *Chronique de la révolution de Portugal* (*Études historiques*, t. II, p. 73), ouvrage fanatique et regorgeant d'insolences mensongères, Haller avoue, en l'excusant, qu'on avait eu le projet de détrôner le roi. Le 24 août, on arrêta diverses personnes considérables qui, dit-on, avaient fourni des preuves démontrant qu'on avait projeté non-seulement de détrôner le roi, mais même de l'assassiner.

menant à bord d'un navire, c'est-à-dire chacun d'eux voulait le mettre sous son influence. Dans cette lutte, l'ambassadeur anglais, qui avait remplacé le prince comme commandant en chef de l'armée (7 mai), l'emporta sur l'envoyé français; il amena (9 mai) le roi à bord du vaisseau de ligne anglais, le *Windsorcastle*, d'où le monarque ordonna qu'on relâchât tous ceux qui avaient été arrêtés depuis le 30 avril; en même temps, il défendit qu'on obéît aux ordres du prince qu'il manda auprès de lui à bord du vaisseau. Le prince vint dans une attitude pleine de repentir pour faire amende honorable et pour obtenir la permission d'aller à l'étranger. Il s'embarqua (13 mai) pour se rendre à Vienne en passant par la France.

Les troupes, dont l'attitude avait été un instant douteuse, furent contenues par la disposition joyeuse de toute la population qui, avec ses *vivas* et avec un enthousiasme bruyant, se tourna de nouveau vers le faible roi. Cet homme hébété, dont toute la vie s'était passée dans des craintes et dans des angoisses, que la peur avait exilé au Brésil et ramené en Portugal, que la peur avait également engagé à jurer et à abjurer la Constitution et dont la bienveillance tant vantée n'était que la marque caractéristique d'une bonhomie apathique et d'un égoïsme profondément enraciné : ce faible roi saisit l'occasion que lui fournissaient les secousses de ces journées, pour jeter un coup d'œil rétrospectif sur sa vie malheureuse, lorsque, à bord du vaisseau anglais, il s'adressa (1) au prince son fils : « Fils d'une mère folle, disait-il à dom Miguel, « il avait eu, dès sa jeunesse, à lutter contre des infir-

(1) Cf. Brown, p. 132.

« mités physiques ; comme monarque il avait été le jouet « de plusieurs révolutions successives ; comme mari, il « avait eu à souffrir les persécutions de sa femme, et, « enfin, comme père, il avait été dépouillé d'un royaume « par un fils dénaturé, tandis que l'autre de ses enfants « comblait sa vieillesse d'ignominie. »

Pendant la longue durée de son règne, le roi Jean n'avait fait que causer la ruine de son pays. Par sa mauvaise administration, comme par son hostilité à l'égard de la noblesse, il avait violemment réveillé et arraché à ses habitudes monarchiques et aristocratiques le pays qui, auparavant, avait été plongé dans le plus profond sommeil politique. Il avait tout fait pour lui donner des idées révolutionnaires et démocratiques, comme, plus tard à sa mort, il laissa ses partisans, sa famille et son royaume en proie à la guerre civile, à l'oppression et à l'intervention étrangère. Mais tout cela ne put amoindrir l'enthousiasme presque fou avec lequel il était aimé surtout des basses classes. Même la domination étrangère n'avait pu porter atteinte à cet attachement qui avait fait de si profondes blessures au pays, et qui, à ce moment où le roi se trouvait débarrassé de la domination de sa famille, acquit une influence plus grande encore. Pendant quelque temps, on pouvait douter si c'était la France ou l'Angleterre qui, dans la dernière catastrophe, avait remporté les avantages les plus grands. L'influence de l'Angleterre était complétement prépondérante, à ce moment où sa flotte, mouillée dans les eaux du Tage, rendait sa position aussi imposante qu'une garnison aurait pu le faire ; cependant, les tories firent à l'ambassadeur Thornton les reproches les plus amers pour avoir laissé Pamplona, homme entièrement enchaîné aux volontés de la France, dans sa

position qui lui permettait de conserver pendant longtemps encore son ancienne puissance.

On aurait dit que, sous la direction de Palmella, un gouvernement plus libéral allait s'introduire dans les affaires intérieures du pays, lorsque le pouvoir publia (4 juin) le décret d'amnistie ajourné depuis si longtemps, et qu'il ordonna à la même époque, la convocation des anciennes cortès (1). Mais Palmella n'avait pas même réussi à obtenir qu'on fixât aussitôt l'époque de sa convocation; puis, il y eut de longues discussions au sujet de l'exécution du décret, jusqu'à ce que les intrigues de la reine, malgré la sévère surveillance exercée sur elle, et les cabales de son *parti de sang*, appuyées par l'argent, par les agents et par les Notes de l'Espagne, finissent par jeter le roi dans une nouvelle épouvante (2). Les apostoliques devinrent de nouveau tellement puissants, qu'il fallut prendre dans leur sein une grande partie des juges d'instruction et des juges lors du procès relatif aux événements du 30 avril, tous hommes qui surent déjouer le but de l'enquête. L'armée, qui n'était jamais embarrassée pour trouver des motifs de plainte, et qui, dès lors, était l'instrument de la réaction comme auparavant elle avait été l'appui de la révolution, était toujours disposée à accueillir avec empressement tout changement favorable à dom Miguel qu'elle considérait comme un martyr. Bientôt, on découvrit une nouvelle conspiration (25 oct,) dont les fils remontaient jusqu'à la reine. Toutes ces causes maintenaient le pays dans un état de tension intolérable; elles amenaient les mesures

(1) Cf. *Edinburgh Review*, t. XLV, p. 208.
(2) Cf. Brown, p. 165.

les plus oppressives et l'organisation d'un hideux système de police secrète (1).

En Angleterre, on était profondément humilié de voir que la flotte anglaise ne semblait être dans les eaux du Tage que pour soutenir ce mauvais gouvernement, et que l'ambassadeur, brouillé avec Beresford et impuissant, sinon corrompu par Pamplona, restait spectateur passif de tout ce qui se passait. Dans ces circonstances, le gouvernement anglais rappela Thornton (sept.) et le remplaça par A'Court, homme devenu indispensable qui, suivant son habitude de ne reculer devant rien, débuta en déclarant (22 sept.) qu'il venait pour éloigner le comte de Subserra. Les puissances orientales, cachées derrière la France, essayèrent de le soutenir avec d'autant plus de force, pour humilier l'Angleterre sur son propre terrain. Bientôt on trouva les armes nécessaires pour décider sa chute; on les prit, en premier lieu, dans les rapports entre le Portugal et le Brésil d'une part (sur lesquels nous reviendrons), et la France de l'autre.

A cause de la démoralisation qui régnait dans l'armée, Pamplona aurait voulu avoir des troupes françaises dans le pays. D'après les conseils que lui donna Hyde de Neuville, il s'adressa à l'Angleterre pour lui demander des secours militaires et pour lui indiquer d'avance qu'il serait obligé de recourir à la France, si, d'après le principe anglais de non-intervention, on refusait ces secours au Portugal. Mais Canning trancha ce nœud aussitôt que l'ambassadeur français prit des mesures effectives pour

(1) Eschwege (t. I[er], p. 246 sq.) d'après un opuscule publié en 1835 sous le titre de *Policia secreta dos ultimos tempos do reinado do Senhor Dom João VI.*

faire venir des troupes françaises de Badajoz. Il rappela à la France les promesses qu'elle avait faites au sujet du Portugal, et il déclara que la paix du monde pourrait être troublée, si Hyde de Neuville restait à Lisbonne; en même temps, A'Court laissa au cabinet portugais le choix entre la France et l'Angleterre, il menaça de retirer la flotte anglaise. Le cabinet français dut laisser tomber Hyde de Neuville et le rappeler de son poste. Son départ (2 janvier 1825) fut le signal de la victoire remportée par la politique anglaise. On forma (15 janvier) un nouveau ministère (1) qui commença aussitôt à prendre des mesures pour établir un nouvel ordre de choses : il se mit à l'œuvre pour transformer radicalement presque toutes les branches de l'administration (5 février); il ordonna l'institution d'une junte chargée de réformer les droits féodaux, et plus tard celle d'une autre qui devait réorganiser l'administration des finances; il assigna les revenus de l'inquisition (26 mars) à l'amortissement de la dette publique, bref il imprima au gouvernement une activité toute nouvelle.

Histoire constitutionnelle du Brésil.

Du reste, A'Court avait trouvé les motifs et les moyens les plus puissants pour amener la chute de Pamplona dans la perfidie que ce dernier avait montrée pendant les négociations au sujet des affaires brésiliennes; le nouveau ministère acquit un mérite de plus en terminant, par la conclusion de traités définitifs et solides, les néfastes querelles avec ce pays si intimement lié au Portugal.

(1) Ministre de l'intérieur : Lacerda; de la justice : Pereira de Sousa Barrada; de la guerre : Barbacena; et des affaires étrangères : Fereira, remplacé bientôt après par Saldanha, comte de Portosanto.

L'histoire constitutionnelle et intérieure du Brésil avait suivi une marche essentiellement différente de ce qui s'était passé au Portugal, et qui était même en opposition directe avec les événements dans ce dernier pays. Dès que dom Pedro eut été proclamé empereur, il s'était sérieusement brouillé avec les Andrada. Le public avait accusé ces derniers de beaucoup d'actes arbitraires et de grandes violences, de même que d'une grande intolérance à l'égard de leurs adversaires et surtout de tous les Portugais. Quelques chefs de la loge franc-maçonnique, qui avaient le plus contribué à faire arriver dom Pedro à sa nouvelle dignité, cherchèrent à former un parti hostile aux Andrada pour leur faire perdre la faveur de l'empereur. Ces derniers, de leur côté, qui étaient en apparence des monarchistes très-rigoureux, firent planer sur leurs adversaires le soupçon de républicanisme, parce que la loge, en proclamant l'empereur, avait exprimé la condition qu'avant de monter sur le trône dom Pedro aurait à jurer fidélité à la Charte qui devait être élaborée par l'assemblée constituante.

José-Bernardo Andrada et son frère et collègue au ministère, qui aimaient mieux établir dans le pays leur influence que la liberté, offrirent leur démission (28 octobre 1822); elle fut acceptée par l'empereur, parce que son intérêt bien compris lui commandait de ménager les Portugais, afin de mettre le Brésil à l'abri de la soif de persécution qui déchirait les républiques espagnoles, et afin de lui épargner toutes les tristes conséquences de ces haines intestines. Mais alors le peuple s'agita pour protéger ses favoris qui s'imposèrent de nouveau à l'empereur (30 octobre) sous des conditions humiliantes. Il dut fermer les loges franc-maçonniques et en bannir les

chefs ; aussitôt les Andrada formèrent, de leur côté, une autre société secrète, l'*Apostolado*, par laquelle ils causèrent, plus tard, bien des embarras à l'empereur (1). Après avoir consolidé ainsi leur pouvoir, ils devinrent encore bien plus intolérants qu'auparavant, et excitèrent contre eux l'animosité plus profonde du parti portugais dans le pays. Cette faction réussit, dès lors, à prévenir même un grand nombre de patriotes contre le gouvernement des Andrada ; contre ce qu'on appelait la résurrection des institutions féodales ; contre la farce du couronnement (1er décembre) et contre l'institution simultanée d'un nouvel ordre de chevalerie et d'une garde d'honneur, composée de fils des premières familles, à qui l'on demanda le serment d'une obéissance sans réserve à l'égard de l'empereur.

Cependant la tranquillité régnait pendant les mois qui s'écoulaient jusqu'à la réunion de l'assemblée constituante. En l'ouvrant (3 mai 1823), l'empereur exprima l'espoir qu'en élaborant le projet d'une Constitution sage et équitable, l'assemblée se laisserait guider par la raison, et qu'elle n'aurait garde de suivre les modèles des Constitutions françaises de 1791 à 1792, dont l'imitation avait causé tant de malheurs en Espagne et en Portugal. Ces allusions provoquèrent aussitôt des contradictions qui furent poussées, par un ancien membre des cortès portugaises, Mauricio Tavares, jusqu'à une déclaration formelle dans laquelle il disait « qu'il espérait que, dans « le cas où il ne sanctionnerait pas la Constitution qu'il « s'agissait d'élaborer, l'empereur serait assez conscien- « cieux pour déposer la dignité impériale ». Ce fut à

(1) Cf. Armitage, t. er, p. 94.

cette espèce d'Opposition qu'Andrada résista avec toute sa supériorité intellectuelle ; il semblait réussir à réprimer les démocrates et à dominer l'assemblée par une majorité monarchique.

Mais, immédiatement après, lui et ses frères perdirent étourdiment cette position favorable par leur folle haine des Portugais. Tavares fit une motion (20 juin) d'après laquelle tous les Portugais hostiles à la cause de l'empire devaient être expulsés, motion qui en premier lieu était calculée pour enlever à l'empereur un des appuis de son pouvoir. Antonio-Carlos Andrada parla en faveur de cette proposition, et les royalistes menacés saisirent cette occasion pour s'unir à une fraction du parti démocratique et patriotique dans le dessein d'amener la chute des Andrada. Dom Pedro était depuis longtemps las de la tutelle exercée par ces hommes supérieurs ; de plus, il venait d'apprendre que la ville de Bahia avait été évacuée et que la contre-révolution au Portugal avait remporté une victoire décisive. S'appuyant sur l'assemblée nationale, il osa donc toucher encore une fois à la puissance des favoris du peuple ; il éloigna du conseil des ministres les deux Andrada (juillet), et les remplaça par une administration plus royaliste qui prit une attitude plus bienveillante à l'égard des Portugais.

Mais aussitôt les Andrada, se mettant d'une manière frivole en contradiction avec leur passé politique, embrassèrent le parti des démocrates ; ils se placèrent à la tête de l'Opposition et, en soumettant de nouveau l'assemblée nationale à leur puissante influence, ils provoquèrent une discorde ouverte entre le pouvoir souverain et la législature. Ils se servirent de la presse pour agir, dans l'esprit le plus hostile, contre les Portugais ; ils

profitèrent de toutes les occasions, petites ou grandes, dès qu'elles se présentèrent, pour exciter les défiances des patriotes à l'égard de l'empereur. Lorsque l'assemblée lui refusa le *veto* dans l'exécution des mesures votées pa elle ; lorsqu'elle lui dénia le droit de donner les terres de la Couronne pour récompenser des services publics : partout, les Andrada se déclarèrent en faveur de cette restriction du pouvoir souverain. A l'occasion de mauvais traitements infligés à un rédacteur de journal par deux officiers portugais qui avaient été insultés par lui, les Andrada crièrent vengeance au sein de l'assemblée nationale, et firent entendre que, si le gouvernement ne quittait ces voies hostiles au peuple, son existence serait de courte durée ; ils menacèrent même l'empereur de lui faire subir le sort de Charles Ier.

Dom Pedro, rassuré par l'état de choses en Portugal, par les succès de lord Cochrane, de même que par la disposition des esprits dans l'armée, et mécontent depuis longtemps des opinions radicales émises par l'assemblée nationale, résolut de prévenir les projets hostiles des Andrada et de jouer le rôle de Cromwell. Il se mit (12 novembre) à la tête d'une troupe de cavaliers, il cerna l'assemblée, la dispersa et fit embarquer les Andrada pour la France, sans enquête ni jugement, et sans avoir les moindres égards pour ces hommes qui, malgré tout, avaient les premiers embrassé sa cause, qui étaient les fondateurs de l'indépendance et qui avaient quitté leurs fonctions les mains pures. Dans les déclarations publiques par lesquelles il expliqua ces démarches, l'empereur promit de convoquer une nouvelle assemblée et de lui présenter le projet d'une Charte libérale. Une profonde agitation se répandit dans tout le Brésil. Des troubles

éclatèrent dans diverses localités; les républicains tramèrent une conspiration contre la vie de l'empereur; dans une déclaration ouverte, la junte de Bahia exprima sa douleur au sujet de ce qui venait de se passer, et son espoir que l'empereur ferait examiner la nouvelle Constitution par une assemblée nationale et qu'il maintiendrait l'indépendance du pays contre le Portugal.

On exprima ainsi deux craintes également grandes et universelles, à savoir qu'à la mort de son père l'empereur ne réunît de nouveau les deux royaumes; qu'en suivant les traces de son frère, il ne transportât la contre-révolution du Portugal au Brésil, et que la promesse d'une Constitution n'eût pas d'autres suites que n'en avait eu l'œuvre de la junte constitutive du 18 juin à Lisbonne. Mais l'état général des choses au Brésil suffit seul pour pousser, dans une direction diamétralement opposée, ce prince que son propre caractère n'aurait que trop facilement amené à suivre les voies de son frère. Par bonheur, il n'y avait dans ce pays ni un gouvernement secondaire et faible qui eût pu lui donner la tentation d'usurper le pouvoir, ni une mère altérée de vengeance pour aiguillonner le prince, ni des cortès toutes-puissantes qui l'eussent excité par de mauvais traitements longtemps prolongés, ni l'influence pressante des grandes puissances, ni enfin l'exemple de la réaction donné par les États voisins. Au contraire, au Brésil, c'était plutôt l'entourage menaçant de républiques florissantes qui exerçait sur la population une influence magique et pleine de séduction.

Lord Cochrane se vantait d'avoir, dans une délibération personnelle (14 novembre), essentiellement contribué à déterminer l'empereur à réaliser promptement sa promesse et à indiquer la nature exacte de la Constitution

promise par lui. Dom Pedro convoqua (26 novembre) une commission chargée d'élaborer une Constitution d'après les indications données par lui-même ; il ne lui accorda que quarante jours pour ce travail. Le projet de la commission fut achevé même avant l'expiration de ce délai et obtint aussitôt (17 décembre) l'approbation du conseil municipal de Rio. Lorsqu'on publia la Constitution (commencement de janvier 1824), elle fut présentée aux diverses municipalités de l'empire ; puis, on lui prêta solennellement le serment de fidélité à Rio (25 mars), mais on ne la présenta pas à l'adoption d'une nouvelle assemblée. En agissant ainsi, on provoqua de profonds mécontentements dans les parties septentrionales du pays. Dans un grand nombre de communes de la province de Ceara, on déclara dom Pedro déchu de la dignité impériale; à Maranhão, à Paraïba et à Bahia, il y eut des explosions isolées de révoltes républicaines ; à Pernambuco, on abolit la souveraineté impériale et on nomma un président du nom de Carvalho. C'était un enthousiaste sans prudence ni hardiesse ; s'il avait eu la capacité nécessaire pour conduire une révolution, il lui aurait été facile d'entraîner, à ce moment, le Nord du Brésil dans les voies suivies par les colonies espagnoles. Il engagea toutes les provinces septentrionales à abolir la dignité impériale et à s'unir à une confédération de l'Équateur. Un grand nombre des habitants de Paraïba, de Ceara et de Rio-Grande-do-Norte adhérèrent à ce plan ; entre cette dernière province et celle de Pernambuco, on conclut une convention formelle comme base de la nouvelle union. Le gouvernement révolutionnaire attendait l'arrivée de quelques fins voiliers de l'Amérique du Nord et de deux bateaux à vapeur de l'Angleterre ; Carvalho

essaya même de gagner lord Cochrane, en lui offrant 400,000 milreïs s'il voulait passer du côté de la république.

A la même époque, il y eut partout au Nord des contestations tellement violentes entre les partis républicains et les partis portugais, qu'il n'aurait fallu qu'un seul succès remporté par Carvalho pour entraîner tout le pays dans cette union. Mais, même à ce moment, sa bonne chance n'abandonna pas l'empereur. Lord Cochrane et ses marins ne voulaient plus servir le Brésil, parce qu'on avait ouvertement rompu tous les engagements pris avec eux; mais dom Pedro les acheta encore une fois pour le service de la flotte en leur payant une somme en bloc, et l'amiral donna de nouvelles preuves de son talent supérieur. Arrivé devant Pernambuco (18 août), il n'eut qu'à essayer un bombardement et à attaquer la ville en même temps du côté de la terre pour la forcer à se rendre ; par ce seul coup, il eut encore une fois le mérite de rétablir la paix et de soumettre tout le Nord.

En même temps, il rendit, il est vrai, à l'empereur le pouvoir et les motifs nécessaires pour s'arrêter dans ses concessions libérales. Pour le moment il n'était plus question de convoquer l'assemblée législative. L'empereur joua le rôle d'autocrate; il s'abandonna entièrement à un luxe effréné et à un règne éhonté de maîtresses; il s'immisça dans toutes les affaires avec une activité affairée, inquiète et sans suite. Il refusa, il est vrai, avec indignation, de se rendre à la prière que lui adressèrent trois petites villes de San-Paulo, en lui demandant de s'emparer du pouvoir absolu; mais il récompensa de décorations et de titres l'auteur de cette demande et d'autres personnes qui partageaient les mêmes sentiments, et il répondit aux remarques que la presse faisait

à ce sujet par des peines fort graves infligées aux auteurs de ces articles. Du reste, en prenant cette attitude, l'empereur hâta le moment où le Brésil acquit une existence internationale, puisqu'il s'attira ainsi toute la faveur des puissances ; en effet, en face des dangers qu'offrait le républicanisme américain, ces dernières ajoutaient la plus grande valeur au maintien au moins d'une seule grande monarchie, gouvernée autant que possible d'une manière autocratique.

Règlement définitif entre le Brésil et le Portugal.

Le gouvernement portugais avait été toujours convaincu que les différends avec le Brésil cesseraient avec la fin des cortès, puisque la résistance de dom Pedro avait été, dès le principe, uniquement dirigée contre la tyrannie usurpée par les députés. C'est pourquoi, depuis la restauration, on avait cherché, à Lisbonne, à se mettre par tous les moyens dans des rapports d'amitié avec le Brésil. Dans les feuilles officielles, on rejeta uniquement sur les cortès toute la faute des anciennes querelles, en ménageant autant que possible dom Pedro et même en lui prodiguant les plus grands éloges. Ce prince avait-il réellement fait croire à son père que ses actes n'étaient dirigés que contre les cortès seules, et non contre le Portugal ? Le gouvernement agit comme s'il en avait été fermement convaincu. Il ordonna de faire cesser toutes les hostilités contre Bahia ; il écarta tout ce qui aurait pu entraver le commerce et les communications entre les deux pays, et il retira toutes les ordonnances qui s'opposaient au rétablissement de leur ancienne union. Ensuite, Palmella envoya (20 juillet 1823) à Rio le comte Rio Major qu'il chargea de faire disparaître toutes les causes de discorde, et d'aplanir toutes les

difficultés qui pourraient s'opposer à l'indépendance complète de l'administration des deux royaumes, à la seule condition que le roi de Portugal serait reconnu comme souverain du Brésil. En même temps, il demanda la médiation de l'Angleterre pour favoriser l'exécution de ce dessein.

L'ambassadeur portugais entra dans le port de Rio (17 sept.), sans se douter du moindre danger; mais on le reçut en lui enjoignant de repartir dans les quarante-huit heures, s'il ne reconnaissait pas l'indépendance du pays. Comme le comte ne voulut pas accepter cette condition, on mit le séquestre sur sa corvette et il dut retourner à Lisbonne par le paquebot. On ne pouvait avoir le moindre doute sur les intentions qui animaient dom Pedro, lorsqu'il traitait l'ambassadeur portugais avec cette dureté; il voulait évidemment enlever à ses ennemis, au sein de la Constituante qui siégeait à ce moment, tout moyen de faire planer le moindre soupçon sur ses projets relativement aux rapports futurs entre le Brésil et le Portugal. Il entra, dit-on, avec le comte Rio Major en négociations secrètes dans lesquelles il montra plus de conciliation qu'il n'aurait été prudent de le faire publiquement, et où il prouva qu'il aurait été disposé à faire un accommodement à l'amiable avec le Portugal (1). Aussitôt qu'il fut débarrassé de sa Constituante, il prouva publiquement qu'il était tout disposé à faire un pareil arrangement. Malgré les assurances les plus formelles, il empêcha, comme nous venons de l'indiquer, qu'on ne remît à la flotte les propriétés portugaises qu'elle avait capturées; car, de cette manière, il voulait faciliter la

(1) Cf. Armitage, t. Ier, p. 125.

conclusion d'un accommodement à l'amiable avec le Portugal, en lui offrant de restituer (comme on le fit dans la suite) tout ce qui appartenait à des sujets portugais. En même temps, l'empereur fit faire des démarches à Londres par un chargé d'affaires, afin de rendre le gouvernement anglais favorable à la reconnaissance du Brésil comme empire indépendant.

L'Angleterre avait, dès 1808, préparé l'indépendance du Brésil ; elle y était intéressée au plus haut point, par suite des rapports les plus importants qui existaient entre les deux pays. Le Portugal avait demandé au cabinet de Londres de l'assister dans la lutte qu'il soutenait contre sa colonie ; mais ces secours lui avaient été refusés, parce que les traités existants n'obligeaient l'Angleterre à maintenir l'intégrité du Portugal que contre des ennemis étrangers. Depuis lors, cette puissance avait observé la même neutralité que dans la lutte entre l'Espagne et ses colonies ; ceux de ses vaisseaux qui se trouvaient sur les côtes brésiliennes avaient toujours refusé d'accéder aux demandes d'immixtion qu'on leur adressait. Néanmoins, en ne s'opposant ni aux enrôlements ni aux armements, on n'avait pas peu favorisé le Brésil, sans le laisser paraître publiquement. Aussitôt que Canning eut un peu consolidé sa position, il donna ordre (févr. 1823) à lord Amherst, gouverneur général des Indes, de s'arrêter à Rio pendant qu'il retournerait au Bengale, afin d'entamer avec dom Pedro des négociations sur la reconnaissance du Brésil comme empire indépendant, à la condition que cet État abolirait la traite des noirs. Lorsque Palmella s'adressa pour la première fois à l'Angleterre pour lui demander sa médiation au nom du Portugal, Canning ne la refusa pas,

sans cependant s'engager à ajourner la reconnaissance, sur laquelle on négociait, jusqu'au moment incertain où la médiation serait terminée. Lorsque l'ambassadeur répondit que cette déclaration détruirait d'avance, en Portugal, tous les bons effets de la négociation et qu'on aimerait mieux s'adresser aux puissances alliées, Canning déclara franchement que l'Angleterre ne tolèrerait pas l'immixtion de ce tribunal dans les affaires du nouveau monde.

En même temps, il n'oublia pas les tentatives qui avaient été faites autrefois pour dissoudre l'alliance des puissances orientales. « Si l'on voulait confier, disait-il, « la médiation à l'Autriche *seule*, qui s'y croyait ap- « pelée par suite des liens de parenté qui unissaient la « cour de Vienne à dom Pedro, l'Angleterre ajournerait « la reconnaissance, tant qu'il y aurait quelque espoir « raisonnable de voir réussir cette entreprise. » En apprenant à Lisbonne que dom Pedro avait commencé à prendre des allures d'autocrate, on s'était de nouveau abandonné aux espérances les plus exagérées au sujet d'un rétablissement de l'ancienne union entre les deux pays; mais aussitôt qu'on sut que néanmoins le nouvel empereur maintenait l'indépendance du Brésil, on se laissa de nouveau pousser vers une politique belliqueuse, soit en subissant l'influence du parti apostolique, soit en écoutant les suggestions d'une partie de la diplomatie étrangère. Le cabinet portugais se décida (avril 1824) à entreprendre une nouvelle expédition, bien que l'Autriche, dont il avait demandé la médiation d'après les avis donnés par l'Angleterre, déclarât qu'il n'était plus possible de soumettre le Brésil.

Au milieu de ces complications, Pamplona put ensuite jouer son double jeu. Pendant que les plénipotentiaires

d'Angleterre, d'Autriche, du Brésil et du Portugal s'efforçaient, à Londres, de trouver un accommodement pour satisfaire les demandes réciproques des deux pays, il y eut également à Paris des conférences. Les puissances absolues, qui y étaient représentées, firent parvenir à Lisbonne des conseils dont le but était de pousser le cabinet portugais à la guerre et à la violence ; elles le déterminèrent à adresser aux ambassadeurs de France, d'Espagne, de Russie et de Prusse une espèce d'appel au sujet des affaires brésiliennes, et à envoyer, en même temps, à Rio un agent obscur, chargé d'y entamer des négociations directes sous des conditions entièrement différentes de celles qui avaient été présentées à Londres. C'était surtout ce jeu indigne qui avait fait réussir la demande de A'Court, lorsqu'il avait insisté pour qu'on éloignât Pamplona. Le nouveau ministère, formé sous l'influence de l'Angleterre, procéda d'une façon toute différente. Il n'oublia pas que l'opinion publique, qui, du temps des cortès, avait demandé qu'on remît en vigueur le système colonial, poussait, à ce moment, vers la paix et vers le rétablissement des relations commerciales entre les deux pays, relations qui avaient été entièrement ruinées. Canning, qui, à ce moment, était occupé de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles, proposa de transporter le siége des négociations au Brésil même, et les fit diriger par sir Charles Stuart, diplomate de premier rang. En se rendant à Rio, l'ambassadeur passa d'abord à Lisbonne où il trouva que le cabinet avait effectivement abandonné l'idée d'une suzeraineté du Portugal, mais où il rencontra par contre le plus grand entêtement à se rattacher, avec une vanité extrême, aux formes les plus mesquines.

Le roi voulut prendre le titre d'empereur du Brésil et céder la souveraineté à dom Pedro dans une *Carta regia* (13 mai 1825), instrument que Stuart emporta avec lui à Rio. Le gouvernement brésilien rejeta cette *Carta*, puisque, disait-on, en l'acceptant, dom Pedro se serait exposé au danger de voir ébranler son trône qu'il devait uniquement à la volonté du peuple. Le résultat des délibérations fut que, dans une introduction à mettre en tête du traité qu'il s'agissait de conclure (29 août), le roi devait, par son *diplôme* du 13 mai, reconnaître l'indépendance du Brésil et renoncer spontanément à la souveraineté en faveur de son fils. Lorsque les traités arrivèrent à Lisbonne (9 nov.), le monarque se rendit coupable d'une violation formelle de la parole donnée, en exécutant la cession, malgré tout, dans une *Carta regia*.

Dans les deux royaumes, la population n'attachait pas une grande valeur à ces formes ; mais, dans l'un et dans l'autre pays, elle avait d'autant plus à reprendre dans le contenu du traité. Au Brésil, on lui reprochait de charger le pays d'une dette de 2 millions de livres sterling ; en Portugal, on était mécontent de voir que le cabinet s'était laissé dicter le traité par une puissance étrangère, sans avoir consulté un conseil national, et qu'il avait sacrifié l'intérêt du pays à un titre creux. Mais bientôt on comprit que le soulagement de la dette portugaise n'était pas un titre creux, car, depuis bien des années, on n'avait pu songer à payer qu'une somme fort minime pour en acquitter les intérêts annuels ; on vit promptement que le rétablissement des relations commerciales, qui ramena aussitôt la vie et l'activité dans les ports déserts, avait une plus grande valeur que tout

traité ajourné, quand bien même les conditions en auraient été bien meilleures.

Acte final du règlement définitif des affaires pendantes entre l'Amérique et l'Europe. Ordre de succession en Portugal.

On faisait encore un autre reproche au traité du 29 août. On disait qu'au sujet des droits de succession de dom Pedro au trône portugais, le traité n'en contenait pas la reconnaissance expresse, qui était cependant désirée de tous les bons Portugais, soit pour laisser encore la porte ouverte au rétablissement de l'union avec le Brésil, soit pour la fermer aux prétentions éventuelles de dom Miguel. Comme dans beaucoup d'autres choses, Jean VI et dom Pedro étaient, en secret, d'accord sur le sens dans lequel il fallait interpréter le silence gardé par le traité sur cette question. Dans la *Carta regia*, le roi appelait dom Pedro « son héritier et successeur »; d'autre part, on comprend que l'empereur désirât rester l'héritier légal de la couronne portugaise, afin de pouvoir au moins en disposer dans ses intérêts. On était en train de négocier avec l'Angleterre sur la garantie à donner à un traité de succession au trône qu'il s'agissait d'établir, lorsque Jean VI mourut (10 mars 1826). Quatre jours avant sa mort, il avait mis à la tête de la régence l'infante Isabella-Maria, sa troisième fille, qui était toujours restée étrangère aux intrigues de sa mère et de son frère; elle devait gouverner le royaume jusqu'au moment où l'héritier légal de la couronne donnerait ses ordres. L'Angleterre et l'Autriche s'empressèrent de prodiguer leurs conseils à la cour de Rio, qui cependant ne les accepta pas, en tant qu'à proprement parler dom Pedro les prévint, ou que plutôt il les déjoua.

Placé entre ses droits sur la couronne portugaise et

l'impossibilité qu'il y avait, d'après les traités, de régner à la fois sur le Brésil et sur le Portugal, dom Pedro se rendit aux propositions des deux puissances, aux désirs de sa famille et aux vœux du Brésil : il renonça (2 mai), au trône portugais, sous des conditions qui le conservaient à ses enfants. En maintenant provisoirement la régence instituée par Jean VI, dom Pedro céda la couronne portugaise à sa fille aînée Maria da Gloria, âgée alors de sept ans, et qui, plus tard, devait épouser son oncle dom Miguel. Cette démarche aurait contenté les deux puissances, de même que la maison royale, et elle aurait peut-être réconcilié les partis dynastiques partagés entre les deux frères, si elle n'avait été accompagnée d'une autre mesure que personne n'avait devinée ni prévue. Deux jours après avoir reçu (26 avril) la nouvelle de la mort du roi, dom Pedro avait, de son propre chef, publié une loi constitutive pour le Portugal, d'après le modèle de la Charte octroyée par lui au Brésil, et il avait fait dépendre la validité de sa renonciation de la condition que le Portugal prêterait le serment de fidélité à cette Charte, que dom Miguel se fiancerait avec Maria da Gloria et qu'il contracterait mariage avec elle. Soit que cette concession libérale ait eu sa source dans un caprice, dans la vanité de l'empereur, dans son désir d'étendre sa popularité sur deux parties du monde, soit qu'elle ait eu son origine dans un mobile plus généreux, dans le désir d'unir ainsi tous les partis par les liens plus solides d'une alliance intime (1) : toujours est-il que les conséquences ne répondirent pas aux vœux de dom Pedro. Cette Constitution devint le germe de grands désastres

(1) Cf. Brown, p. 190.

futurs, et il en sortit, avec une rapidité extraordinaire, de profondes complications pour le moment actuel.

Pendant l'intervalle, toutes les affaires en Portugal avaient marché plus favorablement qu'on n'aurait pu s'y attendre. La présence de l'escadre anglaise dans les eaux du Tage; une maladie dangereuse qui avait saisi la reine; l'absence de dom Miguel; deux lettres adressées par lui (6 avril, 14 juin) de Vienne à la régente, et dans lesquelles il déclara (avant d'avoir été informé de l'octroi de la Constitution) vouloir se soumettre de plein gré aux dernières volontés du roi : tout cela avait également contribué à maintenir la tranquillité. Mais à peine lord Stuart, qui revenait de Rio, eut-il apporté à Lisbonne (juin) la Constitution donnée par dom Pedro, que l'on vit se manifester, aussi au sein de la capitale, les indices d'une nouvelle agitation qui, d'après ce qu'on pouvait prévoir, devait bientôt se répandre dans le pays tout entier et en dépasser même les frontières. La régente, animée des meilleures intentions, prit promptement toutes les mesures nécessaires pour faire du nouvel ordre de choses un fait accompli auquel on ne pourrait plus toucher. Elle rejeta l'opinion de ses conseillers qui lui disaient de ne pas faire ce changement sans avoir convoqué les anciennes cortès. Elle promulgua (12/13 juillet), sans hésiter, la Constitution de dom Pedro et ses décrets du 26 avril. Elle répondit à la dernière lettre de dom Miguel, en l'exhortant, de la manière la plus pressante, à ne pas s'opposer à cette organisation salutaire émanée du trône. Elle offrit à la nation cette Charte, comme une restauration des antiques institutions du pays, restauration, disait-elle, qui était conforme aux besoins de l'époque; elle l'offrit comme un cadeau librement

consenti par l'héritier du trône, et comme un gage de réconciliation entre les deux principes qui jusqu'alors avaient déchiré le monde. Ensuite elle fit jurer cette Constitution (31 juillet); elle convoqua les électeurs et publia une seconde proclamation dont le langage joignait la flatterie à la sévérité, et dans laquelle elle menaçait de punir toute résistance d'après la loi inexorable.

En même temps, la princesse fit entendre qu'elle conserverait la régence jusqu'à la majorité de la reine, bien que la Constitution (art. 92) l'eût placée entre les mains du plus proche agnat majeur, c'est-à-dire de dom Miguel, qui, au mois d'octobre suivant, allait entrer dans sa vingt-cinquième année. Cette faute, la seule dont la régente se rendit coupable, fournit un prétexte valable de plus aux miguelistes qui s'agitaient déjà partout. Pleins de confiance dans les éléments réactionnaires de 1823 que formaient le clergé, les campagnards apathiques, l'armée indisciplinée, les partisans de Silveira et le parti apostolique en Espagne, les miguelistes voulaient reprendre leurs desseins absolutistes dans l'intérêt de leur héros; car ils pouvaient supposer que la réserve de ce dernier n'était qu'une dissimulation habile avec laquelle il s'accommodait aux circonstances. L'exécution de l'ordonnance, relative à la prestation du serment de fidélité à la nouvelle Charte, avait trouvé des résistances dans plusieurs endroits. A Chaves, il y avait eu des arrestations à cause de ces désordres (22 juillet); dans les provinces de Tras-os-Montes et d'Alemtejo, plusieurs corps de troupes se déclarèrent, pendant ces journées (26 juillet), contre la régence, et passèrent la frontière pour se rendre en Espagne où, malgré les traités existants au sujet de l'extradi-

tion des déserteurs, ils furent accueillis de la manière la plus amicale par les autorités gouvernementales.

En effet, en Espagne, où l'état des choses était tel que la Constitution promulguée dans le pays voisin semblait tomber comme un brandon dans un tonneau de poudre, le parti royaliste était à ce moment en proie à une agitation incroyable. Déjà auparavant, toutes les fois qu'il avait été question d'introduire des institutions représentatives en Portugal, ce parti avait tremblé d'angoisse et de fureur ; à ce moment, où elles furent réellement inaugurées et que leur effet se fit aussitôt sentir parmi les libéraux, l'exaspération des royalistes ne connut plus de bornes. Le roi d'Espagne suivit l'exemple de l'Autriche et ne voulut pas reconnaître la régence, ce qu'aucune des autres puissances n'avait refusé de faire. Il publia (16 août) un manifeste par lequel il confirma des résolutions antérieures (Cf. t. IX, p. 223), et où il « promit de « maintenir la pureté de la religion, de même que les « droits réciproques d'une souveraineté paternelle et d'un « peuple soumis à son roi avec un amour filial, sans se « préoccuper de la nature des constitutions établies dans « d'autres pays ».

En même temps, il s'empressa de représenter aux puissances l'imminence des périls que la situation offrait, et de faire travailler, à Vienne, au renvoi de dom Miguel. Il est vrai que, d'après le système suivi par l'Autriche, cette puissance n'aurait pas dû opposer de résistance à la Constitution portugaise octroyée par le souverain ; mais, d'après ce que Canning écrivit, Metternich remua ciel et terre pour la détruire. Dans sa haine contre tout principe constitutionnel, il sortit même des retranchements de sa propre doctrine légitimiste, puisque les exemples donnés

par des souverains qui octroyaient des Chartes lui semblaient effectivement encore plus dangereux que les Constitutions que leur arrachaient les peuples. Il déclara que, si le roi Ferdinand se voyait obligé de protester contre la Charte portugaise comme incompatible avec la sécurité de l'Espagne, l'empereur, son maître, approuverait cette conduite. Au lieu d'envoyer dom Miguel à Rio, comme l'impliquaient les conditions posées par dom Pedro, il y envoya le baron Neumann qu'il chargea de négocier avec la cour au sujet de modifications à introduire dans la Constitution (1). Il insista auprès de Villèle, pour qu'il renforçât l'armée française, afin de protéger l'Espagne contre la peste portugaise (2), comme, en 1823, on avait empêché la contagion de se répandre d'Espagne en France. Il chargea un frère de Pilat de se rendre, « à la tête d'un détachement de jésuites », à Lisbonne, pour y ourdir des intrigues contre la Constitution. En même temps, il encouragea, par tous les moyens, le gouvernement de Madrid à persévérer dans son attitude hostile, politique qui fut appuyée avec le plus grand zèle par de Moustier, l'ambassadeur français à Madrid.

La cour insensée ne se montra que trop disposée à écouter ces excitations; les juntes apostoliques semblèrent concevoir le projet de débaucher toute l'armée portugaise; les villes frontières d'Espagne se changèrent

(1) Cf. Hormayr : *Lebensbilder*, t. II, p. 301.

(2) « Je ne puis marcher contre le Portugal, répondit Villèle, si ce « n'est avec la Charte sur mon drapeau! — *Censez que je n'en ai rien « dit* », fut la réponse de Metternich. — Voir Stapleton : *G. Canning and his times*. London, 1859, ouvrage qui malheureusement ne nous est parvenu qu'au moment où les dernières feuilles de ce volume étaient déjà sous presse.

en dépôts où se rassemblèrent les Portugais qui avaient déserté leur drapeau, et où ils se pourvurent d'armes, d'argent et de chefs. L'Espagne joua, à ce moment, à l'égard du Portugal exactement le même jeu que la France avait joué, en 1823, en face de l'Espagne, à la seule exception qu'un parti beaucoup plus insensé excita le cabinet de Madrid à prendre des mesures bien plus audacieuses. Le Portugal, de son côté, joua le même rôle que l'Espagne avait pris auparavant à l'égard de la France, excepté qu'il poussa l'indulgence au delà de toutes les bornes et qu'il avait un sûr appui dans l'Angleterre. La régence se garda avec le plus grand soin de tendre la main aux libéraux espagnols ou de rompre sans façons avec le gouvernement voisin; elle envoya le comte Villa Real à Madrid, pour qu'il demandât à l'amiable la reconnaissance de la régence, le désarmement des transfuges et la remise de leurs armes.

Le gouvernement anglais appuya toutes ces demandes avec une fermeté pleine de modération. Canning avait vu avec regret que lord Stuart avait apporté la Constitution portugaise et qu'il avait provoqué ainsi les soupçons de la nation; il avait vu également avec déplaisir toute cette innovation qui lui semblait irréfléchie; mais, bien qu'il fût décidé de ne pas la favoriser lui-même, il ne voulait pourtant pas que d'autres vinssent en déranger le développement. Il redoutait la nouvelle agitation qui se produisit, dans toute l'Europe, au camp des libéraux. En effet, ces derniers voyaient une disposition inattendue du ciel, à l'Est, dans la mort de l'empereur Alexandre, qui enlevait le cœur et l'âme à la Sainte-Alliance, et, à l'Ouest, dans cette Constitution donnée par dom Pedro; aussi ne se firent-ils pas faute de jeter aussitôt leurs ti-

railleurs, les Pepe et autres, dans ce pays qui leur offrait des espérances nouvelles. C'est pourquoi Canning se rendit en personne à Paris (septembre), pour s'assurer des sentiments de Villèle, et il crut pouvoir compter sur sa coopération passive contre les témérités du cabinet de Madrid. Il adressa à la cour de Vienne des Notes fort sérieuses, dans lesquelles il la dissuada, d'une manière pressante, de toute tentative qui eût pour but d'empêcher l'exécution de cette Charte. Il avait à temps fait avertir le gouvernement de Madrid, en disant que, si la Constitution portugaise était dangereuse pour l'Espagne, l'exemple d'un prince rebelle n'était pas moins menaçant. Il détermina Pozzo à donner les instructions nécessaires à l'ambassadeur russe pour qu'il coopérât au même but. Ensuite, il fit appuyer les demandes de la régence, et il enjoignit à son ambassadeur, Lamb, de quitter Madrid si l'on n'y accédait pas.

Aussitôt que Canning eut pris cette attitude sérieuse, tout semblait s'arranger dans un sens pacifique. Salmon, le ministre des affaires étrangères, informa l'ambassadeur portugais (3 octobre) qu'on avait ordonné la remise des armes, lorsque, à la même époque (4 octobre), dom Miguel à Vienne prêta, sans réserve aucune, le serment de fidélité à la Charte, et qu'il demanda au pape les dispenses nécessaires pour les fiançailles avec sa nièce qui avaient été déjà célébrées. Ces faits auraient dû mettre un terme à toutes les querelles au dehors et dans l'intérieur du pays. Mais la cour d'Espagne, encouragée par les suggestions secrètes de l'Autriche et par les instigations arbitraires du marquis de Moustier, continua encore à ce moment à conspirer. Elle exprima des doutes offensants sur la sincérité du serment prêté par dom

Miguel ; lorsque Villa Real, après avoir appris que l'annonce officielle des fiançailles du prince était arrivée, demanda une réponse décisive et ne put obtenir que des paroles évasives, il quitta Madrid. Déjà auparavant, le gouvernement espagnol avait, à plusieurs reprises, violé de la manière la plus éhontée la promesse qu'elle avait faite plusieurs fois au sujet de la remise des armes.

Le marquis d'Abrantes avait soulevé les troupes en Algarve et institué, à Tevira, une régence au nom de dom Miguel; deux jours auparavant, le marquis de Chaves avait fait des tentatives semblables dans la province de Tras-os-Montes. Ce dernier mouvement échoua dès le début même. Le ministre de la guerre, Saldanha, se mit lui-même à la tête des troupes (mi-octobre) pour marcher sur l'Algarve; les rebelles désabusés franchirent la frontière sur les deux points et rentrèrent en Espagne, où ils furent de nouveau protégés par les autorités qui les organisèrent pour d'autres incursions en Portugal, comme les troupes espagnoles elles-mêmes avaient plusieurs fois essayé d'en faire. A ce moment, on reçut à Lisbonne les protestations les plus pacifiques du gouvernement espagnol, qui disait que les armes allaient être remises et qu'il voulait arrêter Chaves et reconnaître la régence. Mais au même instant, le cabinet de Lisbonne fut informé que les troupes rebelles portugaises venaient de faire en Portugal une invasion combinée dont, plusieurs semaines auparavant, on avait parlé publiquement à Madrid : au Nord, elles entrèrent dans le Tras-os-Montes (23 novembre) sous le commandement de Chaves qui devait diriger ses opérations sur Porto, et dans l'Alemtejo sous les ordres de Magessi (26 novembre) qui se dirigea sur Lisbonne en passant par Villaviciosa.

Villèle n'était nullement disposé à renouveler ici l'invasion en Espagne; en voyant toutes ces insolences, il résolut d'agir sans se préoccuper des sentiments belliqueux que montraient les autres membres du parti royaliste : il rappela de Moustier et se joignit, à Madrid, aux déclarations ultérieures de l'Angleterre. Palmella, de son côté, demanda (3 décembre) à Londres l'assistance du gouvernement anglais, en disant que le cas prévu d'une alliance défensive venait de se présenter. Canning était encore à ce moment convaincu que si, en 1823, il avait possédé l'influence dont il disposait actuellement, et s'il n'avait pas été battu à cette époque au sein du cabinet, une attitude plus énergique de l'Angleterre aurait empêché l'invasion française en Espagne. Il était également convaincu que, malgré le bon vouloir de Villèle, les troupes hispano-françaises envahiraient le Portugal, si l'Angleterre conservait la neutralité indécise qu'elle avait gardée pendant l'invasion française en Espagne. Il était donc décidé à profiter avec la plus grande promptitude de ce moment propice; il en trouva l'occasion la plus favorable dans la présence accidentelle du parlement qui s'était réuni pour délibérer sur la question des céréales. Bien qu'il fût malade et alité, il prit cependant les mesures les plus promptes : aussitôt qu'il eut reçu la confirmation officielle de cette invasion favorisée par l'Espagne (8 décembre), il détermina, le lendemain, les ministres à suivre sa politique; le jour suivant, il obtint la sanction du roi; le troisième jour, il présenta le message aux deux Chambres, et le quatrième (12 décembre), les premières troupes se mirent en marche pour s'embarquer.

Canning avait des craintes sérieuses au sujet d'une

guerre dans la Péninsule dont les conséquences auraient été incalculables. Dégoûté par la perfidie impudente de la cour espagnole; irrité par les menées et par la duplicité du ministre autrichien; couvert par les traités et s'appuyant sur les exigences impérieuses de l'honneur national et de la loyauté anglaise, le ministre, qui jouissait à ce moment de la faveur complète de son souverain, put agir avec une tout autre assurance. Lorsqu'il se présenta devant la Chambre des Communes, il lui fit ses communications avec la sérénité du sentiment de sa gloire qui brillait sur son front, avec l'ardeur d'un esprit qui semblait rajeuni, avec le sentiment de sa valeur qui lui dilatait la poitrine, et en parlant avec une gravité qui, sortant du fond du cœur, provoqua des explosions d'enthousiasme au sein de la Chambre et qui laissa des impressions ineffaçables même dans l'esprit des diplomates courroucés.

A Lisbonne, on ne se berçait encore que de quelques espérances vagues, lorsque les premiers vaisseaux anglais entrèrent avec les troupes dans les eaux du Tage (25 décembre). Cet événement frappa toute la population comme par une commotion électrique; il fortifia la régence en lui rendant la confiance et la sécurité, et il découragea les rebelles. Le comte Villaflor repoussa sans difficulté Magessi de la province d'Alemtejo; après avoir été de nouveau chercher des renforts en Espagne, ce dernier opéra ensuite sa jonction avec Chaves dans la province de Beïra, où les révoltés avaient fait peu de progrès. D'autre part, Villaflor s'approcha du général Claudino qui surveillait la province de Minho : renforcé par de nouvelles troupes, après l'arrivée de tout le corps auxiliaire anglais (1[er] janvier 1827), il prit l'offensive; il

chassa de Viseu l'avant-garde de ses adversaires et battit Chaves dans un combat d'une certaine durée à Corucha.

Ces soldats fugitifs furent encore une fois accueillis en Espagne; on les réorganisa et on les renvoya prêts à combattre en Portugal. Et tout cela après que la cour espagnole eut accepté l'ultimatum anglais, après qu'elle eût rétabli ses rapports diplomatiques avec Lisbonne et qu'elle eut ordonné la formation d'un corps d'observation pour arrêter les désordres sur les frontières! Les troupes anglaises s'avancèrent jusqu'à Coïmbre; unies aux forces portugaises, elles rejetèrent encore une fois les rebelles en Espagne, où ils furent cette fois réellement désarmés et dispersés; leurs chefs furent expulsés, et l'on traduisit devant un conseil de guerre le gouverneur de Badajoz, Longa, sous la protection duquel la dernière entreprise avait été organisée.

Jamais la rupture complète et formelle de la grande Alliance européenne ne parut aussi imminente et aussi menaçante que durant ce dernier acte de l'arrangement définitif des affaires pendantes entre l'Amérique et l'Europe.

La diplomatie russe, toujours dominée de l'idée qu'il n'y avait pas de mal isolé en Europe, prévoyait en Portugal une désorganisation complète qui se communiquerait à toute cette partie du monde et qui, en troublant les rapports entre l'Espagne et le Portugal, brouillerait aussi l'Angleterre avec la France. Elle croyait que, par suite de l'influence possible qu'exerceraient les royalistes furieux en France, par les folies du gouvernement espagnol et par les promptes résolutions de l'Angleterre, la paix universelle était exposée à de plus

grands dangers qu'à aucun autre moment pendant les douze dernières années (1). Par ses appréhensions exagérées, elle communiqua les mêmes craintes aussi au gouvernement français; lorsque le cabinet de Madrid eut le caprice (commencement de janvier) de désirer que l'Espagne fût complétement évacuée par les Français et le Portugal par les troupes anglaises, Villèle vit dans cette demande une instigation de Canning et son désir de déchaîner la tempête révolutionnaire sur la France (2).

Mais, d'autre part, la seule idée redoutable d'une pareille rupture de l'Alliance poussa toutes les puissances à faire les démarches les plus empressées pour montrer leur condescendance et leur esprit de conciliation, et pour satisfaire toutes les exigences des divers États. Le gouvernement espagnol, effrayé de voir toute l'Europe désapprouver sa conduite, dut promptement battre en retraite; mais, avec les égards et les ménagements les plus grands, l'Angleterre et le Portugal lui aplanirent toutes les difficultés, de sorte qu'elle put sortir de cet embarras d'une manière aussi honorable que possible. Bien que l'Autriche eût, en secret, prodigué son argent et tous ses moyens d'action pour renverser la Constitution portugaise avant l'intervention énergique de l'Angleterre, elle afficha cependant de meilleurs sentiments dans les dépêches qu'elle publia (3). Quelque violente que fût la réaction produite parmi les royalistes par les blessures faites à leur sentiment national, la modération du gouvernement français ne laissa cependant rien à

(1) Nesselrode à Lieven. Janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. III, p. 3.
(2) Pozzo à Nesselrode. 13 avril 1827. *Ibidem*, p. 31.
(3) Le comte Münster dans Hormair, *loco cit.*, t. II, p. 338.

désirer; son langage fut très-loyal à l'égard de l'Espagne et extrêmement conciliant en face de l'Angleterre. La Russie, qui croyait que la paix en Portugal ne pouvait être rétablie que si dom Miguel prenait la régence comme c'était son droit, proposa que ce prince dont on suspectait les intentions allât à Londres, et qu'il prouvât ainsi son bon vouloir et sa résolution d'exercer ses droits sous la tutelle et sous l'influence de l'Angleterre. En adoucissant et en modifiant rapidement le fameux discours prononcé le 12 décembre par Canning, le cabinet anglais lui-même calma à un tel point les appréhensions générales, que, malgré l'agitation incroyable produite par ce même discours, les puissances continentales purent être de nouveau tranquillisées.

Ce discours était, à la vérité, tout imprégné de l'esprit conservateur et pacifique qui, à ce moment comme auparavant, était le fond même de la pensée de Canning et qu'il voulait sérieusement faire dominer dans sa politique. Il reculait avec horreur devant l'idée que, pour se venger, le Portugal pourrait concevoir la pensée de déchaîner les éléments révolutionnaires en Espagne, mêler à la lutte la force des opinions et des passions, et engager l'Angleterre, avec des alliés qu'elle redoutait le plus, dans une guerre désastreuse; en effet, elle aurait été de l'espèce de celles que le ministre anglais voulait précisément empêcher comme le plus fatal de tous les maux, parce qu'il désirait conserver à l'Angleterre sa position neutre entre les principes extrêmes. Mais il avait, à la vérité, placé dans son discours les fameuses paroles qui, à l'effroi des Pozzo et des Metternich, désignaient l'Angleterre comme l'antre d'Éole d'où sortaient toutes les tempêtes révolutionnaires dans le monde. « Il savait, disait-

« il, que si l'Angleterre était forcée de se laisser entraîner « dans une semblable guerre d'opinions, elle verrait tous « les esprits inquiets et mécontents du siècle se ranger « en armes sous sa bannière, force qui, sous sa direction, « pourrait devenir plus redoutable qu'aucune de celles « qui, auparavant, avaient été amenées au combat. Que « si l'Angleterre trouvait dans la conscience de ce pou- « voir la garantie de sa sécurité, lui devait y voir, d'autre « part, une cause de craintes sans nombre. Si c'était une « chose magnifique de posséder les forces d'un géant, il « pourrait cependant y avoir de la tyrannie à s'en servir « comme un géant. »

Ce furent ces propositions qui, malgré les solides principes conservateurs dont elles étaient entourées comme d'une cuirasse, jetèrent l'alarme et une frayeur extrême dans les cercles de la Sainte-Alliance; elles firent donner à Canning le nom injurieux de jacobin démasqué; elles provoquèrent une exaspération terrible parmi tous les apôtres de l'absolutisme, mais elles retentirent, aux oreilles des peuples, comme un tocsin dont les sons furent entendus jusque dans les coins les plus reculés du monde. Ce n'étaient que des avertissements vagues au sujet d'une transformation possible de l'état du monde à une époque future; mais la disposition des esprits en Europe commençait déjà à se modifier : l'impudeur avec laquelle la réaction s'étalait en Italie et en Espagne, et la lutte opiniâtre entreprise par les Grecs pour conquérir leur indépendance, venaient de ranimer d'une manière durable les sentiments libéraux dans tous les cœurs; les avertissements donnés par Canning produisirent donc un tout autre effet qu'ils n'auraient pu le faire quelques années auparavant. D'autres paroles plus énergiques encore

furent prononcées par le même ministre ; et elles se rapportaient au changement dès lors accompli dans la situation politique du monde, changement, disait-il, qui était en opposition complète avec les principes des absolutistes ; mais les hommes seuls qui avaient l'oreille fine firent attention à ces paroles. Ce fut ce même jour où, parlant des blessures faites au sentiment national des Anglais par l'invasion française en Espagne, Canning dit (Cf. t. IX, p. 256) « qu'une guerre contre la France aurait « été, à cette époque, un moyen pour sauvegarder l'équi- « libre menacé ; mais qu'il avait cherché un autre moyen « pour rendre inutile et même désavantageuse la posses- « sion de l'Espagne, si cette dernière était tombée entre « les mains d'une puissance rivale ; qu'il avait considéré « l'Espagne comme une double puissance, c'est-à-dire « comme État européen et comme maîtresse des Indes ; « qu'il avait, enfin, rétabli l'équilibre dans l'ancien « monde, en créant un monde nouveau dans l'Amérique « du Sud ».

---

8. — COUP D'ŒIL JETÉ SUR LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR DE L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE

Dans ce monde nouvellement créé, y avait-il cependant, en réalité, des motifs si puissants pour des craintes aussi grandes que l'étaient celles des prêtres les plus initiés du

monarchisme dans l'Europe continentale? (Cf. t. VIII, p. 2). Les Gentz et les Chateaubriand avaient-ils sérieusement quelque cause rationnelle pour regarder avec tant d'épouvante ce changement dans la politique anglaise, lorsque cette dernière s'occupait avec tant de zèle de la création de ce nouveau monde, et s'en vantait si fort? Quand Canning se glorifiait d'avoir rétabli l'équilibre soit des principes politiques et des formes fondamentales dans les États, soit des proportions dans lesquelles était distribuée la puissance extérieure, et tout cela simplement en reconnaissant l'indépendance des jeunes États en Amérique, y avait-il effectivemen quelque raison qui justifiât tous ces éloges dans sa bouche? Les admirateurs de Canning avaient-ils des motifs suffisants pour chanter ses louanges, quand ils disaient que par cette reconnaissance il avait remporté, pour les droits des peuples, une victoire qui compensait les triomphes de l'absolutisme en Espagne? qu'il avait porté un coup mortel à la Sainte-Alliance, en lui ôtant l'illusion que les points en litige entre elle et le cabinet de Londres n'avaient eu leur origine que dans la conduite hypocrite que les ministres anglais auraient tenue pour ne pas heurter l'opinion publique? Pouvait-on s'imaginer que ces États, qui restaient plongés dans l'anarchie après avoir commencé par la révolution, qui étaient sans communications entre eux, sans population et sans ressources, que ces États, disons-nous, seraient jamais à même d'exercer sur l'Europe une influence morale ou matérielle réellement dangereuse? Pouvaient-ils seulement croire avec quelque certitude que leur simple existence matérielle ne leur serait pas enlevée? Avaient-ils rien qui leur garantît l'ordre à l'intérieur? Avaient-ils l'espoir de développer d'une manière

rationnelle leurs institutions libérales, de les voir exercer une influence salutaire et durer longtemps, grâce à leur vitalité propre? Ne fallait-il pas supposer, dès le principe, que l'empire brésilien, qui ne formait qu'un seul état central, serait bientôt en conflit matériel avec les États d'origine espagnole, et que son régime monarchique serait bientôt engagé dans une lutte intérieure avec les institutions républicaines? Ne devait-on pas croire que ces luttes neutraliseraient, sur les lieux mêmes, tous les dangers dont l'Amérique pourrait menacer la cause de la monarchie en Europe, et cela sans que l'ancien monde s'en préoccupât et sans qu'il fît le moindre effort pour se défendre?

C'est à ces questions que nous avons à chercher les réponses pour terminer l'histoire de la séparation entre les deux parties du monde.

L'indépendance de l'Uruguay.

Il se produisit effectivement, dans l'Amérique habitée par la race latine, un conflit extérieur et intérieur entre les deux oppositions nationales et constitutionnelles, conflit qui éclata dès les premiers temps de l'indépendance, et dont les effets et les conséquences semblaient une fois pour toutes devoir démontrer, par une expérience décisive, quelle serait leur portée. Dom Pedro, poussé par son esprit inquiet et soutenu par sa bonne chance qui ne lui faisait jamais défaut, s'était à peine vu complétement assuré de la possession de son empire (fin de 1824), qu'il chercha et qu'il trouva l'occasion de se mesurer avec ses voisins les républicains, soit qu'il prît l'offensive, soit qu'il se tînt sur la défensive. Lorsque les Espagnols étaient sur le point de perdre le Haut-Pérou, l'empereur semblait promptement résolu d'y pêcher aussi en eau

trouble. Son commandant des frontières, Araujo y Silva, annonça au général Sucre (26 avril 1825) qu'après des négociations avec le gouverneur de Chiquitos, il avait annexé cette province au Brésil. A cet empiétement audacieux Sucre répondit (11 mai) par une verte remontrance et en menaçant d'employer la force. Le gouvernement de Buenos-Ayres profita de cette occasion pour gagner Bolivar à ses intérêts et pour trouver en lui un défenseur contre le conquérant de la *Banda oriental*; Bolivar lui-même porta plainte auprès de l'Angleterre, dont il demanda l'intervention arbitrale. C'est pourquoi dom Pedro, en se voyant en face du pouvoir dont disposait le Libérateur colombien, retira promptement ses mains avides et désavoua son commandant, lorsque le soulèvement de la Banda, qui avait été annoncé longtemps d'avance, éclata au même moment.

Un ancien officier d'Artigas, le colonel Lavalleja, partit de Buenos-Ayres avec trente-deux compagnons seulement, parmi lesquels se trouvait Oribe, qui plus tard acquit une si grande notoriété; ils franchirent le fleuve (avril), et mirent les *gauchos* en mouvement. Lavalleja attira à lui le premier adversaire que lui opposa le gouverneur brésilien Lecor, et qui n'était autre que son ancien compagnon d'armes Ribeira; en peu de temps, il réussit à restreindre la domination brésilienne aux villes de Montevideo et de Colonia (1) qui, à l'aide de la flotte supérieure en forces que commandait l'amiral Lobo, résistaient aux siéges mollement conduits. Lavalleja in-

(1) Cf. *Beitraege zur Geschichte des Krieges zwischen Brasilien und Buenos-Aires in den Jahren* 1825-28. *Von einem Augenzeugen*. Berlin, 1834.

stitua (14 juin), à Florida, un gouvernement provisoire qui demanda des secours au congrès de Buenos-Ayres (1) ; puis, il réunit, dans la même ville, les députés de la Banda qui votèrent l'union du pays avec les États de la Plata. Ensuite, le congrès de Buenos-Ayres accueillit dans son sein les représentants de la Banda ; le ministre Garcia (2) en informa (4 novembre) la cour de Rio, et l'empereur répondit à ce message par un manifeste dans lequel il déclara la guerre (10 décembre).

Autorisé par le congrès à faire la guerre, le gouvernement de Buenos-Ayres rétablit aussitôt (1er janvier 1826) les lettres de marque abolies ; car, disait-il, « c'était le « moyen le plus efficace de mettre l'empereur à la raison » ; il s'appliqua ensuite de toutes ses forces à former une flotte qu'il plaça sous le commandement de l'amiral Brown. Conduite par des chefs inexpérimentés, tels que Alvear du côté des Argentins, et Barbacena dans le camp brésilien, la guerre sur terre traîna en longueur et resta indécise, bien que les Orientaux fussent plus heureux que leurs adversaires. L'habileté de l'amiral anglais donna de plus en plus à la flotte argentine la supériorité sur celle des Brésiliens que ne commandait plus lord Cochrane ; en effet, après avoir été traité sans égards pour les lois de l'honneur, ce dernier avait quitté le service du Brésil d'une manière qui n'était pas non plus fort honorable, et il était allé servir la cause de la Grèce.

Les deux parties belligérantes épuisèrent leurs forces dans une lutte de trois années, sans obtenir de résultats décisifs. Parmi les provinces de la Plata, celle de Cor-

(1) Cf. Nuñez, p. 488.
(2) *Ibidem*, p. 499.

dova avait seule fourni son contingent ; le Buenos-Ayres s'épuisa parce qu'il n'était pas soutenu par les pays de l'intérieur ; la Banda elle-même succomba sous le poids de la guerre. A Rio, où l'on s'était ébloui par la brillante image d'une conquête du Buenos-Ayres, on eut beaucoup de peine à défendre le territoire brésilien lui-même contre les invasions des adversaires, puisque l'armée, déchirée par des intrigues sans bornes et conduite par des chefs brouillés entre eux, n'était pas en état de leur opposer une résistance efficace. Enfin, une révolte, éclatant au milieu des bataillons étrangers à Rio (juin 1828) sur lesquels on avait précisément fondé les plus grandes espérances, fit fléchir l'entêtement de l'empereur et releva la force de l'Opposition qui travaillait au rétablissement de la paix. L'Angleterre fit des efforts pour négocier entre les *deux* États en guerre une paix dont la base devait être l'indépendance de la Banda. Ces négociations, commencées déjà auparavant par lord Ponsonby, provoquèrent de nouvelles délibérations à Rio et eurent pour résultat un traité préliminaire (27 août) sur l'indépendance de la *République orientale de l'Uruguay*, traité qui fut ensuite ratifié (4 octobre) et dont les instruments furent échangés à Montevideo.

La Constitution brésilienne.

L'issue de cette rivalité belliqueuse montra que les forces matérielles des deux États belligérants étaient, en général, équilibrées : si le Brésil dut évacuer la Banda qu'il avait conquise auparavant, les adversaires, de leur côté, ne purent s'y maintenir. Par contre, le républicanisme remporta une victoire extérieure ; le souverain du Brésil vit une nouvelle république fondée sur les frontières de son empire. Mais, chose étrange ! ce fut au

même moment où le républicanisme subit une grave défaite dans son propre sein, où le régime républicain tant admiré du Buenos-Ayres, qui avait été la cause du soulèvement de l'Uruguay, fut de nouveau complétement ruiné. Lorsqu'il y eut un arrêt dans les succès militaires sur le territoire de la Banda, on fit de nouveau, au Buenos-Ayres, une vieille expérience : on vit que c'était le gouvernement qui devait expier les revers essuyés par ses soldats. Les fédéralistes s'étaient levés contre la Constitution *unitaire* et contre son auteur, en se liguant avec tous ceux qui, parmi le clergé, les gens de la campagne et les conservateurs de toute espèce, étaient les adversaires de cette Charte. Rivadavia avait dû résigner ses fonctions présidentielles (7 juillet 1827), et il était allé en Europe, pour mourir plus tard, oublié et pauvre, à Rio. En partant, il prédit à ses compatriotes que l'anarchie les consumerait; effectivement, dès le jour de son départ, la barbarie fit de nouveau irruption dans l'État et ensevelit, comme nous le verrons plus tard, tout son édifice politique sous les décombres d'une ruine complète.

Mais ce qui donna une importance plus grande à ce revirement, à cette défaite et à cette ruine du régime républicain au Buenos-Ayres, ce fut cette circonstance étrange que, dès cette époque, la Constitution monarchique du Brésil parvint à un développement plein de promesses d'une prospérité future, et qui pouvait inspirer des craintes sérieuses au sujet de l'avenir de toutes les républiques espagnoles. Dans cet empire, où la monarchie était sans passé et pour ainsi dire le produit du hasard; où tous les États qui entouraient ses frontières étendues étaient des républiques, et où des tendances ré-

publicaines dominaient au sein de toutes les villes considérables; où, faute d'une noblesse, d'un clergé puissant et de tous les grands éléments conservateurs, il paraissait plus difficile que partout ailleurs d'établir une union entre les éléments démocratiques et monarchiques; dans cet empire, disons-nous, cette grande tâche semblait cependant devoir être complétement accomplie par la Charte de dom Pedro qui, bien qu'elle fût née avec une rapidité extrême, surpassait cependant, par sa conformité aux besoins du pays, bien des Constitutions de cette époque qui étaient le fruit de longues délibérations (1).

Différant de toutes les autres Constitutions, elle plaçait à côté des trois pouvoirs politiques traditionnels encore un quatrième, le pouvoir modérateur; de tous les quatre, elle faisait des corps délégués par la nation dont la souveraineté devenait ainsi la base de tout l'édifice politique. C'était, par conséquent, à la représentation nationale, au pouvoir législatif qu'on avait donné presque tous les grands droits que Bolivar avait tant redoutés dans sa république, à savoir : une assemblée annuelle, se réunissant au jour fixe et même, à défaut d'une convocation impériale, de son propre chef et sur la convocation du sénat; les projets de loi présentés par le pouvoir exécutif, mais soumis à l'avis d'une commission des députés qui devait les approuver; le *veto* du monarque qui ne pouvait qu'ajourner; enfin, les états décidant sur la succession au trône, si la dynastie venait à s'éteindre ou s'il y avait des doutes sur l'ordre de succession. Par contre, la Charte avait empêché la législature de faire, sur les droits du pouvoir exécutif, les nombreux empié-

(1) Elle se trouve imprimée chez Constancio, t. II, p. 423.

tements que permettait la Constitution portugaise; elle avait prévenu toute précipitation démocratique par le système de deux Chambres et par un cens fixe pour les électeurs et pour les élus. Dans les dispositions relativement aux prérogatives de l'empereur, on avait distingué entre le pouvoir exécutif que le monarque exerçait en commun avec les ministres responsables, et le pouvoir modérateur qu'il possédait à lui seul. En vertu de ce dernier, il était autorisé à prendre les sénateurs dans une triple liste soumise à son choix; à convoquer la législature pour des sessions extraordinaires; à la dissoudre et à sanctionner ses résolutions; à choisir les ministres et à les relever de leurs fonctions; à suspendre les fonctionnaires et, enfin, à adoucir des punitions et à en faire remise complète.

Nous avons dit plus haut que, dans les commencements de son règne et par un caprice d'autocrate, dom Pedro avait semblé vouloir renoncer à l'exécution de cette Constitution et à la convocation des assemblées représentatives, et qu'il avait paru disposé à ajourner ou à écarter complétement tout le régime constitutionnel. Mais lorsque les complications extérieures, évoquées par l'esprit pétulant de l'empereur, le forcèrent néanmoins à convoquer les représentants, ceux-ci se montrèrent bientôt assez puissants pour écarter, au contraire, le fondateur de l'empire et de la Constitution (1831). A cette époque, la longue minorité de dom Pedro II laissa encore une fois aux Brésiliens le libre choix entre la république et la monarchie. Mais ils restèrent fidèles à leur Constitution monarchique, qui se montra assez forte pour résister à tous les orages des années suivantes, pendant lesquelles les éléments anarchiques dans les provinces

eurent le temps de s'épuiser. Elle était assez forte pour obliger le pouvoir à se maintenir, pendant toute cette époque, dans les voies légales quand il apportait des modifications à la Constitution, et, enfin, pour défendre la vie politique du Brésil contre toutes les funestes alternatives de despotisme militaire et d'anarchie qui désolèrent les républiques espagnoles. C'est ce qui nous explique pourquoi le Brésil était considéré partout comme le seul représentant du principe de l'ordre, de la morale et de la prospérité publique dans l'Amérique du Sud, pendant toutes ces années où Rosas, dans ses journaux, appelait un scandale pour l'Amérique la plante exotique de la monarchie, et où il disait que « le sceptre de l'*empe-* « *rador Banana* était déjà vermoulu ». C'est cette force de la Constitution qui fait comprendre que les Brésiliens aient pu parler, avec un orgueil de plus en plus croissant, du sort privilégié de leur patrie, dont ils attribuaient la prospérité uniquement à l'efficacité salutaire de leur excellente Charte et aux sentiments constitutionnels de leur second empereur.

Trouverait-on donc dans ce pays tous les matériaux historiques nécessaires pour résoudre, d'une manière toute pratique, la question relative aux formes constitutionnelles qui conviendraient le mieux à ces États? Une expérience finale et décisive semblerait-elle donc donner raison aux Boliviens qui avaient vu la seule chance de salut dans un retour vers la monarchie? Tout observateur attentif ne doutera guère cependant que précisément ce contraste favorable, que forme la condition de la monarchie brésilienne avec l'état de choses dans les républiques espagnoles, ne trouve essentiellement sa raison d'être dans l'existence même de ces États libres.

Qu'on s'imagine cet esprit de la liberté démocratique la plus illimitée complétement retranché de toute l'Amérique latine, et l'on verra que ce serait abandonner les seuls remèdes et les seules méthodes curatives capables de faire sortir de ces peuples les nombreux éléments hostiles à tout développement politique des États; ce serait renoncer aux seuls moyens qui puissent enlever d'une manière violente et radicale les défauts et les plaies de l'indolence, de la bigoterie et d'une routine machinale et stupide, vices qui ont rongé ces pays comme une véritable gangrène. Qu'on se figure effacées de l'Amérique méridionale toutes les républiques limitrophes qui entourent le Brésil comme d'une ceinture; qu'on fasse disparaître du Nord la Confédération anglo-saxonne; qu'on débarrasse l'empire brésilien de l'aiguillon de l'émulation, des avertissements de la liberté et des stimulants de la prospérité que renferme la seule existence de ces républiques, et personne ne croira possible que le meilleur prince et les meilleures lois soient des garanties qui aient pu, d'une manière durable, assurer la stabilité du Brésil. En effet, dans ces climats et dans ces vastes espaces, avec les difficultés inhérentes à la condition particulière de la civilisation et de la population, cet État serait infailliblement retombé sous le joug, bien plus pesant qu'autrefois, du despotisme latin, et n'eût pu résister à l'alliance qu'auraient formée le pouvoir du souverain, le prolétariat indien et un clergé ignorant. Il semble donc qu'on puisse considérer la condition intérieure de ces États et la collision extérieure entre eux comme un certain équilibre des forces, et comme une action réciproque et salutaire que le régime monarchique au Brésil et le républicanisme des au-

tres États de l'Amérique du Sud exerçaient l'un sur l'autre.

Si les événements qui préparèrent l'indépendance brésilienne avaient exercé une influence facile à comprendre sur la prospérité du Buenos-Ayres sous Rivadavia et sur celle de la Colombie sous Bolivar, cette prospérité réagit, à son tour, sur la prompte consolidation extérieure du Brésil. Si, plus tard, cette consolidation de l'état de choses au Brésil donna l'impulsion à la concentration nationale du Buenos-Ayres sous Rosas, le gouvernement arbitraire de ce dernier exerça, à son tour, une influence favorable sur le règne de la loi au Brésil, de même que, à une époque plus récente encore, la jalousie des provinces de la Plata, à l'égard des progrès faits par le Brésil et par Montevideo, a donné l'impulsion au revirement qui s'est opéré récemment dans la république argentine. On voudrait pouvoir espérer qu'une rivalité salutaire entre les deux régimes établis dans l'Amérique du Sud produirait, pour de longues années à venir, des conséquences et des fruits également salutaires pour les deux institutions. Mais on observe, au Nord de l'Amérique, le phénomène absolument contraire; en effet, le voisinage de deux républiques n'y est pas accompagné de cette heureuse rivalité; l'exemple des États-Unis agit comme le basilic de la fable : il exerce une influence funeste sur les peuples latins qui l'avoisinent et paralyse leur vie et leur libre développement.

Premières espérances.

Aux premiers commencements de l'indépendance, les enthousiastes de ce nouveau monde des États américains, s'abandonnant à tout l'enivrement de leurs espérances, s'étaient attendus à des résultats bien différents. Leur

affranchissement n'était pas encore entièrement accom pli, lorsque, dans leur vanité nationale, ils appelaient déjà cette crise la plus importante de toutes celles qui, depuis la ruine de Rome, s'étaient produites dans les destinées du monde, et qu'ils se faisaient les idées les plus extravagantes relativement à la culture intellectuelle et à la puissance de l'Amérique latine. Mosquera, un des ministres de Bolivar, croyait, dès 1823, que le temps n'était pas éloigné où le nouveau monde rendrait avec usure ses lumières à l'ancien. Déjà avant cette époque (1822), Iturbide indiqua ce moment fort rapproché, en donnant les chiffres les plus précis : « L'Europe s'aper- « çoit, disait-il, que les Américains, formés en société « bien organisée, deviendront les gardiens des connais- « sances et du pouvoir, de l'industrie et du commerce, « et, après un laps *de cinq années*, elle sera, par rapport « à l'Amérique, dans la même condition où se trouvaient, « à l'égard de l'Europe, la Grèce après la mort « d'Alexandre, et Rome après la destruction de l'empire « d'Orient et de l'empire d'Occident. »

Autrefois, les patriotes enthousiastes dans l'Amérique du Nord, les Adams et les Washington, qui étaient en même temps des penseurs froids et sobres, avaient été ravis d'avoir conquis l'indépendance de leur pays. Ils avaient eu des projets ambitieux pour leur jeune Confédération, qu'ils croyaient destinée par la Providence à devenir l'instrument choisi pour affranchir les parties du monde qui gémissaient sous le joug de la servitude. Ils pensaient que leur nouvel État transporterait de l'Europe en Amérique le siége du pouvoir sur le monde, et que sa mission sublime était de faire régner les principes entièrement neufs d'une politique nouvelle sous des formes

jusqu'alors inconnues, et de donner ainsi l'exemple d'un développement plus noble et plus magnifique de la nature humaine, exemple tel que le monde n'en avait jamais vu. Mais, d'après ce que nous venons de voir, le Sud de l'Amérique ne manquait pas non plus d'enthousiastes qui croyaient que leurs peuples aussi étaient appelés à prendre part à cette grande œuvre à côté de l'Amérique du Nord. Ce n'étaient pas seulement les indigènes qui avaient conçu ces espérances; en Angleterre aussi, il y avait bien des personnes qui s'attendaient à voir l'Amérique du Sud suivre, dans son développement, la même marche rapide que les États-Unis; des étrangers qui connaissaient bien le pays, tels que le général Miller, allaient jusqu'à croire que non-seulement le Sud arriverait promptement à la hauteur du Nord, mais que, par suite de l'abolition de l'esclavage, il le dépasserait même.

En effet, il y avait un assez grand nombre de motifs qui semblaient bien justifier cette attente et ces brillantes espérances. La situation politique de l'Amérique espagnole montrait, à cette époque, un pouvoir et une action gouvernementale limités d'une manière plus simple, la même liberté de mouvement, la même égalité des classes et les mêmes avantages pour les citoyens dans la vie publique aussi bien que dans leur vie privée. Les causes physiques qui avaient produit la grandeur des États-Unis, leur immense étendue, la grande variété que présentaient leur sol, leur climat et leurs produits, la fertilité de la terre et les diverses sources de richesse, tout cela se trouvait à un bien plus haut degré dans l'Amérique espagnole. De plus, en ce qui concerne les dispositions naturelles des créoles, la souplesse de leur corps et l'élasticité de leurs membres, leur bonté naïve

et naturelle, la vivacité de leur compréhension, leur désir de s'instruire et leur esprit de dévouement et de sacrifice, tous les étrangers en avaient conçu l'idée la plus favorable.

Premières craintes.

Néanmoins, même parmi les indigènes, on entendait rarement la voix de ces hommes heureux dans l'attente d'un avenir brillant, celle des enthousiastes exagérés était bien plus isolée encore. Même parmi ces peuples éloignés, les hommes qui avaient l'expérience du monde possédaient une connaissance claire de la véritable situation des États, et ils connaissaient exactement la situation réelle des grandes affaires politiques, ce qui forme une particularité caractéristique de toute la culture intellectuelle de notre siècle; grâce à cette connaissance, ces hommes ne se laissèrent pas éblouir au sujet de l'avenir de leur patrie. Ils voyaient bien que, comme c'était arrivé dans la métropole aussi, tous ces nouveaux pays, qui venaient d'accomplir l'œuvre difficile de leur affranchissement, avaient à commencer une œuvre bien plus difficile encore pour féconder leur indépendance et pour réorganiser la société; ils comprenaient qu'après la dissolution de tous les anciens liens sociaux, cette œuvre serait le travail de plusieurs générations et ne pourrait être que le fruit des expériences les plus pénibles. Ils savaient très-bien qu'en transplantant dans ces pays les formes fédérales et constitutionnelles de l'Amérique du Nord, on n'abrégerait pas ce travail comme d'un coup de baguette magique; ils ne nourrissaient aucune illusion à ce sujet.

Comme la véritable supériorité de toutes les institutions politiques ne consiste que dans la manière dont

elles s'adaptent à la nature donnée d'un peuple et dont elles sont fondées sur des conditions déjà établies, ces hommes expérimentés du Sud comprenaient facilement que les institutions du Nord, nées d'une manière naturelle et vigoureuse des mœurs vivantes du peuple, ne pourraient pas produire un caractère national dont, au contraire, ces institutions étaient le fruit. Ils sentaient que, transplantées dans le Sud, où l'air, le sol et la race humaine leur étaient si absolument contraires, elles seraient rongées immédiatement au cœur même, et bien plus, que, semblables en cela à la robe de Nessus, elles pourraient déchirer le corps auquel on les adapterait. Précisément les hommes qui avaient à s'occuper avec le plus grand soin de la translation des institutions du Nord dans leur propre pays, savaient indiquer d'une manière exacte les points les plus délicats que les Américains du Nord les plus sages considéraient comme l'essence même de leur Constitution. Partant de là, ils savaient trouver les causes de ces contrastes par lesquels leurs compatriotes latins se distinguaient des Américains de race germanique; ils savaient qu'ils avaient à parcourir une route d'une longueur immense, avant d'arriver seulement à l'endroit qui avait été le premier point de départ des Américains du Nord. Le Nord avait été colonisé par des hommes appartenant à une confession religieuse persécutée; au Sud, les colons professaient une religion qui persécutait les autres. Au Nord, le libéralisme religieux avait fait naître le libéralisme politique; au Sud, l'esclavage politique avait sa source dans l'asservissement religieux. Le christianisme pratique de ces puritains était pour eux une école de mœurs ascétiques; en se détournant de toutes les jouissances extérieures, du plaisir des

sens et des yeux, ils avaient appris à aimer l'honnêteté dans les affaires, la simplicité de la vie domestique et la frugalité des mœurs. Dans le monde entier, on ne pouvait pas chercher un plus grand contraste avec ces natures que chez les peuples latins de l'Amérique du Sud ; en effet, sous bien des rapports, on y voyait presque la caricature des oppositions qui avaient existé entre les premiers partis chrétiens, comme par exemple dans les notions sur le mariage et sur les rapports sexuels, notions qui, chez les créoles, étaient fort relâchées, et d'une sévérité fort tranchée chez les Américains du Nord.

Mais si Washington avait eu raison de proclamer la moralité et l'esprit religieux, l'industrie et la tempérance comme les ressorts indispensables dans des États démocratiques, que pouvait-on espérer de ces pays où les vices contraires triomphaient? Une race sans mœurs réglées et subjuguée par des passions impures y vivait dans une communauté religieuse qui donnait l'exemple des ordres mendiants, du dévergondage produit par le célibat, des abus désastreux inhérents aux pénitences et aux bulles, et enfin de la protection accordée aux malfaiteurs, et qui permettait ainsi de pulluler dans la société et de se propager dans l'opinion publique tous les vices qui, dans l'Amérique du Nord, étaient prohibés par les lois les plus dures et même punis de mort, comme par exemple l'adultère. Les protestants du Nord avaient poussé jusque dans leurs dernières limites l'indépendance de l'individu et la liberté du jugement et de la volonté ; pensant pour eux-mêmes, prenant soin de leurs propres affaires et agissant avec indépendance, ils avaient développé au plus haut degré l'instinct de l'activité. Dans l'Amérique méridionale, la bigoterie et un culte rempli

de cérémonies entretenaient chez les Indiens l'insouciance, la paresse et l'oisiveté que punissaient les lois du Nord. Au Sud, le gouvernement, l'armée et l'Église étaient considérés comme de grands établissements de bienfaisance vers lesquels affluaient tous ceux qui, avec un orgueil indolent, voyaient dans le travail une malédiction qui pesait sur l'humanité. Le travail persévérant des Américains du Nord avait tellement fait dominer parmi eux l'esprit industriel et commercial, et en avait fait à un tel degré l'instinct particulier de la population, que Washington recommanda d'en tenir compte avant tout dans les nouvelles institutions. Dans l'Amérique du Sud, au contraire, l'activité industrielle avait été, de tout temps, pour ainsi dire inconnue ; le commerce avait été la propriété exclusive de quelques maisons espagnoles, et les colonies indolentes ne s'y étaient jamais associées au delà du strict nécessaire.

Washington voyait que cette activité des hommes du Nord trouvait un stimulant salutaire dans la zone tempérée qu'ils habitaient ; qui, en leur donnant une grande force morale, les forçait à être laborieux et sobres ; qui jetait dans leurs âmes le stimulant des grandes entreprises, et qui poussait les hommes à s'en aller dans les forêts et dans les déserts pour les conquérir à la culture. Au contraire, les peuples latins du Sud, comme les Français du Canada, avaient besoin de société et des plaisirs qu'elle offre, et ils n'étaient nullement tentés de soumettre la nature à la civilisation ; le climat tropical énervait les habitants, et l'exploitation des mines propageait les vices nationaux de l'amour effréné du jeu et de l'ivrognerie, que menaçaient, au Nord, les pénalités les plus sévères. Les Anglo-Saxons transportaient leurs prin-

cipes de libre arbitre de la vie privée dans la vie politique, et fondèrent leur système d'autonomie (*self-government*) qu'ils développèrent ensuite à un si haut degré et dont ils avaient apporté l'idéal avec eux en quittant la mère patrie. Au Sud, au contraire, les Espagnols, qui avaient immigré sous la surveillance d'un gouvernement despotique, avaient depuis bien longtemps transmis à leurs descendants leurs penchants et leurs institutions ecclésiastiques et monarchiques, c'est-à-dire le principe de la tutelle, l'alliance entre « le sceptre et la soutane », que redoutaient tant les Américains du Nord, et le pouvoir royal dans lequel ces derniers voyaient une émanation de la colère divine.

Washington avait appelé la liberté la base sur laquelle était fondée l'indépendance des États-Unis; il avait dit que l'Union, et les sentiments pacifiques qui animaient les États dans leurs rapports mutuels, étaient les piliers sur lesquels reposait leur existence *extérieure;* mais la liberté manquait à toutes les républiques espagnoles et les sentiments de concorde et d'union ne se trouvaient que dans quelques-unes d'elles. John Adams disait que la liberté *intérieure* s'appuyait sur quatre institutions, à savoir : la constitution communale, cette école du gouvernement autonome; l'Église, comme pépinière de la moralité; l'école, ce champ de l'instruction, et enfin la milice, cette garantie contre l'oppression intérieure et extérieure. On chercha, il est vrai, à introduire toutes ces institutions aussi au Sud, à y cultiver les faibles germes de la liberté municipale, à fonder des écoles, à se hasarder jusqu'à tolérer toutes les confessions religieuses et à organiser les gardes nationales : mais tout cela n'était qu'un faible commencement qu'on

essaya de faire avec un bon vouloir douteux et en opérant sur les éléments les plus durs et les plus fragiles. En ce qui concerne les milices, l'armée libératrice dans l'Amérique du Nord, qui avait servi sans solde, s'était spontanément dissoute, aussitôt la guerre terminée; elle avait écouté la voix de son chef qui l'avait exhortée à attacher une aussi grande valeur aux vertus civiques qu'à celles du métier des armes; à la fin comme au commencement de ce grand drame, elle avait, sur le théâtre de sa gloire, « réjoui les anges et les hommes », disait Washington, par la réserve modeste avec laquelle elle rentrait dans la vie civile, aussi bien que par sa bravoure sur les champs de bataille. Mais, au Sud, l'aristocratie militaire, qu'on avait peu habituée à oublier ses intérêts personnels, s'opposa au remplacement des troupes régulières par des milices; bientôt, elle fit gémir les bons citoyens en se moquant de tous les droits et de toutes les lois, et l'on vit s'accomplir la prophétie de Jefferson qui avait prédit de bonne heure que tout finirait, dans ces pays, par le despotisme militaire « des Bonapartes de ces régions ».

Même au Nord, il y avait eu une époque où Washington avait vu l'enthousiasme du monde entier se changer en consternation, et où l'on avait craint de retomber de la liberté dans le communisme, et des changements, au sein des partis dominants, dans la monarchie. Mais les craintes d'un complet naufrage politique étaient bien plus justifiées dans l'Amérique méridionale, où un Bolivar trouvait l'atmosphère imprégnée de despotisme et où les mains n'avaient recouvré leur liberté que pour transformer les débris des anciennes chaînes en armes mises au service d'un pouvoir arbitraire. « Vous n'avez

« qu'à abandonner les Américains à eux-mêmes, et leur gouvernement se dissoudra de lui-même. » Telle avait été jadis la prédiction de leurs ennemis au Nord, prédiction dont Washington lui-même redoutait un jour l'accomplissement. Telle avait été la prophétie des Bataller et des Torrente (1), répétée avec une confiance beaucoup plus grande, même au Sud où on l'écouta avec beaucoup plus de foi. C'étaient les monarchistes qui disaient que le fruit qui leur échappait des mains était encore vert; mais, ce qui était beaucoup plus fâcheux, un certain nombre des nouveaux républicains aussi se demandaient avec anxiété si l'arbre lui-même était seulement capable de faire parvenir ses fruits à une complète maturité.

Premiers effets de l'indépendance.

Mais, malgré toutes ces graves appréhensions, les commencements de cette nouvelle vie politique ne laissèrent pas que de présenter des phénomènes qui donnaient les plus belles espérances. Ils se montrèrent, dès le principe même, sous des formes variées dans la condition matérielle de ces contrées. La paix fit sortir de ses cachettes l'argent que la peur de la révolution avait fait enfouir. On vit se réveiller une nouvelle activité et un nouvel esprit d'entreprise. On entendit, dès lors, les indigènes se plaindre du matérialisme, de l'égoïsme et de la cupidité qui régnaient parmi eux, ce qui n'était certainement pas un mauvais signe pour cette race apathique, où parmi dix créoles il n'y avait guère en moyenne qu'un seul qui gagnât son pain par sa propre industrie. Les étrangers, au contraire, vantaient l'honnêteté des hommes d'affaires. Si autrefois, d'après les récits des militaires anglais, tout

(1) Cf. *Introduccion*, p. 102.

le monde avait été mécontent et aigri, tous les Anglais, qui, de 1823 à 1830 voyageaient en Colombie dans l'intérêt de leur commerce, étaient unanimes quant aux éloges qu'ils donnaient dans leurs lettres au gouvernement et à l'armée, au peuple et au pays.

Dans divers endroits, on voyait les fruits rapides que portaient cette activité nouvelle et les nouveaux principes adoptés par l'administration. La politique qui avait baissé les droits d'accise, les impôts et les droits d'entrée, se montra être la bonne sur une vaste échelle. Dans l'État de Bolivie, qu'on venait à peine de fonder, les droits d'entrée sur des marchandises européennes furent réduits, en 1826, de 16 à 8 pour 100, et, déjà l'année après, les sommes perçues pour les marchandises introduites par Buenos-Ayres dépassèrent d'un quart l'ancien chiffre, tandis que l'importation qui commençait à s'organiser dans les ports du Sud avait quadruplé. Tout le monde, sans excepter les Indiens les plus pauvres, comprit la valeur de la nouvelle liberté, depuis qu'une concurrence plus grande avait fait baisser le prix des articles d'importation, et qu'un marché plus étendu avait fait monter celui des objets d'exportation. D'après les renseignements fournis par Basil Hall, le prix de l'acier et du fer tomba, au Pérou, de 50 et de 25 à 16 et à 8 dollars, par conséquent diminua d'un tiers, et, au Chili, le cuivre produit à Guasco monta de 6 ou de 7 dollars à 12 ou 13, donc au double de son ancienne valeur.

Le commerce avec l'étranger, l'industrie et les richesses développèrent des ressources qui, pendant la révolution, étaient taries ou qui n'avaient jamais été exploitées. Au Mexique, les mines abandonnées furent rouvertes et

exploitées par des Sociétés anglaises dont l'esprit de spéculation impétueuse remit bientôt en honneur l'expérience des anciens mineurs indigènes et leur donna de nouveau de l'occupation. Au Buenos-Ayres, la laine n'avait presque pas eu de valeur autrefois; mais, en 1835, l'Angleterre et l'Amérique en achetèrent près de 7 millions de livres pour l'exportation. Dès 1822, la valeur des marchandises importées dans le port de Buenos-Ayres s'était élevée déjà au chiffre de 11 millions et un quart de dollars; lorsque cette importation diminua, plus tard, sous le règne de Rosas, le mouvement commercial s'accrut en revanche sur la côte occidentale de l'Amérique. La somme qui, dans les temps les plus florissants de la politique commerciale plus libérale des Espagnols, avait représenté la valeur de tout le commerce espagnol avec l'Amérique (Cf. t. VI, p. 38), formait, quinze ans seulement après la conquête de l'indépendance (1840), le montant des opérations commerciales (220 millions de francs), uniquement dans les ports de la mer du Sud qui autrefois avaient été complétement déserts (1).

On voyait parfaitement bien à cette époque jusqu'à quel point les anciens rapports commerciaux, imposés par la contrainte, avaient été contraires aux lois de la nature. En effet, pour ne citer qu'un seul exemple, un pays tel que le Pérou n'exportait plus en Espagne que pour environ 20,000 francs; mais en revanche, en Angleterre, pour 30 millions. Valparaiso, ville de cinq mille âmes vers 1810, où n'arrivaient de Lima que treize bâtiments espagnols à peu près par an, comptait, dès

(1) Rapport du consul belge, Spencer, dans **Martens** : ***Nouveau Recueil général***, t. VII, n° 49, p. 638.

1822, déjà quinze mille habitants parmi lesquels trois mille étrangers, et le nombre des vaisseaux qui entraient dans son port était de cent quarante-deux ; les revenus des douanes, qui, en 1809, n'avaient été que de 26,738 dollars, s'étaient élevés, en 1821, au chiffre de 464,387. La *Banda oriental*, qui, en 1829, comptait environ soixante-quatorze mille habitants, accrut de 80 pour 100 sa population pendant les six années suivantes ; ses revenus, montant de 1829 à 1832 à 700,000 piastres environ, furent quintuplés pendant les treize années suivantes, et atteignirent presque le double du chiffre qui, en 1779, avait été celui des revenus de toute la vice-royauté de Buenos-Ayres. Le commerce de la Banda avait représenté, en 1827, une valeur de 4 millions trois quarts de piastres ; en 1842, il était de 16 millions et demi ; en 1830, deux cent treize bateaux à voiles entrèrent dans le port de Montevideo où, en 1842, on en compta huit cent vingt-quatre.

S'il faut considérer l'établissement de l'unité dans le commerce, et celui de l'échange entre les diverses civilisations sur la terre, comme un but louable vers lequel doivent tendre les efforts des hommes, l'affranchissement de l'Amérique du Sud a incontestablement ouvert de très-larges voies qui doivent y conduire. Mais, dans le principe, cette délivrance des colonies espagnoles semblait destinée à acquérir une valeur bien plus grande et d'un caractère plus généreux, par suite du relèvement des races opprimées qui en était la conséquence. En prêtant leur concours énergique à la cause de l'indépendance, les gens de couleur s'étaient placés sur la même ligne que les blancs. Rien n'était plus juste que les décrets qui abolissaient la noblesse de couleur et l'esclavage, et qui déclaraient les non-créoles

aptes à jouir de tous les droits civils et à occuper toutes les places. Toutes les républiques espagnoles étaient obligées d'imiter, dans les points essentiels de leur législation, l'exemple et les lois (19 juillet 1821) de la Colombie; celles-ci interdisaient l'importation de nègres et la vente d'esclaves au delà des frontières du pays; elles prescrivaient la formation d'un fonds destiné à racheter, chaque année, un certain nombre d'esclaves, et elles déclaraient libres tous les enfants nés d'esclaves, avec la restriction cependant que, jusqu'à leur dix-huitième année (plus tard, au Venezuela, jusqu'à leur vingt et unième année), ils devaient rester chez les maîtres de leurs parents, soi-disant pour leur éducation, mais en réalité pour leur fournir une espèce de compensation.

Avec une fierté légitime, les Américains du Sud se vantaient d'avoir accompli cet acte qui couvrait de confusion l'Amérique du Nord, et qui, comme on pouvait le prévoir et comme Francis Hall (1) le disait dès 1824, devait nécessairement exercer son influence sur les Indes occidentales, et faire expier leurs crimes encore à d'autres peuples qu'aux Espagnols. De la même façon, les Américains espagnols se glorifiaient de leur sollicitude pour les Indiens. On les débarrassa de la capitation dégradante; on les affranchit de l'esclavage domestique introduit par abus dans les colonies; on les délivra de la minorité continuelle dans laquelle on les avait tenus, et on les déclara aptes à témoigner en justice et éligibles pour les fonctions publiques. En Colombie, on décréta le partage des biens communaux parmi eux; au Pérou, un grand nombre de terres, sur lesquelles ils n'avaient autre-

(1) Cf. *Columbia*. London, 1824.

fois travaillé que pour les Espagnols, devinrent leur propriété particulière. On ne vit donc pas se vérifier les craintes exprimées autrefois par Humboldt, quand il avait dit qu'un gouvernement de créoles tracerait entre les blancs et les hommes de couleur une ligne de démarcation plus tranchée encore que celle qui y avait été établie par les Espagnols. Dans la première ardeur de leur haine contre les Européens, les nouveaux gouvernants espéraient, au contraire, « que si, dans cinquante ou soixante « ans, l'Amérique venait seulement à connaître des « hommes libres, on verrait disparaître les castes et leurs « antipathies, la différence de leurs mœurs et de leurs « besoins, de même que la funeste hostilité entre leurs « intérêts ». Des indigènes tels que Bolivar, et des étrangers tels que John Hawkshaw (1), se représentaient même une race mélangée d'Européens et de gens de couleur comme le nouveau type d'un peuple futur, destiné à habiter ces vastes territoires.

De cette manière, on croyait démentir les prédictions sinistres de l'ancien temps et de l'époque la plus récente, celles d'un Benzoni (seizième siècle) et celles des tories en Angleterre, qui avaient dit qu'un jour les gens de couleur s'érigeraient en maîtres de tous ces pays et qu'ils leur prépareraient le sort d'Haïti. Cette espérance devait trouver des garanties plus solides dans l'essor intérieur que prenait la population créole elle-même. C'est pourquoi tous les hommes éminents, les Bolivar, les O'Higgins et les Rivadavia, fondèrent des aréopages et des censorats, des écoles et des méthodes d'enseignement, des bibliothèques et des établissements d'instruction publique,

(1) Cf. *Reminiscences of South America*. London, 1838.

afin de donner, par une grande action morale, de nouvelles impulsions aux âmes et aux esprits. Ils comptaient ainsi, non-seulement modifier complétement le peuple, pour en faire une masse d'où ils voulaient enlever tous les défauts de l'éducation espagnole, mais encore briser l'orgueil de l'indolence et neutraliser les funestes influences cléricales. Sous ce dernier rapport, la Colombie avait commencé à confisquer les revenus de l'Église; à introduire le système d'un clergé salarié par l'État; à supprimer les couvents d'hommes qui ne comptaient pas huit religieux; à établir des écoles dans tous les couvents de femmes et dans toutes les paroisses; à mettre un terme au scandale des bulles et à tolérer toutes les autres confessions. Sous Rivadavia, le Buenos-Ayres avait eu la hardiesse de faire un pas de plus et de permettre aux étrangers de célébrer leur culte publiquement, politique qui fut adoptée aussi par le Venezuela, en 1834.

Ces mesures produisirent les mêmes résultats dans tous les États : partout on vit diminuer d'une manière considérable l'influence sociale et politique des ecclésiastiques qui avaient perdu leurs chefs les plus hardis. Tout cela fit paraître aux étrangers l'avenir sous le jour le plus favorable et sous les couleurs les plus brillantes. Même la condition politique générale de l'ensemble des États coloniaux affranchis, tout en offrant un aspect très-inégal, plein de changements et de troubles, permettait cependant de reconnaître, dans chacun d'eux, du moins quelques germes de prospérité qui se complétaient, pour ainsi dire, entre eux et qui laissaient quelque latitude à l'espérance d'un meilleur avenir. Après avoir traversé une terrible guerre civile, le Mexique avait fini par arriver à l'indépendance en suivant des voies pacifiques et

sans effusion de sang. Au moment où l'on s'y attendait le moins, une vie politique fort régulière s'épanouit au Buenos-Ayres, qui, par des bouleversements redoutables, avait été mis dans un état désespéré. Jusqu'en 1830, la Colombie prit, à l'égard de l'étranger, une attitude qui lui conciliait l'estime générale. Lorsqu'elle vint à se dissoudre, les trois parties de cet État se séparèrent par un arrangement aussi convenable que sensé; parmi elles, le Venezuela donna, pendant quelques années, l'exemple d'une tranquillité exemplaire; puis, à la fin de cette période, le Chili s'éleva au rang d'un État modèle dans l'Amérique espagnole.

Toute l'histoire antérieure du Chili avait préparé le rôle que devait jouer cet État. Pendant l'époque militaire, les hommes les plus vaillants parmi les nobles espagnols avaient afflué dans ce pays pour soutenir la lutte contre les plus chevaleresques d'entre les Indiens. Durant l'époque théocratique, la vie religieuse y avait conservé plus qu'ailleurs une grande énergie intérieure. Enfin, dans ce pays étroit et formé d'une longue étendue de côtes, la population bourgeoise était devenue plus active et plus instruite, et avait été moins que partout ailleurs influencée par le contact avec les Indiens qui y habitent les terres hautes, et dont les blancs sont heureusement séparés par une chaîne de montagnes élevées. Grâce à ce passé du Chili, on vit s'y établir une tranquillité et un ordre plus grands que dans les autres États, sans que le pays eût à subir le despotisme ou une dynastie; le règne de l'ordre y est, en outre, favorisé par l'heureuse influence d'une Constitution modérée qui fournit au pouvoir exécutif les moyens nécessaires pour se faire respecter, en cas de besoin, avec toute la force

d'une dictature. Or, ce seul exemple a suffi pour que même les plus découragés parmi les républicains tant éprouvés n'aient pas encore perdu tout espoir de voir un meilleur avenir se lever un jour sur tous ces vastes territoires.

Réaction produite par l'ancien état de choses.

Le grand mouvement dans l'Amérique du Sud ne pouvait avoir d'autre sens ni d'autre but que celui de former une opposition universelle contre le système espagnol dont on venait de se débarrasser, et de briser toutes les chaînes qui entravaient le développement d'une activité salutaire. Son but devait être d'assigner une influence grande et légitime sur l'administration et sur la législation au bon sens qui avait servi à organiser l'Amérique du Nord. Il fallait assurer cette influence à ceux qui étaient les représentants et les appuis naturels de ce bon sens, c'est-à-dire aux classes instruites des industriels et des commerçants parmi lesquels, au grand étonnement des observateurs étrangers tels que Ward, les intérêts et les sentiments politiques se propagèrent rapidement et dans des cercles fort étendus. Il s'agissait, comme le disait Paëz (1), « de consolider, dans ces jeunes États, la toute-puissance de la bourgeoisie » comme un nouveau et comme l'unique pouvoir. Mais une semblable transition vers un régime complétement modifié, dans ces pays où, pendant trois cents ans, avait régné la même habitude monotone, comment aurait-on pu la croire possible sans des oscillations continuelles et extrêmement graves? Tous ces pays auraient constamment balancé entre les idées et les principes nouveaux,

(1) Cf. Montenegro, p. 528.

que professaient les habitants, et les anciens abus auxquels ils étaient rivés; entre la république et le pouvoir absolu et despotique d'un seul; entre le règne de la loi et celui des armes; entre les révolutions et les réactions; entre la liberté et les sentiments d'une basse servilité; entre l'indépendance et la tutelle imposée à un peuple mineur; entre l'ancienne ignorance et le charlatanisme moderne; entre la civilisation et un état de nature, et, enfin, entre une noble humanité et la barbarie.

Partout et immédiatement, on vit la puissance des habitudes traditionnelles réagir, sur tous les points attaqués et avec une force indomptable, contre les nouveaux éléments dans la vie politique. Une nouvelle stagnation dans les affaires arrêta au milieu de son développement la prospérité matérielle, car il était impossible de la maintenir dans son premier essor, parce qu'un nombre infini d'anciens abus profondément enracinés continuaient à se perpétuer. Dans certains endroits, on conservait les anciens monopoles du gouvernement; dans d'autres, on laissait subsister les lignes douanières qui séparaient un État de l'autre, et même, dans l'Amérique centrale, une province de l'autre; un Rosas renouvelait de toute manière les anciens abus de la douane dont le fardeau écrasait les habitants; les employés aux douanes montraient la même vénalité; la contrebande se relevait avec toute son insolence; les électeurs et les législateurs des pays de l'intérieur montraient toujours leur ancienne indifférence à l'égard des intérêts du commerce; les communications entre les différentes provinces de l'intérieur faisaient toujours complétement défaut : tout cela formait un nœud inextricable de résistances que le temps seul pouvait faire disparaître à la longue. Au Mexique,

l'absence de rivières navigables et de ports sûrs opposait des obstacles naturels et insurmontables à la formation d'un grand État commercial; mais, même les merveilleuses voies de communication que formaient le fleuve des Amazones et le rio de la Plata avec leurs affluents, qui arrosent ensemble un territoire de cent quarante mille milles carrés, restaient désertes et inutiles comme autrefois. Les vastes pays de l'Isthme aussi, qui, vu la possibilité d'une jonction des deux Océans, auraient le plus grand avenir, demeuraient le plus solidement enchaînés aux traditions du passé.

Pour l'exploitation des mines, on ne pouvait pas espérer le retour des anciens temps où les propriétaires des mines d'Oruro faisaient faire en argent massif tous leurs ustensiles, y compris les auges. Au Pérou et au Mexique, on était obligé de laisser les richesses métallurgiques au sein de la terre, faute d'argent et de crédit; partout, on entendait la plainte que, dans toutes les branches de l'industrie, la population manquait de goût pour le travail, d'assiduité et de connaissances, de capitaux, de bras et de la sécurité nécessaire. Dans les campagnes, on retrouvait les mêmes grossiers instruments aratoires que les premiers conquérants avaient apportés avec eux, et la même indifférence qu'auparavant pour tout ce qui embellit la vie et ce qui agrandit le cercle des besoins ordinaires. Dans les villes, on voyait régner la même indolence, le même amour de tout ce qui enivre les sens et la même passion dominante de l'ivrognerie, qui était considérée à Mexico comme la cause des trois cinquièmes de tous les crimes commis, et la même passion du jeu qui, dans plus d'un endroit, faisait circuler plus d'argent que le commerce. Dans les classes ouvrières, on remar-

quait la même absence d'économie et d'un esprit ménager qu'autrefois. Les producteurs des fruits de la terre étaient presque partout obligés de chercher dans les capitales des avances d'argent à des intérêts énormes, afin de pouvoir rentrer leurs récoltes; puisque la population était extrêmement clair-semée, la récolte, comme tout autre travail, revenait fort cher, et même souvent, faute d'ouvriers pour la couper et la rentrer, elle était entièrement perdue. De plus, on manquait de toute sécurité sous le règne arbitraire des soldats auxquels les brigands seuls osaient résister, et l'on ne trouvait aucune protection devant les tribunaux; en effet, par suite de l'absence de toute communication entre les villes et la campagne, par suite du manque de tribunaux inférieurs et grâce à la vénalité et à l'ignorance des fonctionnaires, l'administration de la justice était tellement mauvaise que rien ne pouvait y remédier.

Les nouvelles institutions, greffées sur une tige desséchée, c'est-à-dire sur le chaos des lois contenues dans les *fueros* et dans l'ancienne procédure, restèrent complétement stériles. Les trois quarts de tous les procès étaient décidés d'une manière purement arbitraire, parce que les anciennes lois ne devaient continuer à être en vigueur qu'en tant qu'elles n'étaient pas contraires « au système », ce qui suffisait à chaque alcalde pour substituer son système particulier à celui de l'État. Par suite de l'absence de tout sentiment de droit et de toute connaissance juridique dans le peuple, on n'avait pas osé introduire le jury, excepté en Colombie pour les délits de presse et, jusqu'à un certain point, dans les premières instances des tribunaux de commerce. Le clergé continua, comme auparavant, à opprimer les Indiens dans l'intérieur des

pays. Sa bigoterie avait sommeillé pendant l'époque révolutionnaire où les lumières et la tolérance, venues de l'étranger, s'étaient emparées de la société laïque et avaient entraîné même quelques prêtres; mais bientôt elle se réveilla.

Dans le principe, les républicains essayèrent de revendiquer le patronage sur l'Église, tel que l'avait possédé le roi d'Espagne; le congrès de Colombie chercha même à négocier, en 1824, un concordat sur cette base; mais le moment n'était pas favorable. Sans se mêler des affaires politiques, le Saint-Siége recommença à s'occuper des besoins religieux de l'Amérique; il envoya au Chili l'archevêque de Philippes avec des pleins pouvoirs pour toute l'Amérique du Sud, et il se mit à nommer peu à peu des évêques aux siéges épiscopaux devenus vacants. Ce fut là le moment de crise à partir duquel Rome ramena insensiblement dans le giron de l'Église les esprits qui s'en étaient éloignés, en agissant soit sur leurs convictions, soit sur leurs sentiments politiques. Par les concordats, conclus avec quelques-uns des États, le Saint-Siége reconquit, pour la religion catholique, tous les droits exclusifs que l'Église romaine a, de tout temps, revendiqués « d'après le droit divin et selon les règles canoniques ». Ce revirement fut marqué, comme nous l'avons dit, par l'attitude qu'Iturbide prit au Mexique et par le retour de Bolivar vers la puissance ecclésiastique. Dès cette époque, la culture religieuse, surtout dans les anciens royaumes, rentra dans les voies traditionnelles de l'hypocrisie et de la dévotion feinte. Même en Colombie, il y eut un arrêt dans le travail qui transformait les couvents en écoles; au Pérou, on conserva une masse de couvents avec des revenus énormes; au Mexique, l'im-

mense propriété foncière du clergé, que Abad y Queipo avait estimée, en 1807, à la somme de 47 millions et demi, s'éleva d'après Mora (1), en 1831, à 75, et, d'après Otero (2), en 1844, à 90 millions.

On vit l'ancien fanatisme de la population à l'égard des étrangers se réveiller et s'opposer avec une obstination tenace à toute immigration. On prétexta, pour l'excuser, le danger que courait « la nationalité », qui a été cependant bien plus détruite par le nombre croissant des gens de couleur au Pérou et au Mexique, qu'elle n'aurait pu l'être par la société européenne la plus mélangée. Par suite de cette opposition à l'introduction de tout élément européen, on n'a rien pu faire, dans les temps modernes comme dans les siècles antérieurs, pour résister à l'influence dégradante des races de couleur. Par rapport à cette classe d'hommes, la révolution n'a pu exercer une influence libératrice que sur quelques individus isolés. Partout où les Indiens ne se sont pas trouvés sous la contrainte et la surveillance continuelles des créoles, ils sont toujours restés la même « masse de pourceaux », dont la misère et l'abjection ont toujours empoisonné le bonheur avec lequel les étrangers admiraient la splendeur et la grandeur merveilleuses de toutes ces contrées.

La force de la nature fut plus puissante que les nouvelles lois ; elles ne purent jamais détruire les préjugés, ni l'aversion qui séparaient les Indiens et les blancs. Au contraire, en se voyant devenus les égaux des Indiens

(1) Cf. *Mejico y sus revoluciones*. Paris, 1836.
(2) Cf. *Ensayo sobre el verdadero estado de la republica Mejicana*. 1842.

et en se trouvant en contact plus fréquent avec eux, les créoles les ont pris encore davantage en aversion; les Indiens, à leur tour, ont conçu une haine encore plus grande contre les créoles, depuis que ceux-ci se sont introduits dans les villages indiens, ce qui leur était interdit autrefois. Les nègres aussi sont restés partout une troupe de voleurs aux instincts sensuels et bestiaux; ceux d'entre eux qui sont affranchis sont des coquins d'autant plus raffinés qu'ils ont reçu une éducation meilleure, et ceux qui sont restés esclaves se montrent empressés à dissiper en débauches stupides l'argent qu'ils gagnent, au lieu de l'employer pour se racheter.

D'après tout cela, l'aspect que présentait l'état général de tous ces pays semblait, à première vue, être devenu plutôt pire que meilleur; de chacun des deux systèmes en lutte, on ne paraissait avoir gardé presque que les défauts, sans en avoir conservé les avantages. Mais, il fallait faire le bilan exact de toute la situation; il fallait se rappeler que, contrairement à toutes les autres expériences, au lieu de marcher en avant après avoir conquis leur liberté, les Américains avaient obtenu, par cette guerre cruelle de quinze ans, non la régénération de leurs pays, mais simplement le retour de toutes les anciennes plaies qui les avaient désolés. Ces dernières avaient été augmentées encore par les maux de la révolution qui duraient toujours, par la décadence de l'agriculture et de l'exploitation des mines et par la ruine des finances; de plus, la sécurité des traités, de la propriété et des droits était bien amoindrie; le despotisme des chefs militaires pesait sur les pays. Enfin, qu'on se représente les malheurs causés par la fédération au Mexique et au

Buenos-Ayres, qu'Aleman (1) appelait une machine de destruction dont la puissance représentait le terrorisme multiplié par un nombre égal à celui des États confédérés, et l'on aura une idée de tous les maux qui accablaient ces contrées. Faut-il donc s'étonner que les créoles, promptement lassés de ces alternatives de misère et d'atrocités, aient murmuré, en soupirant, leur *Ojalà por los dias felices del rey!* (2) et qu'ils aient regardé le temps des vice-rois comme l'âge d'or où l'on avait eu, comme disaient les anciens, « un cœur pour sentir et une main pour la donner? » Comment s'étonner que les Européens lointains aussi aient considéré la domination espagnole comme un bonheur détruit à la légère, et surtout que des Espagnols, tels que Torrente (3), aient prédit, comme la conséquence de cet état de choses violent, soit la domination des gens de couleur, soit la soumission nouvelle des colonies sous le pouvoir de la métropole.

Cependant, jusqu'à nos jours, rien n'est venu réaliser ni ces prédictions des ennemis de l'Amérique, ni les vœux des panégyristes du vieux temps. Si les affaires ne marchaient pas aussi bien que les enthousiastes se l'étaient imaginé, elles n'allaient pas non plus aussi mal que le croyaient les désespérés ou que l'espéraient les malveillants. La domination espagnole n'a pas été rétablie et ne le sera plus; même le serait-elle, ce ne pourrait plus être, grâce à la révolution, l'ancien règne des Espagnols. Ceux qui, encore de nos jours, regrettent

(1) Cf. *Disertaciones sobre la historia de la republica Mexicana.*

(2) Plût à Dieu que nous eussions les jours heureux du temps du roi.

(3) Cf. *Introduccion*, p. 98.

les vice-rois, n'auraient qu'à les posséder pour s'apercevoir aussitôt quels changements se sont silencieusement opérés dans toute la manière de penser et de vivre des habitants, bien que les anciennes traditions aient gardé une si grande prépondérance ; ils verraient promptement qu'une autre époque, des mœurs et des lois nouvelles se sont substituées à tout ce qui caractérisait l'ancien régime.

La prédiction relativement à la domination des gens de couleur ne s'est pas non plus accomplie dans le sens littéral d'une soumission des blancs à leur pouvoir. Quand on comprend cette domination dans le sens d'un pouvoir exercé sur l'ensemble de la civilisation et d'un obstacle opposé à son développement, surtout dans les royaumes de date ancienne où les gens de couleur se sont établis et forment la grande majorité de la population, elle est un fait accompli depuis longtemps et une vérité bien triste ; mais, au lieu d'être le résultat de la révolution, elle est, au contraire, un legs de la conquête et de la colonisation. Par des liens que rien ne peut briser, cette domination entrave tout développement intellectuel aussi bien que politique des habitants ; en effet, les hommes de couleur, cette masse indolente et vagabonde, sont, entre les mains tantôt du clergé et tantôt des chefs militaires, un élément et un moyen trop bien disposés pour déjouer tous les progrès peu désirés vers la culture intellectuelle et vers le règne de la loi.

L'état de choses au Mexique est devenu tel que le pouvoir clérical et le pouvoir militaire, dans une lutte d'influences égales, s'équilibrent et se maintiennent depuis plusieurs dizaines d'années et causent ainsi la ruine du pays. Quand le peuple menace d'attaquer les riches-

ses de l'Église, celle-ci croit politique de favoriser l'armée; quand le peuple veut licencier l'armée, cette dernière soutient l'Église qui « domine les représentants du « peuple ainsi mal nommés, en les corrompant et en « agissant sur leur conscience (1). » Cette condition du pays suggère à l'observateur, sur l'avenir de ces États, trois doutes qui se rapportent aux grands problèmes que l'histoire future aura à résoudre. Peut-on encore espérer de faire valoir, au milieu de ces peuples, le but primitif de la révolution, à savoir un état de choses conforme aux préceptes d'une saine économie politique, une culture intellectuelle obtenue par des moyens pacifiques, le règne de la loi et la civilisation européenne? Y a-t-il quelque chance de voir triompher ces idées, malgré l'action stérile sinon funeste de la population de couleur qui ne semble pas pouvoir marcher de front avec une économie politique progressive? Parviendra-t-on à ce but, malgré l'esprit exclusif de l'Église romaine qui ne veut pas marcher de front avec un État ainsi organisé? et malgré les funestes alternatives d'anarchie et de despotisme exercé par des chefs militaires qui, s'appuyant comme les tyrans siciliens de l'antiquité sur une population d'autochthones barbares, s'abandonnent à tous les caprices d'un pouvoir arbitraire?

La désorganisation au sein des gouvernements.

Ce dernier point, le despotisme militaire, dans lequel on voit ordinairement en Europe l'unique source de tout le mal, serait peut-être le moindre obstacle à vaincre. L'Européen, habitué à des formes toutes différentes de

(1) Cf. Lerdo : *Consideraciones sobre la condicion social y politica de la republica Mejicana en* 1847.

la vie politique, se fait une image terrifiante des troubles inhérents au pouvoir arbitraire du fédéralisme, de ces changements fréquents dans les gouvernements d'usurpateurs et dans ces « révolutions liliputiennes » qui se font souvent sans la moindre effusion de sang et qui, sous des formes grossières, ne signifient, dans la plupart des cas, autre chose qu'un changement ministériel. Les Européens y voient tout autre chose que ne le font ces sauvages républicains qui sont les témoins immédiats de ces faits, et à qui la vie de cour, la police et le système de tutelle, tels qu'on les trouve dans l'ancien monde, inspirent un sentiment d'horreur bien plus prononcé que ne le fait la licence effrénée des Américains aux Européens.

Mais ensuite, il faudra se poser d'autres questions : un pareil État, dans sa condition primitive et avec ses oscillations entre une liberté sans frein et la contrainte de l'absolutisme, n'offre-t-il pas la situation normale des pays pendant l'époque de transition, où ils passent à une liberté si nouvelle pour eux, après avoir brisé un despotisme de si longue durée qui avait entièrement détruit dans le peuple toute la connaissance, tout l'art et toute pratique de la science de gouverner? Y avait-il un autre élément que cette liberté extrême qui fût capable de réveiller le peu de forces, susceptibles d'une culture intellectuelle, que possédaient ces peuples et dont dépendait cependant tout leur avenir? Pouvait-on, par d'autres moyens, ébranler leurs préjugés et déposer en eux les premiers germes d'une indépendance individuelle? Existait-il, d'autre part, chez ces races, dépourvues de morale et de tout sentiment de droit, un autre moyen que le fâcheux expédient de gouverner d'abord avec des

baïonnettes? Il est vrai que de cette manière le pouvoir tombait toujours entre les mains d'autres chefs qui se succédaient sans cesse, en sortant d'une armée où les prétentions étaient universelles, où l'on trouvait fréquemment une présomption peu justifiée, mais où l'on rencontrait fort rarement des talents supérieurs. Le pouvoir enfin était souvent le partage d'aventuriers qui naissent naturellement au milieu d'une vie politique si désordonnée; qui, grâce à la révolution, arrivent à la surface, et dont le désir et le bonheur de gouverner sont peut-être le seul moyen de coercition ou de correction, capable de secouer la lâcheté et l'indolence des hautes classes bourgeoises qui préféreraient se soustraire aux charges et à la responsabilité du gouvernement.

Au milieu de tous ces troubles, il y a eu toujours des observateurs calmes qui n'ont jamais désespéré de l'avenir de ces pays. Ils ne se sont pas laissé ébranler dans leurs convictions pendant les orages les plus violents de ces révolutions qui tombaient d'un extrême dans un autre : quand, un jour, le besoin d'un pouvoir plus concentré amenait le règne des chefs militaires, et qu'un autre jour l'exagération de ce pouvoir, ou l'ambition des chefs qui, par un coup hardi, voulaient s'emparer d'une couronne ou d'un trône, produisait une réaction complète et donnait le pouvoir à une démocratie plus tranchée. Même au milieu de ces vicissitudes, ces observateurs trouvaient qu'il fallait regretter ces abominations de l'anarchie et de la guerre, mais qu'il n'y avait guère lieu de s'en étonner, puisqu'on n'a jamais obtenu une liberté politique sans subir ces calamités, et que celles-ci sont une partie indispensable du procédé d'épuration par lequel seul des abus invétérés peuvent être radicale-

ment extirpés. Au milieu de ce chaos où se heurtaient des éléments si sauvages, même les Washington, les Solon et les Pittacus n'auraient pu fonder, dans les premiers temps, une loi forte et inébranlable ; nul système immuable n'aurait eu la perspective certaine de se faire accepter ; nul gouvernement ne pouvait vouloir faire autre chose que des tentatives, et encore des tentatives pour introduire, non pas l'ordre le meilleur, mais simplement un régime possible. Il s'agissait ici de ne pas se montrer trop morose et de considérer les fautes du pouvoir comme une chose toute naturelle, de même qu'on n'attache pas une trop grande importance aux peccadilles de la jeunesse. Il fallait, avec une résolution aveugle, concentrer toutes ses forces et, suivant les recommandations du brave Paëz, se précipiter comme « Cassius » (c'était ainsi que s'exprima le savant llanero), plein de confiance et de dévouement, dans le noir abîme de l'avenir.

L'Amérique du Nord montre, dans les proportions les plus colossales et par sa vie politique qui dépasse toute mesure ordinaire, que même dans un État bien réglé et pacifique toute démocratie souffre d'un mal inévitable, c'est-à-dire que le peuple, facile à égarer, n'apprend pas en écoutant et en pensant, mais uniquement en sentant et en faisant des expériences. Faut-il donc s'étonner que le même phénomène se soit produit d'une manière bien plus frappante encore, au milieu de peuples aussi vierges de toute expérience politique que l'étaient ceux de l'Amérique du Sud? Mais, plus que nul autre, ce mal porte aussi en lui-même son propre remède infaillible, quelque lente que soit la guérison ; est-il alors surprenant que, dans ces contrées, cette guérison se fasse attendre

plus longtemps qu'ailleurs ou qu'à une autre époque antérieure? ou faut-il réellement craindre que cette anarchie ou ce règne du sabre ne finisse jamais dans ces pays? Celui qui sait substituer à l'impatience de l'individu un peu de la patience de l'historien, se gardera de répondre trop promptement à cette question.

De grandes révolutions d'une importance universelle, et qu'il ne serait nullement impossible de prévoir, peuvent inopinément donner une tournure plus favorable aux destinées de ces contrées dont on a désespéré déjà. Il peut arriver, et les motifs et les apparences n'en sont pas déjà si problématiques, que les peuples latins prennent un grand essor intérieur; que la métropole de toutes ces républiques se relève et qu'elle sente renaître son orgueil national, justifié par de nouveaux titres; que la France recommence à se servir de ses forces pour agir sur des pays lointains; que les Italiens se trouvent de nouveau à même d'employer leurs grands talents pour le commerce du monde : de semblables conjonctures devront nécessairement exercer l'influence la plus puissante aussi sur ces républiques américaines et les obliger à concentrer davantage leurs forces politiques. Qu'un tel enchaînement de circonstances coïncide avec des embarras éprouvés par les États-Unis de l'Amérique du Nord, quelque passagers qu'ils soient et qu'ils proviennent soit d'une trop grande abondance d'éléments nuisibles dans la population, soit de l'esclavage, soit d'un excès de matérialisme : cette marche rétrograde deviendrait nécessairement un stimulant puissant pour l'Amérique du Sud et la pousserait de nouveau en avant. Or, une telle tournure dans les affaires politiques enlèverait tout à coup les obstacles que, jusqu'à ce jour, la désorganisation au sein des gouverne-

ments a opposés aux éléments civilisateurs, à l'industrie, au commerce, à l'immigration et à l'assimilation de la civilisation européenne.

L'Église.

Une autre résistance, d'une ténacité bien plus grande, qui s'oppose au libre développement de ces États, se trouve dans l'influence extérieure et intérieure du clergé. A la même époque où l'Église romaine fut battue et refoulée au Nord de l'Europe par la Réformation, elle avait pénétré en Amérique avec toute son ancienne force qui lui avait permis de conquérir le monde et à laquelle se mêlait une partie de l'antique esprit romain. Elle avait créé dans le nouveau monde un autre moyen âge, au moment où il disparaissait dans l'ancien, et, pour cette création, elle avait trouvé dans l'hébétude intellectuelle des indigènes une base telle qu'elle n'en avait pas rencontré en Europe. Ce qui contribua à maintenir sa puissance intacte pendant trois siècles en Amérique, ce fut que, dans l'absence de toute opposition hérétique, elle put rester exempte de toute exagération fanatique qui aurait peut-être provoqué une réaction salutaire parmi les laïques instruits. Mais, en eux-mêmes, ces derniers ne possédaient pas assez de force morale, pour s'opposer à un culte complétement dépouillé du fonds spirituel et moral, sans lequel le christianisme devient un paganisme pire que celui dont il était destiné à délivrer le monde.

Si la colonisation française s'était établie, au dix-huitième siècle, dans l'Amérique du Nord, il serait difficile de dire jusqu'à quelle époque la théocratie romaine aurait conservé sa domination presque exclusive sur le nouveau monde. Mais, depuis la guerre de Sept ans, où le protestantisme, allié à la démocratie naissante, fut

impliqué dans une dernière lutte religieuse et dans une première lutte révolutionnaire contre les préjugés, contre la théocratie et contre le despotisme, lutte entreprise en faveur de la liberté humaine, l'accomplissement de semblables destinées devint impossible, et la race teutonique commença à se développer depuis les mers qui baignent le Mexique jusqu'à l'Océan arctique. En repoussant la colonisation française, l'Amérique du Nord avait obtenu son indépendance qui, agissant sur la France, commença à rajeunir la vie politique complétement pourrie en Europe, où elle s'était réfugiée dans les États habités par la race latine. Ce mouvement se produisit dans le pays où le catholicisme en décomposition avait fait lever du moins un seul germe d'une vie intellectuelle libérale, et où le ferment du protestantisme avait produit l'âpre scepticisme qui essayait de donner de la saveur aux superstitions insipides, en y mêlant l'incrédulité pour en relever le goût.

Ce mouvement des esprits en France tourna, même dans les pays latins, le courant de l'opinion contre les tendances romaines. Il agit, en dernier lieu, sur l'Amérique du Sud, où il fit naître la révolution, et sur l'Europe méridionale, où cette révolution produisit une réaction puissante, de manière à délier la langue même de ceux qui avaient été les moins libres de tous les chrétiens et à qui l'Église avait inspiré la plus grande peur de professer, en quoi que ce fût, la vérité. Les mêmes puissances catholiques qui, dans la guerre de Sept ans, s'étaient liguées pour combattre l'Angleterre en Amérique, c'est-à-dire l'Autriche, la France et l'Espagne, étaient destinées à transporter aussi dans l'Amérique du Sud la réaction qui étouffa les mouvements parmi les peuples

latins de l'Europe méridionale. Mais, cette fois-ci, l'Angleterre s'était alliée à ses anciennes colonies pour résister à cette influence. L'Europe coalisée put écarter d'elle les formes politiques de l'Amérique du Nord, mais non l'esprit de liberté et d'indépendance individuelle qui les avait fait naître. Dans l'Amérique du Sud, au contraire, cet esprit libéral ne put agir que bien faiblement sur la population; mais, on y a introduit les formes libérales qui lui permettent au moins de s'infiltrer peu à peu dans la vie politique de ces États.

Lors de ces premières tentatives libérales, le clergé s'y opposa de toutes ses forces et essaya de fermer tout accès à cet esprit de liberté. Nous avons dit en quelques mots que, dès les premiers commencements de l'indépendance, le clergé avait rétabli ses communications avec le centre de la théocratie romaine. En Amérique, il eut recours à un autre moyen pour ressaisir son influence: il s'immisça dans la législation sur le culte, sur la naturalisation et sur le droit de bourgeoisie, afin de barrer le chemin à son ennemie principale, à l'immigration européenne qui amenait à sa suite l'hérésie et les lumières. En exploitant la haine contre les étrangers qui animait les laïques, le clergé n'eut aucune peine à donner un plein succès à cette stratégie. En effet, même au Buenos-Ayres, où l'on avait accordé, il est vrai, aux protestants le libre exercice de leur culte, la Constitution de 1826 se montra cependant fort avare de dispositions propres à favoriser l'établissement d'étrangers avec le droit de cité, tandis que les mesures destinées à le leur retirer y abondaient. A Montevideo aussi, l'esprit de progrès à cet égard était plutôt commandé par la nature des choses que par les lois.

La Constitution chilienne, œuvre des frères Egaña qui étaient remplis de préjugés religieux, interdisait aux étrangers l'exercice public de leur culte; elle leur rendait difficile l'obtention du droit de bourgeoisie, et les excluait d'un grand nombre de fonctions. La Charte péruvienne, comme celle de l'Équateur, interdisait l'exercice de tout culte non catholique, et restait fidèle, dans ses dispositions au sujet de la naturalisation, à l'esprit des lois indiennes; dispositions absurdes qui, bien que sous des formes plus voilées, se trouvent également cachées au fond de la Constitution bolivienne de 1851. La confédération mexicaine maintenait aussi (1824) le même principe qui forme la partie la plus funeste du système de monopole, inauguré par les Espagnols, en ce qu'elle refusait aux non catholiques la naturalisation et l'exercice de leur culte. Ce système est devenu, au Pérou, la cause des malheurs qui désolent ce pays; il a préparé la perte de la Californie et du Texas, et il menace de détruire toute la confédération mexicaine.

C'est ainsi que le clergé a contribué le plus puissamment à écarter de l'Amérique espagnole l'immigration européenne et son influence salutaire. Dans l'Amérique du Nord, tout invite à cette immigration; elle y rassemble toutes les nations en communautés formées par les membres d'une même race, qui y sont attirés non-seulement par l'unité d'un grand État, par le voisinage de l'Europe et par le climat, mais encore par la liberté en elle-même. Tout autre est la condition de l'Amérique méridionale : la population clair-semée qui, dans ces solitudes, habite des endroits écartés et éloignés les uns des autres, le caractère des indigènes et tant d'autres conditions faites pour éloigner les étrangers, devraient

engager les États à déployer tous les moyens artificiels propres à attirer les immigrants. De telle sorte, on ne peut choisir qu'entre une Amérique tolérante, c'est-à-dire riche et bien peuplée, et une Amérique intolérante et catholique, c'est-à-dire déserte et pauvre. En effet, dans les anciennes colonies espagnoles, les lois ecclésiastiques ont, par des moyens artificiels, entravé l'immigration, de sorte que la population est restreinte au faible accroissement produit par l'excédant des naissances, et que la civilisation et les mœurs de l'Europe sont, pour ainsi dire, exclues de ces contrées.

Néanmoins, cette puissance de l'Église même ne paraît pas être une digue insurmontable qui puisse empêcher à jamais un revirement plus favorable dans cet état de choses. Effectivement, tous les moyens, employés dans ce dessein par le clergé catholique, purent si peu arrêter l'impétuosité avec laquelle la race germanique se répand dans le monde, que même les créoles les plus fiers, tels que Magariños Cervantes, craignent déjà que les nombreux établissements étrangers n'absorbent tôt ou tard le faible nombre d'Espagnols qui habitent ces pays. On ne réussit pas mieux à empêcher l'esprit du Nord d'envahir l'Amérique espagnole où il s'infiltre par la littérature, par les relations commerciales, par les voyageurs et par les colons; il s'est formé, au contraire, entre l'Amérique et l'Europe une chaine de nouvelles influences et de nouveaux effets qui, par suite des relations établies de nos jours entre tous les membres du genre humain, ne peuvent laisser que d'avoir les conséquences les plus importantes, quelque lentes qu'elles soient à se faire sentir. Si la propagation des principes et des idées religieuses, qui appartiennent à la race germanique, suivait une marche

plus rapide et plus superficielle, il faudrait craindre bien plutôt de voir leur influence prématurée se perdre sans fruit, qu'il n'y a lieu de désespérer de leur action lente et silencieuse contre laquelle il n'y a pas de résistance. Les lumières du siècle n'auront jamais assez de puissance dans ces pays, pour briser, par leurs seules forces, les chaînes de l'autorité et de la théocratie romaines ; mais elles prépareront la race créole à profiter de la ruine qui, d'après toute la situation du monde, menace l'Église de Rome ; en effet, le catholicisme exclusif semble se lasser de lui-même et commencer à voir l'état de vétusté et de détérioration complète dans lequel se trouve l'édifice de l'Église romaine.

Les races.

La résistance, opposée par le clergé à tout élément étranger, n'avait trouvé qu'un trop puissant appui dans l'aversion pour tout ce qui venait d'Europe, aversion qui, pendant la révolution et après elle, régnait au milieu de toutes ces populations. Aux yeux de la génération contemporaine de cette époque des guerres, l'indépendance avait été le but le plus important de tous ses efforts ; à ses yeux, le principal moyen de l'atteindre était de s'unir aux indigènes de couleur et d'entretenir la haine universelle contre l'Europe. A cette époque, où le seul nom d'Europe et le seul mot d'immigration réveillaient les souvenirs douloureux de la colonisation, on poursuivait avec exaltation l'idée de fraterniser avec les noirs et avec les peaux-rouges qui n'avaient jamais compté dans la société politique. Même de nos jours, cette faiblesse maladive de la crainte des Européens et de la haine des étrangers se retrouve encore chez beaucoup d'Américains; et cependant, si l'on n'y met un terme,

elle sera la cause de la ruine de tous les États du type espagnol. En effet, il est impossible, comme le faisaient bien des gens à cette époque, de chercher à Haïti l'idéal de l'État et de la société; il est également impossssible de s'attendre à voir sortir une nouvelle nationalité de la fusion des races et de l'aptitude des gens de couleur à s'assimiler la civilisation européenne. La fusion des races est en opposition avec les lois de la nature qui ont opposé à cette aptitude des gens de couleur des barrières insurmontables et qui l'ont enfermée dans des limites fort étroites.

Dans le monde tropical, la vie végétale et la vie animale arrivent à leur développement le plus exubérant; mais l'homme y occupe les derniers échelons de la création. Comme s'il avait vaguement conscience de se trouver, par sa nature, très-rapproché de celle des plantes et des animaux, le véritable Indien ne se débarrasse jamais de son instinct sombre et ennemi de toute société, instinct qui le pousse toujours à se retirer dans les forêts qu'il appelle « son pays ». Dans l'intérieur des terres, où il est livré uniquement à ses instincts naturels, il n'a jamais abandonné la vie de chasseur et ne s'est pas même élevé à celle de pasteur; même là où il est établi au milieu d'Européens et où il est arrivé au plus haut degré de développement qu'il puisse atteindre, il n'a jamais montré le désir, ni la capacité de prendre lui-même en main la culture de la terre. Et cependant, il vit dans ces régions merveilleuses où les produits du monde végétal, tombant à terre sans profiter à personne et se décomposant peu à peu, ont formé une immense couche du sol le plus précieux et le plus fertile, qui pourrait nourrir bien des millions d'hommes, au sein de ces pays où actuellement on ne voit errer que des hordes isolées

d'indigènes oisifs. Si ces races étaient, à un degré quelconque, capables de s'assimiler une culture plus élevée, il faudrait sans doute craindre à tout moment qu'elles ne fissent subir infailliblement aux créoles le même sort que ceux-ci ont eux-mêmes préparé aux Espagnols.

Mais, jusqu'à ce jour, rien n'a prouvé leur aptitude à se plier à la civilisation. Tout jugement contraire porté sur les Indiens doit être regardé, soit comme le trait d'une belle âme remplie de sentiments religieux; soit comme le désir de ménager avec bonté la faiblesse humaine; soit comme une confiance idéale dans la force de l'esprit humain; soit, enfin, comme la singularité baroque d'une manière toute particulière de considérer l'homme. C'est ainsi que las Casas a dit que, moralement et intellectuellement parlant, les Indiens étaient tout aussi bien doués qu'aucune autre nation. Humboldt ne voulait pas que de l'état dans lequel se trouvaient les Mexicains du temps de Cortez, on tirât des conclusions relativement à leur aptitude à se développer davantage. Hawkshaw croyait que le cerveau de tous les peuples était susceptible d'être fortifié comme le sont les muscles des bras. Orbigny, enfin, comptait les Indiens, en particulier, parmi les peuples les plus capables de recevoir les lumières de la culture intellectuelle, et il attendait avec certitude que la preuve de son assertion serait fournie par la marche de la civilisation.

La finesse des sens chez ces peuples, leur ruse, leur talent d'observation et la manière dont certaines facultés sont développées chez quelques individus, ont souvent et longtemps trompé beaucoup d'observateurs, même des plus expérimentés. Ils ont considéré le caractère sombre et taciturne des Indiens comme une espèce de réserve et

de dissimulation qui leur servaient à cacher leurs véritables sentiments; ils ont été convaincus que leur ambition, qui actuellement n'est qu'une vanité satisfaite d'elle même, et que le goût de la parure s'essayerait un jour dans des sphères plus étendues. Néanmoins, même ces connaisseurs qui vivaient à côté des Indiens n'ont pas voulu nier que leur vie ne soit que purement sensuelle et machinale. Ils ont avoué que leur réserve n'est d'ordinaire autre chose que le résultat de leur ignorance; que leur esprit n'a pas la force nécessaire pour embrasser un cercle d'idées plus vaste; qu'ils sont incapables de concevoir la moindre notion abstraite, de faire une considération raisonnée ou de tirer une conclusion; que leur langue, dont ils ne savent rendre aucun compte, et l'ensemble de leurs vocables se restreignent uniquement à des perceptions et à des objets matériels, et qu'enfin ils persévèrent de nos jours, comme il y a trois cents ans, dans cette indolence, étrangère à tout besoin, qui faisait douter les premiers conquérants s'ils ne restaient pas nus pour ne pas avoir besoin de filer, ou s'ils ne filaient pas pour ne pas avoir à s'habiller.

Quand on lit les récits d'un Garcilasso, où il est question des Indiens qui, à l'époque de cet écrivain, engraissaient leurs enfants, qu'ils avaient eus avec des esclaves, pour les dévorer ensuite; ou bien, quand on suit les récits de voyageurs modernes sans préjugés, qui les ont vus vendre leurs enfants avec indifférence, ou qui ont rencontré des mères offrant, en même temps, l'un de leurs seins à leur enfant et l'autre à un singe ou à un chien, on aura de la valeur de ces races, au point de vue de l'humanité, une autre idée que l'idéaliste philanthropi-

que qui, éloigné comme il l'est, ne se trouve incommodé ni par la mauvaise odeur du nègre ni par la saleté des Indiens. L'opinion de ceux qui disent que les Indiens et les nègres ont, à une époque quelconque, possédé la facilité des Européens à développer leur intelligence, ou qu'ils auront un jour la culture intellectuelle de ces derniers, est tout aussi bien une illusion que si l'on voulait essayer de chasser avec des levriers ou de faire venir des figues sur des ronces.

On peut bien enter une greffe d'une espèce supérieure sur des arbres de la même famille; on peut, par la nourriture et par l'éducation qu'on leur donne, pousser certains animaux bien au delà de leur état naturel; on peut même inoculer certaines qualités et certaines lumières à des hommes de couleur bien doués; mais ce serait se mettre en contradiction avec toute raison et avec toute expérience, si l'on espérait élever un jour les races indiennes en masse, par une éducation quelconque, à l'énergie du sentiment et de l'intelligence qui caractérise les Européens. Rien ne favorise une pareille supposition, ni dans la nature qui déploie son charme et sa richesse au milieu de l'abondance et de la variété de ses créations et de ses organisations graduées, ni dans l'histoire qui ne saurait développer pendant des siècles ce qui, depuis des centaines d'années, ne s'est pas même présenté en germe.

Toutes les leçons de l'histoire sont perdues pour celui qui continue à attribuer les mêmes aptitudes à toutes les races humaines, après les expériences politiques faites à Haïti, après les expériences sociales tentées dans l'État de Liberia, après les enseignements fournis à l'économie politique par la Jamaïque, et après les ré-

sultats pédagogiques donnés par les écoles mixtes des philanthropes dans la Nouvelle-Angleterre où les enfants de couleur restent, à un certain âge, au même point de leur développement intellectuel qu'ils ne peuvent jamais dépasser. L'avenir ne saura donner d'autre réponse à la grande question de savoir si les Indiens et les nègres pourront être fondus dans une seule et même société avec les descendants des Européens. L'expérience y a répondu déjà; en effet, à cette fusion, s'oppose une inflexible loi naturelle qui résiste d'une manière inexorable aux sentiments d'une humanité bienveillante. Ce ne sont pas seulement des mœurs et des préjugés accidentels qui s'y opposent; car les lois ecclésiastiques et civiles des peuples latins ont fait tout ce qui était possible et plus que ce qui était utile, pour vaincre tout ce qui, dans cette séparation des races, est le fait de l'action arbitraire et de l'égoïsme des hommes.

L'absorption de l'Amérique latine par la civilisation européenne.

Cette vérité est de nos jours parfaitement reconnue, au moins de quelques Américains de race latine et parmi eux des hommes les plus clairvoyants qui croient que les obstacles, opposés au développement rationnel de leur patrie, proviennent moins de l'anarchie, mais bien plus de l'Église et surtout de la nature des races autochthones. Ils sont tellement pénétrés de cette vérité qu'ils cherchent l'unique remède à ce mal extrême dans le contre-poids d'une immigration européenne par grandes masses, non pas de catholiques de race latine, mais de protestants d'origine germanique qui ne se sont jamais, autant que les Espagnols, accordés avec les hommes de couleur ni mélangés avec eux, et qui, d'après ces mêmes hommes, apporteraient les éléments nécessaires pour

vaincre tous les préjugés romains et toute l'indolence de la race latine. S'il y a encore quelque chose qui permette d'espérer un meilleur avenir pour l'Amérique espagnole, c'est bien la perception claire et exempte de toute illusion des maux qui désolent ces contrées, perception à laquelle sont parvenus quelques hommes supérieurs, tels que les Lerdo au Mexique et les Alberdi dans la république argentine. On peut trouver un autre motif pour ne pas désespérer de cet avenir dans la complète indépendance avec laquelle ces hommes avouent la vérité reconnue par eux, et dans la liberté entière avec laquelle ils *peuvent* l'avouer. Jusqu'à nos jours, on n'a pas vu, dans la métropole monarchique, un seul exemple ni de cette connaissance de soi-même, ni de cette franchise, ni de cette liberté qu'on ne trouve du reste que rarement chez les peuples latins : elles sont un premier fruit extrêmement précieux du régime républicain en Amérique.

Alberdi a pu exposer et recommander dans des documents officiels (1), imprimés sur l'ordre du gouvernement, et aider à introduire, en grande partie dans sa patrie, des idées qui touchent au fond même de ces maux, mais en même temps aux préjugés que ses compatriotes chérissent le plus; cependant, adaptées à l'état des choses en Espagne, personne ne pourrait les exprimer de la même façon dans ce dernier pays. Alberdi s'est mis en opposition directe avec les Rosas et les Francia qui ont fondé leur État sur les *gauchos* et sur la population à moitié indienne des États riverains de la Confédération

(1) Cf. *Organisacion politica y economica de la Confederacion argentina*. Besançon, 1856.

argentine, et qui ont appuyé toute leur autorité sur l'*américanisme* violent des habitants et sur leur haine contre les Européens. Alberdi, au contraire, a essayé de faire comprendre aux créoles qu'en tendant la main aux indigènes ils formaient une funeste alliance avec la barbarie; alliance qui, par rapport au temps, éloignerait de plus de trois siècles les terres de l'intérieur de la civilisation telle que la représentaient les villes de la côte, bien que, par rapport à l'espace, elles n'en fussent séparées que de quelques lieues; alliance, enfin, qui maintiendrait le pays et le peuple dans la misère à laquelle il faudrait les arracher, comme du temps de la révolution il s'était agi de briser le joug des Espagnols.

Ce même écrivain a revendiqué l'avenir de l'Amérique non pas pour les indigènes, mais pour les Européens devenus Américains qui, suivant leur race et le degré de leur instruction, doivent dans ces territoires participer au gouvernement destiné à échoir naturellement aux meilleurs d'entre eux. Il a démontré à ses compatriotes : que les républiques d'Amérique ne sont que le résultat et le témoignage vivant de l'action exercée par l'Europe sur le nouveau monde; que l'indépendance de ce continent n'est autre chose que l'Europe établie en Amérique; que leur révolution représente simplement le partage d'une puissance et d'une civilisation européennes en deux moitiés; que tout ce qui n'est pas de la barbarie chez eux appartient à l'Europe à laquelle ils doivent leur langue et leur science, leurs lois, leur Constitution, leur religion et même leurs saints; que tous leurs besoins actuels, leur prospérité, leur commerce, leur industrie et l'immigration, ne peuvent être satisfaits que par l'Europe; enfin que ce sont ces besoins seuls qui devront déter-

miner la législation, l'administration et la Constitution que leur réserve l'avenir.

L'Amérique du Sud, telle qu'elle est, est une vaste solitude; sa politique doit être celle du désert. Elle doit aller mendier sa population; elle doit ouvrir ces territoires par les lois et les traités les plus libéraux. Il faut qu'elle provoque l'immigration, en inaugurant un système grandiose, en prodiguant le droit d'établir domicile et en accordant des libertés de tout genre. Elle aura à se débarrasser de toute crainte de porter atteinte à sa nationalité et à oublier son ancienne susceptibilité à l'égard des étrangers. La Constitution de la Californie doit devenir le grand modèle des Chartes de l'Amérique du Sud; en effet, elle accorde toutes les facilités imaginables à l'immigration, et elle a consacré un système qui, en trois ans, a produit plus de résultats que celui des Espagnols pendant trois siècles; avec une rapidité incroyable, elle a fait de cette ancienne colonie pénale, comme des déserts du Texas, des territoires riches et bien peuplés dont les habitants montrent une activité des plus vives. Si l'on veut atteindre le même résultat dans l'Amérique du Sud, il faut qu'on fasse disparaître, jusqu'à ses derniers vestiges, l'ancienne administration coloniale; qu'on délivre le commerce et l'industrie de toutes les entraves; qu'on soutienne par toute espèce de faveurs chaque entreprise industrielle, et enfin qu'on encourage l'immigration de l'argent aussi bien que celle des hommes. Il faudra rapprocher des côtes les provinces de l'intérieur, en y créant des routes et des chemins de fer; mais, avant tout, il faudra les rendre accessibles à toutes les nations, en ouvrant la navigation fluviale à leurs navires. Enfin cette navigation devra être assurée par des traités

qui permettront même aux vaisseaux de guerre étrangers de pénétrer jusque dans les ports fluviaux les plus reculés, afin que les étrangers puissent, en cas de besoin, faire valoir avec leurs canons les droits qui découlent des traités, mais que nul papier ne saurait garantir au milieu d'une population aussi grossière. En effet, pour favoriser d'une manière effective la réalisation de toutes ces idées, les traités internationaux et de sages maximes administratives sont d'une plus grande utilité que des constitutions et des théories de droit politique ; ils rendent plus de services que des lois sur l'instruction publique, que des établissements ecclésiastiques, des universités et des écoles qui, en Amérique, ont été pour la plupart le théâtre du charlatanisme et de la pédanterie.

Pour ces pays, les villes sur les côtes et les ports de mer sont les meilleures universités ; des écoles commerciales et industrielles sont plus nécessaires que de doctes colléges ; les fabriques sont plus urgentes que des couvents ; la charrue, le marteau et le levier sont plus utiles que des abécédaires ; des ingénieurs, des géologues, des naturalistes et des artisans sont d'une plus grande valeur que les avocats et les théologiens ; les sciences pratiques, qui enseignent à dompter la nature sauvage et qui donnent aux habitants des mœurs pratiques, sont plus nécessaires que les légendes et les sermons ; mais le principal moyen d'éducation dont ces contrées ont besoin, c'est le travail assidu qui seul peut habituer la jeunesse à l'ordre, à l'activité et à une vie plus pure. Il leur faut cette assiduité dans le travail qui a amené les Anglo-Saxons à la moralité religieuse, tandis que toute leur piété n'a conduit les Espagnols ni au goût du travail, ni à la liberté.

Pour rendre utiles tous ces moyens d'instruction, tels qu'ils sont nécessaires à ces contrées, on n'a pas besoin, continue Alberdi, pour maîtres, de professeurs et de moines qui n'ont formé que des hypocrites et des esclaves, mais avant tout d'hommes laborieux et surtout de colons européens. Il ne faut pas d'immigrants espagnols chez lesquels, du reste, la manie des emplois publics (*emplcomania*) et le besoin de mendier les secours de l'État ont étouffé tout instinct d'immigration; mais ce qui est nécessaire, c'est la colonisation de ces pays par des races germaniques. L'influence espagnole a été terminée par la première révolution superficielle qui n'a modifié les lois que de nom; celle des Anglo-Saxons a commencé par la seconde révolution qui devra radicalement changer les hommes et les choses. A l'activité militaire des gouvernements a succédé l'action sociale, celle du peuple et celle des races; après les intérêts de l'indépendance sont venus ceux de la prospérité matérielle et morale; les buts patriotiques ont été remplacés par les besoins et par les nécessités de l'économie politique. Mais, il est impossible d'acclimater dans ces contrées la liberté, l'activité et le mouvement nécessaires pour atteindre ce but, sans la coopération de cette race qui est identifiée avec les chemins de fer et les bateaux à vapeur, avec le commerce et la liberté. Elle s'est identifiée de plus avec une espèce de culture intellectuelle qui a gardé sa pureté et qui ne lui permettra jamais de vivre en société avec les Indiens et de partager le sol avec eux. Prévoyant que cet avenir, qu'il appelle de tous ses vœux, se réalisera, et que les rivières et les steppes vont être sillonnées par les locomotives et par les bateaux à vapeur, Alberdi crie aux Indiens du Chaco :

« Dites adieu à la domination de vos ancêtres, malheu- « reux débris de la race primitive ! » Puis il ajoute que sur les bords du rio de la Plata, il y a assez de vastes espaces pour qu'on puisse refouler les Indiens dans l'intérieur des terres, comme on l'a fait dans l'Amérique du Nord.

Mais, au Pérou et au Mexique, les Indiens sont trop nombreux pour qu'on puisse procéder de la sorte à leur égard. Qu'arriverait-il, s'il y avait un choc violent entre eux et des colons anglo-saxons arrivant en masse dans le pays? Quel serait le résultat d'une occupation du Mexique dont s'empareraient les États-Unis, par exemple? On aurait là incontestablement une des expériences historiques les plus remarquables, mais aussi des plus douloureuses qu'on puisse faire. L'esclavage des Indiens, ajouté à celui des noirs, serait un prix très-cher auquel on aurait acheté la transformation de ces territoires en colonie anglo-saxonne.

L'Amérique espagnole sera-t-elle absorbée par la civilisation teutonique?

Mais, supposé même que la transformation heureuse de toutes choses dans l'Amérique espagnole puisse s'accomplir sans d'aussi tristes conflits et qu'elle se fasse à souhait par l'immigration anglo-saxonne telle qu'on la désire, ce vœu lui-même n'exprime-t-il pas qu'on abandonne la race latine et qu'on désespère de former un État créole indépendant habité par une population latine? Il ne faut pas s'étonner que des membres de la famille teutonne désespèrent de toute prospérité de ces républiques, et que des Allemands et des Anglais disent, à la louange de leurs compatriotes, que toutes les améliorations et que tous les progrès obtenus dans ces pays, comme dans les colonies restées espagnoles telles que

Cuba, n'ont été effectués que par l'énergie des étrangers appartenant à leur race. Ils n'attendent même que d'un mélange de ces méridionaux avec une race plus vigoureuse du Nord le salut de ces peuples dégénérés; ils croient qu'une domination étrangère pourra seule mettre fin à tous les abus de l'ancien régime espagnol. On ne doit pas s'étonner non plus que les Anglo-Saxons de l'Amérique du Nord voient leurs désirs de conquête violemment excités ou du moins excusés par la misère, par l'appauvrissement et par les dettes dont est accablé le Mexique qu'ils ont considéré, depuis longtemps, comme la proie facile et certaine de quelques milliers d'hommes bien préparés pour la guerre. Par là, ils avouent seulement partager l'opinion exprimée par des observateurs éloignés et désintéressés dans la question, opinion qui, longtemps auparavant, avait été professée par Vergennes, quand il avait dit « que ces pays deviendraient « un jour la proie de l'esprit ou du pouvoir des races « germaniques, et que les Anglo-Saxons, comme ils « avaient refoulé les Indiens au Nord, chasseraient, tôt « ou tard, aussi les peuples latins de toute l'Amérique ».

Mais, ce qui est étonnant, c'est qu'un grand nombre de créoles espagnols mêmes se déclarent les partisans de semblables opinions. On trouve parmi eux, il est vrai, un Magariños Cervantes (1) qui, irrité par l'ambition et les velléités de conquête des Américains du Nord, se livre à l'espoir de voir se rétablir les anciens liens de famille entre l'Amérique et l'Ibérie. Il voudrait recommencer une lutte vigoureuse avec les Anglo-Saxons dans l'Amérique du Sud où il leur prédit une défaite complète; car,

(1) Cf. Magariños Cervantes, p. 108.

dit-il, « dans ces pays, l'orgueil, la vaillance, l'indé-
« pendance et la nature chevaleresque du caractère es-
« pagnol que rien n'a pu fléchir, subsistent dans toute
« leur pureté ; jamais le peuple de l'Amérique du Nord,
« chez lequel dominent le matérialisme, la violence,
« l'esprit de domination et la lâcheté, ne saurait y triom-
« pher ; le colosse du Nord y serait vaincu sur le ter-
« rain de la violence, comme il l'a été déjà par la no-
« blesse et par la justice des Américains du Sud. »

Cependant, cette opinion semble être restée aussi isolée et aussi rare qu'elle est étrange. Les créoles espagnols, et parmi eux les penseurs qui ont le plus approfondi le sujet, semblent, au contraire, avoir tous, sinon la conviction, du moins la crainte (1) que la race espagnole, privée des secours de la mère patrie, trop peu nombreuse en elle seule et trop divisée par les intérêts opposés des prêtres, des soldats, des industriels et des fonctionnaires, ne soit destinée à disparaître complétement et à être absorbée par l'immigration ou par la conquête des peuples germaniques. Ils semblent craindre tous que la même destinée, qui a déjà commencé à opérer la dissolution du Mexique, n'atteigne, dans le cours des temps et après des moments d'arrêt marqués d'avance, tout le reste de l'Amérique espagnole.

Craintes du parti conservateur.

Ce cas admis, les grandes appréhensions d'un Gentz au sujet des nouvelles républiques américaines semblent avoir été complétement vaines. En 1827, il triomphait bruyamment de Canning, en s'écriant dans l'*Observa-*

(1) Cf. Wappaeus : *Deutsche Auswanderung und Colonisation*. Erste Fortsetzung. Leipzig, 1848, p. 50.

teur autrichien « qu'on s'était figuré comme une chose « bien trop facile et trop amusante *la création de nou-« veaux mondes* en Amérique, tandis que les tentatives « républicaines n'avaient jusqu'alors abouti qu'à faire « perdre plus de cent millions au commerce de l'ancien « monde et qu'à augmenter la désorganisation de l'A-« mérique. » Mais, en réalité, la véritable et la plus grande peur de Gentz et de ceux qui partageaient ses opinions avait *précisément* sa source dans ce cas; et elle était bien justifiée. Les conservateurs, que les inquiétudes rendaient clairvoyants, conçurent de nouvelles craintes, dès le moment où l'affranchissement des colonies espagnoles produisit en même temps la séparation de l'Amérique et de l'Europe, et où des territoires, dont le nom n'avait été guère qu'un terme de géographie physique, formèrent un nouveau monde politique indépendant. Ces hommes craignaient que l'Amérique du Nord n'eût seule tous les avantages de cette tournure des choses; qu'elle ne profitât du régime républicain de ces nouveaux États pour augmenter sa force morale, et de leur désorganisation intérieure afin d'étendre ses frontières; enfin, que l'axe de tout ce nouveau monde ne se trouvât placé uniquement dans l'organisation politique de l'Amérique du Nord, et que, par conséquent, celle-ci ne menaçât, dans un avenir éloigné, l'Europe forcée dès lors de suivre comme satellite docile toutes les évolutions de l'Amérique.

Une profonde scission, qui déchira jusqu'au fond toute la société américaine, accompagna la séparation extérieure de ces deux parties du monde. Se trouvant en opposition complète avec tous les principes d'un gouvernement monarchique, la démocratie, qui en Europe était

punie par les lois, se trouvait, en Amérique, éloignée des puissances absolues et à l'abri de leurs canons; d'un pôle à l'autre, dans la plus grande partie du monde, elle était devenue la base du système politique de ce continent. Dix grandes et petites républiques nouvelles s'étaient jetées dans la balance du monde, avec une force et un poids qui devaient nécessairement faire monter le plateau des monarchies européennes. « Voilà, disaient « les journaux libéraux en France (1), voilà le nouveau « monde en opposition directe avec l'ancien, quant aux « principes fondamentaux de l'ordre social. Le droit « qu'en deçà de l'océan Transatlantique on attribue aux « princes est, au delà de la mer, dans la possession des « peuples. Bien que les déclarations de l'Amérique (au « congrès de Panama) ne semblent menacer que l'Es- « pagne, leurs conséquences n'atteindront-elles pas l'Eu- « rope tout entière? Les peuples ne sont-ils pas partout « les mêmes, et les anciens ne voudront-ils pas par- « tager les possessions des modernes? »

Lorsque cette assemblée de Panama était sur le point de se former, l'Alliance des souverains européens semblait trouver un contre-poids dans l'union des peuples à laquelle les nouveaux États, en se rattachant avec leurs institutions homogènes à l'Amérique du Nord, paraissaient donner plus de solidité que ne pouvait le faire ce congrès chimérique. Cette union des peuples prit, aux yeux des conservateurs, un caractère extrêmement dangereux, lorsque les deux tiers du monde civilisé applaudissaient à ce grand changement qui donnait de nouveaux encouragements à la cause languissante de la

(1) Cf. *Journal des Débats* du 27 octobre 1826.

liberté, au sein de cette grande communauté qui comprend l'humanité tout entière. En effet, ce changement ranima les esprits de ceux qui voulaient le progrès et leur donna un nouveau courage, en leur faisant espérer que leurs efforts, déjoués récemment si souvent et d'une manière si ignominieuse, seraient, grâce à l'appui qu'ils venaient de trouver en Amérique, désormais mieux garantis contre les dangers incessants d'une défaite entière.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le parti conservateur craignît constamment que le principe de la liberté, établi en Amérique, n'agît continuellement et d'une manière funeste sur le système européen, comme cela venait de se produire dans le Midi. Déjà on voyait triompher ceux des partisans d'une monarchie restreinte qui n'avaient pas perdu toute confiance (1) et qui voyaient avec bonheur la puissance silencieuse de la civilisation, grâce à laquelle les postes avancés de l'armée constitutionnelle avaient envahi la moitié de l'Europe continentale, tandis que cette même puissance avait altéré la politique du droit divin dans toute l'Europe occidentale et l'avait entièrement détruite en Amérique. Les âmes timorées parmi les constitutionnels demandaient instamment qu'on réparât ce qu'on avait follement négligé de faire; qu'on établît des monarchies constitutionnelles en Amérique et qu'on s'occupât sincèrement à développer les Constitutions établies en Europe; car, ajoutaient-ils, vouloir dorénavant s'obstiner à conserver les théories légitimistes, ce serait jeter de la paille au feu. Mais les absolutistes impatients, qui redoutaient la

(1) Cf. Le *Courrier* du 30 décembre 1826.

terrible crise d'une nouvelle révolution, se servirent des feuilles royalistes pour faire un appel aux puissances de la Sainte-Alliance qui restaient dans une inaction impuissante, et pour les engager à préparer de nouveaux armements; ils exhortèrent les princes à faire de nouveaux efforts, puisque, disaient-ils, les cabinets ne semblaient pas suffisamment convaincus que la révolution, parce qu'elle avait trouvé un refuge au delà des mers, n'était pas le moins du monde plus inoffensive que sur le sol de l'Europe elle-même.

Lorsque le congrès de Panama tenait ses séances, la *Quotidienne*, voyant déjà la révolution imminente, demanda « quel serait le congrès européen qui répondrait « à celui de l'Amérique, et qui serait celui qui défen« drait les intérêts communs des monarchies contre l'am« bition combinée des républiques? » Avec une assurance tranchante, Chateaubriand fit entendre une terrible prophétie, en disant que « les monarchies de l'ancien « monde périraient aussitôt que toute l'Amérique serait « devenue républicaine ». Gentz, à son tour, disait (1) « que le sang se figeait dans ses veines, s'il regardait « l'avenir et s'il pensait qu'aux yeux de tous nos gens « éclairés la république des païens de l'Amérique du « Nord deviendrait l'idéal suprême de la constitution « d'un État. »

Changements dans la situation des États-Unis de l'Amérique du Nord.

La manière dont l'épidémie démocratique en Amérique avait, à plusieurs reprises, au siècle dernier et dans le nôtre, exercé son influence sur l'Europe, avait

(1) Cf. *Briefwechsel zwischen Fr. Gentz und Ad. Müller*. 1857. p. 276.

fait réfléchir ces hommes qui connaissaient bien l'histoire. Il était clair que les grandes conjonctures historiques, que l'antiquité avait vu se produire lors de la colonisation grecque et pendant le cours des événements qui en avaient été la conséquence, se renouvelaient ici sur un théâtre infiniment plus grand. Durant le huitième siècle avant Jésus-Christ, le monde grec avait vu la royauté patriarcale succomber, dans ses dernières retraites, sous les attaques d'une aristocratie chevaleresque. Dès ce moment même, commença la colonisation de toutes les côtes des mers de l'Est et de l'Ouest par des émigrants appartenant aux ambitieux d'une classe de parvenus opulents aux visées hautes, émigrants qui, voulant fuir l'oppression des aristocrates de leur pays, prirent, dans leurs nouveaux domiciles, une position dominatrice semblable à celle que dans leur patrie ils avaient senti peser sur eux avec indignation, mais dont ils n'avaient pu se débarrasser.

Les richesses dont ils avaient joui dans leur ancienne patrie avaient fait naître en eux leurs premières prétentions; leur émigration, leurs expéditions maritimes hardies, leurs vaillants combats avec les habitants des côtes qu'ils venaient d'occuper, ranimèrent leur vie et leur donnèrent une nouvelle vigueur. Leur commerce, qui prit un essor rapide, augmenta leur opulence, leur puissance et leur culture intellectuelle; l'extension immense qu'ils donnèrent au nom et à la civilisation helléniques développa au plus haut degré le sentiment de leur propre valeur. Le mélange des colons avec les races indigènes; leur oubli des mœurs et des mesquines habitudes locales; l'habileté pratique dont ils faisaient preuve dans toutes les affaires de la vie; l'essor rapide que prit le dévelop-

pement politique de ces États; leurs institutions politiques épurées; le droit écrit par lequel ils remplaçaient le droit coutumier dont l'aristocratie avait accablé leur ancienne patrie; l'abolition des différences de condition; l'égalité établie entre les droits que donne la richesse et ceux qui découlent de la naissance, l'assimilation de la timocratie à l'aristocratie : tout cela remplit les colons d'un sentiment de supériorité à l'égard de leur ancienne patrie, et leur donna tout cet orgueil qui, dès le jour de leur émigration, anima aussi les colons anglo-saxons et leur fit sentir qu'ils marchaient dans la voie du progrès et qu'ils dépassaient leurs anciens concitoyens.

Ces changements, introduits dans la manière de penser et d'agir des colons grecs et dans les institutions des nouveaux États, réagirent nécessairement sur la métropole. Le développement des relations maritimes et commerciales fit naître, aussi au sein de la bourgeoisie restée en Grèce, l'extension de ses relations avec d'autres peuples, de même que l'accroissement de sa propriété et de ses prétentions. Pendant le siècle qui suivit le commencement de l'émigration, on trouve partout cette classe du peuple liguée avec des chefs aristocratiques qui, dans des révolutions démocratiques, jouent le rôle de démagogues et s'érigent en rois populaires. La règle de leur conduite est le développement de la prospérité du peuple, ou bien, en prenant la position de simples législateurs et en dédaignant de s'emparer de la *tyrannis*, ils s'efforcent de fonder ce gouvernement autonome du peuple qui, un siècle plus tard, s'établit à Athènes pour se répandre de là comme un système universellement adopté dans toute la Grèce.

Or, un semblable état de choses se reproduisit, dans

notre siècle, sur la scène historique de l'Europe et de l'Amérique. Lors de la découverte du nouveau monde, il s'était répandu en Europe la tradition populaire d'une fontaine de Jouvence qui, disait-on partout et pendant longtemps, jaillissait dans ce nouveau continent; c'était la liberté qui, en partant de l'Amérique, devait se répandre dans le monde tout entier et en rajeunir la décrépitude. Abstraction faite de l'influence privée, qu'exerçaient partout la force et l'activité populaires qu'on venait de déchaîner et qui brisaient à leur tour toutes les chaînes, on avait sous les yeux les deux grands exemples de l'action exercée d'abord par l'Amérique du Nord sur la France et, à l'époque actuelle, par l'Amérique du Sud sur le Midi de l'Europe, action qui avait été combattue, la première fois, par l'Europe coalisée avec de longs efforts et avec des succès bien tardifs, et, la seconde fois, avec si peu d'efforts et avec des succès si prompts. Il y a des Américains du Nord à qui l'on ne peut ôter la conviction soupçonneuse que, dans leur zèle de porter la réaction au delà des mers jusqu'au foyer de la révolution, les hommes d'État de la Sainte-Alliance avaient offert à l'Angleterre de reconquérir l'Amérique du Nord si elle voulait coopérer avec eux au Sud. Ils ont considéré comme une disposition de la Providence la révolution ministérielle qui se produisit à ce moment même à Londres, et qui, après une lutte de vingt-cinq ans soutenue par l'Angleterre contre la révolution, rangea cette puissance parmi les défenseurs du même principe qu'elle avait si longtemps combattu.

En effet, à partir du moment où l'Angleterre, suivant de près l'Amérique du Nord, reconnut l'indépendance des républiques espagnoles, une époque toute nouvelle

commença pour les États-Unis qui, jusque-là, avaient été à peine tolérés dans le monde et qui avaient joué le rôle d'un proscrit, mais qui dès lors, comme État puissant et actif, firent faire à l'histoire du monde un pas de géant et prirent une avance énorme. Après avoir obtenu l'indépendance de sa patrie, Washington, agissant fort sagement pour cette époque des grands bouleversements en France et en Europe, avait indiqué comme le but à atteindre par les États-Unis : de ne pas se laisser enlacer dans les réseaux de la politique européenne; de ne pas conclure d'alliance durable avec une nation quelconque; d'éviter autant que possible les rapports politiques avec les autres États, et d'étendre autant qu'ils le pourraient leurs relations commerciales. « De cette manière, disait-« il, les États-Unis, solidement établis sur leur propre « sol et s'appliquant à la sagesse et à la modération, « deviendraient bientôt une des nations les plus heu-« reuses et les plus puissantes du monde. » Mais, aussitôt que l'indépendance de l'Amérique du Sud fut reconnue, on contredit ouvertement cette opinion, en disant (1) « que l'Amérique ne pouvait pas vouloir suivre un autre « système politique que tout le reste du monde ; que, « par sa position géographique, elle échapperait à des

(1) Cf. *America, or a general survey of the political situation of the several powers of the western continent*, etc. — *By a citizen of the United States*. Philadelphia, 1827. — Nous recommandons comme moyen de comparaison cet ouvrage, de même qu'un pendant moins important qui a paru de ce côté de l'Océan : M.-G. L..., *L'Amérique et l'Europe en 1826, ou le Congrès de Panama*. Bruxelles, 1826. En effet, nous attachons une grande valeur à tous les documents qui prouvent que notre manière de voir, telle qu'elle a été exprimée dans le texte et qui est certainement malsonnante pour bien des gens, n'est pas une subtilité arbitraire empruntée des opinions de parti.

« complications inutiles, et que, suivant la nature des « différents cas, elle devait intervenir partout où ce serait « utile pour y apporter la décision finale; vouloir entiè- « rement rompre ses relations avec le système politique « de tous les autres États chrétiens, ajoutait-on, ce serait « une chose impraticable, et ce serait impolitique quand « même ce serait possible. »

Comment pourrait-on effectivement s'imaginer que l'Amérique ne se servît pas d'un pouvoir tel qu'elle sentait le posséder dans cette confédération d'États? Complétée, pour ainsi dire, en grandeur et en force par la création de ce faisceau des républiques de l'Amérique du Sud avec leur constitution homogène, et devenue, par l'identité des intérêts et des formes gouvernementales, l'âme de ce nouveau monde politique et la protection et la garantie de son existence, l'Amérique du Nord se mit, dès lors, à la tête d'une des trois grandes divisions politiques qui se partagèrent le monde à partir de ce moment. Canning sentait fort bien qu'un système tout nouveau d'équilibre politique venait d'être consacré. Depuis les grands faits historiques qui avaient inauguré l'époque moderne, depuis la Réformation et la découverte de l'Amérique, la situation du monde, l'étendue des États et leur puissance respective, avaient été, à plusieurs reprises, entièrement changées par suite de cette expansion de l'influence et de l'esprit européens qui continuait toujours de se faire sentir. La Réformation avait ébranlé la théocratie romaine qui, pendant le moyen âge, avait régné sur le monde avec son pouvoir spirituel, et elle lui avait arraché la moitié septentrionale de l'Europe. Les États catholiques du Midi avaient acquis comme une espèce de compensation, en fait de puissance matérielle,

l'équivalent de ce que leur religion avait perdu en force intrinsèque. La France devint forte, grâce à sa centralisation; l'Autriche étendit ses frontières dans l'Europe continentale; l'Espagne et le Portugal durent leur grandeur aux deux Indes.

Tout cela fut modifié de nouveau par les changements introduits dans la répartition des possessions coloniales et par l'accroissement de la puissance maritime de l'Angleterre. Depuis que cette puissance avait acquis l'Amérique du Nord et que, après l'avoir perdue de nouveau, elle s'était emparée des Indes orientales, tandis que la Russie avait étendu son pouvoir sur la Sibérie, ces États non catholiques du Nord étaient parvenus à une position qui leur permettait de dominer le monde, tandis que les ressorts des puissances catholiques commençaient à perdre leur force. La Révolution française semblait destinée à rendre toute son ancienne force à la race latine, mais ce furent précisément ces puissances du Nord contre lesquelles se brisa la fortune de Napoléon. Par suite de la même catastrophe qui retrancha l'Espagne et le Portugal du nombre des États de premier ordre, et qui laissa la France dans une position affaiblie relativement à son ancienne importance, la Russie devint la puissance dominante dans notre partie du monde, et commença à menacer, par son influence et par son extension, l'Anglèterre aussi bien en Asie qu'en Europe. Par l'alliance de la Russie avec l'Autriche, et par la pression que ces deux cabinets exerçaient sur la Prusse et sur la France constitutionnelle, le principe d'absolutisme de la cour de Saint-Pétersbourg avait acquis une prépondérance intolérable qui, si elle avait pu durer sans interruption, aurait fini par étouffer tout mouvement libéral.

Cette situation des relations extérieures et intérieures dans les divers pays fut de nouveau modifiée d'une manière tout à fait subite, lorsque les États-Unis, placés à la tête de toute l'Amérique, se rangèrent comme un nouveau groupe également puissant à côté des deux autres États du Nord. On venait d'établir ainsi un nouvel équilibre des forces extérieures et, en même temps, celui des trois formes que peuvent revêtir les institutions politiques et que le monde n'avait jamais vu arriver au même degré d'expansion, de développement et d'efficacité. Ni l'antiquité, ni le moyen âge n'avait connu de république semblable à celle des États-Unis, qui présentât un caractère aussi foncièrement démocratique et qui occupât, en même temps, une étendue aussi considérable de territoire; jamais on n'avait vu une Constitution mélangée, d'une structure aussi développée et dont l'influence se fût fait sentir aussi loin que celle de l'Angleterre ; à aucune autre époque, il n'avait existé un despotisme aussi gigantesque et, en même temps, dirigé avec autant d'intelligence que celui de la Russie. Jamais on n'avait pu expérimenter et éprouver sur une aussi vaste échelle l'efficacité pratique de ces trois grands systèmes; jamais les efforts tentés par chacun d'eux et la puissance qu'ils déployaient n'avaient donné tant à penser, ni inspiré autant de craintes aux observateurs sagaces. Fidèle à l'esprit du vieil adage qui dit que « Dieu donne la suprématie au juste milieu », Canning croyait l'Angleterre la plus puissante dans sa position moyenne qui l'appelait à éviter les aberrations des deux extrêmes et à en observer, à en tempérer et à en régler les oscillations. Sur les deux points extrêmes, au palais impérial de la Russie aussi bien que dans les chaumières

de l'Amérique, on se plaisait dans l'idée qu'il était impossible de se maintenir dans un juste milieu aussi artificiel entre les simples principes naturels.

Dans tout le reste du monde, les libéraux regardaient avec appréhension la Russie et la considéraient comme une puissance qui, par le poids de sa grandeur extérieure de même que par ses relations intimes avec les souverains de l'Europe continentale, pourrait menacer l'Europe, divisée en petits États, du même sort que la Perse avait jadis infligé à la Grèce. Or, ceux qui servaient ces mêmes puissances alliées fixaient leurs regards, avec des craintes plus perspicaces, sur l'Ouest où ils voyaient poindre un danger plus éloigné, il est vrai, mais qui n'en était pas moins réel et qui ressemblait à celui qui jadis était venu fondre sur le peuple grec. Ils reconnaissaient ce danger dans l'ambition de l'Amérique du Nord républicaine. En effet, sa position entre deux océans et entre deux parties du monde, la nature de son territoire et de sa culture intellectuelle, la grandeur et la simplicité et partant la force attractive et conquérante de sa constitution, tout cela semblait destiner cet État à devenir le centre du système politique le plus puissant que le monde eût jamais vu. On voyait s'y renouveler le même spectacle dont jadis l'Italie avait été témoin, lorsque tous les rejetons sauvages de cette terre s'étaient rassemblés sur les sept collines du Tibre et avaient formé cette organisation politique si vigoureuse qui vainquit l'ancien monde. On aurait dit qu'autour des sept États de la Nouvelle-Angleterre, il allait se former une nouvelle Rome, élevée à une plus haute puissance et destinée non-seulement à dominer tous ces vastes continents, mais encore à devenir la maîtresse de toute la terre.

Position prise par l'Angleterre.

Il est vrai que, malgré son avenir immense, cette république manquait encore d'une population suffisante, de même que de l'homogénéité et de la condensation nationales nécessaires, pour inspirer, dès cette époque, la crainte d'un danger imminent. Mais encore cette dernière consolation des adversaires de l'émancipation américaine fut troublée, lorsqu'ils virent que ce qui manquait encore aux États-Unis, par rapport à la force de leur influence intérieure et extérieure, trouva aussitôt une certaine compensation dans la tournure des affaires en Angleterre, modifiées de la manière la plus grave par le grand événement qui changea le monde tout entier. En reconnaissant l'indépendance des républiques espagnoles, ce qui fit de l'Amérique du Sud son obligée et ce qui lui valut sa gratitude, l'Angleterre se plaça, en même temps, au dehors, sur un pied d'amitié avec les États-Unis, bien que, peu d'années auparavant, elle eût été engagée avec eux dans des luttes dont les causes étaient alors considérées comme permanentes. Les prétentions maritimes de l'Angleterre et la question délicate relative aux droits des neutres avaient été les causes principales de cette hostilité qui rapprochait l'Amérique du Nord davantage de la Russie et des puissances maritimes de second ordre; elle l'avait impliquée dans sa dernière guerre contre l'Angleterre, guerre dont la fin, scellée par la paix de Gand (1814), n'avait pas encore résolu cette question. Ce motif de leurs anciennes querelles resta dès lors à l'arrière-plan.

En outre, pendant plusieurs dizaines d'années, la susceptibilité nationale avait été le sentiment prédominant parmi les deux peuples qui s'étaient fait une guerre de mai-

tres à rebelles. Mais, dès le moment où, dans un célèbre discours prononcé à Liverpool, Canning avait gagné sur lui-même de dire à l'Américain Hughes « que mère et « fille se trouvaient placées l'une à côté de l'autre et « qu'elles devaient faire face à tout le reste du monde », tous les gens exempts de préjugés et dont les opinions politiques étaient déterminées par leurs intérêts et non par leurs passions, changèrent ces dispositions hostiles en bienveillance telle qu'elle sied à des amis et à des parents. En effet, à cette époque, un mouvement dont on n'avait jamais eu d'idée ranima les relations commerciales avec cette partie du monde où la consommation prit un essor étonnant. Aussitôt, l'ancienne animosité céda devant la force de ce nouvel état de choses qui reposait sur une base profonde et large, c'est-à-dire sur les intérêts des deux pays et, en même temps, sur la situation politique de tout le reste du monde; de la sorte, on prévoyait partout que tous les motifs des anciennes querelles cesseraient d'eux-mêmes et que toute opposition hostile serait aisément vaincue.

Cette prévision fut aussitôt complétement confirmée et réalisée par la modification qui s'opéra dans l'esprit intime de la politique suivie par le gouvernement anglais, et qui causa les plus grandes appréhensions en Europe. L'aristocratie des tories et le souverain lui-même virent aussitôt dans cet acte de reconnaissance qui, à l'extérieur, liait l'Angleterre plus étroitement à l'Amérique, l'émanation de cette même « foi libérale », de ces mêmes principes dangereux et de ce même « mauvais esprit » qui avait fait naître la Révolution française. La chaleur avec laquelle le parlement avait embrassé cette cause fut aussitôt interprétée comme émanant non d'un

motif d'intérêt commercial, mais bien de la haine des députés contre « l'aristocratie monarchique » de l'Angleterre. Effectivement, les sentiments démocratiques, qui dans les derniers temps avaient commencé d'agiter le peuple anglais, prirent, à partir de ce moment, pied au sein du gouvernement même ; les principes roturiers obtinrent, dès lors, une plus grande force et conquirent, pas à pas et les unes après les autres, toutes les positions que défendait l'aristocratie la plus tenace.

La scission entre l'Angleterre et ses fils républicains, qui au dix-septième siècle les força à émigrer et qui au dix-huitième provoqua leur défection, avait eu pour cause la prépondérance de la monarchie et de l'aristocratie liguées ensemble. De même, les premiers pas qu'on fit pour rapprocher la mère patrie de son ancienne colonie, devinrent la première cause qui fit que cette prépondérance fut minée par la réaction qu'exercèrent les principes démocratiques chassés jadis de la métropole. Si les Américains avaient déjà trouvé que les avances matérielles, faites par l'Angleterre aux États-Unis, n'étaient presque limitées que par la distance géographique qui sépare les deux parties du monde, on finit par considérer, en Amérique, le royaume insulaire, depuis toutes ces modifications intérieures, comme faisant en quelque sorte partie du système américain, tandis qu'en Europe on le regardait comme n'appartenant plus à la Sainte-Alliance. Si l'on tient compte de ces différents points de vue, on ne trouvera plus rien d'énigmatique dans l'émotion universelle qui régnait, à cette époque, dans tous les cercles aussi bien en Angleterre que dans les autres pays. On s'étonnera moins encore de l'irritation que montrèrent tous les diplomates de l'Europe continentale,

lorsqu'ils virent l'Angleterre reconnaître l'indépendance de l'Amérique du Sud, et qu'ils furent témoins non-seulement du changement dans la politique anglaise qu'impliquait cet acte, mais encore de cette révolution ministérielle que les Américains du Nord, de leur côté, respectaient, avec une satisfaction joyeuse comme un « acte providentiel ».

Chateaubriand data de cette démarche de Canning la ruine de la « vieille » Angleterre (1). C'est pourquoi, afin de prévenir cette catastrophe, il avait, dès 1823, ourdi des intrigues avec l'Autriche, afin de renverser Canning à l'aide des ambassadeurs Polignac et Esterhazy; Metternich, de son côté, continua à travailler longtemps le roi pour obtenir de lui, par des influences directes, qu'il changeât de ministre (2). Les tories, au sein du cabinet, avaient opposé à cette mesure de telles résistances que, jusqu'à ce qu'elle fût adoptée, il fallut tenir des délibérations aussi longues et aussi minutieuses que pour n'importe quelle autre question de la plus haute gravité. Canning, qui aurait risqué sa position pour faire triompher son opinion, dut déployer toute son activité, toute son ambition et tout son talent pour entraîner avec lui les autres ministres qui lui résistaient. Même après qu'on eut déjà fait les démarches nécessaires (Cf. plus haut p. 142) pour reconnaître l'indépen-

(1) Cf. *Mémoires d'Outre-Tombe*, t. VII, p. 179.

(2) Cf. Stapleton : *Canning and his times*, p. 427. Canning écrit (11 mars 1825) qu'il avait entre les mains des preuves dignes de foi et constatant « que Metternich, le plus grand coq... et le plus grand ment... « qu'il y eût sur le continent et peut-être dans le monde civilisé, s'était « prêté, depuis un an et plus, à une intrigue dont le but était de ren- « verser la politique du gouvernement en réparant la chute de « Canning »

dance du Buenos-Ayres, du Mexique et de la Colombie, le roi se laissa encore déterminer par les suggestions de Metternich à remettre en question toute cette affaire, toute cette politique nouvelle. Dans le dessein de séparer Canning de ses collègues, il adressa (27 janvier 1825) une lettre (1) à son cabinet, pour demander à chacun des ministres en particulier s'il fallait abandonner ou non les grands principes de l'Alliance de 1814 à 1818. Mais le cabinet, animé de l'esprit de corps le plus honorable, répondit *collectivement* et à l'unanimité que la mesure de la reconnaissance était dès lors irrévocable; qu'elle était conforme à tout ce que l'Angleterre avait fait, en 1815 à Vienne, en 1818 à Aix-la-Chapelle et, en 1821, après le congrès de Laybach; enfin, que la parole et l'honneur du pays étaient engagés pour en garantir l'exécution et pour répondre de ses conséquences.

Ce fut ainsi qu'au moment de l'exécution de cet acte, la grandeur et l'importance de ce qui se faisait et dont tout le monde avait pleine conscience, se manifestèrent au milieu des luttes du parlement, chez les diplomates, au sein du cabinet et par la bouche du roi; mais on en vit l'expression la plus énergique dans la lutte intérieure que Canning, le ministre qui agissait, avait à soutenir contre lui-même. En effet, quels n'étaient pas les changements qui avaient dû s'opérer en lui pour qu'il en fût arrivé là! En 1799, il avait accueilli avec des cris de joie le coup d'État de Bonaparte, parce que, disait-il, il anéantissait radicalement les principes d'une liberté exagérée; qu'il rendait ridicule tout système d'égalité démocratique, et qu'il changeait « les noms de républicain et de fou »

(1) Cf. Stapleton, p. 416.

en synonymes. Encore tout récemment, en 1823, le même Canning, en parlant au roi, avait rejeté bien loin l'idée de vouloir mettre dans la balance le poids de l'Angleterre pour servir de contre-poids à celui des puissances continentales. Au moment actuel, il faisait même les plus grands efforts pour sauver la monarchie au Brésil, et il favorisait avec tout autant de zèle l'établissement d'une autre monarchie au Mexique, et cela avec l'intention expresse (1) « d'arrêter le mal d'une démocratie « universelle et d'empêcher qu'on ne traçât une ligne de « démarcation, qu'il redoutait le plus, à savoir l'Amérique « contre (*versus*) l'Europe ». Or, ce fut cet homme d'État qui, seulement une année plus tard, traça lui-même cette ligne de démarcation et qui fonda, en Amérique, la démocratie universelle!

Il avait fallu le concours des mobiles les plus variés pour amener Canning comme politique, comme personnage officiel et comme individu à un changement si hardi. Mais aussi les congrès l'avaient profondément irrité par les affronts qu'ils venaient de faire à l'Angleterre; par ses velléités d'intervention en Amérique, la Sainte-Alliance avait, d'une manière palpable, porté atteinte à l'influence de l'Angleterre et avait mis la patience du ministre à une dernière épreuve. La démence du gouvernement espagnol lui avait fait oublier tous les égards qu'il avait eus jusque-là pour l'Espagne; les progrès de l'Amérique du Nord avaient excité la jalousie politique et commerciale de l'Angleterre; les relations de commerce de ce dernier pays avaient pris une telle extension qu'elles avaient absolument besoin d'être protégées.

(1) Cf. Stapleton, p. 394.

En continuant à occuper d'une manière indéfinie l'Espagne, le gouvernement français avait pesé sur le sentiment national des Anglais ; la presse royaliste, à Paris, l'avait blessé encore davantage par le ton avec lequel elle s'exprimait sur l'état de choses en Irlande, en se servant du même langage que les cabinets de la Sainte-Alliance avaient autrefois tenu à l'égard de l'Espagne. Il avait fallu tout cela pour produire ce changement dans l'esprit de Canning ; mais comme c'est le propre de la faiblesse humaine, ce qui, d'après l'aveu même de ce ministre, finit par mûrir sa résolution actuelle, ce fut le stimulant des rancunes personnelles que les embûches de Metternich firent naître chez lui.

Dans une pareille lutte d'inclinations personnelles et au milieu de conjectures aussi difficiles, on aurait pu concevoir des craintes au sujet de la position des actes et des succès de Canning, qui ne semblaient nullement assurés. Mais lui trouva cette sécurité dans sa ferme conviction, que l'acte de la reconnaissance avait en lui-même une grande importance historique : il puisait une grande force dans le sentiment qu'il avait du complet accord entre lui et le peuple anglais, et dans la certitude que l'Angleterre venait de recouvrer son ancienne position dominante, ce qui força même le roi soupçonneux à accorder sa faveur à son ministre habile. Effectivement, ce ne fut ni l'inspiration fortuite d'une pensée heureuse, ni la perception tardive d'un succès inattendu qui fit dire à Canning, dans son fameux discours du 12 décembre 1826, « qu'il avait appelé à la vie le nouveau monde, « afin de rétablir l'équilibre dans l'ancien ». Au moment où il avait reconnu l'Amérique, il s'était vanté d'avoir accompli cet acte, d'avoir « rivé le clou », comme « la

« seule chose nécessaire dans l'état actuel du monde ». Dès cette époque, il avait écrit ces paroles prophétiques : « *Novus sæclorum nascitur ordo!* » Et même, lorsqu'il prépara ce passage de son discours qui, comme une commotion électrique, parcourut toute la Chambre, il sut d'avance que ces paroles « auraient pour les oreilles et « pour les cœurs anglais un son dix mille fois plus agréa- « ble » que la communication la plus satisfaisante au sujet de n'importe quel autre succès politique. De même, il avait reconnu d'avance l'effet que produiraient ses principes sur la position de l'Angleterre, par rapport aux autres puissances; il l'avait reconnu bien avant que, dans ce même discours, il fît étalage de cette puissance gigantesque que l'appui de tous les libéraux dans le monde entier donnait à sa patrie.

Immédiatement après que l'Angleterre avait reconnu l'indépendance de l'Amérique, Canning avait déclaré, dans des conversations particulières, que son but était de changer complétement, « de la queue à la tête », la position du roi, son maître, dans l'alliance des puissances qui avait rejeté l'Angleterre dans une nullité relative, et de l'élever de la dernière place à la première. Le roi, qui n'avait pas eu la moindre idée d'un semblable effet de la politique de Canning, qui, au contraire, avait redouté des complications et des dangers de guerre, fit immédiatement et pour toujours sa paix avec lui. Désormais il montra une confiance inébranlable à ce ministre que jusque-là il avait traité en ennemi, mais qui, d'après le propre témoignage du roi, avait placé l'Angleterre, à l'égard de l'Europe, dans une position telle qu'elle n'en avait occupé à aucune époque antérieure. Et ce résultat avait été obtenu, ajoutait le roi, grâce au même système

autrefois suspecté d'où dépendait dès lors le maintien de cette position influente du pays, et qui avait fait que la crainte de l'Angleterre était devenue le sentiment qui prédominait chez les gouvernements de l'Europe continentale.

Cette modification intérieure dans la politique anglaise, modification dont on ne pouvait guère à l'œil nu reconnaître toute l'étendue, était une grave défaite pour l'absolutisme du continent, et le troubla au milieu de toutes ses victoires.

Les puissances absolues venaient de terminer, par des succès rapides, les campagnes entreprises pour combattre l'avant-garde de la démocratie américaine chez les peuples latins du midi de l'Europe; le coup qu'elles avaient porté à l'Italie et à l'Espagne avait eu un effet irrésistible. Mais elles n'avaient pu toucher au centre de cette nouvelle puissance établie dans l'Amérique même.

Les innovations américaines avaient, malgré tout, fini par s'infiltrer tant soit peu en Portugal. Aussi Metternich y fit-il sans cesse jouer tous les leviers secrets pour détruire la Charte de dom Pedro. Et ce pays n'était pas encore le seul point de l'Europe continentale où se fût maintenu le nouvel esprit qu'on redoutait au plus haut degré. Il y avait encore dans son extrémité la plus éloignee, en Grèce, un poste avancé de ce mouvement; pendant l'espace de dix ans, on allait voir s'y continuer une lutte en apparence fort insignifiante qui, en dernier lieu, ne se termina pas sans avoir couronné de succès les efforts du peuple ni sans avoir donné la victoire à sa cause, bien que personne, du côté des vainqueurs, ne dût jouir des fruits de cette victoire.

Mais c'était effectivement le côté qui inspirait le moins d'appréhensions dans cette lutte mémorable dont nous aurons à raconter maintenant l'histoire. Ce qui, abstraction faite des petits succès locaux, lui donna une grande importance pour toute l'Europe et pour l'avenir immédiat de notre partie du monde, ce furent les profondes sympathies de la chrétienté tout entière et de tous les partisans des idées humanitaires et libérales, sympathies que cette lutte fit naître au sein des peuples et au milieu même des camps où se retranchaient les puissances absolues. Par la ténacité avec laquelle elle se prolongeait; par les exploits d'un peuple qui, pendant des siècles, avait gémi sous le joug de l'esclavage; par toute une série d'événements et d'épisodes de la couleur la plus poétique, cette lutte était en elle-même propre à réchauffer les cœurs, à exciter les imaginations, à enflammer les esprits dans toute l'Europe, et à raviver des idées et des efforts politiques qui menaçaient de s'assoupir complétement.

Les hommes d'État anglais avaient été assez perspicaces pour reconnaître ce danger dès le commencement de l'insurrection hellénique; Castlereagh aurait été très-disposé à s'associer aux puissances orientales, « pour « éteindre ce feu qui, allumé à la vérité à la périphérie « la plus éloignée de l'Europe, pourrait néanmoins « trouver des matériaux combustibles en se propageant, « et finir par porter l'incendie dans le centre même ». Les puissances auraient facilement pu obtenir, *à l'Est*, cette coopération de l'Angleterre, après la mort de Canning qui termina le court intermède de son ministère. Mais la Russie se laissa séduire par les desseins de son ambition extérieure, et l'Autriche par la monomanie de

ses principes politiques, de manière à engager la France dans un double labyrinthe de fautes. Ce fut ainsi qu'on prépara et qu'on mûrit la catastrophe de 1830, qui aliéna pour toujours les tendances politiques de l'Europe aux principes de l'absolutisme.

FIN DU TOME DIXIÈME



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME DIXIÈME

VI. — INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE (Suite)

3. — LA NOUVELLE ESPAGNE

4. — LE PÉROU SOUS LE PROTECTORAT DU CHILI ET DE LA COLOMBIE

5. — RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS INDÉPENDANTS DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE ET L'EUROPE

6. — LA MONOCRATIE DE BOLIVAR

7. — LE BRÉSIL ET LE PORTUGAL

8. — COUP D'ŒIL JETÉ SUR LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR DE L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — IMPRIMERIE POUPART-DAVYL ET Cie, 30, RUE DU BAC.

ERRATA

Page 388, ligne 15, au lieu de conjectures, *lisez* conjonctures.
— 389, — 13, — gigautesques, — gigantesques.



